

**La Police à cheval du Nord-Ouest:
premier contingent, 1873–1874**
Philip Goldring

**Whisky, chevaux et morts: le massacre des
collines Cyprès et ses séquelles**
Philip Goldring

**Le *Dawson Daily News*: journalisme
au Klondike**
Edward F. Bush





Parcs
Canada

Parks
Canada

Préparé par la Direction des lieux et des parcs historiques nationaux et
publié par Parcs Canada avec l'autorisation de l'Hon. J. Hugh Faulkner
Ministre responsable de Parcs Canada
Ottawa 1979

Conception: Eric Plummer

Maquette: Eiko Emori

Traduit par le Secrétariat d'Etat

La publication *Lieux Historiques canadiens: cahiers d'archéologie et d'-
histoire* paraîtra lorsqu'un nombre suffisant d'articles auront été réunis.
Les manuscrits peuvent être soumis au chef de la Division des recher-
ches, Direction des lieux et des parcs historiques nationaux, Affaires in-
diennes et du Nord Canada, Ottawa, Ontario, Canada K1A 0H4.

Les articles paraissant dans cette série sont résumés et répertoriés dans
Historical Abstracts ou *America: History and Life*, ou les deux.

- 5 **La Police à cheval du Nord-Ouest:
premier contingent, 1873–1874**
Philip Goldring
- 41 **Whisky, chevaux et mort:
le massacre des collines Cyprés et ses séquelles**
Philip Goldring
- 71 **Le *Dawson Daily News*:
journalisme au Klondike**
Edward F. Bush

Lieux historiques canadiens:
cahiers d'archéologie et d'histoire
n° 21

Couverture: Vues des locaux du journal *Dawson Daily News* en 1973. Utilisées pour la dernière fois en 1954, la presse (couverture recto) et les casses en tiroir (couverture verso, colonne de droite) sont complètement à l'abandon.
(*Photos*: E. Wylie.)

© *Ministre des Approvisionnementnements et services Canada*, 1979.

En vente chez son libraire, ou par la poste à: Imprimerie et édition, Approvisionnementnements et services Canada, Hull, Québec, Canada K1A 0S9.

This issue is available in English as *Canadian Historic Sites: Occasional Papers in Archaeology and History* No. 21 (catalogue no. R61-2/1-21) from Printing and Publishing, Supply and Services Canada, Hull, Québec, Canada K1A 0S9, or through your bookseller.

N° de catalogue: R61-2/1-21F

ISBN: 0-660-90036-X

Bibliothèque du Congrès, Washington, carte n° 70-103875

QS-7039-000-FF-A1

Prix au Canada: \$6.50

Prix autres pays: \$7.80

Prix sujet à changement sans préavis.

La Police à cheval du Nord-Ouest: premier contingent, 1873–1874

Philip Goldring

Lieux historiques canadiens

n° 21

6	Sommaire
6	Reconnaissance
7	Introduction
8	Les origines de la Police à cheval
19	Le corps de police prend forme
27	Période de transition
28	Appendice A. «An Account Submitted to the Dominion Government by A. McArthur and Company of Winnipeg, 7th January 1874».
29	Appendice B. Service quotidien.
30	Appendice C. Notes sur le massacre des collines Cyprés et sur la formation de la Police à cheval du Nord-Ouest.
34	Notes
39	Sources citées

Sommaire

La Police à cheval du Nord-Ouest fut créée en 1873 pour faire office de tampon entre les autochtones des plaines et les colons venus de l'Ontario ou d'ailleurs. Elle allait avoir pour première besogne de déloger les marchands de whisky établis aux Etats-Unis, dont l'activité dans les régions lointaines et non colonisées du Canada venait mettre en danger le salut des autochtones et bafouer l'autorité de l'Etat sur des terres où il ne pouvait assurer le maintien de l'ordre. A ses débuts, la Police à cheval établit son quartier général au Manitoba, au Lower Fort Garry, poste appartenant à la Compagnie de la baie d'Hudson et dont l'importance commerciale dans la province commençait à décliner. C'est là que se déroulèrent les phases initiales de l'entraînement des 150 hommes du premier contingent, entraînement qui corrigea, au cours de l'hiver 1873–1874, les déficiences causées par le recrutement hâtif de novices. Au quartier général, on élaborait des plans en vue d'équiper les hommes pour la longue marche qu'ils allaient entreprendre jusqu'au pied des Rocheuses. En juin 1874, le premier contingent fit route vers le sud pour aller rejoindre au fort Dufferin (Manitoba) les recrues du deuxième contingent entraînées à Toronto.

Présenté pour publication en 1972, par Philip Goldring, Direction des lieux et des parcs historiques nationaux, Ottawa.

Reconnaissance

Nous tenons à remercier le personnel de la Division des archives fédérales, Archives publiques, et le personnel des Archives provinciales du Manitoba de l'aide et des conseils qu'ils nous ont prodigués pour la rédaction de cet ouvrage. Nous sommes tout particulièrement reconnaissants à la Compagnie de la baie d'Hudson de nous avoir permis d'extraire des passages de ses archives, ainsi qu'à M. S.W. Horrall, historien officiel de la Gendarmerie royale du Canada, de nous avoir accordé une aide précieuse à plusieurs étapes du projet dont fait partie le présent rapport. Nous endossons, comme il se doit, les opinions exprimées dans l'ouvrage et les erreurs qui ont pu s'y glisser.

Introduction

A l'automne 1873, 150 hommes se rassemblèrent au Lower Fort Garry pour y subir l'entraînement qui allait faire d'eux le premier contingent de police canadien dans les Territoires du Nord-Ouest.

Ils possédaient, pour la plupart, jeunesse, santé et enthousiasme. Il y avait parmi eux quelques anciens du corps expéditionnaire envoyé à la rivière Rouge en 1870 et une poignée de militaires de carrière, mais beaucoup arrivaient de la ferme ou d'établissements commerciaux du centre ou de l'est du Canada. Bon nombre n'étaient pas prêts pour l'entraînement rigoureux et le rude climat qui les attendaient au Lower Fort Garry et, bien sûr, ils ignoraient tout des difficultés d'un policier dans les plaines de l'Ouest.

Les recrues étaient censées être bons cavaliers, mais seuls quelques individus savaient monter. Tous devaient être en bonne santé, mais 19 furent déclarés inaptes au service après deux mois d'entraînement. Ils étaient supposés représenter toutes les provinces, outre celle où ils étaient cantonnés au début, mais la plupart des conscrits du Québec désertèrent ou furent réformés au cours des six premiers mois. Les recruteurs avaient donc agi à la légère. Les recrues devaient servir au moins trois ans, mais à l'automne 1876, plus de la moitié avaient soit abandonné, soit été réformés et certains étaient morts.

Ces hommes avaient répondu à l'appel urgent lancé par l'Etat fédéral en vue de défendre et de promouvoir l'occupation pacifique d'un territoire immense et lointain, nouvellement acquis par achat, mais qui n'était encore lié au reste du Canada ni par le commerce ni par le sentiment. Les hommes qui arrivèrent au Lower Fort Garry au cours des dernières semaines glaciales de 1873 formèrent le noyau des débuts de la Police à cheval du Nord-Ouest, corps de police courageux et discipliné qui contribua de façon vitale à faire reculer les frontières de l'ouest du Canada.

La création de la Police à cheval en 1873 faisait logiquement suite à l'implantation d'un gouvernement typiquement canadien au Manitoba. Le Canada s'était assuré la propriété du territoire en négociant avec la Compagnie de la baie d'Hudson, en 1869, et en concluant des traités avec les Amérindiens, en 1871. Les administrateurs de Winnipeg et d'Ottawa, n'ayant plus à s'inquiéter des lots riverains et des nouvelles concessions de la minuscule province, purent alors se tourner vers les vastes étendues des Territoires du Nord-Ouest.

C'était là un domaine où régnait la confusion. Les tribus amérindiennes, plus particulièrement les Cris et les Pieds-Noirs, y vivaient dans un climat de guerre constante. L'empiètement de la

colonisation sur leur territoire, graphiquement prévu au Lower Fort Garry dans le premier traité conclu avec les Amérindiens de l'Ouest, souleva l'inquiétude des Métis et des Amérindiens au sujet de leur avenir et accéléra la migration des cultivateurs métis du Manitoba vers les terres du cours supérieur de la rivière Saskatchewan, lesquelles n'avaient pas encore fait l'objet de levés topographiques. Comble de malheur, la situation déjà peu reluisante des indigènes s'assombrit encore lorsque des marchands de whisky des Etats-Unis vinrent semer le trouble et la débauche au sein des tribus du sud-ouest des Territoires, dans la région surnommée «Whoop-Up Country». Là-bas à Ottawa, on avait du mal à imaginer la précarité de la situation, mais le lieutenant-gouverneur Morris, chef du Manitoba et des Territoires, n'avait, quant à lui, aucune illusion. A l'aube de 1873, il affirmait que le maintien de l'ordre dans le Nord-Ouest du pays serait la préoccupation majeure des années à venir. Il prévoyait aussi que le dominion aurait à y maintenir une force militaire et policière dans le futur. Dans l'un de ses rares éclairs de génie littéraire, le prosaïque Morris déclarait ensuite: «Little as Canada may like it she has to stable her elephant.»¹

Ce qui se fit. La plus grande réalisation à voir le jour pendant les derniers mois d'existence du gouvernement de Sir John A. Macdonald, alors aux prises avec le scandale du Pacifique (chemin de fer), fut la création de la Police à cheval du Nord-Ouest. Ses agents, recrutés à la hâte dans toutes les provinces du Canada, allaient devoir dompter l'éléphant. L'histoire de ces pionniers appartient aux archives du Lower Fort Garry puisque c'est là que 150 d'entre eux prêtèrent serment et subirent leur entraînement avant d'entreprendre à Dufferin, où les attendaient 150 autres compagnons, leur odyssee vers l'ouest et vers l'intérieur du «Whoop-Up Country»².

Les origines de la Police à cheval

I
«Come what may, there must be a military body, or, at all events, a body with military discipline, at Fort Garry;[. . .] the best force would be *Mounted Riflemen*, trained to act as cavalry but also instructed in the rifle exercise.» C'est ainsi qu'en 1869 Sir John A. Macdonald exprima l'idée qui donnerait naissance à la Police à cheval¹. Sans doute le gouvernement du Canada comprit-il la nécessité de créer une police fédérale dans le Nord-Ouest dès l'instant où il commença à en négocier l'acquisition, mais ce n'est qu'à la mi-décembre 1869 que Macdonald fit allusion, dans sa correspondance, à la mise sur pied d'un corps policier, soit très peu de temps après qu'un groupe de Métis eut barré la route au lieutenant-gouverneur William McDougall à la frontière américaine en lui interdisant le passage. «Have you taken any steps yet to organize a Mounted Police? [. . .] You can[. . .] be organizing a plan for a semi-military body», le premier ministre écrivit-il aussitôt à l'infortuné gouverneur. Le type de police que proposait Macdonald se trouvait à mi-chemin entre le *Royal Irish Constabulary* et les régiments autochtones de l'armée britannique en Inde. Les diverses troupes allaient devoir se composer d'un parfait mélange de «pure whites & British & French Half-Breeds» de sorte qu'aucune race ne prédomine. Il saute aux yeux que Macdonald sous-estimait la profondeur de l'abîme entre les Métis et l'Etat, car il présuait, en toute confiance, qu'il serait inutile d'envoyer un détachement militaire dans le territoire nouvellement acquis: «The cost of sending a Military Force will be so enormous, that[. . .] it would be a pecuniary gain to spend a considerable amount of money in averting the necessity by buying off the insurgents.»²

Or, ce fut en vain qu'on tenta d'acheter les Métis. Leur loyauté à l'égard des leurs et de leur passé était trop ancrée en eux pour qu'ils confient leur destinée à un gouvernement étranger. Leur résistance indomptable sous la bannière de Louis Riel et, comme corollaire, l'entrée du Manitoba dans la Confédération, incita le gouvernement fédéral à abandonner l'idée de former un corps de policiers pris sur place. De même, les efforts accomplis au début de 1870 pour recruter un effectif de police à cheval en Ontario furent-ils réduits à néant. Le gouvernement ne réussit alors à mettre sur pied qu'un corps expéditionnaire de nature purement militaire. Au cours de l'été 1870, il envoya à la rivière Rouge un bataillon d'infanterie impériale et deux bataillons de milice recrutés spécialement pour l'occasion, les *Ontario* et *Quebec Rifles*. Ils étaient chargés principalement de restaurer et de maintenir l'ordre dans la zone colonisée qui allait plus tard devenir le Manitoba. On s'aperçut par la suite qu'il valait mieux les y laisser encore

quelques années pour servir de tampon entre les éléments bagarreurs de l'ancienne et de la nouvelle population de la province³. Macdonald demeurerait cependant convaincu de la nécessité de former un corps de police de nature différente dès que la situation au nord et à l'ouest du Manitoba exigerait la présence d'un organe habilité à faire exécuter la loi. Au cours des premières années, par conséquent, la milice servit de pis-aller au Manitoba, tandis que dans les autres régions du Nord-Ouest il n'y avait personne pour faire régner l'ordre.

Macdonald n'abandonna jamais l'idée d'établir un corps de police à cheval, même s'il en retarda l'application jusqu'à ce que la situation ne le lui commande. Comme, à titre de province, le Manitoba devait veiller lui-même à faire exécuter la loi, Macdonald voyait surtout ce corps de gendarmerie comme un tampon entre les Amérindiens et les colons qui viendraient à s'établir dans la région. Vers la fin de 1871, il écrivit à Gilbert McMicken du fort Garry:

*There must be a Mounted Police Force, say of 50 men, well selected and fully organized. Such a force could be sent at a moment's notice at any time on the Plains, when wanted. I look forward with some anxiety to a conflict between the Indians and the new settlers who will scatter over the Saskatchewan Valley next year. An infantry force will be of little value in preventing such encounters.*⁴

En raison de la violence politique qui régnait au Manitoba, la présence de troupes de milice nombreuses s'avérait toujours essentielle et la ruée de colons à laquelle on s'était attendu se révélait maintenant chimérique; en dépit de quoi Macdonald s'obstina à différer le retrait de la milice et l'organisation de la police⁵. Ce n'est qu'en avril 1873 qu'il se décida enfin à mettre en oeuvre les mesures nécessaires pour créer le corps de police auquel il songeait depuis plus de trois ans.

II
Entre temps, on commençait à insister de plus en plus dans l'Ouest sur la constitution immédiate d'un corps de police. Aussi, le lieutenant-gouverneur Archibald délégua-t-il le capitaine William F. Butler pour se rendre compte de la situation à l'ouest du Manitoba⁶. Dans son rapport fort imagé, Butler soulignait la nécessité d'y établir une cavalerie, mais proposait un corps militaire de préférence à des forces policières. L'année suivante, le colonel P. Robertson-Ross, adjudant général de la milice et des Forces armées régulières du Canada, rédigea lui aussi un rapport qui vint corroborer ce jugement. Butler, Robertson-Ross et d'autres observateurs n'exprimaient là que des lieux communs au sujet de l'administration du Nord-Ouest. En somme, ces recommanda-

tions ne différaient des vues exprimées par Macdonald qu'à deux égards: d'abord, en préconisant l'envoi de troupes militaires plutôt que des détachements de police, et ensuite, en appuyant sur la nécessité de les déployer sur-le-champ. Macdonald n'avait guère confiance en l'intervention de militaires et estimait que la présence de la milice au fort Garry était pour l'instant amplement suffisante. Lorsque les colons blancs iraient s'établir dans le territoire et seraient appelés à côtoyer les Amérindiens, la garnison aurait alors peut-être beaucoup de mal à contenir les frictions à elle seule.

Le lieutenant-gouverneur Alexander Morris, qui avait succédé à Archibald à la fin de 1872, critiqua bientôt vertement les vues de Macdonald. Morris faisait souvent figure d'alarmiste; il avait en effet tendance à exagérer tous les ennuis de son secteur, mais restait indifférent devant l'obligation pour l'Etat de maintenir l'équilibre entre une stricte économie et les prétendus besoins des Territoires. Il avait beau envisager l'avenir du Canada avec un optimisme illimité, il était toutefois enclin à pousser au noir le moindre problème d'administration pratique. En 1873, cependant, il touchait du doigt la vérité en affirmant qu'une application rapide et efficace de la loi déciderait de l'avenir des Territoires. «The presence of a force, écrivait-il en janvier, will prevent the possibility of such a frightful disaster as befell Minnesota & which without it, might be provoked at any moment.»⁷

Macdonald acquit enfin la conviction qu'il était souhaitable de frayer la voie aux forces de l'ordre au-delà des frontières du Manitoba et il se mit en devoir de rédiger les textes législatifs couvrant l'épineux problème de l'application réglementaire dans les Territoires du Nord-Ouest. (Ces lois, ébauchées par le conseil territorial au fort Garry, furent promulguées à Ottawa, par décret du conseil.) Au début de mai, Macdonald présenta à la Chambre des communes un bill communément appelé «Mounted Police Act». Bien que la majeure partie du bill concernait la Police à cheval, son titre en révélait le contenu global: «An Act Respecting the Administration of Justice and for the Establishment of a Police Force in the North-West Territories.» Un lien étroit unissait les deux principaux articles du bill; en effet, les officiers supérieurs du corps allaient également tenir lieu de juges de tribunaux de police et devaient, à ce titre, non seulement maintenir l'ordre, mais aussi administrer la justice conformément aux dispositions judiciaires de la loi. Les textes législatifs de la seconde partie exposaient dans les grandes lignes l'organisation, les pouvoirs et les fonctions de l'effectif, ainsi que les qualités fondamentales exigées des policiers. Ces derniers devaient être «of a sound constitution, able to ride, active and able-bodied, of good character, and between the ages of eighteen and forty years». Les recrues devaient

savoir lire et écrire le français ou l'anglais. La loi autorisait la formation d'un effectif d'au plus 300 hommes, outre les officiers, et précisait que le nombre n'en saurait être élargi, sauf si le gouverneur en conseil le jugeait bon. En présentant ces lois à l'économiste Parlement, Macdonald fit observer qu'il n'avait nullement l'intention d'approcher le nombre permis avant longtemps, et, en réponse à une question de l'opposition, reconnut qu'après la mise sur pied de l'effectif policier, l'on réduirait graduellement le nombre des miliciens au fort Garry. La loi reçut la sanction royale le 23 mai⁸.

L'adoption du *Mounted Police Act* sonna le branle-bas dans l'un des bureaux du ministère de la Justice à Ottawa. Jusqu'à ce jour, le *Dominion Police Office* n'avait été qu'un service paisible et restreint où seuls les rapports périodiques du commissaire et de ses deux agents venaient s'entasser. Une remarquable métamorphose se produisit alors. Au début d'avril, lorsque les intimes du gouvernement se mirent à ébruiter la nouvelle qu'on organiserait bientôt le corps de police pour le Nord-Ouest, des candidatures commencèrent à arriver des quatre coins de l'Ontario.

Lorsque Macdonald présenta son bill aux Communes, ce fut le déluge, et c'est au sous-ministre, le colonel Bernard, qu'il incomba d'endiguer les flots. Soldats à la retraite, jeunes et fougues officiers de milice, fils ou connaissances des vieux routiers conservateurs sollicitèrent le premier ministre, la plupart produisant des références chantant leurs vertus morales, militaires ou politiques. (Un certain capitaine Crozier de Belleville fournit de bons certificats conservateurs; après l'élection du nouveau gouvernement en novembre 1873, il se présenta de nouveau, appuyé cette fois par les libéraux. Il fut accepté juste à temps pour rallier le camp d'entraînement au Lower Fort Garry.) Un nombre démesuré de candidats postulèrent un emploi de commis, et quelques-uns se jugèrent aptes à commander l'effectif. Ce fut le cas notamment du capitaine Butler, qui écrivait: «I am now about to proceed to England with the intention of joining the Expedition at present being organised against the Kingdom of Ashanta [*sic*], but as that Expedition is expected to finish its labours before the close of Winter I will, if still fit for service, be ready to move on the Saskatchewan early in the Spring.» Un capitaine de l'armée britannique à la retraite, vivant près de Toronto, et un résident d'Ottawa qui prétendait avoir commandé un corps de police montée en Inde, postulèrent eux aussi un poste de direction dans des lettres toutefois un peu moins pittoresques⁹.

Toutes ces demandes, y compris celles de commerçants désireux d'obtenir des contrats d'équipement, reçurent, semble-t-il, une certaine attention. Mais, pour la plupart, la réponse se traduisait sans aucun doute par ce message laconique inscrit sur l'un

des dossiers: «Answer – making no promise JAMD.» Il y eut des exceptions; par exemple, dès le 28 mai 1873, le colonel Bernard écrivit sur l'un des dossiers: «Sir J. promised an app[ointmen]t.» Ce dossier renfermait la demande du major Walsh, de Prescott, qui par la suite présenta de brillants états de service au sein de l'effectif¹⁰. Dans la plupart des cas, toutefois, Macdonald ne marqua aucun empressement à faire des promesses, que ce fût pour un poste de commandement, une commission ou un simple emploi d'agent.

En fait, le Cabinet de Macdonald avait bien d'autres chats à fouetter au cours de l'été 1873. Le sort du chemin de fer du Pacifique et de l'Administration elle-même ne tenait plus qu'à un fil tandis que se poursuivait l'enquête au sujet du financement des élections de 1872 et de la présumée corruption du gouvernement à cet égard. Certaines révélations causaient une vive inquiétude à Macdonald et l'incitaient à boire. Quoi qu'il en fût, même s'il avait été sobre et en mesure d'accorder toute son attention à la police, il n'avait pas encore déniché de commandant. Il avait penché précédemment pour le capitaine Cameron, jeune officier de l'armée impériale et gendre de Charles Tupper: «As one can do a good natured thing for a friend without injuring the public service, we may as well embrace the opportunity.»¹¹ En 1873, toutefois, Cameron était au service de la Commission des frontières et d'autres candidats s'étaient présentés. Macdonald souhaitait ardemment obtenir les services du colonel J.C. McNeill, officier de l'armée impériale qui se trouvait au Canada au début des années 1870, mais celui-ci, tout comme Butler, s'était joint au corps expéditionnaire de l'Afrique occidentale et n'était donc pas disponible¹². Les gens de la rivière Rouge avaient eux aussi leurs idées au sujet du commandement de l'effectif et certains se liguèrent pour faire nommer un officier français. Le groupe était représenté, chose assez invraisemblable, par deux commerçants écossais, A.G.B. Bannantyne et le vieil Andrew McDermott. Ils favorisèrent d'abord Louis de Plainval, jeune homme pittoresque et excentrique, arrivé dans l'Ouest avec le corps expéditionnaire de 1870 et alors à la tête de l'inefficace et minuscule détachement de police provinciale. Lorsqu'il se retira vers le milieu de 1873, Bannantyne et McDermott misèrent sur le major L.M. Voyer, autrefois des *Quebec Rifles*¹³. Macdonald vint, cependant, frustrer leurs espoirs par sa persistance à vouloir nommer, si possible, un officier de l'armée impériale.

Cet entêtement à vouloir faire commander un officier britannique cadrait bien avec la notion assez générale formulée par le premier ministre au sujet du corps policier. Macdonald ne précisa jamais sa pensée, mais on peut en faire ressortir les grandes lignes en s'appuyant sur un certain nombre de sources, notam-

ment sur les observations formulées par le premier ministre devant le Parlement, lorsqu'il présenta le *Mounted Police Act*, ainsi que sa correspondance avec le gouverneur général et le lieutenant-gouverneur des Territoires jusqu'à la fin de septembre 1873. Macdonald prévoyait avoir de 150 à 200 hommes (qui relèveraient du ministère de la Justice et non de la milice) dans le Nord-Ouest dès l'été 1874. Ces hommes seraient recrutés dans les quatre provinces de l'Est et subiraient leur entraînement en Ontario au cours de l'hiver 1873–1874, pour ensuite s'acheminer vers l'Ouest aussitôt la route de Dawson ouverte. On retirerait alors une partie de la milice cantonnée au fort Garry. On porterait tôt ou tard l'effectif au maximum, c'est-à-dire 300 hommes et, lorsque la présence de troupes spéciales à Winnipeg ne serait plus nécessaire, la milice diminuerait ses effectifs¹⁴.

Pour qu'un tel programme réussisse, il fallait mettre sur pied le corps de police au cours de l'été 1873. Malgré certains revers, on parvint à respecter le programme et l'on put se mettre à l'oeuvre dès la fin d'août. Le gouvernement se heurta à de nombreux obstacles tandis qu'il se raidissait sous le poids des révélations et des accusations portées contre lui dans l'affaire du scandale du Pacifique (ou *Pacific Slander* comme l'avaient baptisé les vaillants défenseurs de Macdonald). Macdonald passa une grande partie de l'été dans un état de léthargie, et il se réalisa très peu de choses avant que la nécessité de convoquer le Parlement ne s'impose à l'esprit du premier ministre. Le hasard voulut que cette rencontre coïncide avec l'arrivée d'un certain nombre de rapports peu réjouissants établis par le consciencieux lieutenant-gouverneur des Territoires du Nord-Ouest.

Tout au cours de l'été, Morris avait exprimé son mécontentement devant l'intention manifeste de Macdonald de ne recruter que 150 ou 200 policiers et il brossa un sombre tableau de l'activité dans les Territoires. Il se faisait plus particulièrement du souci pour la partie sud-ouest, car il venait tout juste d'apprendre que des trafiquants américains se livraient chez les Amérindiens au commerce fort lucratif du whisky. Morris éprouvait une vive appréhension au sujet des effets débilissants que ce commerce pourrait avoir sur des tribus déjà minées par la famine qui avait frappé de nombreux campements l'hiver précédent. Il craignait surtout que les Pieds-Noirs qui pouvaient, selon lui, compter jusqu'à 10 000 guerriers, ne déclenchent des hostilités. Les Pieds-Noirs vivaient, en effet, dangereusement près de trafiquants américains et échappaient, de plus, à l'emprise du gouvernement du Canada et même à celle de la Compagnie de la baie d'Hudson, même s'ils se trouvaient bien en deçà de la frontière canadienne. Aussi, Morris, tout en niant fermement être un alarmiste, pressait-il le gouvernement de conjurer la menace imminente d'une guerre amé-

1 Sir George A. French (1841–1894) obtint congé de l'Artillerie royale pour devenir le premier commissaire à plein temps de la Police à cheval du Nord-Ouest en décembre 1873. C'est lui qui commandait la force en 1874 lors de la fameuse expédition qui se rendit

du Manitoba jusqu'aux postes des trafiquants de whisky, au pied des Rocheuses. En 1876, il démissionna de son poste pour redevenir officier dans l'armée. (*Archives publiques Canada.*)



rindienne soit entre des tribus en perpétuelle rivalité ou contre les colons blancs¹⁵. A la mi-août, finalement, l'insistance de Morris engendra au sein du Cabinet fédéral une sérieuse discussion au sujet des affaires du Nord-Ouest.

Au début d'août, le ministre de l'Intérieur, Alexander Campbell, reçut une dépêche de Morris, dont il interpréta mal le sens: il crut, en effet, que Morris lui demandait d'envoyer des troupes sur-le-champ au pays des Pieds-Noirs. L'inquiétude de Morris ne tarda pas à gagner Campbell, qui demanda au Cabinet d'autoriser l'envoi d'un détachement de 150 soldats du Manitoba au comptoir de whisky du fort Whoop-Up; de plus, il proposa de porter la garnison du fort Garry au maximum, au moyen du recrutement¹⁶.

Après un bref examen, le Cabinet rejeta la proposition, jugeant qu'une telle concentration de troupes dans une aussi petite portion des Territoires coûterait extrêmement cher et laisserait sans protection la majeure partie de la région. L'idée de Campbell eut quand même pour effet, semble-t-il, d'amener Macdonald à sa table de travail pour y rédiger les textes qui présideraient à l'organisation de la Police à cheval. Le Parlement se prorogea le 13 août et Macdonald dressa un décret autorisant la création d'un effectif de 300 hommes, décret qu'il présenta au conseil le 27 août¹⁷. L'idée de constituer un corps de police n'avait jamais suscité beaucoup d'enthousiasme à l'extérieur du Nord-Ouest et du ministère de la Justice, mais le 28 août, le porte-parole du gouvernement dans la capitale, l'*Ottawa Daily Citizen*, annonça à son de trompe la naissance du corps policier en signalant la présentation du décret et en déclarant que l'organisation se ferait immédiatement¹⁸.

III

Morris pouvait se féliciter de ce que ses dépêches sur la situation dans les Territoires eurent incité le gouvernement à prendre des mesures immédiates. Quelques semaines de plus et le projet de force policière aurait pu se perdre dans l'agitation qui entourait la chute du Cabinet, le 3 novembre. L'annonce de la formation du corps policier suscita peu de réactions dans le public, si ce n'est la rumeur qui circula un moment et selon laquelle le capitaine Butler s'en verrait offrir le commandement¹⁹. La décision du gouvernement reçut peu de publicité en dehors de quelques lignes concises dans le *Citizen*, qui étaya de nouveau la politique gouvernementale en signalant un horrible incident que la création d'un corps policier un an plus tôt aurait peut-être pu empêcher. Il s'agissait du massacre des collines Cyprès, lors duquel au moins 20 Assiniboïnes avaient péri en terre canadienne au cours d'une querelle d'ivrognes entre les Amérindiens et un groupe de Blancs, trafiquants et chasseurs de loups, venant des Etats-Unis.

*If the Republic cannot teach its subjects to respect laws it is time that the Dominion should[. . .] Vigorous action on the part of our government in this direction may save us future trouble not only from the lawless citizens of the neighbouring country, but also from the North West Indians who will not be slow to defend themselves if the Dominion Government should appear to them incapable or unwilling to afford them protection. The organizing of the Mounted Police Force, which as we announced yesterday, will be commenced at once, may prevent a repetition of the disgraceful scene to which our despatch from Fort Garry refers.*²⁰

Les rapports sur ces assassinats arrivèrent à Ottawa trop tard pour influencer de quelque manière sur la décision d'établir la force policière, mais déterminèrent en partie la politique de recrutement et de formation²¹. C'est le décret du conseil du 30 août qui décida de la forme initiale du noyau policier. L'effectif serait partagé en six troupes ou divisions, désignées par les lettres «A» à «F». Chaque division serait commandée par un inspecteur-surintendant, secondé par deux officiers aux titres plutôt confus, soit surintendant et sous-inspecteur. Un commissaire serait à la tête du corps policier. Les sous-officiers devaient consister en un constable en chef avec le grade de sergent-major dans chaque division et un constable pour dix sous-constables ordinaires. L'agencement administratif de la force policière sur le terrain resterait aussi simple que possible: un seul homme accomplirait les tâches d'officier-payeur et de quartier-maître pour l'ensemble du corps, et il serait secondé d'un seul constable dans chaque division. A ce moment-là, aucune structure administrative ne fut mise en place à Ottawa. C'est Macdonald lui-même qui se chargea d'abord d'organiser la force, aidé du personnel de la milice et de deux hauts fonctionnaires de son ministère, Hewitt Bernard et Hugh Richardson. On nomma plus tard un contrôleur à plein temps.

La solde annuelle des officiers était relativement généreuse, s'échelonnant de \$1000 pour les sous-inspecteurs, à \$2000 pour le commissaire. Les constables recevaient un dollar par jour et les sous-constables, 75 cents. Cette dernière somme n'était pas aussi maigre qu'elle pourrait le paraître, puisque les rangs inférieurs devaient recevoir des rations, une baraque ou d'autres facilités de logement, des soins médicaux gratuits ainsi que des vêtements assignés à l'occasion par ordre du Conseil. La loi prévoyait la nomination d'un chirurgien au service du corps, mais Macdonald décida que, puisque les policiers seraient dispersés en petits détachements dans le Nord-Ouest, un chirurgien au quartier général serait d'une utilité relativement restreinte pour l'ensemble de la force. On décida plutôt de retenir les services de médecins locaux, selon les besoins.

Indirectement, l'incident des collines Cyprès eut une influence sur une partie importante du plan de Macdonald, c'est-à-dire l'entraînement des membres du corps policier en Ontario. Macdonald avait d'abord pris à la légère l'affaire du massacre, en se contentant de nommer un commissaire spécial pour enquêter sur l'affaire et extradier les Américains coupables²²; puis, il se tourna vers le tâche importante qui consistait à organiser la Police à cheval. Le massacre suscita encore moins d'intérêt dans le public que la création du corps policier, mais il permit à Macdonald de demander en termes plus convaincants les services d'un officier de l'armée impériale. Il écrivait au gouverneur général: «This Indian massacre at Fort Benton [sic] shows the necessity of our losing no time in organizing the Mounted Police.» Puis il lançait sa requête: «May I ask you if you thought of writing to the Horse Guards to get the service of the Commissioner of Police recognized as Military Service? If this were accorded to us, our range of choice would be considerably enlarged.»²³ Mais, visiblement, le massacre n'avait pas alarmé Macdonald autant que Morris, puisque quand celui-ci plaida pour l'envoi immédiat de policiers, il répondit: «Our present idea is to drill them all winter here, and send them up, with their horses as soon as the Dawson route is open in the Spring. Do not you think, on consideration, that that is by far the best plan?»²⁴ Morris n'abondait absolument pas dans ce sens et il intensifia ses attaques contre les vues plus optimistes du premier ministre.

Chaque rumeur, chaque entrave à son administration, représentait pour Morris une menace de soulèvement des Amérindiens ou une nouvelle guerre de résistance de la part des Métis. Ses sombres rapports se transformèrent en requêtes véhémentes pour des renforts, de la police ou de la milice. Enfin, au milieu de vagues rapports selon lesquels les Métis étaient en train de conspirer pour empêcher la signature d'autres traités entre le gouvernement canadien et les Amérindiens, Morris télégraphia à Macdonald: «What have you done as to Police force their absence may lead to grave disaster.»²⁵ Le premier ministre capitula. Il ordonna aux recruteurs (voyageant déjà dans l'est et le centre du Canada pour enrôler des hommes) de redoubler d'efforts et de se présenter dans le plus bref délai possible à Collingwood pour le départ vers le Nord-Ouest²⁶. Au même moment, il expliquait au gouverneur général les raisons de ce brusque revirement:

Morris is getting very uneasy about matters in the North West. The massacre of the Indians by the Americans has greatly excited the red men there[. . .] He is so pressing about the necessity of having the Mounted Police there, that although we intended to concentrate them at Toronto and Kingston for the winter and give them a thorough drilling before going west, we found it necessary

*that the force should be sent up before the close of navigation. It would not be well for us to take the responsibility of slighting Morris' repeated and urgent entreaties. If anything went wrong the blame would lie at our door.*²⁷

Cette décision devait avoir de grandes répercussions sur le recrutement de l'effectif.

IV

La formation de la Police à cheval mit un peu plus de deux mois à se réaliser après l'adoption du décret du conseil et ce rythme accéléré est en partie attribuable aux efforts de Bernard et de Richardson, du ministère de Macdonald, mais principalement de l'adjudant général suppléant, le colonel Powell, et aux commandants des districts militaires de l'est du Canada et du Manitoba. Le fait est ironique puisque Macdonald était déterminé depuis le début à séparer le corps policier de la milice et à le garder dans son champ de compétence, au ministère de la Justice²⁸; il n'aurait cependant pas réussi à satisfaire ses propres délais s'il n'avait pu compter sur les hommes, l'expertise et les subventions du Parlement à la disposition de Powell. Même le noyau de la force policière, c'est-à-dire l'ensemble des officiers et quelques-uns des sous-officiers, venait de la milice canadienne ou des Forces armées régulières.

Après l'annonce officielle de la mise sur pied de la force policière, le gouvernement s'en détourna temporairement, à cause du besoin de mesures rapides contre les auteurs du massacre des collines Cyprès. On traita l'urgence avec célérité en donnant des instructions spéciales à Gilbert McMicken, ancien poursuivant de Féliens et commissaire de la police fédérale, qui avait récemment accepté diverses missions du gouvernement à Winnipeg. Une fois l'affaire réglée, Macdonald se replongea dans l'organisation du corps policier. Il communiqua avec Powell le 8 septembre et l'informa que le ministère de la Justice aurait besoin d'une aide considérable de la part de la milice pour recruter les membres de la nouvelle force policière. Le jour suivant, il se présenta devant Lord Dufferin pour lui demander son aide en vue d'obtenir les services d'un officier britannique au poste de commissaire²⁹.

Le ministère de la Justice demanda à la milice une vaste gamme de services. En fait, chaque sous-adjudant général devait mettre ses ressources à la disposition des officiers de recrutement, en fournissant toute l'information, les fonds et les installations nécessaires pour enrôler les hommes et assurer leur transport en Ontario³⁰. La décision prise par Macdonald, le 24 septembre, d'envoyer l'effectif dès que possible au Manitoba exigea des efforts supplémentaires de la part des officiers de recru-

tement et les plaça dans une position de dépendance accrue vis-à-vis de la milice. Comme Macdonald l'écrivait à Lord Dufferin, «No time is to be lost. The Dawson route is not open after the middle of October»³¹.

Le personnel sous Macdonald savait peu de choses sur la route de Dawson, mais la milice l'utilisait depuis 1870 pour envoyer des troupes au Manitoba. Powell prit donc les dispositions nécessaires avec le directeur du Northern Railway, qui exploitait une ligne de chemin de fer de Toronto à Collingwood et un service de bateaux à vapeur de Collingwood à la baie du Tonnerre. Il donna également des instructions à Simon J. Dawson, du ministère des Travaux publics, chargé de la route du fort Garry depuis Prince Arthur's Landing, sur la baie du Tonnerre. Powell commanda des bottes et des coiffures pour la Police à cheval. Il indiqua à Richardson quels articles devaient se procurer les policiers et ce que le voyage leur réservait, puis il demanda à un officier d'état-major compétent, le major D.A. McDonald, de se rendre à Collingwood et d'y coordonner l'arrivée, l'équipement et l'envoi des contingents à mesure que les policiers parviendraient à destination³². La participation de la milice ne se termina pas là: le gouvernement prit la décision importante de choisir un commissaire intérimaire au fort Garry pour préparer l'arrivée rapide et presque imprévue de la force. L'homme tout indiqué pour ce poste était le lieutenant-colonel W. Osborne Smith, commandant du district militaire n° 10 au Manitoba. Smith se mit immédiatement à l'oeuvre pour se procurer des chevaux, louer et aménager des casernes et conclure des contrats d'approvisionnement³³. Vers la fin de l'année, Smith avait remis le commandement de la force du Manitoba au nouveau commissaire officiel à plein temps, le colonel G.A. French, mais durant la courte période d'activité fébrile qui marqua la mise sur pied, la milice s'était révélée indispensable dans la création de la Police à cheval.

V

Les premiers ordres de recrutement avaient été émis dès le 9 septembre au capitaine Charles Young³⁴, officier d'infanterie impériale à la retraite, qui avait pour mission de lever le contingent de la Nouvelle-Ecosse, mais c'est seulement dix jours plus tard que débutèrent les vraies activités. Les registres de recrutement pour l'Ontario, où James Morrow Walsh, James Farquharson Macleod et John Breden enrôlèrent environ 80 hommes, sont plutôt vagues. (Ces trois recruteurs ainsi que les quatre autres affectés au Québec et aux Maritimes, devinrent les premiers officiers du corps policier.)³⁵ Pour les cantons de l'Est, le recruteur était William Winder, capitaine de milice de Compton, tandis qu'Ephrem A. Brisebois leva un contingent dans la vallée du Saint-Laurent,

incluant Montréal. Le recruteur pour le Nouveau-Brunswick était Jacob Carvell, de Saint-Jean, ex-officier de l'armée des Confédérés. Pour sa part, Charles Young enrôla 20 hommes à Halifax³⁶.

Il existe peu de documents officiels sur les modalités de recrutement des premiers policiers. Il n'existe plus d'affiches, en admettant qu'il y en ait déjà eu d'imprimées, ce qui semble toutefois peu probable vu la précipitation des événements. Deux officiers demandèrent la permission de faire publier une annonce dans les journaux, mais n'en firent apparemment rien³⁷. Winder recruta une partie de son contingent par l'intermédiaire de députés locaux, notamment J.H. Pope³⁸, mais il ne semble pas que ces derniers aient eu en général un rôle important à jouer. La majorité des nouveaux policiers paraissent avoir été recrutés par l'intermédiaire de la milice. Quelques vacances dans l'effectif du fort Garry avaient récemment été comblées et les commandants de district locaux devaient avoir en main des listes de candidatures tardives ou excédentaires pour les postes limités du fort. Une seconde chance s'offrait maintenant à de jeunes hommes de faire du service dans l'Ouest pendant trois ans avec la promesse d'une concession foncière au terme de leur engagement; c'est donc sans aucun doute par l'entremise de la milice que les recruteurs trouvèrent un grand nombre de leurs hommes.

Les activités d'enrôlement au Québec débutèrent vers le 24 septembre. Ephrem Brisebois s'installa à l'Hôtel du Canada et au Casino de Montréal, ancien quartier général des zouaves pontificaux. Ses efforts firent l'objet d'une certaine publicité dans la presse, bien que les remarques d'un journal protestant, le *Daily Witness*, révélaient une absence totale de planification publicitaire. Le *Witness* eut vent des activités de recrutement dans les colonnes des journaux de langue française et il insinua, sur un ton acide, «there is no official attempt made to invite other nationalities but the French to enlist in this force»³⁹. Après que Brisebois se fut assuré les services d'un certain nombre de recrues à Montréal, il se rendit à Québec; le *Daily Mercury* écrivait, le 1^{er} octobre, «Sub-Inspector Brisebois has been in town recruiting for the force, and several young men of this city, Kamouraska, Saguenay and elsewhere have already enlisted»⁴⁰. Dès qu'il eut atteint son quota de 20 hommes, Brisebois partit pour Collingwood, où il retrouva Winder (qui avait réussi à enrôler une douzaine d'hommes dans les cantons de l'Est) et plusieurs recrues de l'Ontario, ce qui représentait un groupe de deux officiers et de 62 hommes. Sous le commandement de Winder, le groupe s'embarqua le 8 octobre à bord du vapeur *Chicora*, de la Northern Railway Company, en route vers la baie du Tonnerre⁴¹.

Jacob Carvell réussit à atteindre son objectif de recrutement et arriva à Collingwood bien avant le départ du dernier vapeur, mais ses efforts furent sapés par des instructions erronées. Il avait, en grande partie, reçu des directives verbales du capitaine Young qui, lui-même, n'avait eu que des instructions incomplètes et de vagues ordres écrits de Richardson. Néanmoins, Carvell procéda rapidement dans sa mission, parcourant le territoire de Saint-Jean à Shediac, le 30 septembre, et revenant à Saint-Jean le jour suivant. Il devait pressentir les difficultés qui l'attendaient, car il télégraphia à Ottawa pour obtenir la permission de dépasser son contingent: «I want permission to engage eight more men to prevent complication arising from making extraordinary effort to do this work quickly.»⁴² Ses prévisions se révélèrent justifiées lorsque, cinq semaines plus tard, au Manitoba, quatre de ses hommes refusèrent de prêter serment et durent être renvoyés dans leurs foyers. On ne sait pas s'il obtint la permission de dépasser son objectif, mais il était accompagné de 24 recrues lorsqu'il quitta Saint-Jean, le 2 octobre, pour le long voyage vers Collingwood, en passant par le Maine et le Québec. Il atteignit le port de Collingwood le 7, bien en avance sur l'autre contingent des Maritimes conduit par Charles Young⁴³.

Young quitta Ottawa pour les Maritimes le 18 septembre, muni de ses propres instructions et de celles de Carvell. Il eut une entrevue avec Carvell le 24 septembre et arriva à Halifax vers le 27⁴⁴. Son travail, méthodique et ordonné, se compliqua lorsqu'il reçut un télégramme de Richardson l'informant que le gouvernement avait changé ses plans: «Utmost dispatch requisite. First detachment goes Manitoba early next week.» Le ministère des Travaux publics annonçait déjà qu'après le 10 octobre il n'accepterait pas de passagers ni de marchandises pour la route de Dawson, mais Young continua de faire comme s'il n'avait pas à se presser. Se retrouvant à court d'argent, il demanda, le 2 octobre, la permission de transporter ses hommes par vapeur de Pictou à Montréal, fixant au 12 leur arrivée à Collingwood. Encore une fois, Richardson le pressa: «You have not a moment to lose. Move at once by quickest route.»⁴⁵

Toutefois, les liaisons ferroviaires entre la Nouvelle-Ecosse et le centre du Canada n'étant pas beaucoup plus efficaces que les horaires des vapeurs, Young ne put pas partir avant le 6 octobre. Il avait atteint son objectif de recrutement le 1^{er} octobre, et avait sans aucun doute eu l'embaras du choix, puisqu'un jour il examina 50 candidats, dont dix seulement furent acceptés. La presse d'opposition locale était indignée de voir de jeunes hommes, quelques-uns des meilleurs mécaniciens en ville pouvant gagner de \$9 à \$12 par semaine dans leur propre ville, se lancer dans l'aventure hasardeuse du Nord-Ouest. Néanmoins, 20 hommes

se rassemblèrent à la baraque des recrues, le 1^{er} octobre, pour prêter serment devant un juge local. Le 6, une foule d'amis et de parents se rassemblèrent au dépôt de l'Intercolonial Railway pour leur dire adieu⁴⁶. Young accompagna ses hommes, s'arrêtant de temps en temps au cours du voyage pour faire rapport et pour demander d'autres fonds à Richardson. Le 9, il télégraphia de Toronto: «Orders required as to route & only ten dollars left telegraph at once.»⁴⁷ Heureusement, l'inspecteur Macleod atteignit Collingwood avec son détachement et des ressources financières abondantes, quelques heures seulement après l'arrivée de Young, et ils s'embarquèrent le 10. Un major McDonald soulagé couronna une semaine chaotique en adressant un télégramme joyeux à Hugh Richardson:

*The remainder of the Bobbies consisting of three officers and fifty-three men under command of Inspector Young sailed from here by the Frances Smith at ten o'clock last night immediately upon the arrival of the late train.*⁴⁸

Les membres de la Police à cheval firent le voyage de Collingwood à Prince Arthur's Landing, sur la baie du Tonnerre, à bord du *Cumberland*, du *Chicora* et du *Frances Smith*. A partir de la baie, la route, celle de Dawson, montait le long d'un terrain accidenté, reliant des chemins pour voitures à de courtes étendues de voies navigables, jusqu'au portage Savanne – ligne de faite entre le lac Winnipeg et les Grands Lacs – à presque 900 pieds au-dessus du niveau du lac Supérieur. Du portage Savanne, la route suivait le lac et la rivière à la Pluie, traversait le lac des Bois et serpentait sur une distance de 100 milles jusqu'à Saint-Boniface (Manitoba), vis-à-vis Winnipeg, la petite capitale provinciale débordante d'activité. La route de Dawson était une variante de l'ancien parcours utilisé par les voyageurs de la Compagnie du Nord-Ouest qui, jusqu'à une cinquantaine d'années auparavant, avaient étendu au Canada le commerce des prairies et des régions plus lointaines. La North-West Transportation and Navigation Company qui, à partir de 1857, avait vainement tenté pendant quelques années de reprendre le territoire de la rivière Rouge au profit de l'empire commercial canadien, avait aussi brièvement utilisé une route semblable. La route de Dawson n'était en aucune façon supérieure au réseau ferroviaire américain et aux voies fluviales navigables dont s'était servie la Compagnie de la baie d'Hudson, depuis 1859, pour une grande partie de ses activités de transport. (C'est cette dernière route qu'emprunta, en 1874, le deuxième contingent de policiers.) Le seul avantage de la route de Dawson résidait dans le fait qu'elle se trouvait entièrement en terre canadienne, reliant Collingwood au fort Garry en une ligne aussi droite que possible, sans empiéter sur le territoire de la république voisine. C'est pourquoi elle de-

meura une importante voie de transport pendant plus d'une décennie, jusqu'à ce qu'elle soit brusquement supplantée par le réseau ferroviaire du Canadien Pacifique.

Les policiers étaient pleins d'entrain en quittant Collingwood, soulagés à l'idée que le pire de la confusion, sinon des ennuis du voyage, était passé. Les recrues à bord du *Chicora* appréciaient le divertissement que leur offraient leurs camarades canadiens-français, chantant et dansant sans arrêt; quelques hommes s'amusaient à jouer des tours anodins, y compris le pillage des rations spéciales des officiers. Ils n'avaient pas encore fait l'expérience de la discipline militaire⁴⁹. Le Grand Trunk Railway avait perdu une partie des bagages de Brisebois et le mal de mer se répandit parmi le détachement de Young. Malgré tout, on atteignit l'entrée du lac Supérieur sans incident sérieux.

Le premier détachement arriva à la baie du Tonnerre le 8 octobre et partit immédiatement pour le fort Garry. Le voyage fut ralenti par des vents violents et quelques chutes de neige précoce; il fut aussi interrompu à un certain moment à cause de l'hostilité entre les policiers et les représentants du gouvernement. Cette absence de collaboration venait apparemment du comportement dominateur et du langage grossier du major Walsh. Malgré un temps inclément et le climat de nervosité qui régnait, le détachement atteignit le fort Garry le 21⁵⁰. Le troisième détachement, pour sa part, eut moins de chance: il connut des conditions atmosphériques encore plus mauvaises et l'horaire du vapeur se révéla inadéquat au-delà de la ligne de faite séparant les bassins hydrographiques de la baie d'Hudson et des Grands Lacs. L'équipement se détrempa et gela, et les hommes, dont les bottes étaient glacées, durent s'envelopper les pieds de chiffons et marcher dans la boue qui, aux dires de l'une des recrues, James Fullerton, «was frozen enough to let you through and the ice cut your legs». Leurs épreuves prirent fin un peu plus tard lorsqu'ils rencontrèrent, à quelques milles à l'ouest du lac des Bois, des équipages de chiens, et ils arrivèrent au fort Garry le 31 octobre. Le premier détachement s'était dirigé vers le Lower Fort Garry par vapeur, mais quelques jours de températures sous zéro, transformèrent l'eau de la rivière en une solide couche de glace, et les derniers hommes firent le reste du trajet en traîneaux⁵¹. Ils pénétrèrent dans leurs nouvelles casernes, épuisés et les pieds douloureux, mais exaltés par l'aventure. Les derniers arrivants furent cantonnés le 1^{er} novembre, et ils s'installèrent pour affronter l'hiver dans ce petit avant-poste canadien qu'était la province du Manitoba. La première épreuve était terminée.

VI

Heureusement pour les recrues, un officier compétent et dur à la tâche avait préparé leur arrivée. Dès que Macdonald eut décidé d'envoyer la moitié de l'effectif vers l'ouest à l'automne plutôt qu'au printemps suivant, il nomma W. Osborne Smith au poste de commissaire. Smith, un vétéran de la guerre de Crimée et des raids contre les Féliens, commanda les troupes du fort Garry⁵². Il devait plus tard avoir une querelle sérieuse avec la Police à cheval, au sujet d'un incident insignifiant mais désagréable. Cependant, à partir de sa nomination, à la fin de septembre, jusqu'à ce que George French vienne prendre la relève, à la mi-décembre, les efforts d'Osborne Smith furent d'une importance vitale dans les débuts de l'organisation de la Police à cheval.

Le premier souci de Smith fut d'acheter des montures convenables pour les policiers: «No time should be lost in getting these so as to have them in thorough training for any movement in the spring. Canadian horses do not do well till after a year's acclimatization. Horses can be bought much lower now than in the spring.» Il réussit à se procurer 33 chevaux avant l'arrivée des trois divisions et, même si c'était loin du nombre qui allait être un jour requis, c'était assez pour les activités d'entraînement. La description des premiers chevaux de la Police à cheval du Nord-Ouest vaut la peine d'être citée:

*One hundred and Twenty Five dollars to be the price, the Horses to be over Four and under Seven years[. . .] To be Fourteen hands three inches high at least[. . .] A proportion of mares will not be objected to. When stallions are brought for inspection and approved they will be accepted as they stand, or if required by me altered at your risk.*⁵³

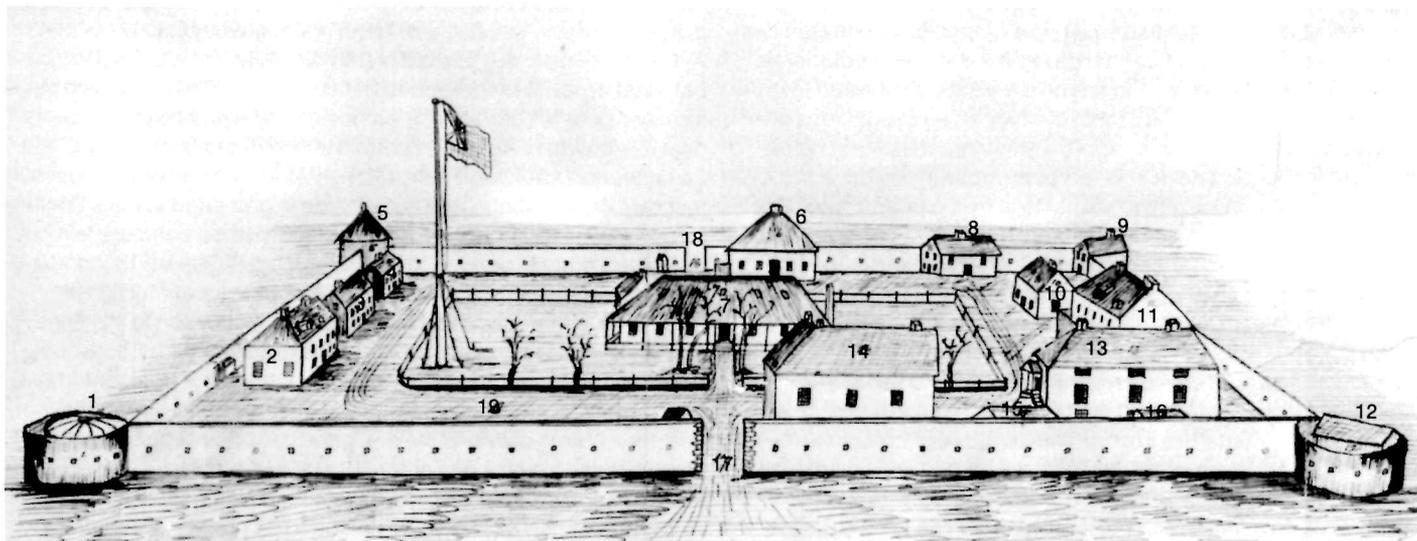
Peu de temps après sa nomination, Smith reçut de l'aide en la personne du nouvel officier-payeur et quartier-maître de la force, le premier membre de la Police à cheval à arriver au Manitoba. Le ministère de la Justice, après avoir minutieusement examiné les candidatures de plusieurs ex-quartiers-maîtres de l'armée, avait choisi Edmund Dalrymple Clark, jeune neveu de Sir John A. Macdonald. Clark se révéla un officier sans maturité, très préoccupé par la politique, son avancement et l'état incertain de sa vie romantique à Ottawa⁵⁴. Sa double tâche était trop lourde pour ses épaules et, après le 13 novembre, Jacob Carvell devint quartier-maître suppléant, laissant à Clark les seules responsabilités d'officier-payeur⁵⁵.

La nécessité de trouver des bâtiments appropriés pour loger 150 hommes constituait pour Clark et Smith une tâche infiniment plus importante que toutes les autres. Le commissaire suppléant étudia pendant un moment la possibilité de les répartir dans les baraquements des immigrants et ceux des Assiniboines à Winni-

2 Le Lower Fort Garry, quartier-général de la Police à cheval du Nord-Ouest, en 1873–1874. 1, le dépôt de provisions; 2, le comptoir de la Compagnie de la baie d'Hudson; 3, les casernes de la division «B»; 4, le dépôt de viande; 5, le dépôt d'huile; 6, l'habita-

tion des employés de la Compagnie de la baie d'Hudson; 7, la résidence des officiers dans la grande maison de la Compagnie de la baie d'Hudson; 8, l'hôpital et la cantine; 9, la boulangerie; 10, l'atelier de menuiserie; 11, le pénitencier provincial; 12, la pou-

drière; 13, les barraques des divisions «A» et «C»; 14, la salle de garde; 15, la cuisine; 16, les latrines; 17, la porte avant, donnant sur la rivière; 18, la porte arrière; 19, la place d'armes. (Bibliothèque publique d'Ottawa.)



peg, de même que dans les bâtiments de la milice, au Lower Fort Garry⁵⁶. Il abandonna toutefois bien vite cette idée et entreprit des négociations avec la Compagnie de la baie d'Hudson pour loger l'ensemble de l'effectif dans le fort de pierre. Le gardien de la prison provinciale de l'endroit promit d'envoyer, au besoin, des prisonniers pour transporter les approvisionnements, et une petite armée de menuisiers envahit le fort pour réparer et rénover les bâtiments⁵⁷. On fouilla les magasins de la milice pour trouver du matériel dont pourrait disposer la force policière et l'on s'empressa de conclure un accord, par l'intermédiaire du lieutenant-gouverneur, pour aménager près du fort des écuries capables de recevoir 50 chevaux et pourvues de selleries et d'espaces d'entreposage pour le foin et l'avoine. Au moment de l'arrivée du dernier détachement, Osborne Smith était en mesure de signaler que l'aménagement de la baraque était presque terminé⁵⁸.

L'acquisition de parties importantes du Lower Fort Garry ne s'était pas réalisée tout à fait sans efforts. Le gouvernement possédait plusieurs bâtiments dans cet ensemble, mais des réparations coûteuses s'imposaient et la Compagnie de la baie d'Hudson (qui avait déjà cédé un important entrepôt pour la prison) était peu disposée à louer plus d'un bâtiment parmi ceux dont elle disposait encore. La compagnie devait également fournir une main-d'oeuvre supplémentaire pour suffire aux besoins de combustibles et de vivres du corps policier. Dans l'ensemble, toutefois, elle ne souffrit pas de l'occupation car, en plus de retirer \$3000 de la location de trois bâtiments, elle a dû faire un profit sur ses importants marchés d'approvisionnement, de même qu'avec la cantine qu'elle exploitait pour les policiers (dont plusieurs furent d'ailleurs réprimandés pendant la période d'entraînement pour leur trop généreuse clientèle)⁵⁹.

La compagnie espérait que les activités du corps policier se tiendraient surtout dans les bâtiments déjà détenus par le gouvernement. Ceux-ci consistaient en un petit ouvrage, entre le logis des hommes et la boulangerie, et en un vaste corps de garde près de la barrière de la rivière. On modifia considérablement le petit ouvrage en y ajoutant une cuisine et des toilettes, et en l'aménageant en infirmerie. On aurait pu loger un nombre considérable d'hommes dans le corps de garde de la milice mais on conserva au bâtiment sa fonction première. C'est ainsi qu'on dut louer de la compagnie tous les espaces de logement. Il n'y eut pas beaucoup de dispute autour du vieil entrepôt en bois, entrepôt du Northern Department à une époque plus active, situé près du bastion nord-est. De même, le quartier des officiers semble n'avoir fait l'objet d'aucune controverse. Smith trouva des pièces convenables dans le grenier de la grande maison, mais le lieutenant-colonel French, plus exigeant, devait plus tard se plaindre

que les quartiers des officiers étaient aussi minables que possible, divisés par des cloisons de bois qui n'atteignaient pas le plafond. Ayant mis la main sur ces bâtiments, Smith se mit à convoiter un bâtiment de deux étages, construit en bois, qu'on venait juste de terminer pour les activités du commerce de détail de la compagnie. Ce bâtiment, laissa-t-il entendre, ferait une caserne idéale. Le facteur en chef John H. Mactavish se hâta de répliquer que le magasin était essentiel aux activités de la compagnie, mais Smith se l'appropriait quand même et dit à Mactavish de conclure le meilleur marché possible avec le gouvernement d'Ottawa. La compagnie essaya plus tard d'obtenir \$3000 pour la location du bâtiment en question, mais finit par accepter \$1000, soit le montant que la Police versait pour chacune des autres constructions. Le nouveau magasin constitua plus tard un logement très confortable pour les recrues de la division «B», tandis que les hommes des deux autres divisions étaient logés dans l'entrepôt de trois étages qui se trouvait de l'autre côté de la cour⁶⁰.

L'approvisionnement de la Police à cheval garda les hommes de la Compagnie de la baie d'Hudson très occupés pendant l'hiver 1873–1874, aux deux forts. On devait s'occuper de certains détails comme d'affecter chaque mardi deux hommes au transport du bois à brûler⁶¹, mais le contrat s'appliquait surtout aux vivres et autres nécessités de la vie pour l'homme et les animaux: boeuf et mouton frais, farine et pain, sel, poivre et pommes de terre, pour les hommes; foin, paille, avoine et son, pour les chevaux. Le contrat prévoyait également la fourniture d'huile de charbon de la meilleure qualité, pure, claire et garantissant une combustion sans odeur désagréable⁶². Les commandes originales n'existent plus, mais les registres mensuels de Dalrymple Clark démontrent que la force policière dépensait un peu plus de \$3000 par mois pour les vivres, l'éclairage, le combustible et le fourrage, somme qui s'ajoutait aux droits de location et aux achats personnels des membres du corps policier.

VII

En trois mois, les ministères de la Justice et de la Milice avaient conjugué leurs efforts pour créer la base nécessaire à la force policière tant attendue dans le Nord-Ouest. Les instigateurs de tout ce déploiement d'activités étaient Macdonald, dont les idées constituèrent le fondement de l'organisation, et Morris, dont l'insistance au cours du long été de 1873 avait disposé Macdonald à ne point négliger ses propres projets. La force policière avait été conçue comme un instrument de protection des colons blancs dans les plaines; elle fut créée pour protéger les Amérindiens contre les trafiquants de whisky, et le gouvernement contre ces deux groupes; elle fut envoyée dans l'Ouest huit mois plus tôt que

prévu, afin de calmer les craintes du lieutenant-gouverneur à l'endroit de la sécurité du gouvernement canadien et de la colonisation du Nord-Ouest. Mais la Police à cheval de 1873 était loin des légendaires «tuniques écarlates»; elle n'avait pas encore la formation, la discipline, ni même l'uniforme qui devint fameux. C'était un groupe de jeunes hommes, éloignés des leurs, ayant reçu une tâche énorme qu'ils n'étaient pas encore prêts à exécuter.

Le corps de police prend forme

Le 1^{er} novembre suivit l'installation des dernières recrues et l'hiver s'installa bientôt au Lower Fort Garry. Le 3 novembre, le colonel Smith arriva de Winnipeg et commanda à ses hommes de participer à une cérémonie simple et officielle qui marquait la véritable naissance de la Police à cheval. Les trois troupes s'avancèrent, chaque homme devant recevoir son mandat d'enrôlement et marquer, à la fin des articles d'engagement, sa place dans l'histoire en tant que l'un des «old originals», les premiers d'une célèbre lignée de gardiens de la frontière du Nord-Ouest¹. À compter de ce jour, le Canada devait observer l'avis du lieutenant-gouverneur Morris, c'est-à-dire «stable her elephant», et le faire avec force, dignité et couleur.

On appelle souvent l'engagement signé à cette occasion «enlistment oath», expression ambiguë puisque chaque homme prêtait serment dès son acceptation par les recruteurs. La cérémonie du Lower Fort Garry comportait la signature des clauses d'engagement stipulées à l'article 16 de la Loi sur la Police à cheval. Par le serment d'engagement initial, prononcé en même temps qu'un serment d'allégeance, la recrue promettait d'exécuter et de remplir les tâches et les devoirs d'un policier à cheval avec loyauté, diligence et impartialité et d'obéir aux ordres ou aux instructions, sans crainte, de façon objective et désintéressée. Lors de la cérémonie d'engagement au Manitoba, Osborne Smith présenta un abondant texte incorporant une grande partie du serment originel, mais contenant aussi force détails prosaïques qui n'ajoutaient aucunement à l'élégance des formalités historiques². Le texte arrivait péniblement à une conclusion probablement inspirée à la suite des incursions des recrues, sur le chemin de Dawson, dans les rations spéciales de beefsteak et de whisky accordées aux officiers³: «We will take care of and protect all articles of public property[. . .]and make good all deficiencies and damages occurring to such property while in our possession or care, except through fair wear and tear, or unavoidable accident.» Plus tôt, les recrues s'étaient engagées, simplement et dignement, à servir fidèlement la reine et à respecter les principes de justice qui doivent sous-tendre la réputation et la réussite de tout corps de police. Le serment d'office prononcé en novembre contenait bien peu de sublimes principes; le temps était venu de se mettre à l'oeuvre.

Une des stipulations de l'engagement, non explicite dans le serment d'enrôlement, entraîna le premier d'une série de problèmes qui devaient affliger la force policière à cause du recrutement hâtif. Il aurait fallu bien préciser l'obligation de s'engager

pour une période de trois ans, car certaines recrues étaient arrivées au Manitoba avec l'impression qu'elles pouvaient démissionner en donnant un simple préavis de six mois. (En fait, on exigeait un tel préavis *après* la période minimale de trois ans.) Pour cette raison, plusieurs hommes refusèrent de prêter serment. Parmi eux, quatre étaient canadiens-français et une douzaine, recrutés par Jacob Carvell, venaient du Nouveau-Brunswick. Plus tard, Carvell, Young et le ministère de la Justice éclaircirent la situation. Il semble que Young avait rapidement griffonné les instructions verbales de Richardson avant son départ précipité pour les Maritimes. Carvell, qui s'y trouvait déjà, fut d'avis que les instructions du gouvernement semblaient avoir été faussées et il décida qu'il lui revenait de préparer son propre formulaire de recrutement. En même temps, il assura les hommes que la période normale de service était de trois ans, mais qu'il leur serait loisible de démissionner avec un préavis simple de six mois. Au début le gouvernement proposa de réformer les recrues n'ayant pas prêté le serment d'engagement, après les avoir payées pour la période allant jusqu'à la date d'assermentation des autres. Cette approche était toutefois manifestement injuste, comme l'exprime le plaidoyer simple mais éloquent qu'adressèrent deux frères de Saint-Jean au ministre de la Justice:

This is a part of the country where there is no work to be had in the winter seasons. With no work[. . .]what are we to do, without money or friends. Were we not brought here under false pretences? As we are British Subjects we ask for redress. Can we have it? Oui, ils le pouvaient. Le ministère de la Justice conclut que Carvell avait agi de bonne foi et que personne ne devait en être tenu responsable. Les hommes reçurent l'assurance d'un voyage de retour gratuit vers l'Est et ils touchèrent leur solde jusqu'au 26 novembre, pour ensuite tirer une indemnité de subsistance jusqu'à ce qu'ils puissent repartir le printemps suivant⁴.

Un problème beaucoup plus inquiétant que l'incapacité du gouvernement d'assermenter quelques recrues venait du fait que les approvisionnements qui auraient dû accompagner la Police à cheval étaient tous gelés sur la route de Dawson et arrivèrent à destination plusieurs mois trop tard. Osborne Smith n'y pouvait pas grand chose, car les approvisionnements de la milice, expédiés en août, avaient également été bloqués en route. Malgré cela, il promit de faire de son mieux pour tenter d'arrêter le ronchonnement parmi les officiers et les hommes, et il dénicha pour eux de la literie et de vieux uniformes de milice désassortis. Les officiers se plaignaient d'être pratiquement sans uniforme et les hommes durent subir de grands tourments dû à l'absence de vêtements adéquats au cours de l'hiver qu'ils passèrent au Lower Fort Garry. Néanmoins, la Compagnie de la baie d'Hudson s'oc-

cupait bien de la première nécessité, la nourriture, et le major McDonald avait veillé à ce que chaque homme soit pourvu d'un manteau avant son départ de Collingwood⁵. Le manque de provisions constituait un ennui, mais il gêna peu la formation du corps de police, qui se poursuivit avec célérité tout l'hiver suivant.

II

En général, les six premiers mois d'existence du corps de police se caractérisèrent par des corvées pénibles, parsemées de véritables souffrances. Quelques hommes seulement étaient habitués au climat des prairies. En outre, comme le corps policier n'avait pas encore équilibré ses éléments constabulaires et militaires, la première saison fut strictement composée d'activités militaires. A mesure que l'entraînement progressait et que le climat et l'autorité commençaient à accabler les hommes, les officiers purent bientôt distinguer qui pourrait supporter les éventuelles rigueurs de la mission et qui en serait incapable. La journée du policier commençait avant l'aube et ne se terminait que plusieurs heures après la tombée de la nuit; les hommes devaient assister aux manœuvres, aux cours d'équitation, aux quarts réguliers de faction aux écuries et au fort, et le tout par temps froid.

Pendant la saison passée au Manitoba, les officiers devaient assumer des fonctions spéciales au Lower Fort Garry pour répondre aux besoins particuliers de la formation et de l'organisation initiale. Ainsi, le surintendant Jarvis ne commandait pas une division, mais fut à plusieurs occasions responsable de la force policière lorsque le commissaire était à Winnipeg ou ailleurs. Un autre surintendant, Jacob Carvell, servait de quartier-maître et devait assumer la majorité des travaux d'un Dalrymple Clark sans expérience. Les trois divisions étaient encore sous les ordres des surintendants de qui elles relevaient pendant le voyage au Manitoba. Young était à la tête de la division «A», Macleod et Winder, des divisions «B» et «C» respectivement. Les sous-inspecteurs étaient répartis inégalement dans les divisions et l'un d'eux, James Morrow Walsh, remplit le rôle d'adjudant et, par la suite, de moniteur d'équitation et de vétérinaire. Le déficit était comblé par un nombre toujours changeant de constables et de sous-constables, soit environ 146 dans le premier cas. Il n'y avait pas encore eu de disposition pour un sergent vétérinaire, un sergent infirmier, un sellier, un maréchal ferrant ou autres fonctions spécialisées⁶. Pour résoudre ce problème, Smith avait réorganisé les divisions de manière à y répartir le plus également possible les hommes représentant divers arts et métiers, tout comme il avait aussi effectué un partage minutieux selon la langue, la religion et la province d'origine⁷.

Dès le début, les officiers responsables du commandement tentèrent d'imposer à la police une routine et une discipline militaires (sans toutefois disposer de pouvoirs militaires en matière de sanctions)⁸, mais le mauvais temps vint souvent contrecarrer leurs efforts. On le voyait particulièrement bien dans la disposition des sentinelles et des gardes à proximité du fort. Une garde principale, six hommes commandés par un sous-officier, devait patrouiller deux postes, soit le n° 1, la barrière principale ou barrière de la rivière, et le n° 2, la barrière arrière du fort ou de l'intérieur. En outre, il devait y avoir une garde des écuries, composée d'un sous-officier et de trois hommes, ainsi qu'un poste à l'intérieur, c'est-à-dire deux sous-officiers et trois hommes. Depuis le moment où l'on sonnait la retraite jusqu'à ce que l'officier du jour les renvoie, ces derniers devaient être prêts à l'appel en tout temps, pour donner l'alarme en cas d'incendie, chercher les absents et exécuter les ordres de l'officier de service⁹. Ce plan global, en particulier pour le quart de nuit, tomba bientôt à cause du froid constant auquel les hommes n'étaient pas accoutumés.

Le premier manquement à ces règles strictes se produisit au début de décembre, lors de la publication d'un ordre permettant aux sentinelles, «first and last relief excepted»¹⁰, de monter la garde sans fusil – pour permettre, semble-t-il, d'enfoncer les deux mains dans les poches. Le 5 janvier, il y eut une nouvelle concession: la faction du poste n° 2 fut entièrement abolie, du dernier appel jusqu'au réveil. Le premier factionnaire devait alors étendre sa ronde et agir comme une sentinelle volante pour la protection générale des baraques entre 22 h et 6 h. Le huit, la garde des écuries put s'installer à l'intérieur des bâtiments. Les mémoires du constable suppléant Fullerton, du temps où il était en charge d'une garde préposée aux écuries, laissent percevoir comment les hommes profitèrent de ce privilège:

*We took our blankets, gathered all the saddle blankets into a pile of hay and unless some tenderfoot had left a halter half tied, we could sleep all night after the officer came around, and they were usually in a big hurry to rush back to their stoves. We hustled things back to their places before stable sounded at 6 a.m.*¹¹

Les souvenirs de Fullerton sont semés de petites irrévérences et de grandes inexactitudes, mais il n'en demeure pas moins probable que la discipline des officiers et des hommes fléchissait quelque peu devant l'attrait de la chaleur et du confort. Néanmoins, cette habitude de dormir pendant les quarts n'a pu se poursuivre bien longtemps, car les ordres du jour du 12 janvier notent que le constable suppléant Fullerton de la Division «B» est admonesté et conseille fortement aux policiers de ne pas abuser des privilèges spéciaux accordés en raison du climat. En même temps, toutefois, on accordait aux sentinelles du poste n° 1 la permission de

s'abriter dans la salle de garde de minuit à 8 h, pour n'en sortir qu'à intervalles de dix minutes afin d'effectuer une inspection rapide de tous les bâtiments. Le lendemain, on réduisait de nouveau la garde. Ainsi, graduellement les plans de garde complète et officielle s'éffritèrent sous les assauts du climat manitobain. Il ne resta plus bientôt qu'une force réduite, blottie autour des poêles et les quittant à peine quelques minutes chaque nuit. Ce fut sans doute avec grand soulagement que Walsh put, au début d'avril, donner ordre à la garde de revêtir son uniforme léger pendant le jour et de mettre les grands manteaux, les ceintures et les chapeaux de fourrure seulement une fois la retraite sonnée¹².

Le service de la garde représentait l'aspect statique de la formation des policiers au cours du premier hiver, les leçons d'équitation constituant probablement l'élément le plus actif de l'entraînement. Bien que la loi concernant la Police à cheval stipulait que les recrues devaient savoir monter, quelques-uns seulement étaient des cavaliers accomplis; en outre, Osborne Smith avait acheté plusieurs chevaux qui n'avaient jamais été sellés¹³. C'est pourquoi, cet hiver-là, on dut consacrer un temps considérable à enseigner aux hommes et aux bêtes comment travailler ensemble. Avant l'arrivée de la majorité des hommes, Smith commanda à Walsh d'aménager une piste d'exercice d'environ 40 verges sur 50, aux environs du fort de pierre. Selon James Fullerton, ajoint à la formation des néophytes, cet «hippodrome» était tapissé de broussailles pour aider à prévenir les fractures qu'auraient pu occasionner les chutes des cavaliers inexperts¹⁴.

Le commissaire French institua un calendrier d'équitation aussitôt qu'il prit la direction de la police à la mi-décembre¹⁵. Les constables devaient monter tous les jours de 9 h à 10 h et les officiers de 10 h à 11 h. Les sous-constables des trois divisions devaient pratiquer une heure par jour, chaque division ayant droit à deux après-midi par semaine après l'inspection et les exercices. La température contrecarra probablement ces instructions, car on ne trouve aucune mention des activités d'équitation avant le début de février. Le 4 de ce même mois, Walsh fut chargé des leçons avec le maître d'écurie, Sam Steele, comme second. En plus des leçons, on ajouta au programme, à partir du 9 mars, des «Horse Exercise», manoeuvres très élémentaires pour familiariser les hommes avec leurs montures. À partir de ce moment, les exercices d'équitation furent réorganisés selon les classes; les officiers et sous-officiers formant à eux seuls une classe, et les sous-constables divisés selon leur aptitude à monter. On poursuivit de plus les exercices réguliers d'équitation, où chaque troupe formait une unité de pratique deux après-midi par semaine. Les hommes qui ne montaient pas ou qui n'étaient pas de service effectuaient généralement des exercices à pied¹⁶.

L'importance donnée aux exercices d'équitation est très compréhensible et répondait au premier but que s'était fixé la police. Mais les exercices à pied, réguliers et fréquents, laissaient supposer une anomalie de la constitution même de la force. Bien que French rappelait à ses hommes, et avec raison, qu'ils n'étaient pas des soldats mais des policiers, le programme de formation ne venait pas étayer cette distinction. Rien n'indique que les sous-constables ordinaires recevaient, à ce stade, une formation juridique même élémentaire ni que les officiers, outre l'avocat d'expérience qu'était Macleod¹⁷, avaient les dispositions requises pour assumer leur fonction officielle de juge de paix. Dès le commencement, French traita son groupe en petit régiment de cavalerie. La formation de la Police à cheval du Nord-Ouest (nom qui devint bientôt le sien) n'était pas celle d'un corps policier mais plutôt de «mounted rifles», comme l'avait écrit Macdonald quatre ans auparavant. La loi conférait à chaque grade un titre militaire équivalent; souvent, d'ailleurs, ces titres avaient la préférence sur les appellations ternes et encombrantes de Macdonald¹⁸. Ainsi, le trésorier et quartier-maître Clark devint le capitaine Clark; d'autre part, le major Walsh retint son grade militaire, supérieur à celui qui lui revenait dans l'ordre de préséance de la Police à cheval¹⁹. Un certain snobisme militaire régnait dans la troupe et, partant, un sens des conventions aimait les officiers. Le 9 décembre, les constables et sous-constables reçurent ordre de ne porter les éperons qu'avec les pantalons de cavalerie et les bottes à l'écurière. On entraîna soigneusement les trompettes et tous les hommes devaient passer par une période de formation au tir²⁰. Règle générale, la police acquit en tout une allure militaire, exception faite de ses pouvoirs disciplinaires. C'était sans doute une situation imposée par French, soit pour répondre à ses propres goûts ou peut-être pour faire face au désir latent du nouveau premier ministre, Alexander Mackenzie, de mandater une expédition militaire plutôt qu'une force constabulaire dans le Nord-Ouest²¹.

Chez les premiers membres de la Police à cheval, les contrevenants passaient en jugement et recevaient leur peine sans grandes formalités. Les archives n'indiquent que les peines pour mauvaise conduite et s'étendent très peu sur la nature des délits. Le registre des ordres nous apprend que le sous-constable F. Payette commit un délit grave; il dut payer une amende de dix dollars, fut renvoyé de la force et on lui interdit à tout jamais l'accès aux casernes de la Police à cheval; mais la nature de son délit demeure inconnue²². De longues listes d'amendes paraissaient régulièrement avec les ordres du jour, car les amendes et les renvois constituaient les seules peines dont pouvait se servir la police²³; cependant, la nature des délits restait cachée. En réalité, la discipline imposée aux contrevenants était relativement faible

car, après le 19 janvier, pas même les sous-constables étaient confinés au corps de garde, sauf dans les cas d'ivresse et de conduite désordonnée. Ils étaient tout simplement aux arrêts, système fondé sur l'honneur et équivalant à la liberté sous cautionnement. Par ailleurs, l'imposition d'amendes se faisait d'une façon impitoyable et un nombre important d'hommes, qui n'étaient pas tous des déserteurs, furent rayés des cadres en punition de leurs délits.

Les policiers ne devaient pas avoir beaucoup de loisirs dans leur caserne d'hiver. Les congés étaient très rares, car seul l'officier de service pouvait autoriser plus de deux hommes par division à partir le même jour et il devait recevoir les demandes huit heures à l'avance. En outre, seul le commissaire pouvait accorder un congé de plus de 48 heures²⁴. Il n'est donc pas surprenant que certains hommes tentèrent de ramener en contrebande de l'alcool, dans leur caserne, pour mieux passer les longues nuits de veille. On mit un frein à cette habitude à la mi-décembre²⁵. La cantine de la Compagnie de la baie d'Hudson garda cependant ses portes ouvertes et, puisqu'environ seulement un homme sur dix était de service entre la retraite et le premier appel, elle devait enregistrer des profits impressionnants. Par contre, aux yeux des officiers de la police, elle était aussi une cause de perturbation, comme le révèle un ordre strict, en janvier 1874, établissant les amendes pour ivresse²⁶. Au premier délit, l'amende était de trois dollars, soit quatre jours du salaire d'un sous-constable. Le récidiviste voyait l'amende doubler. On doublait aussi les peines pour les hommes qui se présentaient au travail en état d'ivresse et on les triplait si un policier était jugé incapable d'assumer le rôle de sentinelle ou de garde d'écurie.

Deux semaines plus tard, une autre forme de divertissement fut découverte et éliminée lorsque parut un interdit strict contre le jeu dans les casernes²⁷. Un ordre daté du même jour mit fin à certaines amitiés entre constables et sous-officiers: *Constables who are in the habit of drinking or Card Playing with Sub Constables or having money transactions with them, or who by their general conduct do not endeavour to inspire the Sub Constables with proper respect for the position of Constable, will be unfit for the rank they hold.*

Il est difficile de se rendre compte du caractère réel de la discipline régnant dans le corps de police à cette époque-là. Lorsque Osborne Smith remit le commandement à French, à la mi-décembre 1873, il remarqua avec enthousiasme que la continuation de la conduite démontrée, ferait sans aucun doute de cette force, l'une des plus utiles, mais aussi un honneur pour le dominion. Mais un mois plus tard seulement, son successeur déclara avec tristesse qu'il souhaitait que les sous-constables se souviennent

qu'ils étaient policiers et non soldats, et qu'une bonne notion de dignité personnelle leur éviterait de commettre des infractions, pour lesquelles ils devaient arrêter les autres²⁸. Malheureusement, les archives ne fournissent aucune explication sur la cause de cette intervention, mais on peut supposer que, pendant un certain temps par après, les divertissements des policiers prirent un caractère plus sobre.

Deux comptes rendus de première main sur les loisirs et les activités sociales du corps policier ont quand même survécu. Le premier vient d'un policier qui semblait prometteur, mais qui laissa le groupe après six mois. L'autre a comme auteur l'un des sous-officiers initiaux, qui devint par la suite l'un des soldats canadiens les plus célèbres. James Fullerton, le premier de ces auteurs²⁹, garda le souvenir de son hiver au Lower Fort Garry à cause du patinage sur la rivière Rouge. Il fait remarquer que les jeunes filles du village rendaient le climat sensiblement plus tolérable qu'il ne l'était pendant le service de la garde. Samuel Benfield Steele, plus sérieux, aimait les fêtes, en particulier les noces légendaires des colons de la rivière Rouge, mais aussi les nombreuses soirées passées chez eux à s'instruire sur l'histoire et les coutumes des plaines. Steele fait aussi mention de concours de tir malgré des froids de trente sous zéro à l'échelle barométrique qui altéraient le plaisir du tir³⁰. Une partie de croquet eut également lieu le jour de l'anniversaire de la reine, de même qu'un «Quadrille Club» où les sous-officiers et les hommes se sont sans doute vu présenter à toutes les jeunes filles à marier du district. Malgré tout, ce fut vraisemblablement un hiver bien ennuyeux; tous les policiers étaient des oiseaux de passage, à qui le mariage était interdit, et il est peu probable que beaucoup d'amitiés durables aient pris naissance à cet endroit.

Deux autres divertissements tels la politique et la spéculation foncière s'offraient aux officiers. La politique donnait cours à des discussions nombreuses, puisque le gouvernement qui les avait promus n'existait plus. Le nouveau gouvernement libéral d'Alexander Mackenzie songea pendant un temps à mandater un corps militaire dans les plaines au lieu d'un corps de police, mais cette modification aux plans de Macdonald tomba bientôt³¹ et la formation prévue des policiers ne s'en ressentit aucunement. Pourtant, certains des titulaires politiques les plus notoires (par exemple, Charles Young et John Breden, sans mentionner Dalrymple Clark) crurent bon d'être, selon Clark, très prudents. Ce dernier précise dans une lettre à son oncle, le premier ministre défait, que «of course our fellows are all your appointments, and consequently they can talk more freely than if it were otherwise»³². La spéculation foncière constituait un autre sujet d'intérêt chez certains membres de la police, sujet d'intérêt par-

tagé par un grand nombre de Canadiens du Manitoba, depuis le lieutenant-gouverneur lui-même. «The members of the Mounted Police Force are making considerable investments in real estate, lit-on dans *The Manitoban*, en avril 1874; We hear of sales of 39 lots of the Magnus Brown Property, and a number of lots on the Portage road to them during the past week»³³. Il ne faudrait pas s'en surprendre, car une des racines de la grande aventure dans le Nord-Ouest était, après tout, ces concessions de terres gratuites qu'on avait promises aux recrues ordinaires de la police et il était tout à fait normal que les officiers s'y intéressent également.

III

En janvier, l'effectif de la police avait commencé à diminuer. De sérieux manquements à la discipline avaient entraîné des renvois et le comité médical réforma 19 hommes inaptes, qu'un recrutement peu sélectif n'avait pu éliminer. Un certain nombre de recrues, des Canadiens français pour la plupart, trouvèrent le mode de vie du policier-soldat déplaisant et désertèrent. Les conséquences du recrutement effectués à la hâte et les pressions de la formation initiale se firent sentir surtout chez le Québécois: à la fin d'octobre, en n'en comptait plus que trois douzaines environ. Quatre refusèrent de prêter le serment d'allégeance et le comité médical en renvoya 12 autres; six désertèrent, ou furent expulsés par les autorités, et deux autres abandonnèrent après s'être trouvés des remplaçants, portant ainsi le taux de radiation à 22 – proportion plus élevée en six mois que ne devait connaître tout le premier contingent en trois ans³⁴.

Ce grand nombre de départs s'explique de plusieurs façons. Les erreurs de recrutement en représentent la cause la plus évidente car, plus tard, on décela chez un tiers de toutes les recrues venues du Québec des lacunes sur le plan médical; il n'est donc pas invraisemblable que Brisebois et Winder aient été aussi négligents pour les certificats personnels que pour les médicaux. Les radiations parmi leurs recrues s'expliquent également en partie par le fait que la majorité étaient d'expression française et qu'Osborne Smith les avait dispersées dans tout le corps policier, qui ne comptait qu'un seul officier canadien-français. Cette tentative évidente d'assimilation a dû offusquer certains Québécois et rendre la vie difficile à tous: c'est pourquoi plusieurs s'adonnèrent à l'alcool, se rendirent coupables d'insubordination ou désertèrent. Que ce soit la faute des recruteurs ou celle des formateurs, il reste que la proportion des membres du Québec était, à l'été 1874, de beaucoup inférieure à ce qu'elle aurait dû être.

Outre les problèmes causés par les recrues du Québec, la santé d'un grand nombre de policiers provoqua de l'inquiétude et entraîna une réduction sensible de l'effectif. Les recruteurs

3 James F. Macleod (1836–1894), un des premiers inspecteurs de la Police à cheval du Nord-Ouest, devint le premier commissaire adjoint de la force en 1874, puis succéda, en 1877, à G.A. French comme commissaire. Au Lower Fort Garry, il commandait la di-

vision «B». Il commanda aussi, sans succès, la première patrouille de la force en décembre 1873. (*Archives publiques Canada.*)



avaient reçu ordre de faire passer un examen médical, aux frais de l'Etat, à tous les candidats: malgré cela, bon nombre d'hommes inaptes s'étaient quant même fait embaucher. Le commissaire French s'en aperçut pour la première fois lorsqu'il remarqua qu'un des sous-constables était incontestablement borgne et que d'autres étaient affligés de divers maux et boitements. Au début de janvier, le docteur David Young³⁵, médecin local, fut appelé à faire subir un examen spécial à tous les membres de la police. Au rythme de 50 hommes par jour, le comité médical élimina non seulement les aveugles, les estropiés et les boiteux, mais aussi les scrofuleux et les syphilitiques. On découvrit un tuberculeux, un cardiaque et – triste mal pour un cavalier – un hémorroïdaire. Certains policiers avaient des fractures mal guéries et un autre membre fut renvoyé à cause de sa taille de cinq pieds et un quart de pouce. Au total, 19 hommes reçurent leur congé pour des états de santé antérieurs au recrutement³⁶. Ces hommes demeurèrent aux casernes du Lower Fort Garry jusqu'au 30 avril, puis, on leur paya leur plein salaire, on leur ordonna de garder les sous-vêtements distribués par le gouvernement³⁷ et on les renvoya chez eux aux frais du gouvernement. Par suite des examens médicaux, ainsi que des améliorations apportées à la discipline et à la formation, les rangs du corps de police se retrouvèrent, à la fin de mai, amincis mais plus sains qu'ils ne l'étaient aux derniers jours de 1873.

IV

Les trois détachements venaient tout juste de s'installer dans leurs quartiers d'hiver lorsque le conseil des Territoires du Nord-Ouest fit appel à leur aide. Le 11 décembre, le colonel Smith se voyait réclamer un petit groupe d'hommes pour enquêter sur le commerce du whisky au delà des frontières du Manitoba, sur le lac Winnipeg, où la possession d'alcool sans permis était illégale et où la traite des spiritueux avec les Amérindiens était formellement interdite. Smith protesta qu'il était uniquement autorisé à organiser la force policière et non à la déployer; la demande du conseil demeura donc en suspens jusqu'à ce que French prenne le commandement, le 17 décembre. La veille de Noël, le secrétaire du conseil renouvela sa demande: «It would be well if a small party of the Dominion Police were sent to Big Black island on Lake Winnipeg.» Là, selon les dires d'une personne présumée fiable, des soi-disant bûcherons s'occupaient en réalité d'un florissant commerce d'alcool avec les Amérindiens des côtes environnantes³⁸.

Le 29 décembre, l'agent de la Compagnie de la baie d'Hudson chargé du Lower Fort Garry inscrivit le départ de la première patrouille de la Police à cheval. Neuf hommes (trois de chaque

troupe) quittèrent le fort pour neuf jours, sous la direction du major Mcleod. Divers récits romantiques ont passé au sujet de cette patrouille, y compris celui de James Fullerton qui s'est mensongèrement dit membre de l'expédition; quant à la vérité, le journal intime du chef traiteur Flett la présente ainsi: «The party of Mounted Police who went out in search of liquor and liquor sellers returned without finding either the one or the other.»³⁹

Peu après cette patrouille, un incident désagréable prouva qu'un sentiment d'unité commençait à rapprocher officiers et policiers. Le tout débuta par un incendie déclaré dans les casernes de la milice au fort Garry, où deux constables qui n'étaient pas de service et qui étaient vêtus de vieux uniformes de la milice, aidèrent à maîtriser les flammes. A travers la confusion et la fumée, émergea le colonel Smith qui, méprenant le constable John McIlree pour un membre de la milice, lui donna ordre de rejoindre sa compagnie. McIlree répondit qu'il n'avait pas de compagnie et Smith le mit derrière les barreaux, sous surveillance étroite. Percy Neale s'approcha alors de Smith et l'informa de l'erreur que ce dernier avait commise, pour s'entendre répondre sans détour: «Go to hell.» Lorsque McIlree fut relâché, les deux constables firent état au commissaire de la conduite de Smith. French aurait facilement pu prendre la part de son ami et collègue officier, mais il choisit plutôt d'appuyer ses hommes. Il ordonna la tenue d'une enquête dirigée par Macleod et fit parvenir à Smith un avis de comparution; Smith refusa de se présenter. Lorsque Macleod conclut que Smith avait agi d'une façon abusive et qu'il avait menti en traitant par la suite McIlree d'ivrogne et Neale de menteur, French fit tout en son pouvoir pour discréditer Smith aux yeux de la police, au Manitoba, et du gouvernement, à Ottawa⁴⁰. Un incident banal mais désagréable avait souligné la naissance d'un esprit de solidarité qui pouvait aider le corps de police à traverser des années de difficultés.

Cet incident illustre aussi le triste état des uniformes; à cette époque, en effet, il était entièrement composé de vieux vêtements de la milice et d'équipement de surplus de guerre. Outre les antiques selles en bois de la milice et les carabines Snider, Smith (à double titre de commissaire et d'adjutant général adjoint du Manitoba) avait remis à la police un assortiment de tuniques en serge dont elle devait se contenter jusqu'à l'arrivée des meilleurs uniformes en provenance d'Angleterre⁴¹. Ces vieilles tuniques, bien qu'on n'en trouve de description nulle part, étaient probablement modelées sur le vieil uniforme bleu de la milice, ou vert des compagnies de fusiliers qui, jusqu'à tout récemment encore, étaient d'usage courant dans l'armée canadienne au Manitoba⁴². Lorsque French apprit qu'une certaine quantité de tuniques rouges devaient lui parvenir, il décida de s'accommoder de l'équipe-

ment disparate dont il disposait déjà⁴³. Les policiers étaient vêtus d'écarlate pour leur marche vers l'ouest, mais ne semblent pas avoir disposé de véritables uniformes avant l'été 1874.

Comme S.W. Horrall le souligne, la police ne reçut les derniers ordres de son expédition vers l'ouest qu'à la mi-mars 1874. Le premier ministre nouvellement élu avait même songé à allier les forces américaines et canadiennes, et ce n'est qu'à la fin de janvier qu'il décida finalement d'envoyer en territoire Whoop-Up un certain contingent canadien⁴⁴. Néanmoins, le commissaire French, en l'absence d'ordres contraignants précis, continua de planifier l'expédition vers l'ouest comme si c'était déjà décidé. Au début de janvier, il demanda aux trois inspecteurs de présenter une évaluation des approvisionnements et des moyens de transport nécessaires à une division qui serait en route et sans contact avec la civilisation pendant un an. French fut probablement ébranlé à la vue des quantités proposées par les surintendants. Par exemple, Macleod réclamait pour la seule division «B», le transport de plus de cent mille livres de bagages et de provisions⁴⁵. Non seulement French accepta-t-il ces prévisions (considérablement réduites par la suite), mais il les fit parvenir à ses supérieurs perplexes à Ottawa, leur faisant remarquer que de mener une force considérable dans un pays presque inconnu et avec peu de chance d'obtenir des vivres, était vraiment une grosse affaire⁴⁶. Certaines des demandes les plus extravagantes furent coupées, mais ce fut quand même une armée impressionnante de fourgons et de chars à boeufs qui se rassembla au fort Dufferin, en juin.

Après avoir passé moins de deux mois au Lower Fort Garry, French retourna avec empressement dans l'Est pour y recruter et y former un deuxième contingent de police, soit les divisions «D», «E» et «F» qui amenaient l'effectif de la force au nombre autorisé par le décret en conseil de Macdonald. French partit le 5 février, laissant le soin à W.D. Jarvis (chargé une fois de plus du commandement intérimaire) de compléter le programme de formation⁴⁷. Le commissaire ne regagna la force policière qu'à l'été, à l'occasion de son rassemblement au fort Dufferin.

Malgré les préparatifs et l'épuration qu'avait engendrés l'entraînement de l'hiver, on entretenait de sérieux doutes quant à l'aptitude des policiers à partir en expédition. Au début de mars, le lieutenant-gouverneur Morris, inquiet, écrivait au nouveau ministre de l'Intérieur: «I find there is a good deal of suspicion in certain circles here as to whether the Police Force is sufficiently organized & disciplined.» Il soulignait les difficultés du voyage que la police devait entreprendre et l'incapacité très vraisemblable pour les officiers de discipliner leurs troupes sans pouvoirs correctionnels accrus⁴⁸. L'inquiétude de Morris semblait amplement

justifiée. Tout au cours de l'hiver, les constantes désertions et radiations avaient affaibli la police; rien de plus naturel, par conséquent, que de se demander combien d'hommes encore céderaient sous le poids de leur véritable travail. En fait, des 144 hommes assermentés le 3 novembre 1873, moins de la moitié faisaient encore partie de la police à l'expiration de leur mandat obligatoire de trois ans⁴⁹. Deux officiers ayant fait l'objet d'une nomination politique, Breden et Young, démissionnèrent avant que l'expédition ne parte du Manitoba⁵⁰; en outre, il y eut quelques désertions isolées jusqu'au moment même où la police entreprit son périple vers l'ouest. Plus tard, French se dit nullement déçu d'avoir perdu 31 déserteurs au sein de son effectif à Dufferin, à peine quelques jours avant le voyage épuisant qui aurait sûrement achevé quiconque n'était pas pleinement préparé à subir ce qui l'attendait⁵¹.

Comme le gouvernement avait choisi, à titre provisoire, le fort Ellice comme quartier général de la police, les préparatifs d'un transfert partiel, du Lower Fort Garry au nouveau siège du commandement, commencèrent en avril. D'Ottawa, Morris reçut l'ordre suivant:

*Despatch [Shurtleff] and ten men to Fort Ellice or where ever Governor Morris will direct this party will remain there for [suppression] of liquor traffic. They can take ten horses and carts and more if necessary. They will have to take provisions also some agricultural implements and seed grain.*⁵²

Ainsi, ces soldats-policiers devaient s'improviser fermiers! Le but réel de l'expédition ne fut pas dévoilé au public, car la presse locale ne fait aucune mention du commerce des spiritueux, se contentant de préciser que les hommes avaient été affectés à des fins de fermage. Ils quittèrent le Lower Fort Garry vers le 5 mai, constituant ainsi le premier détachement de la Police à cheval en service commandé⁵³.

Ce déploiement mineur constituait une partie seulement d'un projet d'envergure qu'avait imaginé le gouvernement pour déléguer la force policière dans l'Ouest. Le Manitoba conserverait de très petits détachements, mais le gros de la force était appelé à se rendre dans le territoire qui est aujourd'hui l'Alberta. Durant le mois de mai, la Police à cheval conclut l'achat de 100 fourgons et de 150 boeufs pour organiser son train d'approvisionnement; c'est un Dalrymple Clark débordé qui fut chargé de prendre les dispositions ainsi décrites dans une lettre qu'il adressa à Macdonald, de Winnipeg:

I have been more busy the last three weeks than I ever was. We are purchasing oxen carts &c for the march to the West and by the regulations I am so tied down that I must almost see every ox cart and set of harness before paying for them. The authorities

*that be, appear to know very little about the difficulties that exist here during the spring weather, and consequently I have been kept on the trot between here and the Lower Fort for the last month. Being 20 miles from the bank and all places of business and having no telegraph office at the Lower Fort is most inconvenient, but all will be over soon.*⁵⁴

Ses remarques sur les autorités laissent supposer que pratiquement rien n'avait changé à Ottawa depuis la défaite du gouvernement Macdonald. Pourtant, l'appréciation des difficultés à surmonter dans l'Ouest était plus réaliste; les nouveaux dirigeants s'empressèrent de modifier la loi concernant la Police à cheval, prescrivant la nomination d'un commissaire adjoint – Macleod fut immédiatement promu – et des augmentations de salaires pour tous les constables affectés à des tâches spécialisées⁵⁵. Ces modifications eurent peu d'effet sur le groupe du Lower Fort Garry, car la loi fut adoptée le 26 mai et les policiers partirent dans la quinzaine qui suivit. En fait, une douzaine d'hommes, commandés par Carvell, avaient déjà quitté le fort le 24 mai pour mettre sur pied un camp au fort Dufferin, en vue de la réunion des deux contingents de police, le mois suivant⁵⁶.

V

La Police à cheval ne se retira pas entièrement du Lower Fort Garry en juin; Dalrymple Clark y demeura, en charge des approvisionnements, du bétail et d'une poignée d'hommes, y compris les convalescents logés dans le minuscule hôpital. Par la suite, ces derniers furent congédiés et renvoyés dans l'est du pays. À leur départ, en septembre, Clark reçut ordre de se préparer à partir vers Pelly avec le reste des hommes et des chevaux⁵⁷. Premier membre de la police à arriver au Manitoba en octobre 1873, Clark devenait ainsi le dernier, un an après, à quitter le Lower Fort Garry. Par la suite, ce furent Bedson, gardien du pénitencier, et un agent civil du nom de Thomas Nixon qui furent chargés des affaires de police à Winnipeg⁵⁸. La Police à cheval avait entièrement abandonné le Lower Fort Garry, y laissant quelques têtes de bétail, des pièces remplies de vieux meubles et d'équipement à mettre au rancart, ainsi que des comptes en souffrance. Le séjour n'avait pas été de très longue durée, soit moins d'un an, mais les expériences qu'avaient vécues les cent quarante hommes, en un seul hiver au Lower Fort Garry, devaient servir à modeler une histoire plus extraordinaire qu'ils ne pouvaient imaginer à l'époque.

Période de transition

Les troupes de la Police à cheval du Nord-Ouest occupèrent le Lower Fort Garry pendant moins d'une année entière, mais l'hiver 1873 et le printemps 1874 marquèrent une étape dans l'histoire de l'Ouest canadien. Élégant, solide et essentiellement commercial, le fort avait déjà marqué 50 années d'histoire à la rivière Rouge. Il devait au départ servir les intérêts de George Simpson, magnat d'un vaste empire commercial, à l'époque où la vie de presque tous les habitants du Nord-Ouest avait un lien quelconque avec la traite des fourrures. Ces jours étant révolus, le Lower Fort Garry était devenu en 1873 principalement un comptoir de vente au détail pour une collectivité agricole sédentaire et un atelier de travail mécanisé. L'utilité du fort était presque nulle lorsque ses propriétaires purent davantage le mettre à profit en le louant aux gardiens de l'ordre nouveau.

Les troupes de la Police à cheval du Nord-Ouest furent certes les pionniers de l'ordre nouveau. Elles s'installèrent dans l'ancien fort commercial comme protectrices du nouveau régime de colonisation, régime échafaudé sur du tangible comme les fermes, les chemins de fer, les céréales et les minerais, mais aussi sur de l'immatériel comme les rêves de grandeur personnelle et collective des Canadiens. La mission de la Police à cheval du Nord-Ouest s'étendait bien au-delà du vieux fort. Les troupes devaient porter la domination britannique dans tout l'Ouest canadien. Et elles firent si bien que les sujets de Sa Majesté purent bientôt s'y établir en paix, certains pour y construire leurs maisons de leurs mains, certains pour y faire fortune grâce à leurs idées et leurs capitaux, et tous pour y fonder, parfois inconsciemment, une nouvelle nation.

Ainsi, la force policière quitta le fort. Les murs de calcaire jauni, témoins d'une période courte mais importante de l'histoire de la police, ne connurent pas le déploiement de Dufferin, où les hommes vêtus d'écarlate et casqués de blanc défilèrent à cheval dans la plaine et se dispersèrent sur un millier de milles de territoire vierge. La Police à cheval naquit au Lower Fort Garry et vit sa tendre enfance y prendre fin le 7 juin avec les tintements des harnais et les bruits sourds des sabots qui s'éloignaient sur la route de Winnipeg, jusqu'à Dufferin, pour se tailler une place de choix au cœur de nos traditions nationales.

Appendice A. «An Account Submitted to the Dominion Government by A. McArthur and Company of Winnipeg, 7th January 1874»¹.

Voir la figure illustrant les bâtiments, ainsi que les transformations et réparations effectuées au Lower Fort Garry pour la Police à cheval du Nord-Ouest [les numéros entre crochets sont ceux du plan du Lower Fort Garry, «Head Quarters of Mounted Police»].

Kitchen Wash-room & latrine in rear of old Barracks [15, 16]

Kitchen 12 x 20	3500 ft. of lumber	\$ 105.00
	3500 shingles	21.00
	2 windows	8.00
	1 door	4.50
	1 chimney	15.00
	1 Bench 12 feet & shelving	10.00

Washroom 18 x 20	3000 ft. lumber	90.00
	3000 shingles	18.00
	Wash-stand & foot-boards	10.00
	1 door	4.50
	1 window	4.00

Latrine 20 x 9	1500 ft. lumber	45.00
	2000 shingles	12.00
	Pit-frame 18 x 5 700 ft. lumber	21.00
	1 door	4.50
	1 window	4.00
	Nails for three buildings 3 kegs	30.00
	Labor on 3 buildings –	
	103 days of 1 man	360.50
	Locks Hinges and other hardware	15.00

New Barracks [3]		
	Filling up front door & Lumber	15.00
	Covering well 600 ft. Lumber	18.00
	Enclosing Stairway – Lumber	7.50
	2 doors, lumber & Labor	12.00
	Filling an opening 5 x 10 Lumber	6.00
	Making and putting up Pegs	
	& shelving in two stories	130.00
	3 new doors	35.00
	Lumber for sundry places	
	& shelving 1500 ft.	45.00
	Labor 1 Man 30 days	105.00
	Nails \$5 Hardware \$17	22.00

Kitchen and washroom in rear of new barrack		
	Kitchen 1/3 less in size than the other Lumber 2500 feet	75.00
	Shingles 2500	15.00

Lumber for washroom 2000 feet	60.00
Shingles for do. 2000	12.00
Doors & windows for both	21.00
1 chimney for kitchen	15.00
1 Bench & shelving for do.	10.00
Wash-stand and foot-boards for kitchen	10.00
Lumber for sundry work	15.00
Latrine lumber 1000 ft.	30.00
Shingles 1500	9.00
Pit frame 500 ft.	15.00
Nails for 3 buildings 2 kegs	20.00
Hardware for 3 buildings	22.50
Labor on 3 buildings –	
1 man 80 days	250.00

Hospital [8]

500 feet dress lumber	200.00
Building paper 560 lbs	56.00
2 chimneys	30.00
Nails 2 kegs	24.00
Sundry lumber 300 ft. for interior and for various purposes –	
kitchen washroom &c	90.00
Labor 1 man 90 days at \$3	270.00
Kitchen-washroom-water-closet & covered passage including lumber Labor Hardware &c	

Old Barracks [13]

2 partitions across building	
lumber 2600 ft.	100.00
Lumber for shelving &c 3000 ft.	90.00
Stairway & porch lumber 700 ft.	21.00
Labor for stairway & porch 16 days	48.00
Opening for a door; trestlework under chimneys, making 3 doors &c	18.00
Labor on shelving, Pegs &c 80 days	240.00
Nails \$10 Hardware \$12.50	22.50
Time fitting up partitions 8 days	26.00

Guard Room at Gate [14]

Lumber 1500 ft.	45.00
Altering partitions, cutting openings for Doors & furnishing 3 doors	47.50
Laying over Floor & Lumber	11.00
Fitting up Table & Lumber	7.50
Glass and Glazing	12.64

Putting up partitions & lumber	6.00
Nails	6.00
Plastering & lath	35.00
	<hr/>
	\$3363.14

Appendice B. Service quotidien.

Durant la période d'entraînement de la Police à cheval du Nord-Ouest au Lower Fort Garry, plusieurs programmes déterminèrent les activités des officiers, des hommes et des chevaux. Ces programmes subissaient, presque chaque semaine, de légères modifications, mais il n'y eut que trois révisions importantes, comme en font foi ces extraits du Registre d'ordres¹.

12 November 1873

Reveille	6:00 A.M.
Stables	6:30 to 7:45 A.M.
Breakfast	8:00 A.M.
Guard mounting	9:45 A.M.
Parade	10:00 A.M.
Office	11:00 A.M.
Stables	11:00 A.M. to 12:30 P.M.
Dinner	1:00 P.M.
Parade	2:00 P.M.
Tea	4:50 P.M.
Stables	5:00 to 6:00 P.M.
Retreat	
Picket mounting	7:00 P.M.
Night guard	9:00 P.M.
First post	9:30 P.M.
Last post	9:45 P.M.
Lights out	10:00 P.M.

5 January 1874

Reveille	6:30 A.M.
Stables	7:00 to 8:00 A.M.
Breakfast	8:15 A.M.
Office	10:00 A.M.
Parade	10:30 A.M.
Stables	11:30 A.M. to 12:30 P.M.
Dinner	1:00 P.M.
Guard mounting	1:45 P.M.
Parade	2:00 P.M.
Tea	4:30 P.M.
Stables	4:45 P.M. to 5:30 P.M.
Retreat	4:45 P.M.
Picket mounting	5:30 P.M.
Night guard	5:30 P.M.
First post	9:30 P.M.
Last post	10:00 P.M.
Lights out	10:15 P.M.

15 April 1874

Reveille	6:00 A.M.
Stables	6:30 to 7:30 A.M.
Breakfast	8:00 A.M.
3rd class ride	8:45 to 10:00 A.M.
1st class ride	9:45 to 11:00 A.M.
2nd class ride	10:45 A.M. to 12:00 noon
Stables	11:45 A.M. to 12:45 P.M.
Dinner	1:00 P.M.
Guard mounting and parade	2:00 P.M.
Tea	5:00 P.M.
Stables	5:30 to 6:30 P.M.
Retreat, picket and night guard	7:00 P.M.

Appendice C. Notes sur le massacre des collines Cyprès et sur la formation de la Police à cheval du Nord-Ouest.

La légende veut que Sir John A. Macdonald ait remis indéfiniment la création de la Police à cheval du Nord-Ouest, jusqu'à ce que la nouvelle du massacre des collines Cyprès, le 1^{er} juin 1873, parvienne à Ottawa et que l'opinion publique force le gouvernement à agir. J'ai déjà publié des faits qui réfutent cette théorie¹, et j'examinerai ici deux aspects de l'affaire, soit une interprétation contradictoire moderne et une source d'où ont pu naître les douteuses interprétations. Pour bien comprendre le sujet, il importe d'examiner brièvement les dates et les documents pertinents du printemps, de l'été et de l'automne 1873. Après, il sera plus facile d'évaluer l'importance des deux efforts les plus résolus visant à relier la formation du corps de police au massacre des collines Cyprès.

Le 3 mai

Macdonald déclare aux Communes qu'il mettra aux voix le 6 mai les propositions visant la formation de la Police à cheval du Nord-Ouest. «It was not probable that it would comprise 300 men at first or for a long time yet» (300 étant le nombre de policiers prévu dans le projet de loi). Le premier ministre rassure également le parcimonieux leader de l'opposition, Alexander Mackenzie, de l'intention du gouvernement «to reduce the military force in Manitoba by degrees»².

Le 23 mai

«An Act respecting the Administration of Justice, and for the establishment of a Police Force in the North-West Territories» reçoit la sanction royale³. La presse n'insiste pas tellement sur cette loi, mais le gouvernement reçoit de nombreuses lettres d'hommes demandant à s'engager dans la nouvelle force. Le gouvernement promet dès le 28 mai un mandat à James Morrow Walsh⁴.

Le 1^{er} juin

Au moins une vingtaine d'Amérindiens Assiniboines sont tués sur les collines Cyprès lors d'une bataille contre des Américains.

Le 2 juin

Le lieutenant-gouverneur Morris des Territoires du Nord-Ouest écrit à Macdonald, le priant de réunir au plus vite les 300 hommes qui doivent composer la troupe⁵. Macdonald ne refuse pas, mais passe l'été inactif, dans la crainte du scandale du Pacifique.

Le 11 juin

Un premier compte rendu du massacre des collines Cyprès paraît au Montana⁶.

Le 27 juin

L'American Bureau of Indian Affairs à Washington reçoit un rapport du massacre⁷.

Le 12 juillet

Morris envoie une longue dépêche au ministère de l'Intérieur, soulignant le désordre qui règne dans le sud-ouest des Territoires. Il ajoute que le gouvernement devra probablement y maintenir 500 soldats, en plus de la force policière proposée⁸.

Le 9 août

Le ministre de l'Intérieur, Alexander Campbell, se méprend sur le sens de la dépêche de Morris et propose au Cabinet d'envoyer immédiatement des troupes dans la région du fort Whoop-Up, au confluent des rivières Sainte-Marie et Oldman. Après en avoir discuté, le cabinet rejette la proposition. Il est impossible d'affirmer que la Police à cheval du Nord-Ouest ou l'application de la loi en général aient fait l'objet de discussions lors de cette réunion, mais toujours est-il que l'ordre en conseil visant la formation de la force policière était prêt moins de trois semaines plus tard⁹.

Le 20 août

Morris reçoit un premier compte rendu du massacre des collines Cyprès, sous la forme d'une coupure du *Daily Herald* de Helena, en date du 11 juin 1873, qu'il envoie immédiatement dans une dépêche à Campbell¹⁰.

Le 24 août

Edward MacKay arrive à Winnipeg et confirme, sans tenir compte de la coupure de journal, le rapport du massacre. Morris l'interroge et envoie un compte rendu à Ottawa, le 26 août¹¹.

Ottawa accuse réception des deux dépêches de Morris le 8 septembre seulement, bien qu'elles soient probablement arrivées le 4. Les lettres de Campbell à Morris (28 août et 3 septembre) ne font aucune mention du massacre ni des dépêches du lieutenant-gouverneur à ce sujet¹².

Le 27 août

Macdonald présente au Cabinet une recommandation visant l'organisation de la Police à cheval du Nord-Ouest.

Le 28 août

La recommandation de Macdonald fait l'objet d'un entrefilet dans l'organe d'information du gouvernement dans la capitale, l'*Ottawa Daily Citizen*: «The Mounted Police Force for Manitoba is to be organized immediately.»

Le 29 août

Le *Citizen* informe ses lecteurs du massacre des collines Cyprès, après en avoir reçu un compte rendu de Winnipeg. On retrouve dans l'article le commentaire suivant: «The organizing of the Mounted Police Force, which, as we announced yesterday, will be commenced at once, may prevent a repetition of the disgraceful scene to which our despatch from Fort Garry refers.»

Le 30 août

Le décret du conseil est accepté dans sa forme initiale. La force policière aura fondamentalement la structure que décrit la loi, sauf pour de légères modifications. Suffisamment de chevaux seront achetés «at once» pour servir aux officiers et à la moitié des hommes, et la force ne comptera pas de médecin parmi ses rangs «for the present»¹³.

Le 4 septembre

Gilbert McMicken écrit à Macdonald, lui demandant la permission de commencer à acheter des chevaux pour la force policière. «I hear thru' Morris that you have taken up the work of organizing the Mounted Police Force. I wish you would give me the order to purchase the Horses for the Force»¹⁴.

Le 6 septembre

Le Cabinet s'entretient sur les coupables du massacre des collines Cyprès et renvoie cette affaire au ministère de la Justice afin qu'il «take such steps as would enable us to ask for their arrest and extradition»¹⁵.

Le 8 septembre

Macdonald revient au problème de la formation de la force policière. Il informe l'adjudant général intérimaire qu'il devra collaborer d'ici peu avec le capitaine Charles F. Young, afin de recruter des hommes pour la force policière. La responsabilité définitive incombera au ministère de la Justice, mais la milice doit s'attendre à devoir prêter les sommes et les installations requises par les recruteurs¹⁶.

Le 9 septembre

Macdonald tente de persuader le gouvernement impérial de lui prêter un officier britannique pour prendre le commandement de la nouvelle force policière. Il écrit au gouverneur général: «This Indian massacre at Fort Benton shows the necessity of our losing no time in organizing the Mounted Police for the North West. May I ask you if you thought of writing to the Horse Guards to get the service of the Commissioner of Police recognized as military service?»¹⁷

Le 18 septembre

L'adjudant général intérimaire Powell accorde \$450 au capitaine Young afin de faciliter les efforts de recrutement dans les Maritimes¹⁸.

Le 19 septembre

Young reçoit des instructions à l'intention de Jacob Carvell à Saint-Jean, puis prend lui-même la direction des Maritimes¹⁹.

Le 20 septembre

Morris, embourbé dans les crises politiques et les rumeurs de désordre parmi les Amérindiens, expédia à Macdonald un télégramme désespéré le priant d'envoyer la nouvelle force policière au Manitoba, avant l'hiver, pour s'y entraîner là. L'intention première était d'entraîner les hommes en Ontario et de les envoyer dans les Territoires au printemps²⁰.

Le 24 septembre

Le ministère de la Justice se rend aux pressions de Morris et enjoint les recruteurs de ne pas perdre un instant²¹.

Le 25 septembre

Macdonald se penche à nouveau sur le massacre des collines Cyprès et attribue à McMicken la tâche de mener l'enquête à partir de Winnipeg.

En juin 1972, alors que les recherches visant la rédaction du présent ouvrage étaient déjà fort avancées, paraissait un article démontrant avec précision que les plans du Cabinet relatifs à la force policière ne furent ni aussi hâtifs ni aussi impromptus que l'ont prétendu les auteurs précédents. L'article de S.W. Horrall, «Sir John A. Macdonald and the Mounted Police Force for the North-West Territories»²², raconte aussi que le Cabinet eut connaissance du massacre seulement après l'adoption de l'ordonnance décrétant la formation de la force policière. Toutefois, Horrall persiste à croire qu'il existe un certain lien entre le massacre

et la création du corps policier, car il est d'avis que Macdonald a présenté le décret à tout hasard, sans vraiment avoir de plans immédiats pour sa mise en application. Il maintient que Macdonald «was still in no hurry to proceed with its actual organization». Le gouvernement était trop préoccupé par le scandale du Pacifique et par sa propre survie pour s'attarder sur des sujets non primordiaux. Comme il y a effectivement eu un renversement de pouvoir au début de novembre 1873, Horrall est d'avis que le massacre des collines Cyprès a empêché la force de tomber dans les oubliettes gouvernementales.

Malheureusement, cette interprétation n'est pas convaincante. D'abord, les deux événements sont survenus au moins une semaine plus tôt que ne le soutient Horrall. En effet, Ottawa eut connaissance du massacre le 29 août, non au début de septembre, et le gouvernement décida indubitablement de créer la force policière bien avant le 9 septembre. D'ailleurs, le décret du conseil, préparé le 27 août, renferme des expressions telles que «at once» et «for the present», et semble appeler par d'autres éléments des mesures immédiates. De plus, le 28 août, l'*Ottawa Daily Citizen* annonçait sans équivoque que «The Mounted Police Force[. . .]is to be organized immediately» et d'autres journaux faisaient état de la nomination prochaine du capitaine W.F. Butler, comme commandant de la nouvelle force. Enfin, dans une lettre provenant de Winnipeg et datée du 4 septembre, McMicken indique que Morris était déjà au courant de l'organisation imminente du corps de police. Il semble donc que Macdonald ait décidé la formation rapide de la force policière avant le 6 septembre, date à laquelle le Cabinet fut saisi des dépêches de Morris concernant le massacre²³.

Une autre partie de l'analyse de Horrall prête également à controverse. L'auteur a sans aucun doute raison de dire que le gouvernement Macdonald était gêné par les enquêtes sur les irrégularités commises lors de l'élection de 1872, mais les conclusions qu'il tire de ce fait semblent improbables. Il est évident que, dans ces conditions, Macdonald ait voulu employer son temps à s'occuper exclusivement des mesures administratives visant un avenir immédiat, et il est peu probable qu'il ait promulgué des décrets s'il n'en avait pas un besoin urgent. De plus, il faut souligner que la création de la force policière entraînait 300 nouveaux emplois – un atout important pour un premier ministre dont l'organisation montre des signes d'anéantissement. Ainsi, le scandale du Pacifique vient renforcer et non affaiblir la présentation du décret du conseil, le 27 août.

«The Indian massacre[. . .]shows the necessity of our losing no time in organizing the Mounted Police». Souvent citée, cette remarque de Macdonald, dans sa lettre du 9 septembre à Lord

Dufferin, ne prouve pas grand-chose. Macdonald ne mentionne nulle part qu'il aurait agi différemment s'il n'avait pas eu connaissance du massacre. De plus, la lettre du 9 septembre étant en réalité une requête auprès du gouvernement britannique²⁴, il est normal que Macdonald ait voulu étayer son cas de toutes les raisons possibles, même de celles qui ne constituaient pas le fondement de la décision initiale, mais qui étaient venues s'y ajouter après coup.

Horrall ne se trompe évidemment pas en soulignant le scepticisme de Mackenzie quant à la valeur de la force policière, et la possibilité qu'il aurait été encore plus fortement tenté de la dissoudre, lors de la chute du gouvernement conservateur en novembre 1873, si elle n'avait été organisée à ce point ou cantonnée à Toronto. Dans cet ordre d'idée, le massacre, qui a poussé Macdonald à précipiter le départ de la force vers l'ouest, a sans doute contribué au fait que les libéraux n'ont pas étouffé dans l'oeuf la Police à cheval du Nord-Ouest. Outre ces aspects, toutefois, l'analyse reste strictement fondée sur des probabilités et n'est donc pas concluante. L'approche de Horrall exige de rejeter comme douteux certains témoignages sûrs. D'ailleurs, tout porte à croire que les mesures prises jusqu'au 24 septembre l'auraient été même si le gouvernement n'avait pas eu connaissance du massacre. L'intérêt manifesté par Macdonald au printemps 1873 pour l'organisation d'une force policière, les pressions toujours plus fortes de Campbell et de Morris visant à réprimer la traite du whisky, la toute nouvelle source d'influence dont le gouvernement chancelant pouvait disposer en créant le corps de police et la manifestation assez claire des intentions des dirigeants, promulguées le 27 août, laissent supposer que le massacre, tout en constituant peut-être un facteur accessoire, n'a certes pas été le motif déterminant des efforts entrepris par Macdonald, son équipe et le ministère de la Milice et de la Défense en septembre 1873.

Il est presque impossible de retracer les origines précises d'une légende erronée. Toutefois, la confusion concernant les dates et les raisons semble exister depuis le début²⁵. Le ministère de la Justice a établi un mémoire retraçant jusqu'en mai 1875 la poursuite des meurtriers des collines Cyprès. Ce document renferme une déclaration qui peut être considérée comme l'ancêtre des efforts visant à relier le massacre aux origines de la Police à cheval du Nord-Ouest. Le mémoire se reportait à l'information sur le massacre, envoyée à Ottawa au début de septembre 1873 par l'ambassade britannique à Washington, et ajoutait:

«On the 25th August 1873 Lieutenant Governor Morris enclosed Copy of the same extract from the Montana Herald, and this letter having been referred to the Minister of the Interior, he reported re-

commending the establishment of a Mounted Police Force without loss of time»²⁶.

Bien que formulée par un fonctionnaire du ministère de la Justice, cette remarque ne peut refléter l'entière vérité. Elle reporte en effet la décision d'organiser la force à la première semaine de septembre au plus tôt, alors que le gouvernement s'était déjà engagé publiquement à ce sujet une semaine auparavant. De plus, la proposition ne venait pas du ministre de l'Intérieur, Campbell, mais bien du ministre de la Justice Macdonald lui-même, comme il se devait. C'est d'ailleurs Macdonald qui signa le 27 août la présentation au conseil et apparemment, cette journée-là, Campbell n'était même pas présent. Si Campbell a réellement proposé quoi que ce soit, il l'a probablement fait de manière non officielle le 9 août, après que le Cabinet eut rejeté sa proposition d'envoyer des troupes au fort Whoop-Up. Si c'est là la proposition à laquelle fait allusion le mémoire de 1875, alors ni le massacre ni la dépêche du 25 août ne peuvent y avoir eu un rôle à jouer.

La question ne paraît peut-être pas mériter toute l'attention que lui accordent le présent ouvrage et d'autres publications, mais elle soulève d'intéressants aspects sur le fonctionnement du Cabinet durant les derniers jours du gouvernement Macdonald. De plus, lorsqu'une légende jouit ainsi d'une reconnaissance générale et que l'on a des raisons de ne pas y ajouter foi, il importe de les exposer le plus clairement possible.

Notes

Introduction

- 1 Canada, Archives publiques (ci-après APC), MG26, A1, Macdonald Papers, vol. 252, p. 113998–114008, Morris à Macdonald, 16 janv. 1873.
- 2 Nous ne prétendons nullement, dans cet ouvrage, faire le récit complet des événements qui ont abouti à la mobilisation de l'effectif en 1874. Nous nous efforçons plutôt de présenter au lecteur de nouveaux faits ou de nouvelles interprétations par un tri méthodique d'événements narrés dans le menu détail dans des ouvrages publiés par les historiens officiels de la Police à cheval à différentes époques. Le premier est l'oeuvre de John Peter Turner et a pour titre *The North-West Mounted Police, 1873–1893* . . . (Ottawa, Imprimeur du roi, 1950), vol. 1. Un article plus récent de S.W. Horrall, intitulée «Sir John A. Macdonald and the Mounted Police Force for the Northwest Territories», *Canadian Historical Review*, vol. 53, n° 2 (juin 1972), p. 179–200, qui explore en profondeur le dossier des décisions administratives ayant présidé au déploiement des effectifs, s'est également révélé fort utile. Cet article ramène à de plus justes proportions quelques idées fausses et mythes romanesques qui ont entouré la formation du corps de police, et relève les décisions consécutives prises entre décembre 1869 et mai 1874 par les administrations Macdonald et Mackenzie.

Les origines de la Police à cheval

- 1 APC, MG26, A1, Macdonald Papers, vol. 516, p. 767–768, Macdonald au Cap. Cameron, Pembina, 21 déc. 1869.
- 2 Ibid., p. 712–716, Macdonald à William McDougall, Pembina, 12 déc. 1869.
- 3 Voir S.W. Horrall, op. cit., p. 184, 186; voir aussi APC, MG26, A1, Macdonald Papers, vol. 252A, p. 114192–114200, Morris à Macdonald, 20 sept. 1873: «Here[. . .]we are between two fires. we [sic] have a turbulent population of English, many of them fanatical Orangemen, & on the other hand, an exciteable half-Indian French population.»
- 4 APC, MG26, A1, Macdonald Papers, vol. 159, p. 363–365, Macdonald à McMicken, 24 oct. 1871.
- 5 Les deux passages suivants, extraits de la correspondance de Macdonald, illustrent à merveille son changement d'attitude. Voici ce qu'il écrivait à Sir Georges E. Cartier, le 16 juin 1871: «There must be organized ere long for the North West a Mounted Police. I quite agree with the views of Cyril Graham & the Hudson's Bay authorities on that matter. With emigrants of all nations flowing into that Country we are in constant danger of an Indian war & that once commenced God knows where it would end» (APC, MG26, A1, Macdonald Papers, vol. 518, p. 929–931). Les Territoires ne connurent pas l'afflux de colons attendu, et c'est un tout autre couplet qu'entamait Macdonald 15 mois plus tard lorsque, en réponse à un jeune postulant, il déclarait que le «government have not come to any conclusion about a Mounted Police Force at Manitoba» (ibid., vol. 521, p. 445, Macdonald à l'Hon. J. Patton, le 17 sept. 1872).
- 6 Officier irlandais itinérant et sans attache, Butler devint chevalier, lieutenant-général et membre du Conseil privé. Pour connaître le rapport de Butler, le lecteur se reportera à l'appendice de son ouvrage qui s'intitule *The Great Lone Land; A Narrative of Travel and Adventure in the North-West of America* (Londres, Sampson, Low, Marston, Low and Searle, 1872), p. 355–386. Ceux qui critiquent la politique de Macdonald citent souvent ce rapport, à tort d'ailleurs, puisque le point de vue des deux hommes grave finalement autour de la même idée: des contacts de plus en plus fréquents entre Blancs et Amérindiens, dans les plaines, compromettraient l'équilibre des forces qui, jusqu'ici, étaient demeurées relativement paisibles. Butler prédisait, dans son rapport, que les chercheurs d'or, les colons et les trafiquants américains convergeraient tous sur les plaines et que leur présence, ajoutée à la disparition du bison et aux méfaits du libre-échange, risquait fort de réveiller l'hostilité latente des Amérindiens, et plus particulièrement des Cris. Butler, croyant à l'invasion imminente des Blancs, insistait sur la création immédiate d'une magistrature et d'une force policière à cheval, pour surveiller les Territoires. En fait, peu de colons et peu de prospecteurs apparurent à l'horizon et Macdonald ne se décida à prendre des mesures que lorsque le troisième élément, les trafiquants américains, devint un problème sérieux. Butler en avait long à dire au sujet de l'anarchie qui régnait dans les plaines, mais son rapport reposait sur le fait que «the wrongdoer does not appear to violate any law, because there is no law to violate» dans les Territoires. «I do not mean to assert that crime and outrage are of habitual occurrence among the people of this territory[. . .]but crimes of the most serious nature have been committed[. . .]by persons of mixed and native blood, without any vindication of the law being possible». Grâce à Dieu, poursuivait-il, le petit noyau d'habitants n'avait pas encore vu «those conflicting interests which, in more populous and civilized communities, tend to anarchy and disorder». Il faut lire ces passages du rapport de Butler pour pouvoir replacer dans une juste perspective les déclarations plus sinistres qui y sont habituellement citées. Voir William Francis Butler, op. cit., p. 357–358, 382.
- 7 APC, MG26, A1, Macdonald Papers, vol. 252, p. 113998–114008, Morris à Macdonald, 16 janv. 1873.
- 8 W.L. Morton, *Manitoba: The Birth of a Province* (Winnipeg, Manitoba Record Society, 1965), p. 177. Aucun Hansard ne parut cette année-là, mais Morton a extrait d'un article de journal fiable un compte rendu établi sur les débats. Il était possible». Grâce à Dieu, poursuivait-il, «An Act Respecting the Administration of Justice, and for the Establishment of a Police Force in the North-West Territories.» Horrall souligne avec raison que l'appellation populaire de cette loi, soit «The Mounted Police Act», ne représente pas fidèlement l'intitulé complet, mais il n'existe aucun titre abrégé officiel; aussi cette appellation est-elle pratique sinon exacte.
- 9 Les captivants dossiers de la police du dominion pour l'année 1873 sont provisoirement rassemblés aux Archives publiques avec les documents non triés du sous-ministre de la Justice (APC, RG13, Acc. n° 68/263, 1873). Bien que ces dossiers renferment, pour la plupart, des lettres émanant du public, ils contiennent également quelques-unes des premières pièces de correspondance de la Police à cheval. Ce n'est qu'en 1874 qu'on établit des dossiers distincts pour la Police à cheval et la police du dominion. Pour les lettres de Crozier, voir APC, RG13, Acc. n° 68/263, Dominion Police Files, 1873, dossier n° 27; pour celles de Butler, voir ibid., dossier n° 93; voir également ibid., dossier n° 17, J.C. Mansfield, et le dossier n° 22, J.H.C. Cox relativement à d'autres questions auxquelles l'auteur fait allusion dans le texte.

- 10 Ibid., dossier n° 26, J.M. Walsh, et dossier n° 91, Cap. W.D. Gordon.
- 11 APC, MG26, A1, Macdonald Papers, vol. 518, p. 929–931, Macdonald à Cartier, 16 juin 1871.
- 12 S.W. Horrall, op. cit., p. 189, 192.
- 13 APC, RG13, Acc. n° 68/263, Dominion Police Files, 1873, dossier n° 71, McDermott et Bannantyne à H.-L. Langevin, 18 juin 1873. Leurs vues à ce sujet sont dignes de mention: «La Grande partie de la population du Nord-Ouest étant d'origine Française et ne parlant que la langue française; un chef de police de même origine aurait l'effet de faire comprendre à cette population que cette force ne vient pas contre eux, mais bien plutôt pour les protéger, tandis qu'un chef d'origine anglaise leur fera croire que c'est pour les priver de leurs droits que le Gouvernement a monté cette police.»
- 14 W.L. Morton, op. cit., p. 177; APC, MG26, A1, Macdonald Papers, vol. 523, p. 621–624, Macdonald à Morris, 10 sept. 1873; APC, MG26, A1, Macdonald Papers, vol. 523, p. 711–712, Macdonald à Lord Dufferin, 29 sept. 1873.
- 15 Voir APC, MG26, A1, Macdonald Papers, vol. 252, p. 114133–114137, Morris à Macdonald, 2 juin 1873; Manitoba. Provincial Archives (ci-après APM), Morris Papers, Morris à Alexander Campbell, ministre de l'Intérieur, 12 juin 1873.
- 16 La correspondance personnelle qu'entretenaient Morris et Campbell nous fournit d'utiles renseignements sur la question; voir APC, MG27, I, C8, Morris Papers, Campbell à Morris, 14 août 1873, dans laquelle Campbell parle de l'attention accordée à sa proposition par le Cabinet; *ibid.*, Morris à Campbell, le 27 août 1873, qui prouve que Campbell avait mal interprété la demande formulée par Morris dans sa dépêche officielle du 12 juillet: «The tenor of my dispatch was misapprehended. I was not urging the sending of a force[. . .]at once. I was dealing with the whole north west, and indicating the measures, I believe, the Govt. will be compelled eventually to take, and before very long.»
- 17 APC, RG2, 1, vol. 6 décret du conseil n° 1134, 30 août 1873.
- 18 *Ottawa Daily Citizen*, 28 août 1873, p. 1, col. a.
- 19 *Montreal Witness*, 28 août 1873, p. 1, col. a; *Montreal Gazette*, 28 août 1873, p. 3, col. a; *Mail* (Toronto) 28 août 1873, p. 1, col. f. Ces trois journaux reproduisent des communiqués télégraphiques identiques venant d'Ottawa.
- 20 *Ottawa Daily Citizen*, 29 août 1873, p. 1, col. a.
- 21 La croyance selon laquelle la nouvelle du massacre des collines Cyprès atteignit Ottawa assez tôt pour influencer sur la détermination du gouvernement de créer la Police à cheval persiste toujours. L'appendice C démontre qu'il n'en fut pas ainsi.
- 22 Paul F. Sharp, *Whoop-Up Country*, (Minneapolis, Univ. of Minnesota Press, 1955), p. 68.
- 23 APC, MG26, A1, Macdonald Papers, vol. 523, p. 605–606, Macdonald à Dufferin, 9 sept. 1873.
- 24 *Ibid.*, p. 621–624, Macdonald à Morris, 10 sept. 1873.
- 25 *Ibid.*, vol. 252A, p. 114204, télégramme de Morris à Macdonald, 20 sept. 1832. Il semble que le télégramme ait été envoyé dans un moment de panique, car la dépêche incohérente portant la même date démontre que la faction ontarienne au Manitoba avait, par l'arrestation de François Lépine, perturbé le fragile équilibre racial de la province; au même moment, Morris recevait des rapports selon lesquels ses prochaines négociations de traité avec la réserve amérindienne de North-west Angle étaient vouées à l'échec. Il expliqua ces rumeurs à Macdonald dans les termes suivants, «the Riel party had sent couriers to the North West to engage the half breeds & Indians there in a movement, & also to prevent a treaty at the angle & that the H.B. Coy's posts & the various Missionary stations would be plundered.»
- 26 Voir, par exemple, APC, RG13, Acc. n° 68/263, Dominion Police Files, 1873, dossier n° 50, Hugh Richardson à C.F. Young, 29 sept. 1873: «Utmost dispatch requisite. First detachment goes Manitoba early next week.»
- 27 APC, MG26, A1, Macdonald Papers, vol. 523, p. 711–712, Macdonald à Dufferin, 9 sept. 1873.
- 28 S.W. Horrall, op. cit., p. 190–191.
- 29 APC, MG26, A1, Macdonald Papers, vol. 523, p. 605–606, Macdonald à Dufferin, 9 sept. 1873.
- 30 Voir APC, RG9, II, Militia and Defence Papers, B1, Adjutant-General's Office, vol. 521, p. 755, Col. Powell (adjudant général suppléant) à Macdonald, 9 sept. 1873, accusant réception de la demande formulée par Macdonald dans une lettre du jour précédent; voir également *ibid.*, p. 15–16, Powell au Col. Laurie, adjudant général adjoint, district militaire n° 9 (Halifax), 18 sept. 1873. Cette lettre décrit l'aide dont la police aurait besoin. Powell concluait en disant: «As the Police Force is to be a separate organization from the Militia, the assistance of the Militia Staff is only required to facilitate the organization and[. . .]all Expenses will hereafter be made a charge against the Force to be raised.»
- 31 APC, MG26, A1, Macdonald Papers, vol. 523, p. 711–712, Macdonald à Dufferin, 24 sept. 1873.
- 32 Une grande partie de la correspondance de l'adjudant général pour le mois de septembre touche l'organisation de la Police à cheval. Les cinq lettres suivantes exposent les activités les plus importantes de Powell dans ce domaine. Ces lettres se retrouvent toutes dans Militia and Defence Papers, Adjutant-General's Office (APC, RG9, II, B1), vol. 521, dans l'ordre qui suit: (1) p. 15–16, Powell à Laurie, 18 sept. 1873; (2) p. 59–60, note circulaire, Powell aux huit adjudants généraux adjoints à l'est de la tête des Lacs, 23 sept. 1873; (3) p. 73, Powell à F.W. Cumberland, directeur du Northern Railway, 25 sept. 1873, demandant à Cumberland ce qu'il en coûterait pour le transport des hommes de Toronto jusqu'à Prince Arthur's Landing (Cumberland devait seulement faire connaître ses prix; il n'y eut pas d'appel d'offres). Cumberland fut informé que les hommes devaient «go by whichever boat may sail from Collingwood on the day any party may be ready»; (4) p. 77, Powell à S.J. Dawson, 25 sept. 1873, enjoignant celui-ci de procéder au transport des hommes et des approvisionnements de la baie du Tonnerre au fort Garry. «The value of the transport and subsistence of the men, also transport of stores, is to be claimed from the Department of Militia and Defence, but in rendering the accounts you will note that the service was performed on account of the Police Force.» Enfin, voir p. 87–90, longue lettre de Powell au major D.A. McDonald, officier d'état-major, Ottawa, 24 sept. 1873.
- 33 *Ibid.*, p. 86, Powell à W.O. Smith, télégramme, 26 sept. 1873; APC, RG13, Acc. n° 63/263, Dominion Police Files 1873, dossier n° 67, Smith à Macdonald, 29 sept. 1873. On peut reconstituer les activités de Smith avant l'arrivée de la force policière au moyen des télégrammes qu'il adressa au ministère de la Justice (voir *ibid.*) et de son registre de correspondance (APC, RG18, RCMP Papers, B3, Commissioner's Records, vol. 1).
- 34 APC, RG9, II, Militia and Defence Papers, B1, Adjutant-General's Office, vol. 521, p. 755, Powell à Macdonald, 9 sept. 1873.

- 35 John Peter Turner, op. cit., vol. 1, p. 95–96.
- 36 APC, RG13, Acc. n° 68/263, Dominion Police Files, 1873, dossier n° 50 (Cap. C. Young), dossier n° 53 (William Winder), dossier n° 63 (Ephrem A. Brisebois) et dossier n° 62 (Jacob Carvell).
- 37 Il s'agissait de Brisebois et de Young; voir *ibid.*, dossiers n°s 62 et 50, Young à Richardson, 29 sept. 1873 (de Halifax). On ne trouve pas de réponse à ces télégrammes dans les dossiers.
- 38 *Ibid.*, dossier n° 52, Richardson à Winder, Compton, 2 oct. 1873, et Winder à Richardson, 3 oct. 1873.
- 39 *Montreal Witness*, 27 sept. 1873, p. 3, col. a.
- 40 *Quebec Daily Mercury*, 1^{er} oct. 1873, p. 2, col. b.
- 41 APC, RG13, Acc. n° 68/263, Dominion Police Files, 1873, dossier n° 63, D.A. McDonald à Powell, 8 oct. 1873.
- 42 *Ibid.*, dossier n° 62, Carvell à Richardson, 1^{er} oct. 1873. Pour les problèmes ultérieurs de Carvell, voir *ibid.*, dossier n° 67.
- 43 *Ibid.*, quatre télégrammes à Richardson, datés du 2 oct. 1872 (de Saint-Jean), 3 oct. 1873 (de Danville Junction, Maine), 4 oct. 1873 (de Montréal) et 6 oct. 1873 (de Toronto); aussi *ibid.*, major McDonald à Richardson, 7 oct. 1873 (de Collingwood).
- 44 *Ibid.*, dossier n° 50.
- 45 *Ibid.*, Richardson à Young, télégrammes, 24 sept. 1873 et 2 oct. 1873.
- 46 *Acadian Recorder* (Halifax), 2 oct. 1873, p. 4, col. e, et 6 oct. 1873, p. 2, col. f; voir également *British Colonist* (Halifax), 2 oct. 1873, p. 3, col. a.
- 47 APC, RG13, Acc. n° 68/263, Dominion Police Files 1873, dossier n° 50, Young à Richardson, 9 oct. 1873.
- 48 *Ibid.*, 10 oct. 1873.
- 49 *Ibid.*, dossier n° 63, Brisebois à Richardson, oct. 1873, «my men have been making music, singing and dancing the whole trip up». Voir également J.T. Fullerton, «Toronto to Fort Garry», *Scarlet and Gold*, 17^e éd., vol. 3 (juil. 1935), p. 17–18. Fullerton s'enrôla en Ontario, mais quitta la force au début de 1874. Cet article est pittoresque mais douteux.
- 50 APC, RG18, RCMP Papers, A1, Comptroller's Office, vol. 1, dossier n° 22/74, Walsh à Richardson, 27 oct. 1873.
- 51 J.T. Fullerton, op. cit., p. 17–18; APC, RG13, Acc. n° 68/263, Dominion Police Files, 1873, dossier n° 67, W.O. Smith à Macdonald, télégramme, 1^{er} nov. 1873, «Police detachments all arrived all well am getting on rapidly with organization».
- 52 John Peter Turner, op. cit., vol. 1, p. 95.
- 53 APC, RG13, Acc. n° 68/263, Dominion Police Files dossier n° 67, W.O. Smith à Macdonald, télégramme, 29 sept. 1873; APC, RG18, RCMP Papers, B3, Commissioner's Office, vol. 1, Smith à Macdonald, 1^{er} nov. 1873.
- 54 APC, RG13, Acc. n° 68/263, Dominion Police Files, 1873, dossier non numéroté, W.T. Urquhart à Richardson, télégramme du fort Garry, 17 nov. 1873, «Dairymple Clark Arrived». Pour des détails sur la personnalité de Clark et ses activités au Lower Fort Garry, voir APC, MG26, A1, Macdonald Papers, vol. 346, p. 158595–158602, Clark à «My dear uncle» (Macdonald), 14 mars 1873, et *ibid.*, p. 158646–158652, Clark à Macdonald, 15 mai 1873.
- 55 APC, RG18, RCMP Papers, B4, Commissioner's Office, vol. 10, Daily Order Book, Lower Fort Garry (ci-après Daily Order Book), 13 nov. 1873.
- 56 APC, RG13, Acc. n° 68/263, Dominion Police Files, dossier n° 67, W.O. Smith à Macdonald, télégramme, 29 sept. 1873.
- 57 *Ibid.*, 9 oct. 1873; APC, RG18, RCMP Papers, B3, Commissioner's Records, vol. 1, memorandum de Smith, 20 oct. 1873. (Pour un état détaillé des réparations et travaux de construction au Lower Fort Garry, voir *append. A.*)
- 58 *Ibid.*, Smith à Macdonald et Smith à Richardson, 19 nov. 1873.
- 59 Pour la location de bâtiments, voir APC, RG2, 2, vol. 45, archives du Conseil privé, décret n° 373; pour la trop généreuse clientèle des policiers, voir Daily Order Book, *passim*.
- 60 On trouve dans une note de service non signée, adressée au ministre de la Justice, Edward Blake, un exposé détaillé des bâtiments que la Compagnie de la baie d'Hudson loua au gouvernement, APC, RG18, RCMP Papers, A1, Comptroller's Office, vol. 9, dossier n° 34; voir également *ibid.*, D.A. Smith au ministre de la Justice, 23 avril 1874. Les observations de French sur les installations de logement se trouvent dans son rapport à Macdonald, *ibid.*, vol. 1, dossier n° 7. On peut trouver à la bibliothèque municipale d'Ottawa un bon plan du Lower Fort Garry, du temps où il servait de quartier général à la force policière; il est utile en dépit de quelques inexactitudes mineures (voir fig. 2).
- 61 Manitoba. Provincial Archives. Hudson's Bay Company Archives (ci-après ACBH), B303/2/1, Lower Fort Garry Journal, fol. 168, par exemple.
- 62 Voir APC, RG18, RCMP Papers, A1, Comptroller's Office, vol. 1, dossier 53.

Le corps de police prend forme

- 1 La description de la cérémonie et du mode de vie général au Lower Fort Garry se retrouve dans les mémoires d'une des plus célèbres recrues de 1873; voir Samuel Benfield Steele, *Forty Years in Canada; Reminiscences of the Great North-West, with some Account of his Service in South Africa* . . . éd. Mollie Glenn Niblett (Londres, H. Jenkins, 1915), ch. 3, *passim*.
- 2 Le texte précis du serment d'engagement se retrouve dans la loi autorisant la création de la police (Canada, Lois, Statuts, etc., 36 Vict., ch. 35, art. 14). Les articles d'enrôlement sont reproduits dans l'ouvrage de John Peter Turner, op. cit., vol. 1, p. 97–98, où il soutient, faussement d'ailleurs, qu'il s'agit de «the enlistment oath».
- 3 Cet incident est rapporté par J.T. Fullerton, op. cit., p. 17–18.
- 4 On peut trouver une correspondance détaillée sur le sujet dans APC, RG13, Acc. n° 68/263, Dominion Police Files, 1873, voir le dossier 62 (Jacob Carvell) et le dossier 67 (W.O. Smith); ce dernier contient la lettre citée (William et Alexander Bruce au ministre de la Justice, 10 déc. 1873). L'exposé initial du problème se trouve dans *ibid.*, dossier 67, Smith à Macdonald, 6 nov. 1873; un avis sur son règlement est inclus dans un memorandum de Smith, dans son registre de lettres; voir APC, RG18, RCMP Papers, B3, Commissioner's Office, vol. 1.
- 5 *Ibid.*, W.O. Smith à Hugh Richardson, 27 oct. 1873; *ibid.*, Smith à Macdonald, 1^{er} nov. 1873; *ibid.*, A1, bureau du contrôleur, vol. 1, dossier 7–74, French au ministre de la Justice, 7 janv. 1874; APC, RG9, II, Militia and Defence Papers, B1, Adjudant-General's Office, vol. 52, adjudant général adjoint Powell à D.A. McDonald, 24 sept. 1873.
- 6 APC, RG18, RCMP Papers, B3, Commissioner's Office, vol. 1, Smith's letterbook, Smith à Hugh Richardson, 19 nov. 1873; Daily Order Book, inscription du 4 fév. 1874. On indiquera des renvois précis au registre des ordres du jour uniquement lorsque le texte ne précise pas la date.

- 7 APC, RG18, RCMP Papers, A1, Comptroller's Office, vol. 1, dossier 7–14, French au ministre de la Justice, 7 janv. 1874; aussi *ibid.*, B3, Commissioner's Office, vol. 1, Smith's Letterbook, Smith à Richardson, 19 nov. 1873.
- 8 Voir Canada. Lois, statuts, etc., 36 Vict., ch. 35, art. 20, qui stipule que le gouverneur en conseil peut adopter des règles et des règlements pour la force policière, mais permet uniquement l'imposition de pénalités ne dépassant en aucun cas trente jours de paie du contrevenant.
- 9 Daily Order Book, 17 nov. 1873.
- 10 *Ibid.*, 9 nov. 1873.
- 11 J.T. Fullerton, *op. cit.*, p. 17–18.
- 12 Daily Order Book, 9 avril 1874.
- 13 Samuel Benfield Steele, *op. cit.*, ch. 3, *passim*, et J.T. Fullerton, *op. cit.*, p. 17–18.
- 14 APC, RG18, RCMP Papers, B3, Commissioner's Office, vol. 1, Smith's letterbook, Smith à Walsh, 25 oct. 1873.
- 15 Daily Order Book, 23 déc. 1873.
- 16 *Ibid.*, 11 mars 1874.
- 17 James F. Macleod (1836–1894) naquit dans l'île de Skye, obtint son B.A. à l'université de Toronto en 1854 et fut reçu au barreau du Haut-Canada en 1860.
- 18 Les grades honorifiques sont énoncés dans le décret du conseil. Chose curieuse, il n'existe pas de grade équivalent à celui de major. Le commissaire avait droit au grade de lieutenant-colonel, l'officier payeur (ainsi que les détenteurs des rangs de surintendant et d'inspecteur), à celui de capitaine, le médecin vétérinaire, les surintendants et les sous-inspecteurs, à celui de lieutenant.
- 19 James Morrow Walsh (1840–1905) ne démissionna qu'en 1875 de son poste de major de la troupe de cavalerie de Prescott.
- 20 Daily Order Book, 15 janv., 17 janv. et 5 avril 1874; le deuxième ordre contient la note suivante: «SubConstable Fitzpatrick of «A» Division being unable to blow the Bugle returns to his duty.»
- 21 S.W. Horrall, *op. cit.*, p. 196–199, traite de ce courant de pensée du gouvernement libéral.
- 22 Daily Order Book, 29 déc. 1873.
- 23 Ces amendes n'étaient pas publiées régulièrement, mais au fur et à mesure de leur imposition. Il s'agissait en moyenne d'une semaine de salaire; voir *ibid.*, *passim*.
- 24 *Ibid.*, 22 et 25 nov. 1873.
- 25 *Ibid.*, 13 déc. 1873: «No Constable or SubConstable is allowed to purchase Liquor in the Hudson Bay Store.»
- 26 *Ibid.*, 8 janv. 1874.
- 27 *Ibid.*, 19 janv. 1874.
- 28 *Ibid.*, 17 et 19 déc. 1873.
- 29 Fullerton, dont l'ouvrage est cité plus haut, fut nommé constable intérimaire en vertu d'un ordre du 21 nov. 1873. On lui permit de démissionner de son grade et il fut retrogradé au rang d'infirmier, le 4 février; il fut rayé des cadres le 24 avril au moment où il se trouva un remplaçant. Il ne fait aucune mention de ces événements dans ses récits animés, exception faite, évidemment, de sa promotion de novembre.
- 30 Samuel Benfield Steele, *op. cit.*, ch. 3, *passim*.
- 31 S.W. Horrall, *op. cit.*, p. 199.
- 32 APC, MG26, A1, Macdonald Papers, vol. 346, p. 158595–158602, Clark à Macdonald, 14 mars 1873.
- 33 *Manitoban* (Winnipeg), 18 avril 1874.
- 34 Deux ans plus tard, le commissaire French signalait que 69 seulement des «old originals» faisaient encore partie de la police; voir APC, RG18, B3c, vol. 46, p. 115, French au sous-ministre de la Justice, 17 déc. 1875.
- 35 Pour d'autres notes sur la carrière du Dr. Young au Manitoba, voir Philip Goldring, *The Manitoba Penitentiary and Asylum, 1871–1886*, Manuscript Report Series n° 28, Parcs Canada, 1970, p. 41–45, 48–62.
- 36 APC, RG18, RCMP Papers, A1, Comptroller's Office, vol. 1, dossier 27–74, Walsh au Dr. Young, 31 déc. 1873, et Young à French, 5 fév. 1874; le rapport du comité médical, y compris les 10 certificats de renvoi détaillés, se trouvent dans *ibid.*, dossier 8–74.
- 37 Daily Order Book, 29 avril 1874.
- 38 APC, RG18, RCMP Papers, Commissioner's Office, vol. 1, Smith's letterbook, Smith à W.T. Urquhart, secrétaire du conseil du Nord-Ouest, 11 déc. 1873; APM, Morris Papers, Morris letterbook, n°s 119n, 120, Urquhart à French, 17 et 24 déc. 1873.
- 39 ACBH, B303/a/1, Lower Fort Garry Post Journal, fol. 168–170, inscriptions des 28 déc. 1873 et 7 janv. 1874. Le Daily Order Book du 5 jan. 1874 dresse une liste de neuf hommes. James McKernan, dans «Expeditions Made in 1873», *Scarlet and Gold*, 2^e éd. annuelle (1920), p. 84–85, en fait également état. McKernan affirme que Macleod mit la main sur les trafiquants mais, incapables de les ramener au Manitoba, «held court right there and let them off with a small fine». Cette affirmation contredit carrément le récit de Flett et bien que McKernan ait fait partie de la patrouille, il avait le même motif d'en exagérer les activités, 50 ans plus tard, que Fullerton de mentir. L'absence de tout dossier contemporain (exception faite du journal de Flett) n'est pas concluante, bien que les dossiers financiers soient raisonnablement complets et ne contiennent aucune preuve qu'une amende ait été imposée. Si la patrouille avait mené son expédition à bonnes fins, on pourrait s'attendre à trouver une certaine reconnaissance, dans les ordres quotidiens ou dans la correspondance de Morris. Le lecteur a néanmoins le choix entre le récit agréable de McKernan, en 1920, et celui négatif, rédigé par Flett en 1873. Toutefois si Macleod a connu la réussite, même mitigée, pourquoi son hôte au Lower Fort Garry a-t-il cru à un échec?
- 40 On peut trouver une correspondance exhaustive, des déclarations sous serment et le rapport de l'enquête dans APC, RG18, RCMP Papers, A1, Comptroller's Office, vol. 1, dossier 30–74; voir *ibid.*, French à W.O. Smith, 4 fév. 1874: «I fear that the treatment these Constables have received may weaken their Authority and lessen their Self Respect. It is incumbent on me in any case to use every endeavour to obtain redress for their grievances.»
- 41 Pour un compte rendu des premiers uniformes de la police, voir *ibid.*, B3, Commissioner's Office, vol. 1, Smith's letterbook, Smith à Jarvis, 4 nov. 1873. Les casquettes, les pantalons et les vestes de serge provenaient des dépôts de la milice ou étaient achetés chez des fournisseurs.
- 42 Pour de plus amples détails sur les uniformes militaires canadiens contemporains, l'ouvrage du Cap. E.J. Chambers est une source utile: *The Canadian Militia and Public Works Department: A History of the Origin and Development of the Force* (Ottawa, Mortimer Press, 1907), p. 98. Voir aussi W.P. Bull, *From Brock to Currie: The Military Development of Canadians in General and of the Men of Peel in Particular, 1871–1930* (Toronto, J. McLeod, 1931), p. 210. Au Manitoba on n'a pu observer des soldats à tunique écarlate qu'à l'arrivée du troisième

- groupe de volontaires, à la fin de 1872; voir A. Begg et W. Nursey, *Ten Years in Winnipeg* (Winnipeg, Times Printing and Publishing, 1879), p. 72.
- 43 APC, RG18, RCMP Papers, A1, Comptroller's Office, vol. 1, dossier 7–74; French au ministre de la Justice, 7 janv. 1874. L'absence de toute preuve déterminante à l'effet que les hommes de French portaient l'écarlate indique presque indubitablement qu'ils revêtaient encore les vêtements dépareillés fournis par Smith.
- 44 Voir S.W. Horrall, op. cit., p. 198–199.
- 45 APC, RG18, RCMP Papers, A1, Comptroller's Office, vol. 1, dossier 4–74, Macleod à French, 15 janv. 1874. Vers la même date, Young et Carvell présentèrent des mémos similaires, pour les divisions «A» et «C».
- 46 French à Hewitt Bernard, 17 janv. 1874, cité dans John Peter Turner, op. cit., vol. 1, p. 106.
- 47 Daily Order Book, 5 fév. 1874.
- 48 APM, Morris Papers, Morris letterbook, Morris à David Laird, ministre de l'Intérieur, 5 fév. 1874.
- 49 Voir la note 34 du présent chapitre.
- 50 Breden fut le premier à quitter la police; voir APC, RG18, RCMP Papers, A1, Comptroller's Office, vol. 1, dossier 93–74.
- 51 Les événements qui se déroulèrent au camp de Dufferin comptent parmi les aspects les mieux connus des premières années de la police; voir, par exemple, Samuel Benfield Steele, op. cit., ch. 5, *passim*, et John Peter Turner, op. cit., vol. 1, ch. 4, *passim*.
- 52 APM, Morris Papers, télégramme, French à _____, 24 avril 1874; Shurtleff «should fence in some unoccupied ground[. . .]and sow with oats and potatoes».
- 53 *Manitoban* (Winnipeg), 2 et 9 mai 1874.
- 54 APC, MG26, A1, Macdonald Papers, vol. 346, p. 158646–158652, Clark à Macdonald, 15 mai 1874.
- 55 Canada. Lois, Statuts, etc., 36 Vict., ch. 22, «An Act to amend an Act respecting the administration of Justice and for the establishment of a Police Force in the North West Territories, 26 may 1874».
- 56 Daily Order Book, 23 et 24 mai 1874.
- 57 APC, RG18, RCMP Papers, A1, Comptroller's Office, vol. 1, dossier 98–74, télégramme, Bernard à Clark, 7 sept. 1874.
- 58 Ibid., dossier 127–74.
- 2 Il n'y a pas eu de Hansard officiel cette année-là. L'extrait provient des coupures de débats colligées par la Bibliothèque nationale du Canada, à partir des articles de journaux portant sur les séances parlementaires.
- 3 Canada. Lois, Statuts, etc., 36 Vict., ch. 35, 1873.
- 4 Philip Goldring, «Cypress Hill Massacre», p. 100.
- 5 APC, MG26, A1, Macdonald Papers, vol. 252, p. 114133–114137.
- 6 *Daily Herald* (Helena), 11 juin 1873.
- 7 APC, RG7, G6, vol. 24, Clurn au secrétaire de l'Intérieur, 8 août 1873, dans Thornton à Dufferin, n° 27, 21 août 1873.
- 8 APM, Morris Papers, pièces 33, 35.
- 9 APC, RG27, I, C8, Morris Papers, Campbell à Morris, 14 août 1873; *ibid.*, Morris à Campbell, 27 août 1873.
- 10 APM, Morris Papers, letterbooks, Morris à Campbell, 20 août 1873.
- 11 *Ibid.*, 26 août 1873.
- 12 *Ibid.*, 28 août, 3 sept. et 8 sept. 1873.
- 13 APC, RG2, 1, vol. 6, décret du conseil n° 1134, 30 août 1873.
- 14 APC, MG26, A1, Macdonald Papers, vol. 246, p. 110811–110814.
- 15 APC, MG27, I, C8, *Morris papers, Campbell à Morris, 8 sept. 1873.*
- 16 APC, RG9, II, B1, Adjutant-General's Office, vol. 520, Powell à Macdonald, 8 sept. 1873.
- 17 APC, MG26, A1, Macdonald Papers, vol. 523, p. 605–606.
- 18 APC, RG9, II, B1, Adjutant-General's Office, vol. 521, Powell à Young, 18 sept. 1873.
- 19 Voir APC, RG13, Acc. n° 68/263, Dominion Police Files, 1873, dossier n° 50, Cap. Young; *ibid.*, dossier n° 62, J. Carvell.
- 20 APC, MG26, A1, Macdonald Papers, vol. 252A, p. 114195–114200, 114204, Morris à Macdonald, télégramme et dépêche, 20 sept. 1873.
- 21 *Ibid.*, vol. 523, p. 711–712; aussi APC, RG13, Acc. n° 68/263, Dominion Police Files, 1873, dossier n° 50, Richardson à Young, télégramme, 24 sept. 1873, «Utmost dispatch requisite. First detachment goes Manitoba early next week».
- 22 S.W. Horrall, op. cit., p. 179–200.
- 23 Monsieur Horrall n'est toujours pas convaincu par les arguments présentés dans cet appendice (S.W. Horrall à J. Brathwaite, réviseur des publications de langue anglaise, Division des recherches, Direction des lieux et des parcs historiques nationaux, comm. pers., 10 sept. 1976). Pour la liaison entre les ministres et l'*Ottawa Daily Citizen*, voir APC, MG26, A1, Macdonald Papers, vol. 518, p. 680–683, Macdonald à Morris, 21 avril 1871. Pour les rumeurs concernant Butler, voir le *Montreal Witness*, 28 août 1873, p. 1, col. e; le *Montreal Gazette*, 28 août 1873, p. 3, col. a; le *Mail* (Toronto), 28 août 1873, p. 1, col. f; voir aussi APC, MG26, A1, Macdonald Papers, vol. 246, p. 110811–110814, McMicken à Macdonald, 4 sept. 1873. Les autres sources citées dans ce passage font l'objet d'une étude plus complète dans «Cypress Hills Massacre» de Philip Goldring, p. 100–102.
- 24 Voir Macdonald à Dufferin, 9 sept. 1873, dans APC, MG26, A1, Macdonald Papers, vol. 523, p. 605–606. Macdonald espérait obtenir les services d'un officier britannique pour commander la force. Il croyait pouvoir trouver plus facilement quelqu'un si, aux fins de pensions, l'armée britannique permettait à un officier de transférer ses années passées au service de la Police à cheval du Nord-Ouest au compte de ses années de service dans l'armée régulière.
- 25 Les premiers comptes rendus étaient toutefois plus équivoques que les versions modernes des historiens; voir, par exemple, un article du fils du lieutenant-gouverneur Morris, «Lieut.-Col. Irvine and the North-

West Mounted Police», *The Canadian Magazine* (oct. 1911), p. 493–503. Morris affirme que Macdonald avait planifié la formation de la force bien avant le massacre et même si par erreur, il date du mois de juillet les dépêches de son père concernant le massacre, il présente ainsi l'influence du massacre sur la décision finale: «This affair quickened the organization of the force» (Edmund Morris, op. cit., p. 495).

26 APM, Morris Papers, pièce jointe à la lettre de David Laird à Morris, 8 mai 1875.

Sources citées

Acadian Recorder (Halifax)
1873.

Begg, A. et W. Nursey

Ten Years in Winnipeg, Winnipeg, Times Printing and Publishing House, 1879.

British Colonist (Halifax)
1873.

Bull, W.P.

From Brock and Currie: The Military Development of Canadians in General and the Men of Peel in Particular, 1791–1930, Toronto, J. McLeod, 1931.

Butler, William Francis

The Great Lone Land: A Narrative of Travel and Adventure in the North-West of America, Londres, Sampson, Low, Marston, and Searle, 1872.

Canada. Archives publiques.

MG26, A1, Papers of Sir John A. Macdonald.

MG27, I, C8, Papers of Alexander Morris.

RG2, Privy Council Office, 1, Orders in Council; 2, Records of the Privy Council.

RG7 G6, Governor General's Office, Dispatchers from the British Minister at Washington.

RG9, II, Militia and Defence Papers, B1, Adjutant-General's Correspondence.

RG13, Acc. n° 68/263, Dominion Police Files, 1873.

RG18, RCMP Papers, A1, Comptroller's Office; B3, Commissioner's Records; B4, Commissioner's Office.

Canada. Bibliothèque nationale.

Scrapbook Debates, 1872–1873.

Canada. Lois, statuts, etc.

An Act Respecting the Administration of Justice, and for the Establishment of a Police Force in the North-West Territories, 36 Vict., ch. 35. [Ottawa], 1873.

Chambers, E.J.

The Canadian Militia and Public Works Department: A History of the Origin and Development of the Force, Ottawa, Mortimer Press, 1907.

Daily Herald (Helena)

1873.

Fullerton, J.T.

«Toronto to Fort Garry», *Scarlet and Gold*, 17^e éd., vol. 3 (juil. 1935), p. 17–18, Vancouver.

Goldring, Philip

«The Cypress Hills Massacre – A Century's Retrospect», *Saskatchewan History*, vol. 26, n° 3 (automne 1973), p. 81–102, Saskatoon.

The Manitoba Penitentiary and Asylum, 1871–1886, Manuscript Report Series n° 28, Parcs Canada, Ottawa, 1970.

Horrall, S.W.

«Sir John A. Macdonald and the Mounted Police Force for the North-west Territories», *Canadian Historical Review*, vol. 53, n° 2 (juin 1972), p. 179–200, Toronto.

Mail (Toronto)

1873.

Manitoban (Winnipeg)

1874.

Manitoba. Provincial Archives

Morris Papers.

Manitoba. Provincial Archives. Hudson's Bay Company Archives.

B303/a/1, Lower Fort Garry Journal.

McKernan, James

«Expeditions Made in 1873», *Scarlet and Gold*, 2^e éd. annuelle, p. 84–86, 1920, Vancouver.

Montreal Gazette

1873.

Montreal Witness

1873.

Morris, Edmund

«Lieut.-Col. Irvine and the North-West Mounted Police», *The Canadian Magazine* (oct. 1911), p. 493–503.

Morton, W.L.

Manitoba: The Birth of a Province, Winnipeg, Manitoba Record Society, 1965.

Ottawa Daily Citizen

1873.

Quebec Daily Mercury

1873.

Sharp, Paul F.

Whoop-Up Country, Minneapolis, Univ. of Minnesota Press, 1955.

Steele, Samuel Benfield

Forty Years in Canada; Reminiscences of the Great North-West, with Some Account of his Services in South Africa . . ., éd. Mollie Glenn Niblett, Londres, H. Jenkins, 1915.

Turner, John Peter

The North-West Mounted Police, 1873–1893 . . ., Ottawa, Imprimeur du roi, 1950, 2 vol.

Whisky, chevaux et mort: le massacre des collines Cyprès et ses séquelles

Philip Goldring

Lieux historiques canadiens
n° 21

42	Sommaire
42	Avant-propos
43	Prologue
45	Les personnages
49	Le décor
50	La tragédie
54	Le dénouement
61	Epilogue
62	Appendice A. Abel Farwell et l’histoire du massacre des collines Cyprès.
64	Appendice B. Descriptions des lieux du massacre.
65	Appendice C. La date du massacre.
66	Notes
69	Bibliographie

Sommaire

Environ trois ans avant l'établissement du fort Walsh en 1875, les collines Cyprès étaient le paradis des trafiquants de whisky. On se souvient surtout de leurs activités à cause du massacre que certains d'entre eux ainsi qu'une bande de nomades blancs du Montana ont infligé aux Assiniboïnes en 1873. Le motif du massacre était le présumé vol du cheval d'un trafiquant, mais cette cause a provoqué une vive controverse quant à la valeur de la loi et à son application à l'égard des autochtones à la frontière des établissements et du commerce des Blancs.

Présenté pour publication en 1973, par Philip Goldring, Direction des lieux et des parcs historiques nationaux, Ottawa.

Avant-propos

En 1968, la Direction des lieux et des parcs historiques nationaux, du ministère des Affaires indiennes et du Nord, acquiert de la Gendarmerie royale du Canada le site du massacre des collines Cyprès. En 1972, appelée à vérifier l'exactitude de l'emplacement présumé du fort Farwell, du fort Soloman et du camp amérindien autour duquel le massacre est survenu, la Direction fait dépouiller des documents, mais les résultats ne sont pas très satisfaisants. Les récits concordent parfaitement pour ce qui est de la représentation traditionnelle des lieux, mais ne confirment en rien l'exactitude de ces hypothèses. On décide donc en août 1972 d'entreprendre des recherches archéologiques, et l'archéologue, Jack Elliott, fait des découvertes qui justifient fortement le temps et les efforts consacrés à cette cause, car elles confirment ce qui, jusque-là, n'était que probabilité: sur la rive ouest du ruisseau Battle se trouvait le fort Farwell, à environ 600 pieds de là, sur la rive est, le fort Soloman et, du côté de la coulée, à l'est du ruisseau, il y avait le camp amérindien. Les deux postes de traite se trouvaient sur le terrain qui fait maintenant partie de la section 9 du canton 7, du rang 29 à l'ouest du troisième méridien. Le camp amérindien, à quelques centaines de pieds seulement au sud-est du fort Soloman, semble avoir été situé entièrement, ou presque entièrement, dans la section 10.

Si la tradition a su transmettre l'aménagement des lieux, elle a été moins exacte pour le récit même du massacre. Les documents sur le sujet pèchent par manque d'exactitude, les descriptions sont souvent bâclées et les hypothèses peu étayées. Nous nous sommes vite aperçu que nous disposions d'un plus grand nombre de récits de première main du massacre que tout autre historien avant nous, et c'est pourquoi, dépassant notre mandat, nous avons rédigé une nouvelle histoire du massacre fondée entièrement sur des informations puisées aux sources originales.

En général, nous nous en sommes tenu à l'orthographe et à la traduction des noms qui prévalaient dans les années 1870 et, en cas de contradiction, nous avons suivi l'orthographe donnée dans les documents officiels plutôt que dans les journaux ou autres récits. Nous avons fait exception seulement dans le cas de «Soloman»; selon Jack Elliott, il s'agit là de l'orthographe exacte d'un nom métis courant. Dans les citations provenant de sources contemporaines, l'orthographe a été laissée telle quelle, sauf lorsqu'il s'agissait de fautes typographiques évidentes.

La collecte de renseignements sur le massacre ne s'est pas faite sans aide. Les transcriptions modernes de documents du ministère de la Justice datant du XIX^e siècle, que possède la Direction des lieux et des parcs historiques nationaux, lui ont été envoyées par la GRC (Gendarmerie royale du Canada). Un grand

nombre de ces documents offrent beaucoup d'intérêt, mais les originaux n'ont pas tous subsisté au nettoyage effectué par les archives du ministère de la Justice il y a environ dix ans. On peut encore retrouver certains documents de première main à d'autres endroits; dans de tels cas, nous avons cité l'original. Toutefois nous avons constaté, lorsqu'il était possible de faire la comparaison, que les transcriptions étaient très fidèles, et ainsi nous n'avons pas hésité à nous servir des textes dactylographiés de la GRC dans les cas où l'original n'existait pas. Une grande part de nos notes provient d'extraits de journaux du Montana qui ont été mis à notre disposition par Mlle F. Verspoor, un ancien membre du bureau régional de l'Ouest de la Direction des lieux et des parcs historiques nationaux. Nous avons également eu l'avantage de consulter les notes que notre collègue Robert Allen a rédigées à la suite du dépouillement des archives de la société T.C. Power Brothers à Helena (Montana).

Nous sommes également redevable à beaucoup d'autres personnes dont M. George Shepherd, le conservateur du Western Development Museum à Saskatoon, qui étudie depuis longtemps l'histoire des collines Cyprès, pour ses conseils et son encouragement. Le directeur de *Galt Museum* à Lethbridge (Alberta), Jack Elliott, un spécialiste de l'histoire des hivernants métis des collines Cyprès, pour ses recommandations après lecture de la première ébauche du manuscrit. MM. H.A. Tatro et A. Buziak, membres du personnel du bureau régional de l'Ouest de la Direction des lieux et des parcs historiques nationaux pour nous avoir fait visiter l'emplacement du massacre. Et nous sommes également reconnaissant à M. J. O'Brien de la Division des archives fédérales, aux Archives publiques du Canada, de la patience dont il a fait preuve, et à M. John Bovey, archiviste provincial du Manitoba, et ses adjoints, M. B. Hyman et Mlle E. Blight, de l'aide qu'ils nous ont apportée.

Prologue

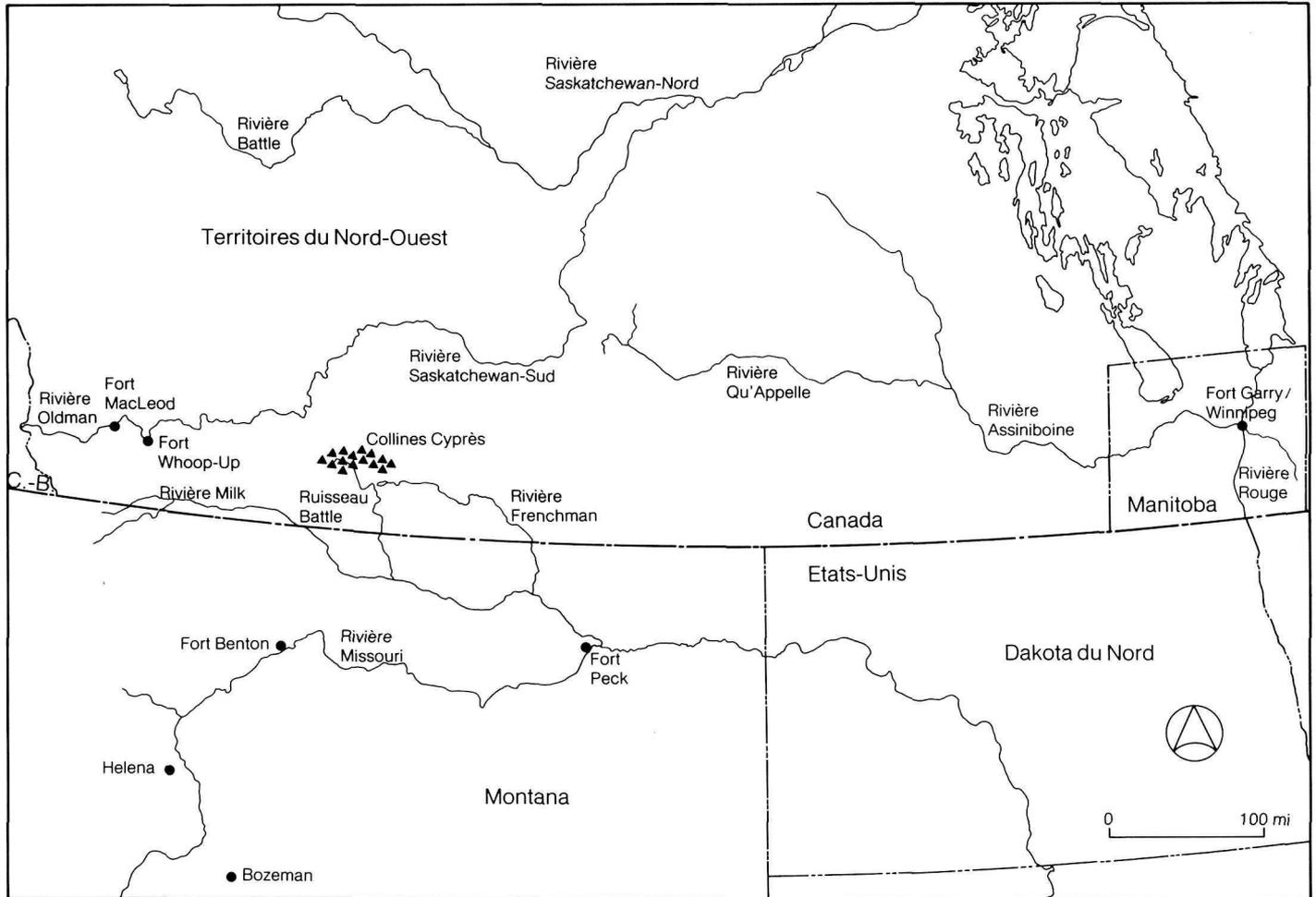
À la fin du printemps de 1873, la quiétude des collines Cyprès est brutalement troublée par l'un des événements les plus marquants du début de l'histoire des Territoires du Nord-Ouest canadien. C'est ce qu'on appellera le massacre des collines Cyprès, où nombre d'Assiniboïnes trouvent la mort à la suite d'une bataille engagée dans l'ivresse par un petit groupe de frontaliers du Montana, sous prétexte du vol d'un de leurs chevaux. Le campement amérindien, qui compte une quarantaine de huttes, est totalement détruit et les survivants s'enfuient dans les collines, abandonnant au milieu des champs et des buissons près d'une vingtaine de cadavres. Les Blancs, eux, ne quittent la vallée qu'après avoir pris le temps d'enterrer un des leurs, victime de sa propre bravade.

L'histoire de ce massacre fait aussi partie de celle des frontières américaines, puisqu'en 1873 les collines Cyprès étaient à la limite même de la colonisation et des postes de traite américains. Les contacts avec le Canada sont plutôt négligeables à l'époque et seuls y participent quelque mille hivernants métis, chasseurs nomades et trafiquants à leurs heures. Et pourtant, les séquelles de ce massacre passent à l'histoire du Canada, car il résulte directement des rapports entre les Amérindiens des plaines et les trafiquants américains qui partent à l'aventure vers les territoires du Nord-Ouest, que le Canada vient tout juste d'annexer et qu'il n'occupe pas encore. Cette affaire ne connaît aucun précédent; en effet, le phénomène des incursions américaines dans les territoires septentrionaux du Canada est relativement nouveau, et le gouvernement du dominion prend déjà des mesures pour l'enrayer et le contrôler. Mais il s'avère pour un certain temps pratiquement impossible de faire respecter des lois établies par un gouvernement aussi éloigné. Les plaines sont le théâtre de l'anarchie, et des hommes, sans respect pour la tranquillité qui jusque-là régnait sur les collines, sèment la violence¹. Les agents du dominion démontrent leur bonne volonté en protégeant les Amérindiens contre les crimes d'individus blancs, même si cette mesure est loin d'empêcher tous les problèmes culturels qu'occasionnent les établissements permanents de Blancs.

1 Les collines Cyprès faisaient partie d'un territoire théoriquement sous souveraineté britannique, mais il n'avait jamais été efficacement contrôlé, que ce soit par la Compagnie de la baie d'Hudson ou par le gouvernement canadien, avant que la Police à

cheval du Nord-Ouest n'établisse le fort MacLeod en 1874. Le poste de vente de whisky, le fort Whoop-Up, fut détruit la même année. La région continua de recevoir la majeure partie de ses importations par le Montana, territoire des Etats-Unis, jusqu'à l'achève-

ment du chemin de fer du Canadien Pacifique. (Carte: S. Epps.)



Les personnages

Les Amérindiens des plaines centrales du nord-ouest de l'Amérique du Nord ont de tout temps été attirés par les collines Cyprès. Elles offrent, au premier coup d'oeil, une perspective agréable d'un vert profond, curieux vestiges d'une époque antérieure au passage des glaciers, qui les aurait isolées en nivelant les plaines de sable avoisinantes. La végétation y est dense et, encore à ce moment, les collines sont un sanctuaire naturel où se réfugient diverses espèces animales qu'il est impossible de trouver à des milles à la ronde. Les collines séparent en partie les plaines qui s'étendent au sud vers le Mississippi et le golfe du Mexique, et le territoire très vaste qui se déploie vers le nord-ouest jusqu'à la baie d'Hudson. D'une beauté sauvage, la région est isolée et peu habitée; mais, pendant des siècles, elle a eu beaucoup à offrir aux Amérindiens des plaines.

À l'âge mécanique, les collines sont légèrement peuplées par comparaison aux prairies qui les entourent. Mais à une époque encore plus lointaine, avant même que le cheval ne fasse sa venue sur les plaines, elles offrent plus d'un avantage pour la population autochtone qui s'y installe, attirée par ses richesses en bois et en eau et son abondance de refuges et de gibier. De nos jours encore, on peut voir ici et là la trace de leurs innombrables tipis et y trouver des objets façonnés en silex. Après l'arrivée du cheval, cette occupation paisible devient bientôt impossible, en raison des conflits incessants qui surgissent entre les diverses tribus. Aucune ne domine entièrement la région qui sert de zone limitrophe pour les Cris, les Assiniboines, les Gros Ventres et les Pieds-Noirs. Les collines sont toujours les mêmes, mais elles n'offrent maintenant plus de refuge sûr, et si une bande s'aventure à la chasse, c'est au risque de s'y voir surprise par quelques membres hostiles d'une autre tribu. Ces escarmouches sporadiques et vaines persistent jusque vers 1850, après quoi les hivernants mérités se rendent maîtres de la région grâce à leur supériorité au combat¹.

Au début des années 1870, la paix des collines est à nouveau troublée avec l'arrivée des trafiquants de whisky du fort Benton. Au cours de l'hiver 1872–1873, diverses bandes d'Amérindiens arrivent successivement dans cette vallée que nous appelons maintenant ruisseau Battle, près de cette dénivellation qui marque la séparation entre le plateau central et le plateau est des collines. Leur vaste camp abrite plusieurs bandes, dont le grand chef est un Assiniboine du nom de Manga. La neige interdisant tout déplacement hors du camp, les chefs ne peuvent empêcher la démoralisation de leurs gens qui visitent les deux postes de traite de whisky des forts Farwell et Soloman, situés seulement à quelques centaines de pieds du camp. Les chefs attendent impatiemment

le retour du printemps pour donner l'ordre du départ et mettre ainsi fin à ce commerce ruineux qui donne lieu à des bagarres incessantes. L'arrivée du printemps leur ouvrant les barrières de neige, les bandes partent vers leurs territoires de chasse habituels. Leur campement ne reste toutefois pas très longtemps désert, car des membres d'autres tribus viennent s'y réfugier temporairement. Au milieu du mois d'avril, quelque 17 guerriers, des Stonies, passent deux jours aux postes de traite du whisky et disparaissent à l'aube du troisième jour, amenant avec eux trois chevaux du fort Farwell. Un autre groupe d'Amérindiens, membres de la bande commandée par Manitu-potis (Little Soldier), que la disette a chassé de leur camp d'hiver habituel de rivière Battle, traversent 200 milles de prairies gelées pour trouver le refuge et la nourriture qu'ils savent abondante dans les collines Cyprès. Trente d'entre eux ne parviendront jamais aux collines, mais un groupe important réussira à monter près de 24 tentes sur l'ancien site amérindien localisé près des postes de traite. Ils y sont bientôt rejoints par d'autres petites bandes d'Assiniboines, dont une est dirigée par Minashenayen, et par une douzaine de familles menées par Inihan Kinyen². Tous ces Amérindiens font pitié à voir et le dur hiver leur a tout pris; ils n'ont fait que survivre; la bande de Minashenayen a perdu tous ses chevaux; les Amérindiens ne sont armés que d'arcs, de flèches et de vieux fusils. Et pourtant ils sont assez nombreux, car dans ce seul endroit il se trouve une quarantaine de huttes pouvant abriter près de 250 personnes.

Les collines Cyprès couvrent plus de 200 milles carrés, et si les Amérindiens s'y amassent à cette époque particulière, c'est qu'il y a, à proximité, deux postes de traite américains qui offrent une variété de marchandises, des couvertures et du tabac aux menus objets et bagatelles de toutes sortes, sans oublier, naturellement, le whisky. Ces marchandises sont fournies par des trafiquants au fort Benton dans le Montana et qui s'approvisionnent à la T.C. Power Brothers Company, une société prospère de Benton. Malgré la diversité de leurs antécédents, les trafiquants frontaliers ont tous en commun la pratique d'un commerce illégal qui, par sa nature même, détruit le moral et l'organisation sociale de leurs clients autochtones. Les uns poussés par l'échec, d'autres par l'esprit d'aventure et d'autres encore par simple manque de scrupules violent la loi et contribuent tous à perturber les habitudes de vie des autochtones appelées tôt ou tard à changer avec l'expansion des colonies de Blancs.

Malheureusement pour les Amérindiens du Nord-Ouest, les trafiquants de whisky sont en marge de la loi de plus d'une façon. Et s'ils s'aventurent dans les terres qui formeront plus tard le sud de l'Alberta et le sud-ouest de la Saskatchewan, ce n'est pas seulement pour des motifs normaux d'expansion commerciale, mais

aussi pour échapper à la loi qui interdit le commerce de l'alcool avec les Amérindiens dans le Montana. Aucune prohibition de ce genre ne gêne le trafiquant dans le territoire canadien adjacent, car la loi, même si elle existe, n'est pas appliquée. La Compagnie de la baie d'Hudson est la seule autorité européenne qui jusque-là a réussi à s'implanter bien au-delà des frontières de la colonisation dans le nord-ouest de l'Amérique du Nord britannique, mais même cette compagnie n'a pas réussi à s'implanter dans les collines Cyprès ou dans le pays des Pieds-Noirs. La frontière, sans être bien délimitée, est assez bien connue et, après 1869, les marchands du Montana redoublent leurs efforts pour sortir du territoire canadien les peaux de bisons, de loups et d'autres animaux. Un observateur rapporte en 1871 que *Fort Benton on the Missouri has of late become a place of very considerable importance[. . .] For the first time in the history of the Saskatchewan, carts passed safely from Edmonton to Benton during the course of last summer[. . .] Already the merchants of Benton are bidding high for the possession of the trade of the Upper Saskatchewan.*³

Au moment où les marchands de Benton essaient d'accaparer le commerce de la Saskatchewan (en attendant d'assumer le rôle déjà tenu par Saint-Paul au Manitoba), la région isolée qui sépare les postes de la Compagnie de la baie d'Hudson de la Haute-Saskatchewan et les villes minières du Montana commencent à attirer les trafiquants. Le plus célèbre de ces postes et aussi celui qui a coûté le plus cher est celui du fort Whoop-Up, aménagé en 1869 à la jonction des rivières Sainte-Marie et Oldman. Toutefois, dans les années qui suivent, on voit s'ériger une série de forts moins célèbres pour le trafic du whisky. Et, en 1872, le commerce atteint les collines Cyprès.

Au printemps de 1873, il y a 13 trafiquants de whisky à moins de 3 milles du camp de Little Soldier dans la vallée de ce qui est alors connu comme la fourche nord de la rivière Milk. Environ une demi-douzaine de ces trafiquants pratiquent leur commerce à deux minutes de marche du camp des Amérindiens, aux forts Soloman et Farwell. Du même côté du ruisseau que le camp, Moses Soloman et George Bell ont un stock considérable de whisky, même après que la plupart de leurs concurrents ont épuisé le leur; de l'autre côté, un groupe de trafiquants sont logés chez Abel Farwell avec qui ils sont en quelque sorte associés. Parmi ces derniers, James Marshall, Peterson et, selon toute apparence, George Hammond font le trafic du whisky avec les habitants successifs du camp de l'autre côté du ruisseau. Non loin de là, se trouvent Paul Rivers et William Rowe. Rivers est tué par les Amérindiens au printemps de 1873 et Rowe part peu après, laissant tout son stock de whisky à Farwell, lequel jurera par la suite

qu'il n'a jamais trafiqué de whisky avec les Amérindiens et qu'il a acheté le stock de Rowe seulement pour l'empêcher de trafiquer. Il est toutefois difficile de croire que Farwell ait parcouru 170 milles à partir du fort Benton pour hiverner dans le froid glacial parmi les Amérindiens sans amener avec lui une grande provision de ce qui est connu tout le long de la frontière comme la denrée la plus rentable.

On connaît probablement moins de la moitié des Blancs qui ont vécu au ruisseau Battle au cours de cet hiver-là, mais il subsiste des détails sur quelques-uns d'entre eux. Abel Farwell, alors âgé de 35 ans et marié à une Crow prénommée Mary, vient du fort Peck, mais s'approvisionne à Benton depuis un certain nombre d'années. Son interprète, Alexis Lebombard, est un Métis d'un certain âge qui a travaillé pour Moses Soloman l'année précédente avant d'entrer à son service à l'automne. La femme de Lebombard vit également au fort Farwell, ainsi que celle de George Hammond, un Canadien français (malgré son nom) dont les fonctions au fort ne sont pas très bien connues. A l'arrière du fort Farwell est annexée une maison en bois rond où Marshall et Peterson habitent et font le trafic du whisky. Avec eux, il y a quelques aides et parasites, dont Garry Bourke et un dénommé Kerr⁴.

Le fort Soloman est construit à l'automne de 1872 par Moses Soloman un trafiquant du fort Benton et, comme Farwell, un client de la T.C. Power Company. George M. Bell, un ancien soldat qui a combattu les Amérindiens en 1869, lorsqu'il était en service dans la *United States 13th Infantry*, possède une part dans le commerce de Soloman. John C. Duval, un Métis venant du fort Benton, accompagne Soloman dans les collines, on ne sait à quel titre, de même que Antonio Amei, natif du Nouveau-Mexique. Il y a également Philander Vogle qui est arrivé avec Farwell, et l'a aidé à construire son fort, avant de venir travailler pour Soloman. Durant l'hiver de 1872-1873, Vogle se gèle gravement les pieds, mais au printemps il peut recommencer à marcher. John MacFarlane, un chasseur qui a passé l'hiver dans les collines, est également au fort Soloman au moment du massacre. Tout compte fait, les occupants des deux forts n'ont rien de différent des autres habitants de la frontière; ils font un sale métier, mais rien ne laisse supposer qu'ils sont meilleurs ou pires que la majorité des hommes de la frontière américaine de cette époque.

Au cours de l'affrontement du 1^{er} juin entre les Assiniboïnes et les Blancs, un autre groupe se trouve dans les collines, cette année-là, mais ne prend pas part à l'échauffourée; il s'agit des hivernants métis. Ils viennent d'une petite colonie temporaire de plus de 500 habitants, qui compte quelque 50 tentes, située à 25 milles du poste de commerce, soit un trajet d'une journée à cheval⁵. Des Métis, bon nombre originaires de la région de la ri-

vière Rouge, fréquentent les collines, chassant le bison, depuis le milieu du siècle. Leurs rôles combinent, à juste titre, ceux des Amérindiens et des Blancs. Ils chassent pour se procurer nourriture et peaux. Quelques-uns, comme Moses Soloman, sont de petits commerçants; d'autres servent d'interprètes ou de voituriers pour les commerçants de Benton. C'est d'ailleurs à titre de charretiers qu'on fait venir un certain nombre d'entre eux au fort Farwell vers la fin du mois de mai. Farwell lui-même s'est rendu à cheval sur place, pour les engager avec leurs charrettes, afin qu'ils transportent jusqu'au fort Benton les fourrures qu'il a accumulées au cours de la saison, ainsi que son stock de marchandises. Les Métis se mettent en route vers le fort Farwell même s'ils ont entendu parler de troubles qui séviraient dans les environs du fort. Les histoires du genre sont sûrement monnaie courante dans les collines, car les Métis font également fi de l'avertissement d'un Assiniboïne qui vient leur apprendre, la veille même de leur départ pour le fort, que la bande prépare une attaque contre le fort Soloman et que lui-même a préféré s'enfuir plutôt que de participer à une telle entreprise⁶. Du groupe des Métis, on connaît Louis Bellegarde, John Joe, François Desgarlats, Baptiste Morin, John Daunais, Joseph Laverdure, Baptiste Champagne et son beau-père, dont on ne connaît pas le nom, ainsi que Joseph Vital Turcotte. Comme dans le cas des autres personnages du drame des collines Cyprès, on ne se souviendrait d'aucun d'entre eux si ce n'était des événements du 1^{er} juin.

Ainsi, profitant de la noirceur ce dernier jour de mai, «les méchants» arrivent du fort Benton, au nombre de 12 environ, sous la conduite de John Evans et de Thomas Hardwick. Ce ne sont pas des commerçants, mais plutôt une bande d'hommes auxquels les appellations traditionnelles de «outlaws», «desperadoes», ou «frontier ruffians» siéent très bien. Au moins deux d'entre eux sont des voleurs de chevaux bien connus et le reste, dit-on de sources fiables, sont «a set of scamps who have no permanent home or abiding place» et «persons of the worst class in the country»⁷. Abstraction faite de leur réputation, ils mériteraient notre sympathie à cause des circonstances qui les ont amenés aux collines Cyprès ce printemps-là. Ils font partie de la confrérie impopulaire des chasseurs de loups, qui abattent leur proie non pas avec des pièges ou des fusils, mais avec de la strychnine. Après une bonne saison d'activités, ils retournent au fort Benton où d'autres chasseurs de leur espèce se réunissent vers la fin de mai pour vendre leurs fourrures, boire une partie du fruit de la vente et préparer leurs activités pour la saison à venir. De même, la bande de Hardwick s'en retourne à Benton avec les prises de la saison et bon nombre de chevaux. Ils établissent leur dernier campement à une journée de trajet de leur destination; là,

une bande de Cris de passage, loin de leur propre territoire, prend les chasseurs de loups par surprise et, renversant les rôles, s'échappent avec 40 chevaux. Hardwick et ses compagnons apportent immédiatement leurs fourrures au fort Benton, les y cachent et réclament sans succès l'aide des autorités militaires afin de récupérer leurs chevaux. La garnison locale est déjà démunie, car un détachement a été envoyé en mission spéciale; Hardwick se voit donc refuser toute aide. Désappointés, les chasseurs de loups décident de suivre la piste encore fraîche des pillards, des Cris⁸.

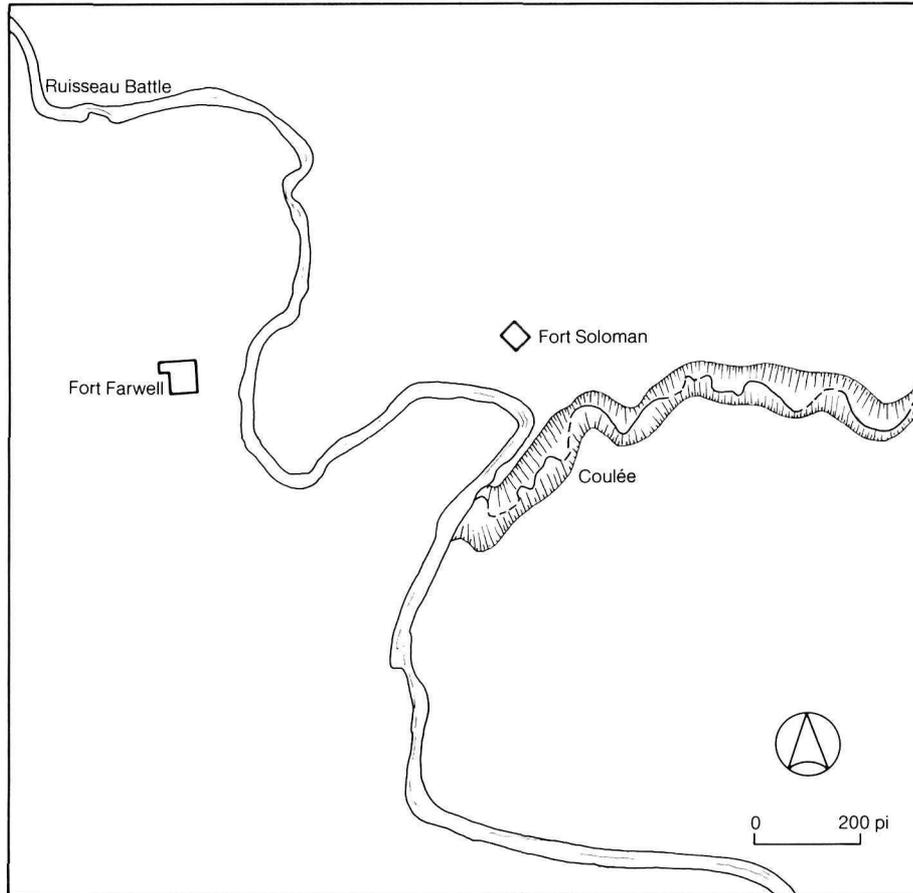
Les chevaux ont été volés le 17 mai; deux semaines plus tard, Hardwick et sa petite bande doivent s'avouer vaincus. Ils sont alors dans la région des collines Cyprès où ils campent la nuit du 31. Ils savent, cependant, que des commerçants sont installés dans la région et tous deux, Hardwick et Evans, décident de se rendre aux forts et fouiller tous les camps amérindiens situés aux alentours. Le mot d'ordre est donné: si les chevaux s'y trouvent, on s'en empare comme l'ont fait les Amérindiens, «then the whole party would slip in and try to recover our horses in Indian fashion», comme l'a écrit Evans par la suite⁹. Malheureusement, ils ne trouvent pas de chevaux dans les camps et ils s'arrêtent au fort Farwell pour s'enquérir une fois de plus de leurs bêtes.

Farwell les reçoit avec calme, connaissant fort bien leur réputation, et ne souhaitant aucunement avoir affaire à eux. «No, the camp has five or six horses, and they have not got yours», leur dit-il¹⁰. Néanmoins, il a l'amabilité d'écouter leur histoire et de les inviter à déjeuner. Hardwick passe la nuit au fort, tandis que Evans rejoint le reste du groupe. Le lendemain matin, à 8 h, les 12 hommes sont assis autour d'un feu dans un campement situé à quelque 80 verges du fort Farwell¹¹.

Au cours des années qui suivent, on recueille quantité de renseignements épars sur les membres du groupe, bien qu'on n'ait jamais pu dresser une liste complète et authentique de tous les hommes qui ont participé aux événements. Thomas W. Hardwick de Carrollton (Missouri), est âgé d'environ 29 ans. John H. Evans, 26 ans, est natif du fort Dodge (Iowa). Trevanion Hale, 32 ans, est également originaire de l'Iowa et S.A. Harper, âgé de 24 ans, vient de l'Ohio. Le seul homme connu comme étant originaire de l'est du pays est un certain Elijah Jefferson Devereaux, d'âge assez avancé et qui serait probablement un Canadien français né au Maine¹². On possède moins de détails sur les autres membres de la bande de frontaliers. Parmi eux, il y a S. Vincent et Charles Smith. Charles Ladd est témoin du massacre et fait probablement partie du groupe de Benton. Edward Legrace, l'unique Blanc tué lors du massacre, appartient au groupe de Benton tout comme James Hughes, le seul à avoir subi par la suite un procès pour

2 Les lieux du massacre des collines
Cyprés. L'endroit précis où se trouvait
le camp amérindien est inconnu, mais
il devait se trouver à l'est du ruisseau
Battle et au sud de la coulée. Le ter-
rain au nord du fort Soloman s'élève
de façon abrupte; des pentes plus

douces dominent la vallée à l'ouest du
fort Farwell et à l'est de l'emplace-
ment du camp amérindien. (Carte: S.
Epps.)



meurtre au Canada. Il y a deux Métis dans le groupe de Hardwick, Joseph Lange et Xavier Faillon¹³. Il se peut qu'il y ait un treizième homme, un jeune Écossais du nom de Donald Graham, mais sa version du massacre est peu convaincante, et nous n'avons comme preuve de sa participation au massacre avec la bande de Hardwick que sa propre déclaration 50 ans plus tard¹⁴. Même si nous ne connaissons rien de la composition du groupe, ses actes révèlent son caractère. Hardwick et ses hommes sont impétueux, sans scrupules et toujours prêts à régler une dispute avec les carabines à répétition Winchester et Henry que tous possèdent.

Le décor

Au centre des collines Cyprès, à quelques milles à l'est de ce qui formera plus tard la frontière entre la Saskatchewan et l'Alberta et à 40 milles au nord de la frontière internationale, une vallée, connue aujourd'hui sous le nom de ruisseau Battle, forme une tranchée à travers un terrain accidenté. À un mille et demi en aval de la jonction des ruisseaux Spring et Battle (où la Gendarmerie royale érigea le fort Walsh afin de mettre fin au trafic du whisky en 1875), les collines s'élèvent doucement loin de la berge du ruisseau, la rivière vire brusquement à l'est et la vallée s'élargit légèrement pour prendre la forme d'un vaste bol. Il y a deux échappées vers le nord: la rivière et un court canyon bien encaissé d'où part une coulée qui serpente à travers un terrain légèrement incliné pour rejoindre le ruisseau Battle. Une source jaillit du flanc de la colline et se déverse dans le ruisseau à 400 pi en amont de la bouche de la coulée. Le site est impressionnant et remarquablement enchanteur, même de la perspective saisissante des collines Cyprès. Et c'est dans ce décor enchanteur qu'eut lieu, il y a un siècle, le massacre des collines Cyprès.

Abel Farwell arrive du fort Benton à l'automne 1872 et y construit son fort, une série de huttes entourées de palissades, à environ 100 pi du ruisseau et à 600 pi en droite ligne de la jonction de la coulée et du ruisseau. Face au fort de Farwell se trouve, en rivalité amicale, le fort construit par Moses Soloman à peu près en même temps¹. Le fort Soloman est carré et surmonté de bastions. La bâtisse principale, en forme de L, est prolongée de deux murs de palissades en bois rond, pour former une enceinte plus ou moins rectangulaire. La seule porte est à l'abri des intrus, grâce à un verrou que le gardien appellera plus tard «a log chain»². Le fort se trouve à environ 150 pi au nord-ouest de la coulée et à 600 pi du fort Farwell. Au sud de la coulée, dans la colline, se trouve le camp amérindien formé de quelque quarante huttes. Aux points les plus rapprochés, le camp est à 42 pi de la coulée et à 50 pi du ruisseau³. Il se trouve donc à plus de 600 pi du fort Farwell, de l'autre côté du ruisseau.

Pendant des années, on s'interroge sur la configuration exacte des lieux du massacre, et l'emplacement attribué aux deux forts et au camp amérindien repose uniquement sur le témoignage d'un vieux Métis qui a mené des troupeaux à cet endroit sept ou huit ans après le massacre. Plus de 50 ans plus tard, il indiquera aux intéressés l'endroit où il a déjà trouvé des ossements humains, et l'on en conclut alors qu'il s'agit de l'emplacement du camp. Ce souvenir de Jules Quesnelle est une indication utile, mais d'aucune façon concluante⁴. La question soulève encore plus de doutes lorsque, vers 1945, des archéologues amateurs essaient en vain de retrouver des traces du corps d'Ed Legrace

censément enseveli sous le fort Soloman⁵. En 1972, la Direction des lieux et des parcs historiques nationaux entreprend des recherches historiques et archéologiques pour vérifier l'emplacement exact des deux postes et du camp amérindien. Si l'on ne réussit pas à trouver de carte contemporaine de l'emplacement du massacre (quoiqu'une fut tracée en 1875)⁶, les recherches confirmeront que l'endroit désigné par tradition correspond bien aux mesures prises sur les lieux par la Gendarmerie royale en 1875. Une partie de l'histoire rapportée par la tradition sera confirmée de façon impressionnante par les fouilles faites par l'archéologue Jack Elliott sur le présumé site du fort Soloman. Il y découvrira un squelette qui semble être celui d'un mâle adulte enseveli par des Blancs. Si la fosse n'offre aucune preuve objective de l'identité des restes⁷, elle coïncide cependant avec l'emplacement où Legrace est censé avoir été enseveli. Il y a eu très peu de colonisation faite par des Blancs dans cette région et il semble peu probable qu'une autre inhumation ait eu lieu à cet endroit même, d'autant plus qu'il n'y a aucun autre enregistrement à cet effet. Elliott trouvera également des traces de structures de bois rond datant d'après 1850 à l'emplacement présumé du fort Farwell. En supposant que l'emplacement des deux postes de traite ait été bien établi, les documents prouvent que le camp amérindien se trouvait du côté sud de la coulée, à l'est du ruisseau et assez haut dans la colline pour être vu des deux forts.

Tel est donc le décor dans lequel s'est déroulé le massacre des collines Cyprès. Du côté ouest du ruisseau, se trouve le fort Farwell; le poste de Soloman et le camp amérindien sont de l'autre côté. Un équilibre précaire a su se maintenir jusqu'à ce jour entre les Blancs et les différentes bandes d'Amérindiens qui ont occupé ce camp. Mais, à la veille du départ de Farwell, le groupe de Benton arrive sur les lieux et, dans leur ivresse, détruisent tout sur leur passage. Ils repartent, laissant derrière eux une vallée jonchée de cadavres et de ruines fumantes. Le passage des saisons et le débordement du ruisseau Battle effaceront bientôt traces des forts et de l'emplacement du camp, mais rien n'éliminera la réputation que le massacre de 1873 a donné aux collines Cyprès.

La tragédie

Ce matin du 1^{er} juin, le jour se lève sur les collines, découvrant un petit groupe de tentes et les forts sis aux abords du ruisseau Battle. Avec les premières lueurs du matin arrivent les 12 compagnons de Hardwick qui s'installent non loin du fort Farwell pour se confectionner un petit déjeuner sur des feux de camp. Apercevant ce remue-ménage inhabituel, les hommes de Soloman dépêchent George Bell sur les lieux pour inviter les nouveaux arrivants à visiter le fort. Van Hale et quelques autres traversent le ruisseau avec Bell pour venir rencontrer le reste du groupe de Soloman, qui leur raconte d'«horrible tales of how the Indians had abused them, had shot through their windows, and were repeatedly threatening to kill them all»¹. Les relations entre Soloman et les Amérindiens sont très tendues à ce moment-là, car ces derniers croient que les commerçants les ont trompés. Un Amérindien ivre a fait feu sur le fort quelques jours auparavant, sur quoi Soloman a fait interdire l'accès du fort aux indigènes². Il semble cependant décidé à y demeurer lui-même, jusqu'à ce que ses marchandises soient épuisées. Les visiteurs ne restent pas longtemps au fort ce dimanche-là; après que Hughes et Harper ont acheté de l'alcool, ils s'en retournent tous à leur camp près du fort de Farwell³ pour y déguster leur boisson.

Au cours de la matinée, les hommes se livrent à différentes activités autour du fort Farwell. Les membres du groupe de Benton, n'ayant rien à faire ce jour-là, sont sans doute en train de boire. Le bombard compte les peaux et les donne aux Métis qui les entassent dans les charrettes. Tout est calme jusque vers midi lorsque George Hammond sort du fort en trombe, se plaignant qu'on lui a volé son cheval, ce cheval qui a déjà été volé une première fois au mois d'avril par les Stonies et qu'on vient tout juste de lui rendre. Hammond a donné deux gallons de whisky, une couverture et un peu de tabac en récompense à l'Amérindien qui le lui a ramené⁴, et il croit que l'échange a tellement plu à l'Amérindien qu'il a voulu recommencer sa prouesse. En réalité, le cheval s'est tout simplement aventuré hors de l'enclos par une porte entrouverte et broute paisiblement avec d'autres chevaux à quelques centaines de pas du fort.

Hammond est probablement ivre. Il est pratiquement impossible que les Amérindiens se soient introduits dans un fort entouré d'hommes armés et qu'ils s'en soient échappés avec trois chevaux. Néanmoins, il s'emporte, vociférant en français et en anglais et incitant les hommes de Benton à l'action: «They have stolen my horse again; let us go over and take theirs in return.»⁵ Les autres, eux-mêmes récemment victimes d'un vol de la sorte, se rassemblent autour de lui et décident pour la plupart qu'il faut donner une leçon aux Amérindiens. Farwell les entendant menacer de

s'emparer des chevaux des Amérindiens et même de «vider» le camp, croit qu'il s'agit d'une simple bravade, mais s'empresse quand même d'apaiser la colère de Hammond: «These Indians brought the horse back and gave it to you», lui dit-il, «and if they had wanted it they would have kept it.»⁶ Ces paroles ne réussissent pas à convaincre Hammond qui retourne au fort chercher son fusil. Alors, suivi de tous les hommes de Benton, sauf trois, il se dirige vers le camp amérindien. Au moment où le groupe parvient à la rive est du ruisseau, Lebombard s'aperçoit que l'on ramène le cheval de Hammond au fort. Il interpelle Hammond en français, mais celui-ci ignorant son appel poursuit son chemin en direction du camp. Farwell est déjà parmi les Assiniboïnes; il a devancé le groupe dans l'espoir de faire la paix⁷.

Le camp amérindien est encore plus agité que celui de Farwell. Le matin, Inihan Kinyen a appris des commerçants que les nouveaux venus de Benton complotaient quelque chose contre ses frères. Il donne l'ordre de lever le camp, mais Wincanahe, un guerrier téméraire, se moque du chef, ridiculisant ses craintes, et convainc la tribu de rester sur place. Les Amérindiens chassent la peur à grands flots de whisky, et comme le raconte par la suite l'un d'eux (un garçon âgé alors de 12 ans): «Whiskey flowed like water in the camps and by mid-day the tribesmen were all hopelessly drunk.» Les Blancs des deux côtés du ruisseau voient les Amérindiens danser dans le camp, en poussant des cris de joie et d'excitation. Le désordre se transforme en panique lorsque deux Métis, témoins du complot du groupe de Benton, arrivent en toute hâte alerter les Amérindiens. Ils les préviennent que leur vie est en danger et les incitent à se terrer. Aussitôt, le camp se met en branle; les femmes prennent leurs enfants et fuient vers les buissons, et les hommes, n'emportant que leurs armes, les suivent de près⁸. Même les chiens semblent gagnés par la panique et ils fuient de tous côtés.

C'est au milieu de ce brouhaha que Hammond s'avance, prend deux chevaux derrière le camp et tente de les mener vers le ruisseau. Un Amérindien nommé Bighead l'arrête et ramène les chevaux. Hammond fait demi-tour et rejoint le groupe des Blancs, qui attend impatiemment dans la coulée entre le camp et le fort Solomon. Les Blancs irrités regardent Farwell, entouré d'Amérindiens, qui tente de se faire entendre⁹. Il semble vouloir essayer de régler la question avec un des chefs subalternes, en prenant deux des chevaux appartenant aux Amérindiens en gage de leurs bonnes intentions, jusqu'à ce que le cheval de Hammond soit retrouvé. Dans la coulée, les hommes de Benton et quelques amis de Farwell s'impatientent devant de telles méthodes et aperçoivent, non sans crainte, les gestes menaçants de quelques indigènes. Un Assiniboïne pointe un fusil en direction de Farwell, mais une

femme le retient et l'entraîne prestement dans une hutte. Entre temps, Farwell regagne le groupe dans la coulée, leur fait part de son entente avec le chef et apaise leur scepticisme en offrant d'aller chercher Lebombard pour confirmer son rapport. Hammond, Hardwick et les autres dans la coulée ne sont pas du tout disposés à attendre. Les Amérindiens, appréhensifs et confus, fourmillent toujours, et certains d'entre eux, plus courageux ou saouls, provoquent les Blancs. Voyant les femmes et les enfants prendre la fuite, les Blancs en concluent tout de suite que les Amérindiens ont prémédité une bataille. Selon Farwell, c'est Hammond qui tire le premier; d'autres témoins affirmeront avec autant de certitude que les deux parties ont tiré des coups en l'air en signe de provocation. En tout état de cause, le groupe de Benton et la poignée d'hommes du fort Farwell profitent de l'abri que leur fournit la coulée et lancent une volée de coups meurtriers vers le camp¹⁰.

Le récit qui précède est une reconstruction assez fidèle du début du massacre, fondé sur les déclarations faites lors des témoignages et des procès qui suivirent la tuerie. Au cours de ces procès, la partie plaignante a toujours prétendu qu'il y avait eu préméditation de la part des Blancs, mais n'a jamais pu le prouver. Même Farwell, le principal témoin à charge, a toujours soutenu que le combat aurait pu être évité si les Amérindiens avaient eu en leur possession le cheval de Hammond et s'ils le lui avaient rendu volontiers¹¹. Il est également tout aussi possible que les défenseurs disent la vérité lorsqu'ils affirment avoir ouvert le feu par simple moyen de défense. Néanmoins, les Blancs doivent être tenus responsables, comme un juriste américain, le commissaire W.E. Cullen, l'a souligné après avoir acquitté cinq des membres du groupe de Benton lors d'une audience d'extradition deux ans plus tard.

The preponderance of testimony is also to the effect that the Indians commenced the firing, though they were doubtless provoked to this by the apparently hostile attitude of the whites. Some of the Indians were intoxicated, and with all their savage fierceness intensified by drink, it would require but little provocation to induce them to commence hostilities. An armed party menacing their camp, no matter for what purpose, was by no means a slight provocation.

Après cette dissertation amateuriste sur la psychologie amérindienne, le commissaire entreprit l'étude des motifs et des actes des Blancs¹²:

It would seem from the testimony that the most that was contemplated by the defendants . . . in this aggressive movement was to intimidate the Indians . . . It was sheer folly and wantonness on their part, but if they went for no other purpose than that of intimi-

ation, it amounted to no more than an aggravated trespass, and the killing at most was but manslaughter.

Les Amérindiens, de leur côté, sont les victimes plus ou moins innocentes du commerce du whisky et de la mauvaise interprétation par les Blancs de la confusion qui règne dans le camp. Jusqu'au moment des premiers coups de feu, bon nombre d'Amérindiens tentent d'ignorer la menace du groupe qui se trouve dans la coulée et de faire la paix par l'entremise de Farwell; certains s'enfuient. Les pourparlers et la fuite sont clairement leurs seuls espoirs de salut, car leur supériorité numérique vaut peu de chose face aux avantages que les Blancs possèdent. Le chef amérindien (et la majorité des guerriers) sont en état d'ivresse; leur camp est à la merci de l'ennemi réfugié dans la coulée. Avec leurs fusils qu'ils doivent charger par le canon, les Amérindiens sont bien démunis à côté des Blancs qui possèdent des carabines à répétition *Henry* et *Winchester*, d'autant plus qu'ils sont renforcés par quelques membres du groupe de Soloman, qui attaquent du toit ou de la palissade avant du fort¹³. Aussi, ne faut-il pas s'étonner que les Blancs puissent, sans perdre un seul homme, faire sortir les Amérindiens de leur camp et tout détruire. Ce n'est une bataille qu'au sens où les Amérindiens ont pu, sans le vouloir, provoquer les coups de feu et essayer, par la suite, de se défendre. Et si l'on a décrit cette bataille comme un massacre, c'est à juste titre.

Une fois les Amérindiens disséminés, Hardwick prend avec lui un petit groupe d'hommes à cheval et traverse la coulée pour abattre les Amérindiens qui sont cachés dans les buissons près de l'ouverture de la coulée et sur le versant opposé. Farwell sort de son fort pour les en empêcher, expliquant à Hardwick que le cheval manquant n'a pas été volé et qu'il est dans le fort à ce moment: il est par conséquent inutile de continuer la bataille. On rapporte que Hardwick réplique: «We've started in, and we'll clean them all out if we can.»¹⁴ Il a mal jugé ses opposants pourchassés, car des Amérindiens sont cachés sur la colline surplombant le fort; ils refoulent les Blancs vers la coulée. Interrompant leur pillage, un petit groupe de Blancs volent au secours de Hardwick. Ils essaient de traverser la coulée juste à l'endroit où un certain nombre d'Amérindiens sont cachés; l'un d'eux réussit à abattre Ed Legrace, mais il se fait tuer sur-le-champ. L'incident refroidit néanmoins l'enthousiasme des Blancs et le massacre prend fin¹⁵.

Les Amérindiens ayant pris la fuite, quelques Blancs entrent dans le camp pour démanteler les abris et achever les quelques survivants. Seules sont épargnées quatre femmes (dont l'une a un jeune enfant). Elles sont capturées et passent la nuit au fort Soloman avant d'être remises à Mary Farwell au matin. Little Soldier est l'un des derniers Amérindiens à être trouvé dans le camp.

Il est tiré de sa torpeur par sa femme, qui essaie de le conduire à l'un des forts où, semble-t-il, il pourrait trouver refuge. «I will die here», lui dit-il, puis se tournant, il aperçoit le corps de son père. «White men, crie-t-il aux Américains les plus proches, you will know what you have done today, you never knew a «woody mountain Assiniboine» indian to harm a white man». Vincent le tue. Après avoir amené sa femme et sa mère hors du camp, les guerriers tuent à coups de hache un vieil Amérindien du nom de Wankantu et accrochent sa tête à un poteau, en guise de trophée, ignoble gage de leur victoire¹⁶.

Avec le coucher du soleil, le calme dans la vallée revient. Du fort Soloman, des hommes prennent une couverture et descendent jusqu'à la coulée pour envelopper le corps de Legrace, et Vincent le transporte sur son dos jusqu'à la cuisine du poste de Soloman. Une petite et triste procession a lieu dans la petite pièce et, à l'aide de quelques planches, un membre du groupe lui fabrique un cercueil rudimentaire. Tard dans la nuit ou tôt le lendemain, une tombe peu profonde est creusée sous le cellier de Soloman et le cercueil y est enterré¹⁷. C'est là toute la sépulture. Partout dans la vallée, le sol est jonché de corps d'Assiniboïnes morts ou à demi-morts, et leurs os y resteront pendant des années.

Harper, Hardwick et Lange prennent part à la débauche qui a lieu cette nuit-là au fort Soloman avec les captives. La femme de Little Soldier se souvient qu'un homme blanc l'a amenée dans le fort et, raconte-t-elle, *grabbed me by the arm and ravished me, he remained with me all night and had connection with me many times, every time he did, he told me I would not live till morning . . . The three (3) old women were in different rooms and myself and another young woman were in separate rooms, the other woman can tell more than me as she had many men with her, there being only one with me.*¹⁸

Hormis les trois hommes de Benton qui restent au fort Soloman, le reste du groupe retraverse la coulée pour passer la nuit à un camp temporaire situé près du fort de Farwell. Le commerçant leur demande de rester un jour de plus, car il n'a pas encore fini d'emballer ses marchandises et ne sait pas combien d'Amérindiens pourraient encore se trouver dans les parages, attendant de se venger sur tout homme blanc assez imprudent pour ne pas se protéger¹⁹. Il n'a pas à s'en faire, car les seuls survivants du camp assiniboïne fuient jusqu'à ce qu'ils rencontrent des Métis qui ont l'amabilité de les accueillir chez eux²⁰. Puis, les deux groupes de commerçants ramassent rapidement leurs bagages et retournent au fort Benton. Au moment où les voitures de tête disparaissent derrière les collines, un inconnu met le feu au fort, suivant la cou-

tume pratiquée quelquefois par les Amérindiens de brûler les postes désertés. Resté sur place à la demande de Farwell, le groupe de Benton s'amuse à piller le camp amérindien en s'emparant des maigres possessions qui y restent, et, empilant toutes leurs tentes, ils y mettent le feu. Ensuite, ils se séparent. Deux membres du groupe retournent au fort Benton. Le reste est toujours déterminé à retrouver leurs chevaux volés et à poursuivre une aventure qui a déjà semé la mort aux collines Cyprès et a donné au ruisseau de la place le nom de Battle²¹.

L'histoire du massacre se répand comme une tache d'huile à travers l'Amérique du Nord. Les deux chasseurs de loups qui retournent immédiatement au fort Benton relatent leurs exploits dans les saloons de la ville frontalière. Ces récits sont recueillis par le *Daily Herald* d'Helena, le principal journal de la capitale du territoire. L'histoire, à en juger par tous les rapports ultérieurs, est sérieusement déformée – on y affirme que les Amérindiens se sont montrés arrogants à l'égard du groupe de Benton la nuit de leur arrivée, leur on dit que leurs chevaux avaient été volés par les Cris et que, les Cris étant leurs alliés, les hommes blancs pouvaient se battre s'ils le désiraient. Puis – continue l'histoire – les Blancs trouvent abri pour la nuit dans l'un des postes de traite et, au lever du jour, attaquent le camp «on the Indian plan», c'est-à-dire sans avertissement. On souligne la mort d'Edward Legrace et le nombre des Amérindiens tués est exagéré outre mesure et avec vantardise: «The 16 or 17 whites attacked and effectually wiped out the forty lodges, very few escaping.»²² Il est difficile de savoir dans quelle mesure ce récit a pu être romancé par le correspondant du *Herald*, mais cette version ne sera pas démentie par le groupe de Benton jusqu'à ce que diverses autorités juridiques commencent à interpréter l'affaire comme un meurtre et non comme une leçon salutaire courageusement donnée à «d'infâmes sauvages».

La nouvelle du massacre fait sensation bien au-delà des saloons du fort Benton. A la fin du mois de juin, un citoyen inquiet, J.J. Wheeler, adresse au *Bureau of Indian Affairs* à Washington, certains renseignements au sujet du massacre²³. Quelques jours plus tard, Garry Bourke accompagne Abel Farwell dans sa ville natale, le fort Peck, où ils font connaître leur version de l'histoire au fonctionnaire responsable des Amérindiens, le major A.J. Simmons, de qui relève le groupe d'Assiniboïnes qui ont été tués. Très inquiet, ce dernier envoie un rapport très détaillé à ses supérieurs, en leur disant: «Hardwick and others, attacked a camp of 40 lodges of peaceful Assiniboïnes who were almost entirely defenceless, and killed 16 of their number, men, women, and children, and mutilated their bodies in a most outrageous and disgusting manner». Simmons défère Farwell et Bourke au *Board of In-*

dian Commissioners, à Bozeman, où l'on reçoit leur déposition officielle. Le secrétaire du conseil est particulièrement indigné de voir avec quelle indifférence les participants au massacre admettent publiquement leur fait: «The parties engaged in the Massacre do not attempt to palliate it, thinking the fact of those murdered being Indians, a justification for the outrage.»

Au milieu du mois d'août, toutes les pièces, y compris la lettre de J.J. Wheeler, sont rendues au bureau du secrétaire américain de l'Intérieur²⁴. Le ministère renvoie l'affaire au procureur général pour qu'il étudie la possibilité d'intenter une action. Ce dernier déclare ne pouvoir s'en occuper puisque les présumés meurtriers ont été commis en territoire britannique. Le dossier est alors envoyé au secrétaire d'Etat, Hamilton Fish, qui le fait immédiatement parvenir au ministre britannique compétent, alors en vacances, Sir Edward Thornton. Après avoir pris connaissance du dossier, le ministre l'adresse, le 21 août, au gouverneur général du Canada, à Québec, pour inviter le gouvernement canadien, selon les termes utilisés à l'époque, à «cause such steps to be taken in the matter, as may appear to you proper and expedient».

Fin d'août ou début de septembre, cette information parvient à Ottawa, où la nouvelle y est déjà connue. Un exemplaire de l'article rédigé à ce sujet dans le *Daily Herald* de Helena a été envoyé au fort Garry dès le 20 août, et le lieutenant-gouverneur Morris l'a immédiatement fait parvenir au ministre de l'Intérieur. Les journaux de Winnipeg ont publié la nouvelle sur-le-champ et l'ont télégraphié au *Ottawa Daily Citizen* à la fin de la même semaine. C'est le *Citizen* qui, le premier, publie cette histoire dans l'Est, accompagnée d'un bref rapport provenant du fort Garry: «A number of Americans attacked a band of Indians on British Territory, murdering twenty-two men and women and children six hundred miles west of here.»²⁵ Une déclaration plus longue et plus détaillée est rédigée à l'intention du conseil du Nord-Ouest par Edward MacKay, chasseur et commerçant métis très respecté qui a traversé les collines Cyprès peu de temps après le massacre. Le lieutenant-gouverneur le fait demander pour qu'il lui donne des détails complémentaires, qui sont également consignés dans un rapport officiel envoyé à Ottawa²⁶. La question est alors étudiée par le Cabinet, le 6 septembre, soit un peu plus de trois mois après le massacre.

Cette affaire, comme Morris le fera remarquer au gouvernement à plusieurs reprises au cours du mois suivant, pourrait être un tournant dans l'histoire de l'expansion du Canada vers le nord-ouest. Jusqu'à présent, le gouvernement n'a eu à s'occuper que des tribus relativement sédentaires des régions de la rivière Rouge et du lac Manitoba. Des traités devront bientôt être conclus avec les tribus moins pacifiques des vallées Qu'Appelle et

Saskatchewan, qui sont, ainsi que le capitaine Butler l'a signalé deux ans plus tôt, réfractaires et hostiles à l'égard des étrangers. Il faut à tout prix, de l'avis du lieutenant-gouverneur, prouver à ces Amérindiens que le dominion ne s'inspirera en aucune manière de la politique désastreuse de son voisin du sud à l'égard des autochtones, ou plutôt de ses lacunes en la matière, et qu'il n'étendra pas ses frontières à coups de luttes sanglantes, dans un manque total de communication comme ce dernier l'a fait. Jusqu'alors, le problème est demeuré théorique au Canada; certaines rumeurs ont pu occasionnellement alarmer les Amérindiens, mais en fait ils n'ont eu aucune raison réelle de se plaindre. Mais maintenant si l'on veut négocier avec eux dans la paix et la confiance réciproque, il est essentiel de leur prouver qu'un massacre comme celui des collines Cyprès ne se reproduira jamais plus, que l'acquisition par le Canada des terres amérindiennes ne sera jamais suivie d'abus excessifs et du massacre des tribus. «If American borderers put the Indians to death in the summary manner described», écrit Morris, «the Dominion Government will soon find itself involved in Indian difficulties of the gravest character»²⁷.

Le dénouement

À la fin de l'été 1873, le gouvernement canadien se voit forcé de porter une attention particulière aux affaires du Nord-Ouest. Les fortes pressions exercées par Morris et les récits authentiques des méfaits du trafic du whisky incitent le Cabinet, à la fin d'août, à s'attacher à la formation immédiate de la Police à cheval qu'un acte du Parlement a autorisée au cours de la session précédente¹. À peine cette décision est-elle prise que les ministères de la Justice et de l'Intérieur commencent à recevoir des pièces officielles concernant le massacre des collines Cyprès. Le Cabinet décide alors d'entamer des procédures d'extradition et confie l'affaire aux soins de Sir John A. Macdonald, alors ministre de la Justice. Submergé de problèmes de toutes sortes, y compris celui non négligeable de la survie de sa carrière politique, mais incapable de solutionner plus d'un problème à la fois, le ministre s'attaque d'abord à la question de la Police à cheval. Mais ce n'est que le 25 septembre que la milice et les agents de police récemment nommés commencent à donner suite aux plus importantes décisions prises en matière de sécurité. Ce n'est donc qu'à la fin de septembre que Macdonald porte à nouveau son attention sur la question de l'arrestation des meurtriers des collines Cyprès.

Macdonald décide alors d'intervenir de façon énergique en essayant d'arrêter et d'extrader les individus recherchés avant qu'ils ne rentrent au Canada pour la chasse hivernale. Mais il se heurte à des difficultés qui rendent impossible l'application des lois canadiennes dans ces régions éloignées du nouveau territoire. Comme il faut agir vite, Macdonald choisit quelqu'un qui se trouve déjà dans les environs, un dénommé Gilbert McMicken de Winnipeg, qui est à la fois un vieil ami politique et un collègue en qui Macdonald met toute sa confiance, et qui est également le conseiller personnel de Morris. Mais à Winnipeg on le méprise, parce qu'il cumule trop de fonctions. Avant sa venue au Manitoba à titre de commissaire aux terres et receveur général adjoint du dominion, sa lutte contre les Féliens lui avait conféré le poste presque symbolique de commissaire de police du dominion. Cet aspect des fonctions officielles de McMicken revenant à la surface, c'est lui qui est mandaté pour l'arrestation de Hardwick, Hale, Devereaux, Harper, Vincent et d'autres, et on lui donne l'assurance que les agents du gouvernement américain ont reçu l'ordre de faire tout en leur pouvoir pour lui permettre d'agir le plus rapidement possible. Mais l'expédition s'avère impossible, car la saison est trop avancée, et l'affaire languit entre les mains de McMicken jusqu'en mai 1874, alors qu'on lui ordonne de passer pouvoirs et mandats à George French, le commissaire de la nouvelle Police à cheval du Nord-Ouest².

Pendant presque un an, le gouvernement perd pratiquement de vue l'enquête qui est entre les mains de la Police à cheval. Au printemps 1875, cependant, le commissaire French lui fait savoir qu'on pourrait reprendre l'affaire. Le ministre de la Justice, Fournier, présente alors un mémoire au Cabinet pour recommander que le commissaire adjoint, Macleod, soit nommé agent spécial et se rende au fort Benton au début de l'été, au moment où les chasseurs et les trafiquants s'y réunissent. En collaboration avec les autorités américaines, Macleod doit procéder à l'arrestation de cinq membres du clan Benton, soit Hardwick, Hale, Evans, Harper et Devereaux, ainsi qu'à l'arrestation de cinq des trafiquants ou de leurs invités, soit Hammond, MacFarlane, Vogle, Duval et Bell³. En plus de nommer Macleod à ce poste, le gouvernement accepte la démission de A.G. Irvine de son poste de commandant de la garnison stationnée au fort Garry, confie à ce dernier une commission d'inspecteurs de la Police à cheval et lui ordonne d'aller rejoindre Macleod au Montana pour le seconder. En cours de route, Irvine a la bonne fortune de rencontrer Alexis Lebombard et, comme par ironie du sort, l'engage comme guide et interprète sans lui signaler qu'il entre au service de la couronne et qu'il sera sous peu appelé à faire une déposition au nom du gouvernement canadien lors des audiences d'extradition⁴.

Deux années après le massacre des collines Cyprés, les principaux responsables circulent toujours librement et sans la moindre inquiétude de représailles. Aussi, n'est-il pas surprenant que Macleod et Irvine, avec l'aide de deux *marshals* et de quelques soldats américains, réussissent à trouver et à arrêter sept frontaliers ébahis, dans les rues et les saloons du fort Benton, le 21 juin 1875. (Deux d'entre eux s'évadent peu de temps après.) Page, procureur de la Justice aux États-Unis, a déjà conseillé aux Canadiens de tenir les audiences d'extradition à Helena en leur disant «I think it would be difficult to detain them at Fort Benton», ce dont Macleod prend bonne note⁵. Les cinq prisonniers, soit Hale, Hardwick, Harper, Evans et Devereaux, sont par conséquent presque immédiatement transférés de Benton à Helena où commencent, le 7 juillet, les audiences d'extradition devant le commissaire américain, W.E. Cullen⁶.

Dès le début, c'est une confrontation entre deux groupes fondamentalement opposés. Il y a, d'une part, le gouvernement canadien, désireux de punir les responsables de la mort des Amérindiens et représenté par des procureurs républicains agissant sous les ordres d'un gouvernement fédéral américain qui a récemment entrepris d'améliorer sa situation politique face à la Grande-Bretagne et aux Amérindiens de l'Ouest. Et, d'autre part, il y a les meurtriers des collines Cyprés désireux de se venger des Amérindiens et de les assujettir, représentés en cour par une

pléiade d'avocats qui, en raison de la politique territoriale complexe du Montana, sont reliés au parti démocrate et au fénianisme antibritannique⁷. Le Palais de Justice devient par conséquent une scène où se jouent les passions de l'élément frontalier antibritannique contre les politiques plus saines de l'administration Grant. La transcription officielle des débats n'existe plus, mais des résumés en ont été remis aux journaux de l'endroit. Devant l'engouement du public pour la cause, le procureur américain, au nom du Canada, mène l'affaire de façon énergique, et le jugement rendu est un modèle d'impartialité.

L'enquête commence, le 7 juillet, par la déposition du principal témoin à charge, Abel Farwell, déposition sur laquelle le gouvernement canadien fondera ses espoirs pendant un an. Mais la cause défendue par le Canada s'effondre lorsque Farwell refuse d'identifier les prisonniers comme meurtriers et précise en outre que, selon lui, il n'y aurait probablement pas eu de coups de feu si les Amérindiens avaient réellement volé le cheval appartenant à Hammond et l'avaient remis lorsque le clan Benton s'est rendu au camp. Le témoignage de Lebombard ne favorise pas le demandeur. Puis c'est au tour de la défense qui semble accepter l'essentiel de la déposition de Farwell, c'est-à-dire que les accusés ont suivi quelqu'un à partir du fort de Farwell jusqu'au camp amérindien pour aider à retrouver un cheval volé, mais le premier témoin entendu, Antonio Amei, affirme qu'il n'a pas vu Devereaux parmi les hommes qui se trouvaient dans la coulée. Une longue série de témoins défile à la barre pour prouver que le témoignage de Farwell est sans valeur. Certains d'entre eux affirment connaître Farwell personnellement, d'autres parlent uniquement de choses «they had gleaned from the conversation of business men and other residents of Benton». On traîne littéralement la réputation de Farwell dans la boue afin de détruire son témoignage. Et, pour couronner le tout, un témoin affirme même n'avoir jamais entendu qui que ce soit parler en bien de Farwell depuis deux ans. En d'autres termes, Farwell acquiert sa mauvaise réputation après avoir rapporté le massacre au gouvernement! D'autres témoins déclarent sous serment que Farwell a dit, moins d'un an auparavant, que les meurtriers n'avaient rien à craindre puisqu'on pourrait prouver en cour que les Amérindiens avaient ouvert le feu. Le principal témoin à charge nie catégoriquement cette déclaration en affirmant se souvenir de la conversation en cause, et en précisant qu'il s'agissait d'une tout autre querelle⁸. Les 15 et 16 juillet, le témoignage de la défense tente néanmoins d'isoler la déposition de Farwell et de discréditer nombre de détails sous prétexte du manque de preuves.

Le 17 juillet, les prisonniers eux-mêmes commencent à témoigner. Les journaux locaux font très peu mention de leur déposition, mais il est clair qu'ils ne changent pas leur version des faits: ils se sont rendus au camp des Amérindiens avec des intentions pacifiques et ils ont dû chercher refuge dans la coulée et tirer sur les Amérindiens pour avoir la vie sauve; puis, passant de la défense à l'attaque, ils dispersent les Amérindiens, leur infligeant de nombreuses pertes de vies et en subissent une de leur côté⁹. Les prisonniers sont interrogés pendant la semaine se terminant le 24 juillet et libérés au début de la semaine suivante. Le commissaire Cullen est aux prises avec les termes du traité d'extradition et l'interprétation que lui donnent les tribunaux américains. Le traité l'oblige à porter une accusation contre les prisonniers si, d'après les lois du Canada, les preuves sont suffisantes pour justifier cette décision. D'autre part, la jurisprudence américaine l'oblige à libérer les prisonniers à moins qu'il ne recueille suffisamment de preuves non équivoques pour condamner comme s'il était «sitting upon the final trial and hearing of the case»¹⁰. Les témoignages des deux côtés, dit-il, sont lourds de contradictions, mais la partie plaignante ne présente pas une cause suffisamment étayée pour condamner les accusés des deux crimes pour lesquels ils sont déclarés coupables, c'est-à-dire meurtre et voies de fait en vue de commettre un meurtre. En conséquence, il libère les cinq détenus.

Cullen critique l'imprudence des détenus en termes très durs, mais l'opinion publique ne tient pas compte des nuances juridiques et de l'opinion de Cullen qui croit que les prisonniers sont coupables, sinon de meurtre, du moins de divers crimes moins graves. La ville d'Helena célèbre l'annonce du verdict, et les ex-prisonniers sont traités comme des héros à leur retour au fort Benton. La frontière acclame ces hommes, produits de ses conditions pénibles. Mais derrière les discours antibritanniques et les questions judiciaires complexes de faits et d'interprétation, se cache une mésentente plus profonde et plus grave entre les prisonniers et les autorités canadiennes. Il s'agit de toute l'attitude à l'égard des Amérindiens et de l'application de la loi dans les régions pionnières, où des groupes d'origine fondamentalement différente et d'intérêts divergents vivent en désaccord le long d'une ligne de colonisation mal définie. Aux yeux de la Police à cheval, la bande de Hardwick se compose de hors-la-loi qui, selon toute apparence, a réglé une querelle par la force et tué de nombreux innocents. Pour une partie de la population du Montana, les meurtriers des collines Cyprés ont prouvé courageusement qu'ils constituent «the true advance guards of civilization» qui protègent leurs compatriotes plus efficacement même que «the military forces of the general government»¹¹. Le *Fort Benton Record*

exprime des vues qui diffèrent fondamentalement des traditions de la justice et de la politique autochtone, transplantées d'Angleterre en Amérique du Nord. Les Assiniboïnes, soutient le *Record*, gardent la paix depuis qu'on leur a donné une leçon salutaire le 1^{er} juin 1873. Même pendant que l'affaire est encore devant les tribunaux, le *Record* écrit que la condamnation des prisonniers serait une invitation lancée aux Amérindiens de s'attaquer aux colonies du Montana, jusque-là redevables à la bande Hardwick de leur paix¹². Une opinion encore plus radicalement opposée à la tradition britannique de justice est exprimée dans une résolution adoptée au cours d'une réunion tenue à Benton que président, à juste titre, deux Féliens. Il est nécessaire, dit la résolution, que les citoyens protègent leur propre vie et leurs biens, et l'on félicite les détenus de s'en être tenus à cela. La réunion approuve alors un principe dangereux, toujours attirant pour ceux qui ne savent attendre le déroulement du processus judiciaire en temps de crise: la culpabilité par association, le traitement d'un groupe hétérogène d'individus comme s'il s'agissait d'une seule entité responsable. L'attitude hostile des Amérindiens, déclare-t-on à la réunion publique, incite les Blancs à des représailles, et toute la situation est «due entirely to the failure of the government to hold the Indians responsible, individually and collectively, and to punish them for their crimes»¹³. Les gens de la vallée Gallatin s'expriment en termes beaucoup plus simples: au cours d'une réunion à Bozeman, ils déclarent tout simplement que la population blanche est en sécurité seulement si elle poursuit et punit les Amérindiens «according to their own method of warfare»¹⁴.

Un fait cependant doit être admis à la décharge des Blancs à ce moment-là. Tous les éditoriaux et résolutions cités ci-dessus fondent leurs opinions, *en partie*, sur l'incapacité du gouvernement de contrôler et de punir les coupables individuellement; de là, la conclusion hâtive que des bandes entières d'Amérindiens auraient dû être punies pour des crimes individuels. Une telle attitude, bien entendu, est de nature à créer des frictions entre les races et à prolonger ainsi le désordre aux frontières. C'est un cercle vicieux de ce genre que les autorités canadiennes cherchent à conjurer dans les Territoires du Nord-Ouest. Et il est évident pour la Police à cheval, comme il l'est pour Morris, que les Amérindiens tout autant que les Blancs doivent être protégés par la loi (ou punis s'ils ont commis des délits), si les deux races sont pour vivre en amitié. Ils se rendent aussi compte que les attaques des Blancs contre les Amérindiens sont en général le fait de représailles, et il est donc d'une extrême importance de gagner le plus tôt possible la confiance des Amérindiens. L'extradition de cinq membres de la bande Benton aurait fourni une preuve éclatante

que la vie d'un Amérindien vaut tout autant que celle d'un Blanc aux yeux de la loi canadienne.

Dans un geste enfantin de vengeance, Jeff Devereaux fait signifier une assignation contre Macleod, l'accusant d'arrestation illégale. Il est détenu quelque temps jusqu'à ce que l'assignation soit annulée par un juge de l'endroit qui fait remarquer que Macleod n'est d'aucune façon personnellement responsable des arrestations; il n'a fait que suivre des ordres provenant des gouvernements canadien et américain¹⁵. La détention temporaire doit aiguïser la hâte de Macleod de revenir au Canada, même s'il revient sans prisonniers. Toutefois, une surprise l'attend à son retour: Philander Vogle et James Hughes vivent très ouvertement dans les environs du fort Macleod et le commissaire adjoint, siégeant comme juge pour les Territoires du Nord-Ouest, les envoie aussitôt à leur procès, au fort Garry, escortés par l'inspecteur Irvine. Ce dernier part pour le Manitoba en passant par les collines Cyprès avec l'intention d'amener Abel Farwell et Lebombard sur la scène du meurtre, de parcourir le terrain avec chacun d'eux séparément et d'obtenir ainsi une indication de la valeur de leur témoignage. Bien que les deux hommes diffèrent de quelque cent pieds pour ce qui est de l'emplacement du camp, leur description du massacre et la position des différentes parties en cause concordent assez bien¹⁶. Son voyage lui vaut non seulement cette confirmation partielle de la preuve faite par les plaignants, mais également l'arrestation d'un autre des hommes qu'il espérait y trouver, l'ancien associé de trafic de Solomon, George M. Bell. Sans tarder, il vient joindre les rangs du petit groupe en route vers la prison de Winnipeg.

L'arrivée de Irvine à Winnipeg est saluée avec enthousiasme par la presse locale et une attention spéciale est portée à Bell, le seul prisonnier à n'avoir pas encore subi d'audition préliminaire. Bell, écrit le correspondant du *Free Press*, est un homme relativement jeune qui, d'après les apparences, «might or might not be a murderer». Toutefois, il a tout à fait l'air d'un homme de la frontière et il a «probably been educated at Benton and thereabout, to believe that the killing of a few Indians is only what is expected of him, as his mite of assistance towards the march of civilization»¹⁷. (En fait, il a reçu ses premières leçons dans ce domaine durant son court séjour dans l'infanterie.) Bell est amené devant le juge Bétournay au tribunal de la police où il plaide non coupable. L'audience ne dure que trois jours; on interroge d'abord Farwell qui raconte son histoire de façon succincte et sort indemne du contre-interrogatoire de Bell. Il est suivi de Lebombard un peu nerveux au début devant la solennité du tribunal, mais qui reprend confiance tout au long de son témoignage pour finalement se défendre de façon brève et digne de l'insinuation de Bell selon la-

quelle il était allongé ivre mort sous une charrette durant toute l'affaire. (Plus tard d'autres témoins jureront que Lebombard n'était même pas sur les lieux!) Irvine est le troisième témoin; il présente une carte de l'emplacement du massacre qu'il a dessinée ainsi que des mesures qu'il a prises sur les lieux et du parcours qu'il a effectué sur le terrain avec Farwell et Lebombard. La défense n'appelle qu'un seul témoin, Farwell, et la tentative de l'avocat de le faire dévier de son histoire précédente s'avère tout à fait sans succès. Par conséquent, Bétournay condamne Bell à subir son procès pour meurtre en même temps que Hughes et Vogle aux assises d'octobre¹⁸.

A ce moment-là le consul américain à Winnipeg, James Wickes Taylor, intervient pour brouiller les voies de la justice. On ne sait pas au juste comment il s'est lancé dans l'affaire, mais il réussit presque immédiatement à retarder le procès. Son intervention étire les procédures de huit mois, portant l'ajournement de la cause des assises d'octobre à celles de février 1876 et ensuite à celles de juin. Il ne réussit pas à obtenir un troisième ajournement, mais pendant ce temps, la presse du Montana se plaint de la lenteur des procédures judiciaires canadiennes. En réalité, Taylor s'est rendu compte que le gouvernement cherchait à condamner les accusés et il doute sérieusement qu'ils soient jugés loyalement à Winnipeg. Comme les trafiquants et les journalistes de Benton, il est sans aucun doute d'avis que la preuve de la Couronne, même contredite, est suffisante pour une condamnation dans un tribunal canadien. Par conséquent, Taylor cherche à faire ajourner le procès tout en essayant d'obtenir de la part d'autres membres du groupe de Benton des témoignages qui soient admis en cour. Ces derniers sont assez d'accord pour venir à Winnipeg, mais seulement si on leur garantit qu'ils peuvent témoigner sans crainte d'être arrêtés, comme le dit Van Hale, «by the same officers, chained in the same den» que les hommes «whom we can prove innocent». Pour obtenir ces témoignages, Taylor patauge dans une mer de paperasserie administrative, y entraînant le ministre de la Justice du Canada, Edward Blake, le ministre britannique à Washington, Sir Edward Thornton, le gouverneur du Montana, B.F. Potts, et John H. Evans qui est devenu propriétaire d'un établissement au fort Benton, audacieusement nommé «Extradition Saloon». Tous désirent que les témoins aient un sauf-conduit pour le tribunal, sauf Blake qui se lave les mains de toute l'affaire en disant qu'il n'interviendra pas dans l'interprétation de la loi faite par le tribunal devant lequel les prisonniers apparaissent. Ainsi donc, toutes les requêtes de Taylor sont peine perdue. Les ministres et les secrétaires d'Etat n'ayant pas réussi à obtenir de résultats, le sort du procès tombe sous la décision du juge en chef de Manitoba, Edmund Burke Wood. Le vieux juriste

fougueux ne se laisse guère impressionner par ceux qui suggèrent que Hardwick, Evans et tout le groupe ne devraient pas entrer en cour les menottes aux mains¹⁹.

Taylor n'a qu'un bref espoir que le témoignage du groupe de Benton soit entendu par une commission rogatoire sur le territoire américain. Blake fait également fi de cette suggestion, mais Taylor prévoit que les lois du Canada et des États-Unis seront modifiées et conserve espoir que Evans, Hale et le reste de la bande pourront témoigner du côté américain de la frontière²⁰. Et c'est pourquoi, le 19 juin, il saisit la cour d'une déclaration présentée par l'avocat des prisonniers, S.C. Biggs, dans laquelle il réclame un autre ajournement. Wood ne peut retenir les prisonniers plus longtemps dans le simple espoir que des hommes accusés des mêmes crimes apportent des preuves et, pour des raisons bien évidentes, il ne veut pas non plus libérer les prisonniers en attendant qu'ils subissent leur procès. Aussi, ce 19 juin, le procès contre Bell, Hughes et Vogle débute à Winnipeg dans une petite salle d'audience bondée²¹.

La partie plaignante se présente en premier avec une certaine hésitation. Francis Cornish représente la Couronne; c'est un nouvel immigrant en provenance de l'Ontario qui s'était fait une réputation de trouble-fête dans cette province, jusqu'à ce que le gouvernement calme ses passions politiques simplement en l'inscrivant sur ses feuilles de paye. Profitant des ajournements, Irvine rassemble de nouveaux témoins pour la Couronne et fait venir quelques Assiniboines de qui il avait recueilli les témoignages par écrit l'hiver précédent. Cornish se dit désappointé des témoins amérindiens qui, sans faire preuve de mauvaise volonté, sont incapables de fournir une preuve suffisamment solide pour incriminer aucun des trois accusés. Plusieurs des témoins métis s'avèrent même d'un plus grand désappointement. Cornish les croit en mesure de pouvoir déposer un témoignage important s'ils le désirent, mais il les soupçonne de vouloir appuyer les accusés. Après trois réunions avec eux, il conclut à une tentative de subornation²². Il décide de ne pas les convoquer, mais Biggs les somme de comparaître pour la défense et leur témoignage ébranle considérablement l'argument de la partie plaignante.

Le premier matin du procès est peu concluant. La demande d'ajournement faite sans succès par Taylor retarde considérablement les procédures, et l'interrogatoire préliminaire de Farwell ne permet pas de recueillir beaucoup de détails avant que l'audience soit suspendue pour le déjeuner. Cependant, l'après-midi, il présente son témoignage sur lequel la couronne appuie sa plainte: il avait noté un certain remue-ménage à cause de la disparition du cheval de Hammond, s'était précipité vers le camp assiniboine pour expliquer le problème à un chef et l'avait convaincu de lais-

ser deux chevaux en gage jusqu'à ce que celui de Hammond soit retrouvé. Mais, selon Farwell, les autres Blancs se trouvaient déjà dans la coulée et le sommaient de s'éloigner afin qu'ils puissent ouvrir le feu sur le camp. Farwell essaya de les convaincre de ne pas tirer, mais en vain, car ils ne crurent pas son histoire d'entente avec le chef amérindien. L'un d'eux promit d'attendre jusqu'à ce que le commerçant puisse aller chercher Lebombard, mais dès que Farwell se tourna, Hammond ouvrit le feu. Lors du procès, Farwell se dit tout à fait sûr que les prisonniers avaient pris part à la bataille:

When the firing was going on Hughes was in the coulee; Bell and Vogle were near it; I saw Hughes shooting in the direction of the camp; all the men at Soloman's took a hand in, after the firing commenced; they stood near Soloman's fort, firing in the direction of the Indian camp.

Cette déclaration doit plaire à Cornish d'autant plus que, malgré son contre-interrogatoire véhément, Biggs ne réussit pas à faire démentir Farwell, sauf pour l'aveu sans importance que les Amérindiens ont peut-être lancé une flèche avant que les Blancs ne commencent à tirer.

Le lendemain matin, les choses commencent à se gâter pour la partie plaignante lorsque Alexis Lebombard comparaît pour détruire le témoignage de Farwell. Lorsque le commerçant se trouvait dans le camp amérindien, déclare Lebombard, il était *surrounded by Indians, and seeming as if trying to make himself understood; I knew from my relation with Farwell and the Indians that he could not understand them, and that there was none in the Assiniboine camp who understood any English, except a few words about trade.*

Cette déclaration brouille complètement le témoignage de Farwell; son histoire de négociation avec l'Amérindien au sujet du cheval disparu n'était pas essentielle pour prouver que les Blancs ont tiré les premiers, mais pour quiconque sympathise tant soit peu avec les prisonniers, cette révélation que Farwell a menti quelque part dans son témoignage donne lieu à toutes sortes de doutes en ce qui concerne d'autres aspects de son histoire contredits par la défense et non corroborés par la partie plaignante. En dépit de cet échec, Cornish reprend l'interrogatoire de l'interprète après l'ajournement de midi et, une fois de plus, le témoignage de Lebombard le désappointe grandement. Lebombard ne se souvient pas avoir vu Hughes cette journée-là et, pour ce qui est de Bell et de Vogle, dit-il, «I did not notice the two men[. . .]participating in the fight». Il y avait des hommes qui tiraient du toit du fort Soloman, mais ils étaient à demi couverts et trop loin pour être reconnus, dit-il.

Le reste du témoignage de la partie plaignante n'est guère utile à l'une ou l'autre des parties. Le contre-interrogatoire de Lebombard mené par Biggs n'apporte aucun élément nouveau, mais corrobore l'opinion de Farwell que Vogle, malgré sa légère infirmité, pouvait facilement se déplacer en boitant. Le témoignage de Mary Farwell, entendu quelques minutes avant que l'audience ne soit levée le 20 juin, ne contribue nullement à l'une ou l'autre partie. C'est une bien mauvaise journée pour la partie plaignante, et Cornish croit sans doute que les dés sont pipés contre lui lorsqu'il informe le tribunal qu'il prévoit faire entendre ses derniers témoins le lendemain.

Cornish n'a aucun autre témoin à convoquer. Lorsque l'audience reprend à 9 h 30 le mercredi du 21 juin, la Couronne met fin à son plaidoyer à la surprise de tous, et l'on fait venir du banc des prévenus les témoins de la défense de Biggs. Le premier à comparaître est Bell, dont l'histoire vague s'enchevêtre avant que Cornish n'ait fini de l'interroger. Il témoigne, en faveur de Vogle, que ce dernier avait barré l'entrée du fort Soloman lorsque le combat avait débuté et qu'ainsi, il lui avait été impossible de sortir. Bell prétend qu'il était dans le bastion au-dessus de la pièce réservée aux Amérindiens quand la bataille commença, lorsqu'il cria à Vogle de barrer l'entrée. Lorsque Cornish insiste pour savoir si Vogle avait pu ou non sortir du fort inaperçu durant le combat, il répond confusément, lançant à différentes reprises en l'espace d'une heure: «I did not stay in the bastion all the time», «I did not go down to tell Vogle because I wanted to see the fight» et enfin, toujours pressé par Cornish, «I was not watching the camp steadily; I only looked now and again». Pour ce qui est de l'affirmation de Lebombard, que quelqu'un tirait du toit du fort, Bell déclare, chose absurde, qu'il était impossible de monter sur le toit du bastion.

Vogle lui-même raconte une histoire plus cohérente. Il se trouvait dans la pièce réservée aux Amérindiens lorsque Bell l'appela pour lui demander de barrer l'entrée; il préféra saisir un fusil et se diriger vers la porte où un Métis tenta de le lui enlever, en lui disant qu'il ne pouvait pas se battre à cause de son infirmité. Au lieu de lui donner l'arme, Vogle s'éloigna du Métis et se rendit dans la chambre de Soloman où il monta sur le lit pour regarder la fusillade par la fenêtre. De l'endroit où il se trouvait, à divers moments durant le combat, Vogle jure sans l'ombre d'un doute qu'il n'a pas vu Bell quitter le fort avant la fin des hostilités.

Les deux prisonniers du groupe de Soloman témoignent ainsi l'un pour l'autre que ni l'un ni l'autre n'a quitté le fort ou tiré lorsqu'il s'y trouvait. Hughes n'est pas convoqué. Sa défense est fondée sur l'affirmation de Bell disant qu'il n'était pas du groupe dans la coulée, une affirmation d'ailleurs corroborée par les dé-

clarations écrites de Hale et Evans, que Taylor a présentées au tribunal. Jusqu'ici, le témoignage pour la défense s'appuie entièrement sur les déclarations fournies par des hommes inculpés de meurtre. Cependant, Biggs joue un atout: les témoins métis, amenés à Winnipeg par le procureur, sont prêts à témoigner que les Amérindiens avaient été turbulents avant le combat et avaient probablement tiré les premiers coups.

Les témoins appartiennent au groupe de Métis que Farwell avait embauchés pour ramener ses marchandises et ses fourrures au fort Benton. Leur témoignage est incohérent, mais le nombre et l'objectivité apparente des Métis soulèvent d'autres doutes sur de nombreux faits dont Farwell lui-même est la source. Leur témoignage est dirigé par Biggs, dans un but bien précis: prouver que les Amérindiens ont tiré les premiers et qu'ils menaçaient depuis quelque temps déjà de tuer les Blancs qui habitaient dans les deux postes de traite. Joseph Vital Turcotte déclare, en parlant des événements qui précéderent immédiatement la fusillade générale, que «four Indians came towards them [les hommes dans la coulée] apparently challenging them», que les Assiniboines ont ouvert le feu en direction des Blancs et que ces derniers ont riposté quelques instants après. Baptiste Champagne, le deuxième Métis, témoigne qu'il a prévu qu'il y aurait une fusillade et qu'au moment où il s'apprêtait à mettre ses chevaux à l'abri, deux Amérindiens complètement nus sont passés près de lui en chargeant des armes. Il a vu peu après quatre Amérindiens ouvrir le feu en direction des Blancs avant de se dissimuler au milieu des huttes. Un troisième Métis, Joseph Laverdure, admet, lors du contre-interrogatoire, que les Américains ont été les premiers à tirer, mais qu'ils l'ont fait uniquement en signe d'avertissement. Les Amérindiens ont considéré les coups de feu comme une provocation et la bataille s'est déclenchée. Ce dernier témoignage vient contredire par le fait même celui de Farwell, qui affirme qu'Hammond a tiré le premier coup de feu sans avoir été provoqué.

Laverdure est également amené à parler d'un autre point qui a déjà été soulevé par Turcotte, savoir que les Métis ont été avertis que les Amérindiens projetaient une attaque contre les trafiquants. Turcotte déclare qu'un Assiniboine s'était esquivé du camp quelques jours avant le massacre et était venu lui confier que «the Indians intended to attack the whites, but he had left them sooner than be a party to such an evil affair». Il affirme également avoir entendu un Amérindien à moitié saoul déclarer à Laverdure, environ deux heures avant le massacre, «It is a pity you half-breeds are here now, for we have determined to clean out the whites and take all their stock». De telles menaces et une telle forfanterie étaient probablement monnaie courante puisque le Métis ne semble pas y avoir prêté la moindre attention, ni en avoir

prévenu les Blancs. Cette déclaration peut aussi n'être qu'une version euphémique du conflit notoire qui existait entre les Assiniboïens et Soloman.

Biggs conclut sa plaidoirie par un appel sans scrupules au préjugé. Nonobstant le mépris civilisé avec lequel le *Free Press* considère le prisonnier Bell, l'opinion publique est loin d'être entièrement favorable aux Amérindiens, et Cornish est troublé de constater qu'une partie de la population est d'avis que l'attaque était justifiable²³. Ce commentaire rappelle celui que l'agent américain des Amérindiens a fait trois années plus tôt, où il dit que les gens croient que «the fact of those murdered being Indians, a justification for the outrage». Biggs tire parti de ce sentiment lorsqu'il appelle à la barre l'honorable James McKay qui, par sa naissance, est mi-écossais, mi-amérindien. Au cours de sa remarquable carrière, il a réussi à s'intégrer aux Métis, aux Blancs et aux Amérindiens du Nord-Ouest. (Il avait été un intermédiaire indispensable lors des négociations de traités avec les Amérindiens du Manitoba, en 1871.) Il semble maintenant jeter son masque de bienveillance à l'égard des Amérindiens, affirmant que les rapports qu'il a eus, bien des années auparavant, avec Little Soldier étaient dénués de toute sympathie et il déclare aux membres du jury, au procès des collines Cyprès, que «from what I know of the Assiniboine Indians I have no hesitation in saying that they would rob, pillage and murder if they had the opportunity».

Il est difficile de savoir comment ont pu réagir les membres du jury face à cette diatribe non pertinente et inadmissible; chose certaine, cette déclaration n'était pas de nature à aider la cause de la partie plaignante. Furieux, le juge en chef Wood fait rayer les remarques de McKay du procès-verbal d'audience et ordonne au jury de les ignorer complètement. Il porte également à la connaissance du jury tous les moyens par lesquels les prisonniers peuvent être incriminés pour le meurtre de Little Soldier. Il n'est pas nécessaire de prouver que tous les prisonniers, ou que l'un d'entre eux, ont effectivement tué le chef; il suffit simplement de prouver qu'ils sont complices, dans une intention criminelle, des individus les plus directement responsables de la mort; et il faut conclure que cette mort est effectivement un meurtre. Mais le jury s'y refuse. Son président, selon le dire de Cornish, déclare qu'il est «unsafe to convict for want of sufficient evidence of actual participation by the parties under trial»²⁴. Deux autres chefs d'accusation pèsent sur les trois hommes, mais Wood décide néanmoins de les libérer à la condition qu'ils se présentent de nouveau sur sommation de comparaître. Ils quittent alors rapidement la province et on ne les rappellera jamais. Il s'écoulera de nombreuses années avant que le consul Taylor, qui est resté en contact avec John Evans, au Montana, ne persuade le procureur général

de la province, en 1882, d'émettre un ordre d'abandon des poursuites pour tous les accusés²⁵. Le dossier de l'affaire du massacre des collines Cyprès est alors fermé.

Epilogue

Des écrivains passionnés ont tenté de donner le plus d'importance possible au massacre des collines Cyprès. Important, il l'a certes été, mais le temps l'a empreint de légendes qu'une recherche poussée peut faire disparaître. Le massacre et ses séquelles se sont vus créditer l'avènement de mille choses, de la création de la Police à cheval du Nord-Ouest à l'établissement de sa réputation comme force efficace et impartiale dans ses rapports avec les Amérindiens. Les véritables circonstances de la création de la Police à cheval ont été évoquées antérieurement et la tradition à cet égard est clairement erronée¹, mais la seconde légende est partiellement fondée. Le courage collectif et le sens de la justice des premiers membres de la Police à cheval a eu une très grande influence sur le comportement des Amérindiens et a permis la colonisation paisible de la partie nord des provinces de l'Ouest. En outre, les poursuites intentées contre les auteurs du massacre des collines Cyprès a été l'un des épisodes les plus remarquables des dix premières années de création de la Police à cheval. Cependant, une bonne part de cette image est attribuable non pas seulement à l'action de la Police à cheval, mais aussi à celle du gouvernement en général. Comme le déclare le lieutenant-gouverneur Morris au conseil du Nord-Ouest à l'ouverture de sa réunion d'hiver, en 1875:

*You called attention to the necessity of steps being taken to punish the actors in the Cypress Hills tragedy, and your recommendation has been acted upon the Privy Council, with the best effect, as regards Indian population.*²

En 1873, les possessions du dominion à l'ouest du Manitoba ne sont qu'un château de cartes. Le moindre vent d'annexionisme en provenance des Etats-Unis ou d'hostilité de la part des Amérindiens pourrait tout anéantir. Le Manitoba n'est un lieu sûr qu'en raison de sa garnison. Morris est profondément, et souvent douloureusement, conscient de ce fait, mais à son grand chagrin, Ottawa l'est moins. Malgré tout, la première tentative pour garantir la souveraineté canadienne au Nord-Ouest du pays a raison de sa fragilité initiale. Ceci amène inévitablement certaines comparaisons avec l'expérience de la frontière américaine, une entreprise beaucoup plus coûteuse et plus sanglante³. L'intégrité inébranlable de la Police à cheval, le respect scrupuleux des individus, indépendamment de leur race, qui semble avoir été à la base de l'enquête sur le massacre des collines Cyprès, ont soutenu l'image du dominion en opposition aux batailles militaires et aux raids de surveillance qui constituaient un aspect largement déploré, mais fermement établi, de la conduite des affaires amérindiennes par les Etats-Unis au-delà des frontières immédiates de colonisation.

Paradoxalement, c'est en partie la vulnérabilité de la frontière canadienne qui incite le gouvernement à agir rapidement mais avec diplomatie pour consolider son emprise sur les terres en question. Il n'y a aucun régiment de cavalerie en réserve, aucune trésorerie importante d'où puiser l'or pour combattre les Amérindiens et conserver l'Ouest. La diplomatie est l'arme indispensable contre tout danger. Jusqu'à ce que la colonisation atteigne toutes les régions des Prairies et que les différentes collectivités soient reliées les unes aux autres par un réseau de chemin de fer, l'autorité du gouvernement repose sur le seul consentement des gouvernés. C'est là le défi que tente de relever le dominion, et sa réaction au massacre des collines Cyprès est tout indiqué pour rassurer les Amérindiens et gagner leur confiance.

Il ne faudrait cependant pas conclure, pour cela, que l'expansion du Canada à travers le Nord-Ouest s'est faite sans peine ou sans erreur, non plus que les avantages dont le Canada a profité ont tous été le résultat d'une bonne politique. Si le gouvernement canadien a réussi à concentrer la majorité des Amérindiens dans des réserves bien avant la venue des colons blancs, évitant ainsi de nombreux conflits frontaliers, c'est grâce ou plutôt à cause de l'assujettissement des tribus amérindiennes par l'armée américaine, la variole et la disparition des bisons, autant d'éléments qui ont rendu les Amérindiens plus traitables, parce que plus dépendants du gouvernement. Des circonstances différentes, ensuite, aideront à expliquer le contraste entre les avances des Etats-Unis et du Canada dans l'Ouest.

Pourtant, l'histoire traditionnelle n'est pas sans mérite. Avant que tout autre facteur ne devienne décisif, une bonne part de la confiance des Amérindiens était gagnée par le gouvernement canadien, ses agents et ses émissaires auprès des Amérindiens du Nord-Ouest. L'intransigeance du gouvernement face au massacre des collines Cyprès a été accueillie comme une bonne nouvelle pour les Amérindiens, et, comme l'a dit Morris, ils en ont conclu qu'ils seraient probablement mieux traités en tant que sujets de la Reine qu'en tant que citoyens de la république du Sud⁴. Cela a également empêché parmi les Blancs le développement d'une mentalité frontalière aussi farouche que celle qui prévalait au Montana. Le massacre a réellement été un événement marquant dans l'administration canadienne des Territoires du Nord-Ouest et n'a pas eu les conséquences que Morris craignait en 1873. Des individus comme Tom Hardwick et ses amis, le côté canadien de la frontière n'en a guère créés. Mis à part la chance et les circonstances dont a pu bénéficier le gouvernement, ce fut là le résultat visé de la politique canadienne. Cette dernière a été inspirée, sinon par une vertu supérieure, du moins par une sagesse supérieure.

Appendice A. Abel Farwell et l'histoire du massacre des collines Cyprès.

Les pages précédentes ont permis d'établir de façon assez précise la trame des événements, de recréer une histoire détaillée à laquelle tous les témoins, en dépit de leurs contradictions, ont ajouté un élément de vérité. Les Blancs – Hammond, le groupe de Benton et un ou deux autres – se sont rendus au campement amérindien dans l'intention de retrouver le cheval de Hammond ou de le remplacer par un autre appartenant aux Amérindiens. Ces derniers, apercevant le groupe hostile qui s'avavançait vers eux et alarmés par les rumeurs que les Blancs étaient venus pour les tuer, se sont soit enfuis, soit cachés les armes à la main, ou se sont alors mis à danser, saouls, dans un geste de provocation. Tous ces mouvements et ces gestes ont été interprétés par les Blancs comme le signal d'une mêlée, à laquelle ils avaient bien l'intention de prendre part. La bataille s'est faite à sens unique et elle a été décisive.

Le seul témoignage d'importance qui soit contradictoire, est celui d'Abel Farwell, et c'est assez troublant, puisque Farwell est celui qui a le plus cherché à transformer ce sordide incident de frontière en une cause célèbre, qui a suscité des émotions très profondes au niveau local et provoqué plus d'un casse-tête politique dans les deux capitales. Il est le seul, parmi les témoins du massacre, à avoir remis en question l'image d'une bataille d'ivrognes, pour le dépeindre comme une sombre scène d'un meurtre délibéré et non provoqué. Son témoignage unique lui a attiré d'énormes ennuis au cours de sa vie et aujourd'hui encore, son personnage fait l'objet d'une étude très minutieuse.

Tout porte à croire que Farwell s'est parjuré au moins dans une partie de son témoignage devant le juge en chef Wood et le jury chargé d'entendre l'affaire des collines Cyprès, à Winnipeg, trois années après le massacre. Le témoignage qui met le plus en lumière la déclaration de Farwell est, de toute évidence, celui de son interprète Lebombard. Et tout comme pour Farwell, ce dernier s'est vu rejeter par les hommes mêmes dont il dépendait depuis toujours pour assurer sa subsistance, les trafiquants de Benton. Et pourtant, son témoignage n'était nullement suffisant pour faire pendre qui que ce soit. En effet, il jure ne pouvoir voir ni le campement amérindien ni les hommes qui se trouvent dans la coulée lorsque la bataille a commencé et il refuse d'identifier les hommes qui ont tiré des coups de feu du toit du fort Soloman. Il est par conséquent impossible de l'accuser de préjugé ou de parjure délibéré. Par ailleurs, personne n'essaie de l'impliquer dans l'affaire, et il n'a par conséquent nul besoin d'exagérer les crimes des autres pour se déculpabiliser de quelque façon. Le témoignage de Lebombard est donc solidement fondé.

C'est pourquoi ce que Lebombard déclare au sujet du témoignage de Farwell est très révélateur, voire même crucial. Lebombard est l'interprète du trafiquant et il est, par conséquent, très bien placé pour affirmer que Farwell et les Amérindiens n'ont pu échanger que quelques mots sans interprète. Farwell a donc sans doute menti lorsqu'il a dit qu'il avait conclu un accord avec le chef amérindien pour garder deux des chevaux des Assiniboines jusqu'à ce que Hammond revienne. Et le plus curieux, c'est que cette anecdote ne semble nullement essentielle pour prouver que Hammond a tiré le premier, sans avoir été provoqué. En effet, d'après le témoignage de Lebombard, après avoir vainement tenté de se faire comprendre des Amérindiens, Farwell est allé échanger quelques paroles avec les hommes qui se trouvaient dans la coulée avant de reprendre le chemin du fort, en appelant l'interprète. Pourquoi Farwell n'a-t-il pas relaté les faits aussi simplement?

La réponse arrive aussi brutale que rapide du groupe de Benton et de ses partisans: le trafiquant a été acheté, il s'est parjuré. Mais si cela est le cas, qui lui a versé le pot-de-vin? A cela, deux réponses sont possibles: d'abord, évidemment, le gouvernement canadien; et une deuxième, beaucoup plus fantastique, la T.C. Power Company. (C'est Paul F. Sharp qui suggère cette deuxième réponse dans *Whoop-Up Country*¹.) En ce qui concerne la première hypothèse, il semble n'y avoir aucune preuve d'un côté ou de l'autre, si ce n'est que les registres du gouvernement concernant le paiement de témoins qui peuvent encore être consultés dans les dossiers non classés du sous-ministre de la Justice, aux Archives publiques du Canada, n'indiquent aucune trace de versement irrégulier fait à Farwell. D'autre part, si Farwell a effectivement reçu un pot-de-vin pour témoigner contre le groupe de Benton, le montant qui lui a été donné n'était sûrement pas très élevé, puisque son témoignage n'a pas réussi à faire inculper qui que ce soit. Il a maintenu à plusieurs reprises que la fusillade aurait pu être évitée si les Amérindiens avaient immédiatement rendu le cheval de Hammond, et lorsqu'il identifie de façon positive les meurtriers de certains Amérindiens, il cite des noms d'hommes qui ne se trouvent même pas au banc des accusés.

Il reste néanmoins que l'opinion de Sharp selon laquelle Farwell aurait conspiré avec la T.C. Power pour discréditer ses rivaux, la société I.G. Baker, en incriminant certains des présumés associés de Baker, est une hypothèse plausible qui mérite examen. Mais elle achoppe à un de ses points les plus importants, à savoir que Farwell aurait modifié sa version du massacre après avoir consulté ses «employeurs», la T.C. Power. La présumée preuve à l'appui de cette dernière thèse serait la déposition que John Wells, un trafiquant des plaines, a donné au gouvernement cana-

dien, au début de 1874². En résumé, Wells témoigne que Farwell serait venu quelques jours après la bataille faire du commerce à son camp et louer des charrettes, et qu'il lui aurait alors révélé que les Assiniboïnes avaient commencé à se battre pour obtenir quelques bouteilles. Mais d'autres témoignages viennent contredire ce récit, et la déclaration de Wells apparaît fautive à plusieurs égards. Il est évident que Farwell avait loué ses charrettes quelques jours *avant* le massacre. Par conséquent, la thèse de Sharp selon laquelle Farwell aurait modifié son témoignage après son retour au fort Benton est irrecevable.

En ce qui concerne l'hypothèse générale d'une conspiration commerciale, il est peu probable que les rapports entre des maisons de gros et des trafiquants particuliers aient été assez solides pour justifier cette théorie; pas même la pendaison d'un voleur de chevaux aussi notoire qu'Evans n'aurait jamais nui à un homme aussi riche que Baker, même si le coupable avait déjà travaillé pour lui. Un autre détail laisse également croire que Farwell n'a pas tenté de mêler Baker à cette histoire en accusant faussement le groupe de Benton; en effet, les livres de comptes de la T.C. Power³ indiquent clairement que les rapports de Farwell avec cette société étaient beaucoup plus ceux d'un client que ceux d'un agent ou d'un employé. Et d'autres faits corroborent d'ailleurs ces conclusions. Farwell hébergeait des trafiquants indépendants dans son fort et devait louer ses propres véhicules pour transporter ses marchandises à la fin de la saison. D'autre part, les livres de comptes suggèrent également que Moses Solomon entretenait à peu près le même genre de rapports que Farwell, avec la T.C. Power. En d'autres termes, ils étaient tous deux des trafiquants indépendants qui s'approvisionnaient au même comptoir. Il est très peu probable que Power aurait continué à approvisionner Solomon si Farwell, son plus grand rival, avait été un agent de la Power Company. Mais ce qui est plus important encore, c'est que si les rapports commerciaux étaient aussi étroits que Sharp le suppose, le témoignage de Farwell, qui était aussi accablant pour le groupe de Solomon que pour celui de Hardwick, aurait mis Power et Baker dans le même panier.

Ecarter l'hypothèse de complot de Sharp ne facilite pas l'établissement des véritables motifs de Farwell. On peut faire valoir qu'il n'y a pas deux personnes qui voient un incident de la même façon; que Farwell est réellement ce qu'il prétend être, un honnête homme horrifié par le spectacle dont il a été témoin, prêt à mettre en jeu sa réputation dans la communauté frontalière pour que justice soit rendue. Lors de l'audience d'extradition d'Helena, les accusés utilisent tous les moyens possibles pour détruire cette image, mais les témoins invoqués sont également suspects.

D'une certaine façon, cela est moins important aujourd'hui que ça ne l'était à l'époque, puisqu'il est possible de reconstituer une version globale du massacre sans se rapporter à la déposition de Farwell, si ce n'est pour des détails peu importants. Mais en passant en revue les interprétations contradictoires présentées lors de l'audience d'extradition, l'enquête préliminaire de George Bell et le procès de Winnipeg, il serait utile de connaître les pensées profondes de Farwell.

En effet, nous savons très peu de lui, nous ne connaissons pas son intelligence; peut-être est-il trop naïf pour distinguer la réalité de la fiction? Croit-il inconsciemment qu'il est bon de laisser l'imagination combler les lacunes d'une mémoire imparfaite? Nous savons qu'il était assez sobre pour se rendre compte que quelqu'un devait servir de médiateur entre les Blancs mécontents et les Assiniboïnes éméchés, mais est-ce l'alcool qui l'incite à tenter de servir lui-même de médiateur, sans son interprète?

Sharp ne réussit pas à présenter des faits vraisemblables pour prouver l'existence d'un complot commercial dans lequel on se serait servi des tribunaux à des avantages personnels, mais il n'en demeure pas moins qu'il y a de fortes chances que Farwell ait menti délibérément. Peut-être a-t-il une rancune personnelle contre Hammond, qui a habité sous son toit pendant une saison, et qu'il accuse à maintes reprises d'avoir tiré la balle qui a précipité le massacre. Cela est peut-être de la conjecture, mais la fausseté de certaines déclarations de Farwell, ou son manque de précision à l'égard de certains détails, ne l'est pas. Il faut prendre note des révélations de Lebombard et se rappeler qu'avec les années le témoignage de Farwell se modifie sensiblement. En 1873, par exemple, il dit avoir parlé à Little Soldier quelques moments avant le massacre; deux ans plus tard, il déclare s'être adressé à un autre chef moins important, et non à Little Soldier. Il y a aussi le mystère de Garry Bourke qui, selon les documents, semble sortir des ténèbres pour accompagner Farwell au bureau du major Simmons au fort Peck, pour ensuite disparaître du dossier. Donc, même si les principaux éléments du massacre sont maintenant dévoilés, le personnage de Farwell demeure la seule pièce du puzzle qui ne semble pas avoir sa place définie.

Appendice B. Descriptions des lieux du massacre.

Les descriptions topographiques précises des lieux du massacre dans les années 1870 sont très rares; à cette époque, les directions ne sont pas déterminées au compas, mais plutôt par rapport aux ruisseaux ou autres accidents de terrain. Le camp amérindien et les postes de traite sont sommairement décrits. On peut néanmoins tirer trois renseignements utiles des témoignages de l'époque: une description partielle du fort Soloman, une indication de l'emplacement du fort Soloman et du camp (à l'est du ruisseau) et la description des lieux faite par Irvine en 1875.

Description du fort Soloman

George M. Bell témoigne ainsi:

I was in one of the bastions of Fort Solomon; I had been lying down, but was looking out of the port-hole when I saw the Indians stripped to fight; I then called down to Vogle, who was in the Indian room, to shut the gates; I could see him in the room; the ceiling of the Indian room is always higher than the upper floor of the bastion, and a log is cut out so that the watch-man, who is supposed to be in the bastion all the time, can see, in case there should be any trouble in the Indian room;[. . .] I did not see Vogle again until after the firing commenced; I then saw him in the kitchen[. . .]¹

Philander Vogle témoigne ainsi:

I saw Bell in the bastion; he called down something about the Indians, and said to shut the gate; no one could get out of the fort except by the gate; it is fastened with a log chain; I did not see Bell go out of the fort; he could not go out unless I saw him, as I was in the Indian room or kitchen all the time and he would have to pass through the Indian room; I did not see the fight commence; I was in the kitchen when it began; the first I knew of it two or three bullets struck the house; I went to get my gun and go out of the house; I was lame; a Half-breed who lived with said «Give me your gun; you're lame and I can use it better;» I said «No»; I got on Soloman's bed and looked from the window; I could see the Indians firing; some of them were in the bush[. . .] There was a stockade on two sides of the fort; the house was built like a letter L, and the fence makes a square; the space within the square is for a corral; I could see both the Indian camp and Fort Farwell from the window.²

L'emplacement des forts et du camp amérindien

Les dépositions de tous les témoins démontrent clairement que le fort Farwell se trouvait sur une rive du ruisseau, et que de l'autre côté il y avait le fort Soloman, le camp amérindien et la coulée d'où les Blancs tiraient leurs coups de feu. Le témoignage de

George M. Bell indique pour sa part que le camp amérindien et le fort Soloman sont séparés par la coulée³. (Le témoignage de Joseph Vital Turcotte, selon lequel il y aurait deux coulées entre le fort et le camp⁴, est erroné et peut être laissé de côté.) Les extraits suivants des témoignages de Farwell et de Lebombard prouvent clairement que le camp ainsi que le fort Soloman se trouvaient sur la rive est du ruisseau et que, par conséquent, le fort Farwell était sur la rive ouest. Ce témoignage porte sur la mort d'Edward Legrace.

Lebombard témoigne que: «Legrace was shot on the east side of the river, about four o'clock in the afternoon.»⁵

Farwell avait déclaré la journée précédente: «When they [les Blancs dans le camp amérindien] saw the men being driven back they started across the river to help them, but before they got across, the leader, Legrace, was killed by an Indian hiding in the brush.»⁶

En d'autres termes, le camp se trouvait du côté est de la rivière, comme le veut la tradition.

Description de l'inspecteur Irvine

I obtained information from parties there as to the position of affairs on that occasion on the ground. I received the information from Mr. Farwell and Alexis LeBombard, the two previous witnesses. I took measurements from the information I received of the position of the parties. I heard their evidence here in Court and the measurements which I took correspond with their evidence. I made a sketch of the scene of the massacre which I now produce. On this sketch[. . .]Farwell's post is distant from Solomon's five hundred and twenty four (524) feet in a straight line. Solomon's to the coulee is 158 feet and from a point on the coulee in line with Solomon's the camp is 195 feet. From the nearest point on the coulee the camp is distant 42 feet. I saw the remains of a camp and saw some human bones there. I also saw at the places indicated on the sketch the ruins of Farwell's and Solomon's posts[. . .] The position of the cart referred to by the last witness LeBombard was pointed to me by him. I went to the place indicated as the camp ground and sat down on the ground there, and I could then see a man whom I had stationed where the cart is said to have been, quite plainly, and he could see me[. . .] Farwell laid down in the coulee, where the Benton party had been, and I stood where his post had been and could see him plainly.⁷

Malheureusement, la carte dont il est question a disparu; quant à la charrette, c'est celle sur laquelle Lebombard a déclaré avoir grimpé pour voir la fusillade. La fin du témoignage d'Irvine indi-

que que la coulée avait été déboisée, probablement par les Assiniboines, au cours de l'hiver précédent. La coulée est maintenant (1973) légèrement boisée.

Appendice C. La date du massacre.

Beaucoup avaient l'impression que le massacre des collines Cypress avait eu lieu le 1^{er} mai 1873. En réalité, il se produisit un mois plus tard. L'erreur n'apparaît que dans quelques comptes rendus, mais la majeure partie des rapports de première main indiquent clairement que le 1^{er} juin 1873 est la date exacte. Baptiste Champagne déclare au procès de Winnipeg que le massacre eut lieu un dimanche¹, or le 1^{er} mai est un jeudi, donc il s'agit bien du 1^{er} juin. Tout au long du procès, les témoins sont appelés à raconter leurs allées et venues pendant les mois de mai et juin 1873. Abel Farwell déclare au cours d'un contre-interrogatoire que «The Cypress Hills Massacre took place in the last of May or first of June, 1873»². Finalement, deux participants, John Evans et Trevanion Hale, font une déclaration par écrit et sous serment, à la fin de 1875³, indiquant qu'ils étaient à environ dix milles du fort Benton, en route pour cet endroit, au milieu de mai 1873; ils perdent leurs chevaux à cet endroit autour du 17 mai et décident alors de s'en retourner au fort Benton pour les retrouver. Ainsi, ils ne peuvent pas avoir atteint le lieu du massacre longtemps avant la fin de mai. Ces références et bien d'autres l'emportent sur le petit nombre de comptes rendus vagues qui fixent la date du massacre à une date antérieure au 1^{er} juin 1873.

Notes

Prologue

- 1 Il ne s'agit pas ici de faire croire qu'il n'y avait ni crime ni désordre dans les territoires avant la venue du trafic d'alcools en provenance des États-Unis. Toutefois, les désordres qui existaient impliquaient rarement des Blancs, et il arrivait peu souvent que la base même, culturelle ou économique, de la vie des autochtones fût menacée. Les auteurs citent souvent la remarque faite par le capitaine Butler en 1871 qui dit que «crimes of the most serious nature have been committed[. . .]without any vindication of the law being possible». Peu d'entre eux, toutefois, mentionnent qu'il s'agit là d'un extrait d'un paragraphe qui, vu dans son contexte, a une signification tout à fait différente: «I do not mean to assert that crime and outrage are of habitual occurrence among the people of this territory[. . .]the position of affairs rests at the present moment not on the just power of an executive authority to enforce obedience, but rather upon the passive acquiescence of the majority of a scant population who hitherto have lived in ignorance of those conflicting interests which, in more populous and civilized communities, tend to anarchy and disorder.» William Francis Butler, *The Great Lone Land* . . . (Londres, Sampson, Low, Marston, Low and Searle, 1872), p. 357–358.

Les personnages

- 1 Des grandes bandes d'Amérindiens ont continué à fréquenter les collines Cyprès pendant une dizaine d'années après le massacre, mais il y avait toujours sur les lieux un groupe dominant de Blancs, les trafiquants de whisky, jusqu'à 1875 et la Police à cheval du Nord-Ouest ensuite.
- 2 Pour la visite des Stonies, voir le témoignage d'Abel Farwell, du 19 juin 1876, au procès pour meurtre contre Bell, Hughes et Vogle (*Standard* [Winnipeg][ci-après Winnipeg Trial], 24 juin 1876). Pour ce qui est des autres chefs et leurs bandes, voir Dan Kennedy (Ochankugahe), *Recollections of an Assiniboine Chief*, éd. J.R. Stevens (Toronto, McClelland and Stewart, 1971), p. 42–47. Ce texte comprend les mémoires de Eashappie, un témoin du massacre alors âgé de 12 ans. Kennedy parle du chef principal comme étant Hunkajuka, «Little Chief», mais il est clair qu'il s'agit du même homme auquel il est fait mention sous le nom de Manitu-potis, «Little Soldier», dans les rapports officiels de l'époque.
- 3 William Francis Butler, op. cit., p. 379–380.
- 4 La liste des trafiquants a été dressée d'après tous les documents de première main dépouillés pour cette recherche, mais la source principale est le témoignage d'Abel Farwell au cours du procès à Winnipeg, les 19 et 20 juin 1876. Lors d'un contre-interrogatoire (voir Winnipeg Trial, les 19 et 20 juin 1876), Farwell a évalué le nombre des trafiquants de whisky, dans un rayon de trois milles, au nombre déjà mentionné de 13.
- 5 Ibid. George Bell a fait mention de sa carrière militaire pendant son interrogatoire au cours du procès à Winnipeg (Winnipeg Trial, 21 juin 1876); pour ce qui est du camp des Métis, voir ibid., interrogatoire de Joseph Vital Turcotte. Farwell a rapporté que le camp des Métis se trouvait sur la rivière Frenchman (ibid., 20 juin 1876).
- 6 Voir ibid., témoignage de Joseph Vital Turcotte et Joseph Laverdure, 21 juin 1876.

- 7 Voir Canada, Archives publiques (ci-après APC), RG7, G6, vol. 24, Bonnot à _____, 5 août 1873, dans Thornton à Dufferin, n° 29, 23 août 1873 «The general reputation of Evans and Deveraux[. . .]is that of horse thieves and traders of whisky to Indians». Pour ce qui est de l'autre commentaire, voir «Extracts from Department of Justice Files; Data Re. the Cypress Hills Massacre and Rounding Up of the Hardwick Gang» (ms. classé, Direction des lieux et des parcs historiques nationaux, Parcs Canada, Ottawa, s. d.) (ci-après «Extracts . . . Re. the Cypress Hills Massacre»), Page à McMicken, 1^{er} janv. 1874.
- 8 Les sources principales de ce rapport se retrouvent dans APC, MG27, I, H2, Taylor Papers, dépositions de Trevanion Hale et John H. Evans, 15 et 20 déc. 1875; voir également un rapport anonyme mais semblable dans le *Fort Benton Record*, 26 juin 1875; voir aussi Dan Kennedy, op. cit., p. 44, renseignements selon lesquels les chevaux auraient vraiment été volés par les Cris.
- 9 APC, MG27, I, H2, Taylor Papers, déposition de John H. Evans, 20 déc. 1875.
- 10 Winnipeg Trial, interrogatoire d'Abel Farwell, le 19 juin 1876.
- 11 Ibid.; APC, MG27, I, H2, Taylor Papers, dépositions de Trevanion Hale et John Evans, 15 et 20 déc. 1875.
- 12 *Daily Independent* (Helena), 25 juil. 1875.
- 13 Les noms du groupe de Benton sont recueillis de diverses sources; concernant les deux Métis, voir Winnipeg Trial, interrogatoire de A. Lebombard, 20 juin 1876.
- 14 Donald Graham, «Cypress Hills Massacre», *Edmonton Journal*, 9 et 29 mars 1924, réimp. et avec notes et commentaires plutôt confus de Hugh A. Dempsey dans le *Montana Magazine of History*, vol. 3, n° 4 (automne 1953), p. 1–9. Beaucoup de passages du récit de Graham ne concordent pas du tout avec l'histoire réelle telle qu'elle a été relatée par tous ceux qui ont vécu cette époque, et il semble bien qu'il ait abusé de la confiance des éditeurs.

Le décor

- 1 Il y avait manifestement beaucoup de rapports entre les deux forts pendant l'hiver; voir Winnipeg Trial, contre-interrogatoire de A. Lebombard, 20 juin 1876.
- 2 Voir appendice B pour une description plus détaillée du fort Soloman.
- 3 Les distances ont été mesurées au pas et enregistrées par l'inspecteur Irvine et présentées comme preuve à l'enquête préliminaire de George Bell; voir United States. National Archives. Diplomatic Branch, Dispatches from the American Consul in Winnipeg to the [U.S.] Secretary of State (ci-après NAD, Dispatches), n° 219, Taylor à Cadwalader, 22 sept. 1875, pièce jointe n° 1, transcription du témoignage de George Bell.
- 4 Wallace Stegner, *Wolf Willow* (New York, Viking, 1963) p. 111; George Shepherd, *Brave Heritage* (Saskatoon, Prairie Books Service, 1967), p. 17.
- 5 «Extracts . . . Re. The Cypress Hills Massacre», contient quelques notes au sujet de cette entreprise, vers 1943, par le sergent D.A. Flemming de la GRC.
- 6 La carte a été présentée par Irvine à l'interrogatoire de Bell. Malheureusement, les dossiers du tribunal de police de Winnipeg de cette époque n'existent plus et on n'a pu trouver aucune autre copie de cette carte.
- 7 Jack Elliott à Philip Goldring, communication personnelle, 11 déc. 1972.

La tragédie

- 1 APC, MG27, I, H2, Taylor Papers, déposition de Trevanion Hale, 15 déc. 1875; également Winnipeg Trial, interrogatoire de George Bell, 21 juin 1876.
- 2 Winnipeg Trial, contre-interrogatoire de A. Lebombard, 20 juin 1876.
- 3 Ibid., interrogatoire de George Bell, 21 juin 1876.
- 4 Il n'a pas été établi clairement, par la suite, à quel moment la bataille a débuté, mais ce fut entre midi et 16 heures, vraisemblablement aux environs de treize heures. Pour le retour du cheval de Hammond, voir ibid., interrogatoire de A. Lebombard, 20 juin 1876.
- 5 Il s'agit de la version de Lebombard qui est corroborée en grande partie par le témoignage de Farwell et un témoin de la défense; voir ibid., témoignage de A. Lebombard, 20 juin 1876; ibid., témoignage de Abel Farwell, 19 juin 1876; ibid., témoignage de Baptiste Champagne, 20 juin 1876.
- 6 Ibid., interrogatoire de Abel Farwell, 19 juin 1876.
- 7 NAD, Dispatches, n° 219, Taylor à Cadwalader, 22 sept. 1875, pièce jointe n° 1, déposition de A. Lebombard, 13 sept. 1875; voir également *Winnipeg Trial, interrogatoire de A. Lebombard, 20 juin 1876.*
- 8 Dan Kennedy, op. cit., p. 44–46, est un document utile, mais la principale source d'information (jusqu'à présent inexploitée) de la version des Amérindiens consiste en cinq dépositions recueillies par l'inspecteur A.G. Irvine auprès d'Assiniboines ayant survécu au massacre (Manitoba. Provincial Archives[ci-après APM], Morris Papers, dossier 1177). Ces dépositions établissent le fait éminemment important que les Amérindiens avaient été avertis que les Blancs venaient avec des intentions hostiles. Elles corroborent ou expliquent également diverses déclarations douteuses ou ambiguës des témoignages d'autres personnes.
- 9 Farwell jurera par la suite que les Blancs lui avaient crié, de la coulée, de se retirer de là parce qu'ils avaient l'intention de faire feu sur le camp et, qu'en outre, Hammond lui avait dit lorsqu'il était retourné à la coulée: «G-d d—n you, why didn't you come out when we told you first, for we would have had a good shot»? Cet élément n'est pas corroboré par les autres témoins et, par son témoignage, Farwell cherchait à minimiser l'hostilité des Assiniboines et à exagérer celle des Blancs. Voir Winnipeg Trial, interrogatoire et contre-interrogatoire de Abel Farwell, 19 et 20 juin 1876.
- 10 Il n'y a pas deux témoins qui aient vu les premiers coups de feu de la même façon, et il n'est d'ailleurs pas très important de savoir qui a fait feu le premier, étant donné que les Amérindiens prétendent nettement avoir été sur la défensive.
- 11 «The Extradition Case», *Weekly Herald* (Helena), 15 août 1875, fournit un résumé du témoignage de Farwell; son opinion au sujet des intentions des Blancs se rendant au camp n'avait pas changé une année plus tard. Voir Winnipeg Trial, contre-interrogatoire d'Abel Farwell, 20 juin 1876.
- 12 Le *Weekly Herald* (Helena) publia les commentaires du commissaire W.E. Cullen au complet, dans son numéro du 29 juil. 1875.
- 13 Farwell déclare que les hommes se trouvaient entre le fort et la coulée: voir Winnipeg Trial, interrogatoire de A. Farwell, 19 juin 1876; Lebombard jure avoir vu des hommes sur le toit: voir NAD, Dispatches, n° 219, Taylor à Cadwalader, 22 sept. 1875, pièce jointe n° 1, déposition de A. Lebombard, 13 sept. 1875: «I saw some people on the roof of Solomon's house; and behind the chimnies [sic], firing at the Indians.»
- 14 La déclaration de Lebombard sur ce point est sans équivoque; voir sa déposition du 13 sept. 1875 (NAD, Dispatches, n° 219, Taylor à Cadwalader, 22 sept. 1875, pièce jointe n° 1) et son témoignage sous interrogatoire lors du procès à Winnipeg (Winnipeg Trial, juin 1876). Le témoignage de Farwell (Winnipeg Trial, 19 juin 1876) corrobore sa déposition de façon générale, bien qu'il était sous l'impression que les Blancs ne poursuivaient pas les Amérindiens qui s'étaient réfugiés dans les buissons près de la rivière, mais ceux qui se trouvaient sur le versant de la colline. Farwell fit d'ailleurs ressortir cet incident lors de l'audience d'extradition tenue dans le Montana.
- 15 La mort de Legrace (souvent cité dans les versions non officielles sous le simple nom de «Grace») est décrite dans Winnipeg Trial, témoignage d'Abel Farwell, 19 juin 1876.
- 16 La mort de Little Soldier est décrite par sa femme et sa belle-mère dans leurs dépositions à A.G. Irvine (APM, Morris Papers, dossier 1177). Il existe une certaine confusion au sujet de la victime du meurtre à coups de hache et de la décapitation. Lebombard déclare que c'était un vieillard invalide, mais ajoute qu'on lui avait dit que la tête décapitée était celle de Little Soldier (Winnipeg Trial, interrogatoire de A. Lebombard, 20 juin 1876). Eashappie, de qui Dan Kennedy tient ses renseignements, déclare que c'était Wankantu, «an old Indian» (Dan Kennedy, op. cit., p. 46). La version la plus détaillée, ce qui n'est guère surprenant, figure dans les dépositions recueillies par Irvine (APM, Morris Papers, dossier 1177). Miskotakikotena («The Man Who Took the Coast») témoigne ainsi: «I saw some of the Americans come to where the «Old Man» was and strike him on the head with a hatchet, leaving the hatchet there in his head and then take up a pole and run it through him from his backside to his head.» Il est possible que le vieil homme ait été un chef, mais non Little Soldier, car il était plutôt jeune. Aucun témoignage sûr ne prouve que le vieil homme ait été empalé; la décapitation, quoique tout aussi révoltante, semble plus probable, d'après les témoignages contemporains.
- 17 Les obsèques de Legrace sont décrites dans Winnipeg Trial, témoignage de George Bell, 21 juin 1876, ainsi que dans ibid., témoignage de Joseph Vital Turcotte. Les récits contemporains ne font pas mention d'un cercueil, mais le squelette découvert en 1972 se trouvait dans une caisse de bois.
- 18 APM, Morris Papers, dossier 1177, déposition de Wakiuskemo («The Woman who eats Grizzly Bear»), femme de Little Soldier, 1^{er} décembre 1875.
- 19 Winnipeg Trial, contre-interrogatoire de Abel Farwell, 20 juin 1876.
- 20 APM, Morris Papers, dossier 1177, déposition de Keeshkesan («Cutter»), décembre 1875: «[. . .] we started in the night for the end of the mountain to the half-breeds, they treated us kindly giving us dogs, kettles etc.»
- 21 Pour ce qui est du départ des groupes, voir NAD, Dispatches, n° 219, Taylor à Cadwalader, 22 sept. 1875, pièce jointe n° 1, Abel Farwell et A. Lebombard, 13 sept. 1875. D'après son témoignage, il semble que Lebombard n'aurait pas accompagné Farwell jusqu'au fort Benton, car il se trouvait à nouveau aux collines Cyprès peu de temps après le massacre. Pour les activités du groupe de Benton avant qu'il ne se sépare, voir Winnipeg Trial, interrogatoire de A. Lebombard, 20 juin 1876: «The Benton party went to the Indian camp and gathered up everything in a heap and burned it.» Voir également *Daily Herald* (Helena), 11 juin 1873: «Two of the men loaded 2 wagons[. . .] and

- started for Benton while the others started north on the trail of the Crees.»
- 22 *Daily Herald* (Helena), 11 juin 1873.
- 23 On fait allusion à la lettre de Wheeler adressée au ministère de l'Intérieur dans APC, RG7, G6, vol. 24, Clurn au secrétaire de l'Intérieur, 8 août 1873, dans Thornton à Dufferin, n° 27, 21 août 1873.
- 24 Outre la dépêche citée antérieurement, *ibid.*, Thornton à Dufferin, n° 29, 23 août 1873, avec ses pièces jointes, est également un document important. La documentation citée fait partie de deux pièces jointes tirées de *ibid.*, Thornton à Dufferin, n° 27, d'abord, Simmons à _____, 12 juil. 1873, puis Cox à Smith, 26 juil. 1873.
- 25 La correspondance interministérielle de *ibid.*, Thornton à Dufferin, n° 27; voir également APM, Morris Papers, copies de lettres, Morris au ministre de l'Intérieur, le 20 août 1873; *Ottawa Daily Citizen*, 29 août 1873.
- 26 APM, Morris Papers, art. 1945, McKay à Urquhart, 24 août 1873. Une copie de cette documentation a été envoyée par Morris à Ottawa, accompagnée d'une dépêche (APC, RG13, Acc. n° 68/263, Dominion Police Files, 1873, n° 60n, 26 août 1873).
- 27 APC, RG13, Acc. n° 68/263, Dominion Police Files, 1873, Morris au ministre de l'Intérieur, 20 août 1873.

Le dénouement

- 1 Voir Philip Goldring, «La Police à cheval du Nord-Ouest: premier contingent, 1873–1874», *Lieux historiques canadiens: cahiers d'archéologie et d'histoire*, n° 21 (1979), append. C.
- 2 «Extracts . . . Re. The Cypress Hills Massacre», McMicken à Dorion, ministre de la Justice, 29 nov. 1873 (voir Avant-propos); également, *ibid.*, Bernard à McMicken, 18 avril 1874.
- 3 APM, Morris Papers, dossier 997, rapport du Conseil privé par T. Fournier, ministre de la Justice.
- 4 John Peter Turner, *The North West Mounted Police, 1873–1893* . . . (Ottawa, Imprimeur du roi, 1950), vol. 1, p. 218–219.
- 5 «Extracts . . . Re. The Cypress Hills Massacre», Page à McMicken, 1^{er} janv. 1874.
- 6 En juin et juillet 1875, les journaux du Montana font paraître de nombreux articles sur la cause de l'extradition; on peut en trouver un échantillon intéressant dans le *Weekly Herald* (Helena), 8, 15, 22 et 29 juin 1875; une version beaucoup plus colorée figure dans le *Fort Benton Record*, 24, 26 et 31 juin 1875.
- 7 Paul F. Sharp, *Whoop-Up Country* (Minneapolis, Univ. of Minnesota Press, 1955), p. 71–72.
- 8 *Weekly Herald* (Helena), 22 juil. 1876.
- 9 Un récit semblable a été rédigé par un membre anonyme du groupe de Benton et fut publié peu avant l'audience d'extradition dans le *Fort Benton Record*, 26 juin 1875.
- 10 Pour un compte-rendu complet des commentaires de Cullen, voir le *Weekly Herald* (Helena), 29 juil. 1875.
- 11 Tiré du texte des résolutions adoptées lors d'une réunion publique à Bozeman, publié dans le *Bozeman Times*, 7 juil. 1875.
- 12 *Fort Benton Record*, 26 juin 1875.
- 13 *Ibid.*
- 14 *Bozeman Times*, loc. cit.
- 15 *Weekly Herald* (Helena), 29 juil. 1875.
- 16 NAD, Dispatches, n° 219, Taylor à Cadwalader, 22 sept. 1875, pièce jointe, témoignage de A.G. Irvine, s. d.
- 17 Cet article fut repris, accompagné de commentaires indignés, par le *Fort Benton Record*, 16 oct. 1875.
- 18 NAD, Dispatches, n° 219, pièce jointe au document envoyé par Taylor à Cadwalader, 22 sept. 1875.
- 19 Nombre de lettres ont circulé entre les diverses personnes citées et sont même apparues dans les journaux; voir plus particulièrement la correspondance de Potts adressée à Hale, 22 sept. 1875, et de Hale à Potts, s. d., dans le *Weekly Herald* (Helena), 7 oct. 1875. On peut consulter une grande partie de la correspondance officielle aux APC, RG7, G6, vol. 26 et 27, Thornton au gouverneur général ou au gouverneur général suppléant, n° 23, 15 mai 1875; n° 26, 22 mai 1875; n° 32, 12 juin 1875; n° 47, 12 oct. 1875; n° 50, 15 oct. 1875; n° 1, 1^{er} janv. 1876; n° 9, 31 mars 1876 et n° 14, 5 mai 1876. La position de Blake est énoncée dans un décret annexé à la dépêche du 12 octobre 1876. La capitulation de Fish est datée du 4 mai 1876 et annexée à la dépêche de Thornton du 5 mai 1876: «As the authorities of Canada[. . .] seem unwilling or unable to assist[. . .] I shall no further refer to the question.»
- 20 Ce point est expliqué en détail dans la requête présentée par Biggs en faveur de Taylor à l'ouverture du procès à Winnipeg (Winnipeg Trial, 19 juin 1876).
- 21 *Ibid.*; la défense avait sans doute prévu ce résultat, car elle avait déjà préparé un plaidoyer assez solide.
- 22 Cornish discute du procès dans un long rapport au ministre de la Justice, rédigé peu après la fin du procès. L'original de ce rapport semble avoir été perdu et aucune date n'apparaît sur le texte dactylographié qui figure dans «Extracts . . . Re. The Cypress Hills Massacre».
- 23 *Ibid.*
- 24 *Ibid.*
- 25 La procédure est énoncée dans APC, MG27, I, H2, Taylor Papers, Letter-book, Taylor à Evans, 20 mars 1882.

Epilogue

- 1 Philip Goldring traite largement de cette controverse dans «La Police à cheval du Nord-Ouest: premier contingent, 1873–1874», *Lieux historiques canadiens: cahiers d'archéologie et d'histoire*, n° 21 (1979), append. C.
- 2 APC, MG9, G1, p. 31, lettre de Morris au North-West Council, 1875.
- 3 S.W. Horrall explique cette tradition dans «Sir John A. Macdonald and the Mounted Police Force for the Northwest Territories», *Canadian Historical Review*, vol. 53, n° 2 (juin 1972), p. 180.
- 4 Les journaux du Montana, ou du moins une partie d'entre eux, ont souvent fait allusion, au cours de l'audience d'extradition et du procès à Winnipeg, aux différences qui existaient entre les institutions politiques canadiennes et américaines. Le *Fort Benton Record*, par exemple, s'en est pris au «spite and malice» dont les fonctionnaires canadiens, «hirelings of a Queen», ont fait preuve envers les «citizen of a republic» (18 sept. 1875). Le *Record* a également accusé le *Manitoba Free Press* de faire preuve d'une «inveterate hatred against the representatives of a free and civilized people» (16 oct. 1875).

Appendice A. Abel Farwell et l'histoire du massacre des collines Cyprés.

- 1 Paul F. Sharp, op. cit., p. 58–59, 66–67.
- 2 APM, Morris Papers.

3 Robert Allen, comm. pers. Les livres de compte de la T.C. Power Company ont récemment été mis à la disposition du public par l'intermédiaire de la Montana Historical Society.

Appendice B. Descriptions des lieux du massacre.

- 1 Winnipeg Trial, témoignage de George M. Bell, 21 juin 1876.
- 2 Ibid., témoignage de Philander Vogle, 21 juin 1876.
- 3 Ibid., témoignage de George M. Bell, 21 juin 1876.
- 4 Ibid., témoignage de Joseph Vital Turcotte, 21 juin 1876.
- 5 Ibid., témoignage de A. Lebombard, 20 juin 1876.
- 6 Ibid., témoignage d'Abel Farwell, 19 juin 1876.
- 7 NAD, Dispatches, n° 219, Taylor à Caldwellader, 22 sept. 1875, pièces jointes, témoignage de l'inspecteur Irvine, interrogatoire de George Bell à Winnipeg, sept. 1875.

Appendice C. La date du massacre.

- 1 Winnipeg Trial, témoignage de Baptiste Champage, 21 juin 1876.
- 2 Ibid., contre-interrogatoire d'Abel Farwell, 19 juin 1876.
- 3 APC, MG27, I, H2, Taylor Papers, déposition de Trevanion Hale, 15 déc. 1875; *ibid.*, déposition de John H. Evans, 20 déc. 1875.

Bibliographie

Remarques sur les sources

De nombreux documents ont été publiés sur le massacre des collines Cyprès, mais tous présentent des lacunes profondes, et notamment en matière de sources. Les témoignages recueillis auprès des Assiniboïnes par l'inspecteur Irvine, en 1875, par exemple, n'ont jamais été utilisés dans aucun compte rendu public du massacre. Peter Turner est le seul rédacteur qui se soit servi de façon manifeste des témoignages d'Eashappie (qui n'ont été publiés que très récemment dans un ouvrage de Dan Kennedy). Les écrivains ont par conséquent été désavantagés par le manque d'information de première main sur l'état d'esprit précaire dans lequel se trouvaient les Amérindiens du campement immédiatement avant la bataille. Et cette lacune a souvent nui à l'interprétation de certains documents qui ont *toujours* été disponibles. Il serait peut-être plus juste de critiquer les auteurs mêmes. La plupart d'entre eux connaissent très bien la tradition régionale de l'Ouest, mais tous n'ont pas la patience de comparer et de soupeser les nombreuses preuves contradictoires.

C'est George Shepherd, dans les années 1930, qui, le premier, a fait des efforts sérieux pour réunir tous les témoignages sur le massacre. (Ses recherches ont été consignées dans le premier chapitre de son livre, *Brave Heritage*, quelque 30 ans plus tard.) Le travail de Shepherd est limité, d'une part, par son manque de sources – mais il réussit néanmoins à dégager les trois principaux facteurs du massacre: les sautes d'humeur des Amérindiens, l'impulsivité et l'arrogance des Blancs – et, d'autre part, la difficile tâche de l'historien qui doit rédiger un récit conforme aux diverses pièces à conviction disponibles. Les travaux de Shepherd sont suivis, dans les années 1940, par ceux de Peter Turner, maintenant décédé, qui était l'historien officiel de la Gendarmerie royale du Canada. Les rapports de Turner sont fortement empreints de sa répulsion évidente à l'égard du commerce du whisky et du massacre auquel il a donné lieu. Ses écrits sont également parsemés de petites erreurs; il situe par exemple la journée du massacre un mois avant la date réelle. Mais c'est à l'inexactitude de ses références qu'est imputable le scepticisme à l'endroit de son récit du massacre. Dans les années 1950, Paul F. Sharp tente également de décrire le récit dans son livre *Whoop-Up Country*. Il rédige un récit coloré et plausible, étayé de nombreuses références et d'une bonne dose d'objectivité, mais son chapitre sur le massacre n'a rien de documentaire, ni dans ses grandes lignes, ni dans le détail. Et c'est d'autant plus regrettable que les rapports subséquents sur le massacre ont tendance à faire plus ou moins souvent référence à la version de Sharp.

En ce qui concerne les documents originaux, les sources sont trop nombreuses, et la plupart d'entre elles sont inadéquates. Aussi est-il utopique de vouloir trouver un rapport de première main qui ne soit pas biaisé, bien que le témoignage d'Alexis Lebombard semble être raisonnablement fidèle. Les autres témoignages sont véritablement contradictoires, et ce n'est qu'après avoir comparé ceux des Amérindiens et ceux des Métis (y compris celui de Lebombard) qu'une version intelligible peut être dégagée. J'ai volontairement ignoré deux rapports, publiés respectivement en 1886 et 1924 par John Duval et Donald Graham, parce qu'ils s'écartent trop des grandes lignes du récit élaboré par les témoins entre 1873 et 1876. Duval a *effectivement* pris part à la bataille, mais le rapport de Graham peut fort bien être pure fiction.

Les deux autres types de renseignements de première main sont les témoignages faits devant les diverses instances judiciaires et les dépositions volontaires de témoins ou de participants consignées en 1873 et

1875. Ces témoignages méritent plus ou moins de créance selon les témoins, mais ils ont néanmoins permis de construire un récit relativement cohérent à partir des différents points de vue des témoins.

Les sources non publiées constituent près de la moitié des documents qui ont servi à l'étude du massacre et de ses répercussions. D'importants documents entourant le massacre même figurent dans la collection du lieutenant-gouverneur Morris, collection qui appartient maintenant aux Archives de la province du Manitoba, alors que la majorité de la correspondance administrative échangée au sujet des tentatives d'incrimination des auteurs du massacre se retrouve dans les dépêches envoyées par Sir Edward Thorton, résidant à l'époque à Washington, à Lord Dufferin et, en 1875, au lieutenant-général Haly, à Ottawa.

Bozeman Times

1875.

Butler, William Francis

The Great Lone Land: A Narrative of Travel and Adventure in the North-West of America, Londres, Sampson, Low, Marston, Low et Searle, 1872.

Canada. Archives publiques.

MG9, G1, Minute Books of the Council of the North-West Territories, 1875.

MG26, A1, Papers of Sir John A. Macdonald, vol. 246 (Gilbert McMicken), vol. 252–252A (Alexander Morris), vol. 523 (Copies de lettres, 1873).

MG27, I, C8, Papers of Alexander Morris. Des exemplaires microfilmés des originaux se trouvent dans les archives provinciales du Manitoba et à la bibliothèque de l'Université Queen's, à Kingston.

MG27, I, H2, Papers of James Wickes Taylor. Microfilms des originaux appartenant à la Minnesota Historical Society.

RG7, G6, Governor General's Office, Dispatches from the British Minister at Washington.

RG9, II, Militia and Defence Papers, B1, Adjutant-General's Correspondence.

RG13, Department of Justice, Unsorted Deputy Minister's Records, 1873.

Canada. Bibliothèque nationale.

Scrapbook Debates, 1872–1873.

Canada. Lois, statuts, etc.

An Act Respecting the Administration of Justice, and for the Establishment of a Police Force in the North-West Territories, 36 Vict., ch. 35. [Ottawa], 1873.

Daily Herald (Helena)

1873.

Daily Independent (Helena)

1875.

Dempsey, Hugh A.

«Cypress Hills Massacre», *Montana Magazine of Western History*, vol. 3, n° 4 (automne 1953), p. 1–9, Helena.

«Extracts from Department of Justice Files; Data Re. The Cypress Hills Massacre and Rounding Up of the Hardwick Gang»

Manuscrit classé, Direction des lieux et des parcs historiques nationaux, Parcs Canada, Ottawa, s. d.

Etats-Unis. National Archives. Diplomatic Branch.

Dispatches from the American Consul in Winnipeg to the Secretary of State, 1875.

Fort Benton Record

1875.

Goldring, Philip

«The Cypress Hills Massacre – A century's Retrospect», *Saskatchewan History*, vol. 26, n° 3 (automne 1973), p. 81–102, Saskatoon.

«The First Contingent: The North-West Mounted Police, 1873–1874», *Canadian Historic Sites: Occasional Papers in Archaeology and History* (1979), Ottawa.

Horrall, S.W.

«Sir John A. Macdonald and the Police Force for the Northwest Territories», *Canadian Historical Review*, vol. 53, n° 2 (juin 1972), p. 179–200, Toronto.

Kennedy, Dan (Ochankugehe)

Recollections of an Assiniboine Chief, éd. J.R. Stevens, Toronto, McClelland and Stewart, 1972.

Manitoba. Provincial Archives.

Papers of Alexander Morris.

Ottawa Daily Citizen

1873.

Sharp, Paul. F.

Whoop-Up Country, Minneapolis, Univ. of Minnesota Press, 1955.

Shepherd, George

Brave Heritage, Saskatoon, Prairie Books Service, 1967.

Standard (Winnipeg)

1876.

Stegner, Wallace

Wolf Willow, New York, Viking Press, 1963.

Turner, John Peter

«Massacre in the Hills», *Royal Canadian Mounted Police Quarterly*, vol. 8, n° 3 (janv. 1941), p. 302–309, Ottawa.

The North-West Mounted Police, 1873–1893 . . ., Ottawa, Imprimeur du roi, 1950, 2 vol., vol. 1.

Weekly Herald (Helena)

1875.

Le *Dawson Daily News*: journalisme au Klondike

Edward F. Bush

Lieux historiques canadiens

n° 21

72	Sommaire
73	Introduction
73	Le Klondike, 1886–1899
95	Agitation politique et journalisme de combat, 1900–1909
121	La ville fantôme, 1910–1954
126	Notes
128	Bibliographie

Sommaire

Comme la plupart des besoins de services créés à Dawson par la ruée vers les champs aurifères du Klondike, le besoin d'information fut satisfait presque dès son apparition, mais un seul journal, le *Dawson Daily News*, atteignit un succès durable.

Le premier numéro du *Dawson Daily News* fut imprimé le 31 juillet 1899. Le *News* avait été précédé par le *Klondike Nugget*, bi-hebdomadaire, et le *Yukon Midnight Sun*, hebdomadaire, qui avaient tous deux commencé leur publication en juin 1898, et par le *Klondike Miner and Yukon Advertiser*, hebdomadaire datant de septembre 1898. Le *Miner*, journal au point de vue relativement étroit, cessa de publier en août 1899. Cependant, le *Nugget*, qui se voyait comme le champion du peuple, le *Sun*, organe gouvernemental, et le *News*, également opposé au gouvernement mais plus modéré que le *Nugget*, se livraient allègrement à des duels acerbes. Un hebdomadaire, le *Gleaner*, se joignait à eux pendant une brève période mais fut presque aussitôt trouvé coupable de diffamation à la fin de 1899. Il y eut également deux autres journaux: le *Dawson Record*, feuille d'information quotidienne destinée aux mineurs, qui débuta en juillet 1902, et le *Free Lance*, hebdomadaire qualifié de journal de famille du Yukon, dont le premier numéro parut en janvier 1903.

La baisse de son tirage mit fin au *Nugget* en juillet 1903; un tirage limité fit de même pour le *Record*, qui fut absorbé en novembre 1903, et le *Free Lance* qui cessa de publier en 1904. Le *Sun* fut le prochain à succomber, éliminé par le *Yukon World*, créé en février 1904 comme organe gouvernemental et instrument politique de Frederick Congdon, commissaire du territoire du Yukon. Privé de la clientèle gouvernementale, le *Sun* ne put continuer et cessa sa publication en 1906. Cependant, à l'élection fédérale de 1909, le *World* était devenu l'adversaire de son créateur, et Congdon, qui n'était plus commissaire mais candidat pour la circonscription du Yukon au Parlement, publia le *Labour Advocate*. L'*Advocate* cessa de publier à la fin de janvier 1909, après la victoire de Congdon.

En 1909, l'économie de Dawson se ressentit de la fin du boom minier. Dawson ne pouvait faire vivre deux journaux, et le *News* acheta le *World* en janvier 1909. Le *World* continua sa publication hebdomadaire jusqu'au mois d'août 1909, puis disparut. Le *News*, le seul journal qui restait à Dawson, partagea les hauts et les bas de la ville. En 1924 il ne publiait plus que trois fois par semaine et devint hebdomadaire en 1946. Ayant perdu ses contrats gouvernementaux à la suite du transfert de la capitale du territoire de Dawson à Whitehorse, et incapable de trouver d'autres sources de revenu, le *Dawson Weekly News* publia son dernier numéro le 25 mars 1954.

Présenté pour publication en 1971, par Edward F. Bush, Direction des lieux et des parcs historiques nationaux, Ottawa.

Introduction

Le matin du 17 août 1896, un prospecteur californien nommé George Carmac jalonnait avec ses deux compagnons amérindiens une concession le long du ruisseau Rabbit, affluent du Klondike. Le monde extérieur apprenait la valeur de la riche découverte avec l'arrivée du vapeur *Excelsior* à San Francisco le 15 juillet 1897 et celle du *Portland* à Seattle trois jours plus tard; les premiers chercheurs d'or descendaient la passerelle lourdement chargés de valises pleines d'or. La découverte du ruisseau Rabbit, rebaptisé Eldorado, avait en deux ans transformé Dawson, hameau situé au confluent du Klondike et du Yukon, en un immense camp minier avec une population itinérante évaluée entre 20 et 30 mille habitants. La nouvelle de la découverte attira des aventuriers, des mineurs, des joueurs, des chevaliers de fortune, des marchands et des filles des quatre coins du continent et même du monde. Au cours des étés 1898 et 1899, Dawson comptait une population plus grande et en tout cas plus colorée que n'importe quelle autre agglomération canadienne à l'ouest de Winnipeg. Des restaurants, des cafés, des salles de danse, des hôtels, des bains publics, des théâtres et des maisons closes poussaient comme des champignons pour servir la foule bigarrée réunie à Dawson.

Parmi les diverses entreprises nées de la ruée en juin 1898, on comptait deux journaux, le *Yukon Midnight Sun* (au nom approprié) et le *Klondike Nugget*. Imprimés sur de petites presses portatives, ils se lançaient avec assurance au service du camp minier, avec aussi l'espoir de fournir quelques nouvelles du monde extérieur, «the outside» comme on disait. Un peu plus d'un an plus tard, au mois de juillet 1899, le *Sun* et le *Nugget* voyaient arriver un nouveau concurrent qui les dépasserait tous deux. Il s'agissait d'un journal qui par l'étendue de son information, son format, ses chroniques et le style de ses éditoriaux pouvait se comparer à bon nombre de grands quotidiens métropolitains du début du siècle. Voici donc l'histoire du *Dawson Daily News*, né à l'apogée de la dernière grande ruée vers l'or que le monde ait connue, quotidien vigoureux qui pouvait plus tard se vanter de n'avoir jamais eu de vraie concurrence, mais qui devait terminer sa carrière 55 ans plus tard comme hebdomadaire de village.

Le Klondike, 1886–1899

La première découverte importante d'or, à l'hiver de 1886–1897¹, déterminait l'avenir immédiat du Klondike. Devant la montée de l'intérêt populaire pour le Klondike, le gouvernement canadien commençait à établir la souveraineté canadienne sur le territoire: en 1895, on ordonnait des relevés de la région, un détachement de la Police à cheval du Nord-Ouest était envoyé au Yukon et cette région était déclarée un district des Territoires du Nord-Ouest. Deux ans plus tard, les terres situées entre le 141^e méridien et la rivière Liard au nord du 60^e parallèle étaient désignées Territoire du Yukon; on nommait un commissaire territorial, un commissaire de l'or et un premier magistrat.

A l'été de 1897, la population de Dawson était estimée à 5000 habitants, pour la plupart des étrangers, surtout des Américains. La nouvelle de la découverte de Carmac arrivait à San Francisco et à Seattle cet été-là; il y eut une telle publicité que la population de Dawson quintupla en deux ans. A l'été de 1898 la ruée vers l'or battait son plein même si, ironiquement, la plupart des terres de valeur avaient été jalonnées au cours de la saison précédente.

Durant ces chaudes journées d'été, longues de vingt heures avec trois ou quatre heures de crépuscule clair entre le coucher et le lever du soleil, Dawson devait présenter un aspect fascinant à ceux des nouveaux arrivants qui n'étaient ni trop épuisés ni trop à court d'argent pour jouir du spectacle. Ils pouvaient voir une ville étalée de cabanes et de tentes, une rue principale poussiéreuse, des magasins en bois, des cafés, des hôtels, de nombreux bureaux de courtage et d'assurance, dont beaucoup avaient les fausses façades si caractéristiques de l'architecture des petites villes de la fin du XIX^e siècle. Il n'y avait ni noms de rues ni numéros civiques, les adresses étaient forcément vagues et de nombreux nouveaux arrivants passaient plusieurs jours à chercher leurs partenaires perdus. Malgré la surveillance de la Police à cheval du Nord-Ouest, Dawson était une ville minière très libre où foisonnaient les bars, les salles de jeu et les salles de danse (pourtant, considérant les prix astronomiques qui avaient cours cet été-là, et dans une certaine mesure jusqu'à la fin de l'été 1899, on se demande bien qui pouvait avoir les moyens de les fréquenter). L'annonce d'un horloger rend bien l'esprit de cet été 1898: «Daylight all the time. The only thing that will save you from too much dissipation is Correct Time. Have your watches repaired by E. Merman.»²

Les premiers journaux de Dawson

Il est clair qu'une ville aussi prospère avait besoin d'un journal, et elle vit paraître, en juin 1898, non pas un mais deux hebdomadaires. Plus tard, les deux se disputèrent l'honneur d'avoir été le pre-



mier journal de Dawson. Si l'on s'en remet au tout premier numéro, selon Pierre Berton, cet honneur appartient au *Klondike Nugget* dont le rédacteur entreprenant, George M. Allen, avait emprunté une machine à écrire pour produire sa première édition le 27 mai 1898³, quoique cette feuille ne méritait guère le nom de journal, même dans une petite ville. Le *Yukon Midnight Sun*, dont le rédacteur et propriétaire était G.B. Swinehart, publiait le premier numéro imprimé sur une vraie presse, un tout petit in-quarto de huit pages, le 11 juin 1898. L'abonnement annuel, invariablement payable à l'avance, était de \$15, et le numéro valait 50 cents. Comme on pouvait s'y attendre, les questions minières et les nouvelles locales constituaient le gros de l'information contenue dans ces premiers journaux, surtout avant l'établissement du premier lien télégraphique gouvernemental avec le monde extérieur; cependant, le premier numéro du *Sun* contenait de courts articles sur la guerre hispano-américaine et sur une dispute anglo-française en Afrique occidentale⁴. Le *Sun* du 20 juin gardait les mêmes dimensions, mais avait douze pages; le 18 juillet, le journal atteignait son format définitif, 17 pouces 1/2 sur 23, quatre pages de sept colonnes. Le premier éditorial annonçait: *It is with no small pleasure that with this issue the Yukon Sun we see fulfilled our repeated promises to furnish the people of Dawson a weekly newspaper[. . .] The Yukon Midnight Sun will be a clean, bright sheet, free from domination by any class, clique or organization. It will be conscientious in the effort to be reliable on all subjects at all times: reflect the social and business life of the city and be an intelligent exponent of the great mining and other valuable interests of the Yukon valley.*⁵

Un mois plus tard, le rédacteur assurait ses lecteurs que son journal leur en donnerait pour leur argent, au lieu de leur demander les prix soufflés que pourrait engendrer une ruée vers l'or. Le même numéro, celui du 18 juillet 1898, disait que l'année précédente la presse avait été envoyée par bateau d'un port de la côte ouest américaine (probablement Seattle) jusqu'à Saint Michael, à l'embouchure du Yukon. Elle y avait passé l'hiver à cause de la date tardive; en attendant son arrivée, on se servait d'une petite presse de fortune amenée par voie terrestre à travers les cols, puis par un vapeur le long du Yukon. La presse permanente arrivait sur le vapeur *John J. Healey* en provenance de Saint Michael le 9 juillet 1898, ce qui explique probablement la grande amélioration de l'apparence du journal, lequel atteint sa pleine dimension le 18 juillet⁶.

Comme service aux mineurs, le *Sun* offrait un *Guide to Dawson and the Yukon Mining District*, qui devait être disponible le 10 août et comprendre des renseignements utiles comme les règlements minières et du Yukon et de l'Alaska, les règlements cana-

diens des terres et forêts, la description des districts miniers, des tables de poids de la poussière d'or et un annuaire commercial. C'était la première d'une série de publications d'utilité publique préparées par les journaux de Dawson.

Le *Klondike Nugget*, sous la direction de Zachary Hickman et Eugene C. Allen et avec les rédacteurs George M. Allen et A.F. George, commençait sa carrière orageuse sous la forme d'une simple feuille dactylographiée affichée en mai 1898. Le premier numéro imprimé paraissait le 16 juin. Il devenait bihebdomadaire à partir de son troisième numéro. La première presse, décrite comme «a small army press (200 lb.)», avait quitté Seattle en février 1898 avec une tonne de papier et était arrivée à Dawson à bord d'un chaland le 10 juin de la même année⁷. Comme son contemporain, le *Nugget* avait quatre pages de 11 pouces sur 17. Son abonnement annuel était de \$16. Son premier éditorial commençait comme suit:

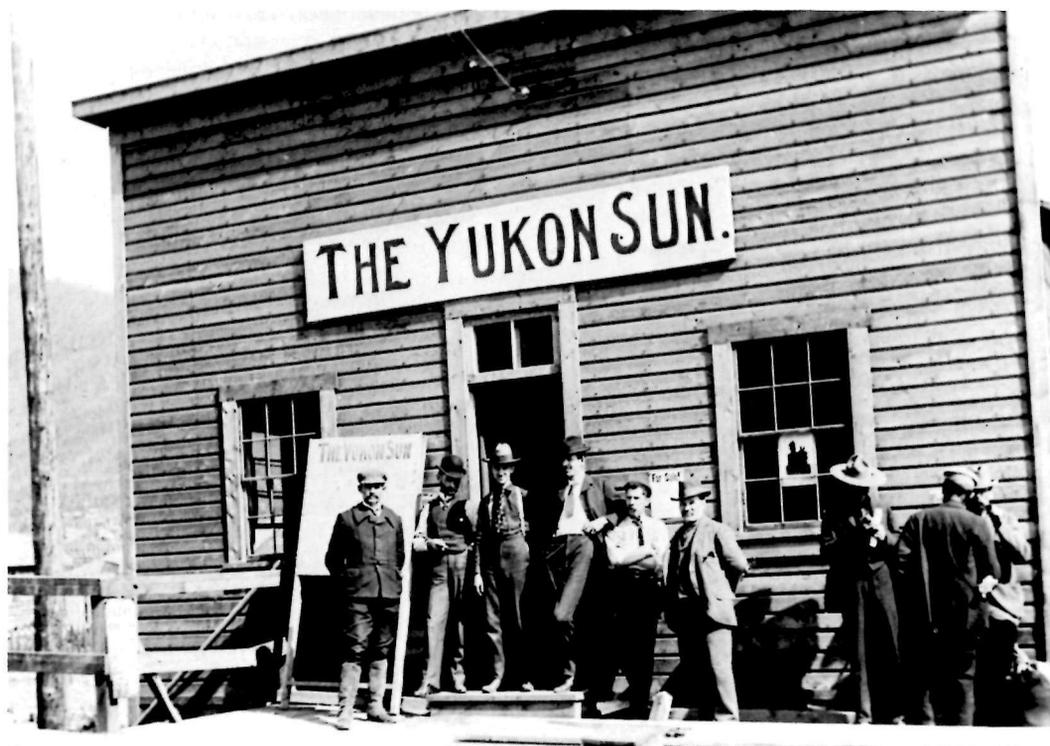
Good Morning, Gentlemen

*The outside world is anxious for authentic information concerning the Klondike gold districts. The miners and other residents of this region are equally desirous of learning what is going on outside, as well as of home occurrences. Hence the publication of the Klondike Nugget. We have no higher ambition than to satisfy our readers.*⁸

Sous le titre «The North and the Unsuccessful Gold Digger», le *Nugget* commentait également les ambitions des chercheurs d'or: si cette ruée ressemblait aux autres, moins d'un chercheur sur cent ferait fortune; cependant, à l'avenir, ce sont des ressources autres que l'or qui feraient vivre le territoire et «no one may be expected to play a more important part than the man who came expecting to find gold and was disappointed»⁹.

Le *Sun* souhaitait la bienvenue au *Nugget*, exprimant l'espoir peut-être ironique que des relations amicales puissent toujours exister entre les diverses communautés de Dawson¹⁰. Il ne fallut que peu de temps pour désabuser et les rédacteurs et les lecteurs, car le journalisme à Dawson, comme ailleurs au siècle dernier, se caractérisait par son franc-parler et pratiquait volontiers l'invective de bas étage.

Très tôt le *Nugget* se vit comme le champion d'une population opprimée, dont 80 pour cent des citoyens étaient des Américains, contre la bureaucratie canadienne profiteuse. Dans son style fruste et virulent, il tranchait tous les problèmes en noir sur blanc. Le *Sun*, au contraire, malgré des violences de style comparables, se faisait le défenseur du gouvernement tout en demandant des réformes raisonnables. Il s'ensuivit bientôt une concurrence échevelée à laquelle le personnel et les lecteurs des deux journaux participaient avec enthousiasme. Berton décrit un vendeur



de journaux de 67 ans, «Uncle Andy» Yound, courant sur les caillottes qui servaient de trottoirs à Dawson, vendant le dernier numéro du *Nugget* en criant: «The Nugget! The Nugget! The dear little Nugget!» et réussissant à placer mille exemplaires du journal en une seule soirée¹¹.

Le carnet mondain des deux journaux reflétait la vie de frontière en même temps que des commérages de petites villes. C'est ainsi qu'on pouvait lire dans le *Yukon Midnight Sun* du 27 juin 1898:

Edward Marks of Saint Paul, a recent arrival has a position behind the Monte Carlo bar.

Jas. Schneider of St. Louis and C.R. Houghton of Los Angeles came in Friday. They were among the few who made the trip successfully on a small raft.

Leon Brock, of Buffalo, N.Y., one of the fortunates who escaped death after burial in the Chilkoot avalanche, is a recent arrival. He is a correspondent for the Buffalo Daily and Sunday Times.

*Ellis Lewis, half owner of No. 23 of Eldorado, an old Alaskan and successful miner, having been ten years at the business, left yesterday on the Bella, for California. He intends to take life easy and will probably be seen in this country only at cleanup time. It is hinted that he carried out about fifty thousand! Mr. Lewis is but one among many who, similarly fixed, left on the Bella, Weare and Hamilton.*¹²

Le *Nugget* était encore plus haut en couleur:

Mose Warren, a Canadian who arrived some months ago, has gone out into Sulphur with three horseloads of grub and two men. He has acquired interests on [claims] 25 and 31 above discovery [the first claim on a creek] and will work both claims.

Mr. Lueders, the clever violinist, is quite sick with the prevailing dysentery. On Sunday night he had great difficulty in conducting the concert, but brought it through successfully in spite of his weakness.

Mr. and Mrs. Robert Cahill have departed for their home in Portland. The sweet voice of Mrs. Cahill has beautified many a church service and lent pleasure to many a social evening and it is with regret we see the pair depart.

*Among the passengers on the steamer Columbian were Messrs. W.H. Miller, David W. Jones, Wm. Neville and Jacob Edholm. The two first named brought with them a large shipment of liquors amounting to in all 3000 gallons. They have secured a cabin on First Avenue, and for the present leave their goods in storage.*¹³

Le *Nugget* du 24 septembre 1898 décrit de façon vivante la boue qui recouvrait la rue Front, si profonde et épaisse que de nombreuses voitures avaient versé alors qu'on tentait de les en sortir et que l'on pouvait souvent voir plusieurs attelages se dé-

battant en vain dans le bourbier. Le *Nugget* attaquait également le commissaire de l'or, une de ses cibles favorites, notant qu'il avait commandé du bois et qu'il était à espérer qu'il s'arrangerait pour le faire débiter

*so that the line of waiting men at his office door will not have to suffer in the bleak cold while the muscular gold commissioner cuts his own wood, as happened last winter. Not but what the gold commissioner is a much better wood chopper than official head of his own office.*¹⁴

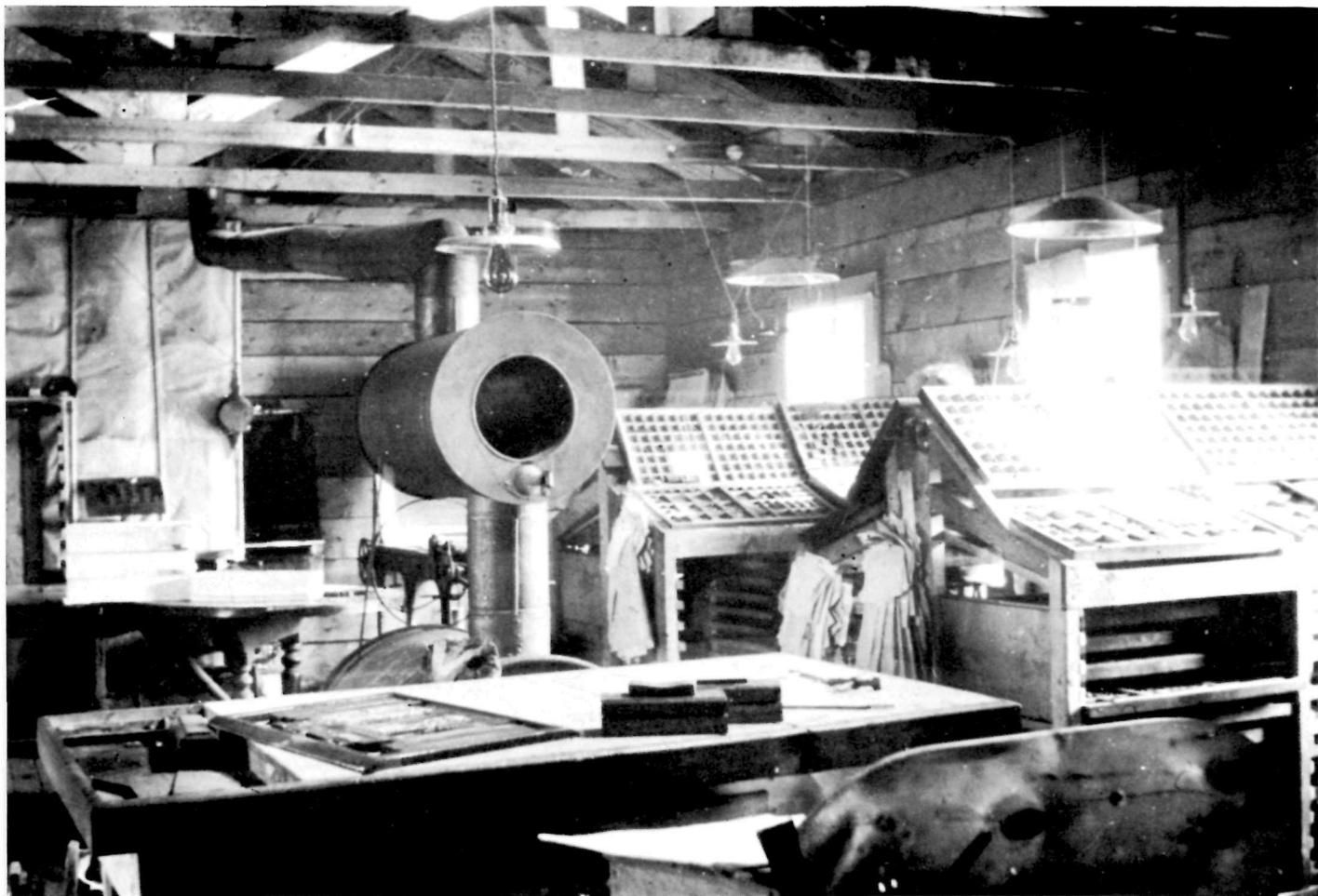
Au cours de l'été et de l'automne de 1898, les deux journaux contenaient surtout des nouvelles locales et territoriales, avec quelques nouvelles en provenance de l'Alaska. Mais au début de juillet, la question du nationalisme commençait à se poser. Au temps de la ruée vers l'or, Dawson était une ville surtout américaine, environ les quatre cinquièmes de sa population provenant des États-Unis ou de l'Alaska. Située à environ 50 milles à l'est de la frontière internationale du 141^e méridien, Dawson était sans aucun doute en territoire canadien, bien que la frontière n'avait pas encore été fixée à cette époque par un relevé et un accord conjoints. Il n'y a peut-être pas lieu de s'étonner du fait que de nombreux Américains n'étaient pas au courant que le Klondike ne faisait pas partie de l'Alaska. Même certains journaux canadiens contribuaient à cette méprise en parlant du produit du Klondike sous le nom d'or de l'Alaska. Appartenant à des Américains, le *Nugget* avait tout naturellement adopté un point de vue américain et s'était constitué en organe d'opposition au gouvernement territorial. Par contre, le *Sun*, sous la direction de son premier rédacteur, Henry J. Woodside, ontarien ultra-impérialiste, était l'organe gouvernemental et adoptait un point de vue fortement nationaliste et anti-américain. L'orientation canadienne du *Sun* se manifesta rapidement: dans son numéro du 4 juillet 1898, il n'y avait pas un mot sur la fête américaine, mais une pleine page était consacrée à la célébration de la fête du Canada. Le 5 juillet, le *Nugget* manifestait son sentiment pro-américain, et où l'on trouvait la généralisation suivante à propos de la Révolution américaine: *The Americans have demonstrated one thing to a great certainty, i.e., that they are nothing if not fighters, and more than this, that they can always produce the man for the emergency. All their wars have shown this. The war of the rebellion was the hottest in history, because between two factions of the same people and race; but now 'tis the whole people against a foreign foe, and the result can be well guessed as being the complete and full humiliation of haughty Spain.*¹⁵

Cet extrait est également typique du chauvinisme qui se trouve dans tous les journaux de Dawson, qui considéraient les peuples anglophones manifestement supérieurs à tous les autres et dans

3 Intérieur du bureau du Yukon Sun,
1900. (Archives publiques Canada.)



4 Intérieur du bureau du Yukon Sun,
1900. (Archives publiques Canada.)







la guerre et dans la paix. Cependant, ceci n'était aucunement particulier au Klondike durant les dernières années de l'ère du «white man's burden» et de l'empire colonial.

Les deux journaux rivaux contrastaient de façon significative par leur attitude envers l'administration de la justice et particulièrement envers la peine capitale. Tous deux étaient d'accord que la pendaison était un juste châtement pour un meurtrier, mais tandis que le *Nugget* se complaisait à décrire tous les détails techniques des exécutions, le *Sun* se contentait de reportages plus réservés et moins détaillés. Le *Sun* comparait la rapidité et l'efficacité de la justice britannique avec les appels et les retards sans fin du système américain. Dans le cas de quatre Amérindiens condamnés à mort pour meurtre en juillet 1898, le *Sun* favorisait la commutation de la sentence, en considération du fait que les Amérindiens étaient étrangers aux usages de la société blanche. En comparaison, voici les manchettes du *Nugget* sur le même sujet:

*The Treacherous Instincts of the Aborigines
Will Get Their Necks Stretched With Hemp
Probably in Dawson – Villainous Savages
in the Toils*¹⁶.

Dans une agglomération éloignée, aux prises avec la typhoïde, un sujet qui pouvait faire l'accord entre les rédacteurs rivaux était le besoin de mesures sanitaires. La plupart des habitants de Dawson prenaient leur eau dans le fleuve Yukon, près de la rive. Au début d'octobre, les premières grosses gelées avaient arrêté la contagion, mais un autre été s'en venait et la population de cette agglomération de tentes et de cabanes allait peut-être doubler. Selon le rédacteur du *Sun*:

*As you were your own pilots coming down the Yukon, so now must everyone be his own health officer and board of sanitation. Therefore inspect and clean up your own locality like men, or sumpinely like sheep, fester and die in your tents.*¹⁷

À l'automne de 1898, les deux journaux avaient adopté leur orientation politique. Tous deux voulaient un gouvernement représentatif et la réforme des règlements miniers, mais tandis que le *Sun* pardonnait au gouvernement certaines lacunes dues à l'éloignement, le *Nugget* voyait en l'autorité fédérale l'exploiteur sans merci du mineur, dont toute l'économie de la région dépendait.

À cette époque, tous les postes du conseil du Yukon étaient attribués par nomination. La raison en était, d'une part, la grande proportion d'étrangers dans le territoire et, d'autre part, le fait que la majorité de la population n'y résidait que transitoirement. Le *Nugget* lui-même se plaignait du manque d'intérêt communautaire au sein d'une population largement itinérante dont la plupart

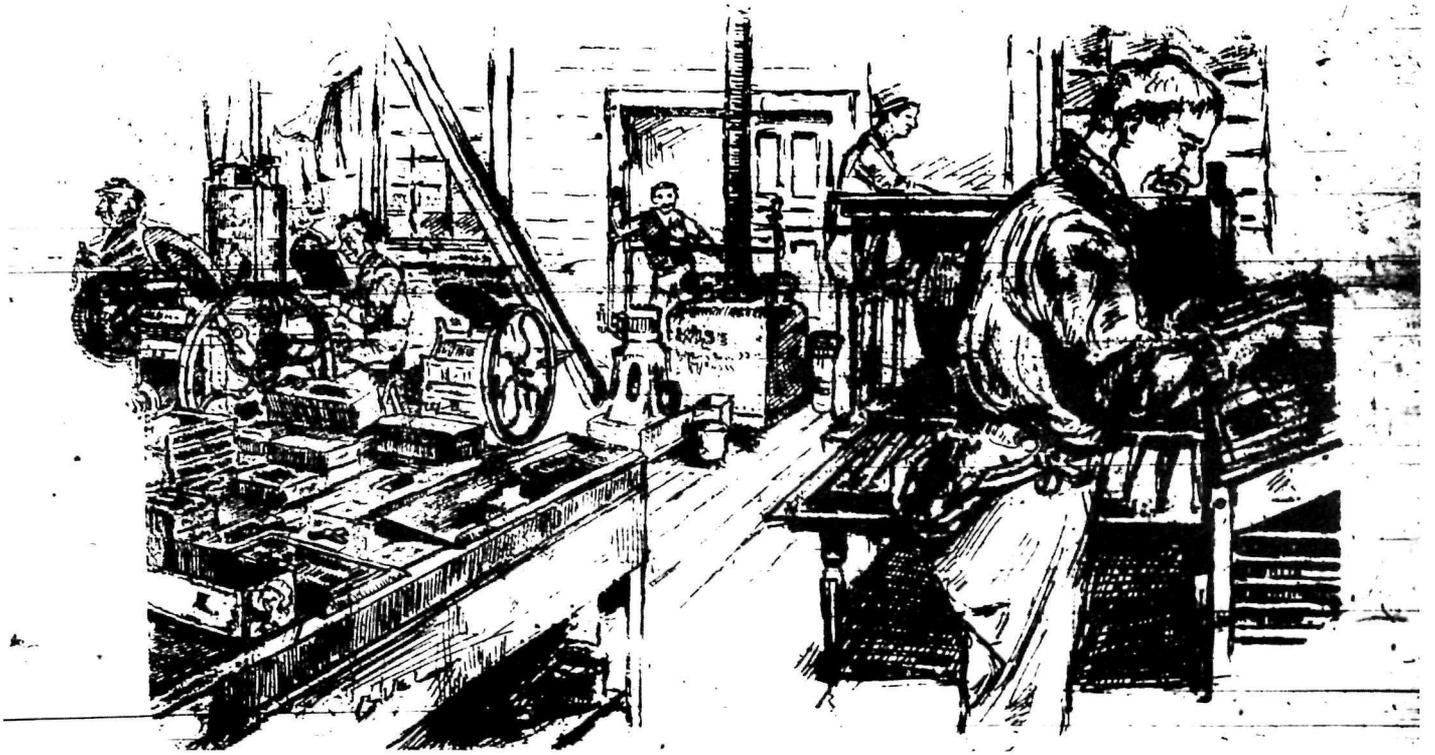
des membres n'avaient aucune intention de s'établir à Dawson. Puisqu'il y avait peu de Canadiens parmi les chercheurs d'or, des pressions avaient été exercées sur les autorités d'Ottawa en vue d'empêcher que les étrangers n'emportent toute la richesse du territoire sans aucun profit pour le pays. On avait donc institué une redevance de 10 pour cent sur tout l'or produit au Yukon. À l'encontre de nombreux pays, y compris les États-Unis, le Canada permettait aux étrangers d'extraire de l'or, à condition de payer la redevance et de réserver une portion des concessions à la couronne. Pourtant, même le *Sun* avec son orientation pro-gouvernementale trouvait que la redevance était un fardeau, non pas dans son principe, mais dans son application. Le *Sun* affirmait que le faix excessif de la redevance tréfoncière avait l'effet d'une magnétite sur l'industrie minière et que la faible étendue de champs aurifères suffisamment riches ne permettait pas de rencontrer les exigences d'une taxe semblable qui devrait être la part des fabuleuses contrées de l'Eldorado¹⁸. Par contraste, le *Nugget* se déclarait irréductiblement opposé et à la redevance et à la réserve de la Couronne, affirmant que ces règlements vexatoires et injustes se fondaient sur des rapports erronés de la richesse des champs aurifères.

L'affaire Fawcett

La principale plainte de cet été de 1898, et qui ne fut pas résolue avant le printemps suivant, était les accusations de malversation à l'endroit de Thomas Fawcett, commissaire de l'or. Le *Nugget* soutenait qu'il avait favorisé certains prospecteurs et qu'il s'était acquitté de ses devoirs avec une parfaite incompetence. (Le bureau du commissaire de l'or était inondé de travail et son personnel entièrement débordé; on faisait la queue toute la nuit pour pouvoir enregistrer sa concession le lendemain.) Le 27 août 1898, le *Nugget* accusait Fawcett d'illégalité dans l'enregistrement des concessions à l'avantage de ses amis. Fawcett démissionna, mais intenta une action en diffamation contre le *Nugget*. Le commissaire William Ogilvie écrivit à Sifton le 28 février 1899, disant clairement ce qu'il pensait du *Nugget*.

*You will probably see a copy of the Nugget of last Saturday which treats of the affair in a most inflammatory and seditious way. This sheet is run by Americans, with an Englishman (E.C. Allen) for editor. It appears these people have never had any newspaper experience heretofore and have not learned that many of the stories they hear are simply emanations of frenzied individuals who imagine they have lost a fortune because they cannot get the claim they wish or some similar idea.*¹⁹

7 Intérieur du bureau du *Nugget*,
Klondike Nugget, 12 août 1899.
(Archives publiques Canada.)



8 Fête du 4 juillet, North-West Mounted
Police square, Dawson, 1899.
(Archives publiques Canada.)



Bien que le *Nugget* ait retiré ses accusations, Fawcett exigea que l'affaire suive son cours et il fut complètement exonéré. Ogilvie fut nommé commissaire royal en vertu de lettres patentes du 7 octobre 1898 pour enquêter sur l'opération du bureau du commissaire de l'or. Il fut révélé que Fawcett avait mis fin aux concessions au ruisseau Dominion, en novembre 1897, non pas au profit de ses amis, mais parce que des allégations contradictoires rendaient une enquête nécessaire²⁰. On ne voit dans les numéros suivants du *Nugget* aucun signe de contrition; les poursuites judiciaires étaient communes au Klondike. Le *Nugget* restait sous l'emprise de concepts provenant des camps mineurs américains où des assemblées de camp formées de mineurs élus tenaient lieu d'assemblée législative et de cour de justice. Puisqu'à cette époque le Yukon n'était pas représenté au Parlement, le *Nugget* proposa d'envoyer une délégation de mineurs dans la capitale. On ne donne jamais suite à cette recommandation, bien que le Yukon ait dû attendre jusqu'à 1902 pour être représenté au Parlement.

Un troisième journal, quatre pages de sept colonnes, dont la publication commença vraisemblablement en septembre 1898, portait le nom de *Klondike Miner and Yukon Advertiser* et était à l'origine sous la direction de W.V. Sommerville, C.A. Walsh étant rédacteur. Le premier numéro disponible est celui du 16 décembre 1898. Comme le titre l'indique, ce journal s'adressait aux mineurs et s'occupait surtout de nouvelles locales et territoriales. À l'encontre du *Sun* et du *Nugget*, le *Klondike Miner* présentait beaucoup de réclames en première page, en plus des nouvelles. Le *Miner* peut être considéré davantage comme un journal des gens de métiers que les deux autres, bien que les trois journaux se prétendaient les champions des mineurs.

Le *Miner* du 30 décembre 1898 contient un éditorial révélateur de ce qu'était la société de Dawson à l'époque. Le gérant d'une salle de danse avait, semble-t-il, demandé à une actrice en visite à Dawson de quitter les lieux à cause de la mauvaise réputation des filles qui y travaillaient. La visiteuse d'obtempérer, mais le rédacteur de pontifier sur l'état de la société dans la ville minière avec sa carence de femmes vertueuses et respectables, et de conclure dans un style pompier à la dépravation inévitable d'une telle société, déclarant: «Dawson society is an odoriferous stench.»²¹

Au moment où leur première saison touchait à sa fin, les journalistes rivaux passaient à l'attaque. G.B. Swinehart, éditeur du *Sun*, s'attirait les foudres du *Nugget* avec l'affirmation que le *Nugget* éprouvait des difficultés financières. Le 30 novembre, ne se faisant aucun scrupule d'ironiser sur le nom de l'éditeur rival, le *Nugget* publiait la riposte suivante:

*We would have been pleased to allow Swinehart to sink into obscurity without attention being called to that fact. But Swinehart, and the name peculiarly fits the man, could not yield the ghost without endeavoring to vent the spleen which a defeated and routed opponent always feels towards a successful rival[. . .] The Nugget has succeeded where the Sun has failed; and long after the latter has set forever the Nugget will be in the field doing business at the old stand and championing the cause of the people against every enemy whether it be in the shape of a misfit official or a twopenny newspaper whose editorial columns are the beck and call of every man who responds to a request to open his purse strings.*²²

C'est cependant le *Sun* qui devait s'avérer le plus durable des deux, bien que comme satellite du redoutable *News*.

Berton affirme dans *Klondike* que le papier était si rare au cours du dur hiver de 1898–1899 à Dawson que le *Nugget* fut imprimé pour un certain temps sur du papier de boucherie²³. La chose est peut-être vraie, mais n'est pas prouvée par les microfilms disponibles à Ottawa et on ne trouve aucune allusion à ce fait ni dans l'un ni dans l'autre des deux journaux.

Au début de 1899, le *Nugget* se vantait que son tirage avait passé de 350 à 1992. Malheureusement, nous n'avons découvert jusqu'ici aucune déclaration correspondante du *Sun*. Au cours de février et de mars, le *Miner* et le *Nugget* publiaient un peu plus de nouvelles internationales; le *Miner* du 10 mars 1899 présentait en première page une dépêche des Philippines et une description du combat d'Omdurman, ainsi qu'un article sur le petit-fils de la reine, le prince Alfred. Comme service à la population principalement étrangère des mineurs, le même journal publia un éditorial sur trois colonnes expliquant les principes fondamentaux de la constitution canadienne et termina par une défense du pauvre Fawcett, qui avait été si décrié par ailleurs. Il est certain qu'une partie du mécontentement ressenti au Yukon se fondait sur l'ignorance des usages canadiens ou sur l'hypothèse qu'ils étaient semblables aux usages américains. Le 19 mai, le *Miner* s'en prenait à juste titre aux journalistes irresponsables qui passaient leur temps à vitupérer contre les fonctionnaires publics: «The freedom of the press is a great blessing, the license of the press is a great curse to the community when it is under the knavish direction of self-seeking men.»²⁴ Le 14 juillet, la page éditoriale du *Klondike Miner* répondait à une attaque anonyme contre le lieutenant-colonel Samuel Steele, commandant du détachement du Yukon de la Police à cheval du Nord-Ouest, publiée dans le *Seattle Times*. Steele se serait conduit d'une façon arrogante à l'endroit d'un citoyen américain. Le *Miner* défendait Steele, traitant l'auteur anonyme de l'histoire de canaille enivrée.

Dès le 7 décembre 1898, le *Nugget* avait allégué que le *Sun* et le *Miner* s'étaient fusionnés sous la même direction. Le *Miner*, aux dires du *Nugget*, s'était fait le champion de l'intérêt commun alors que le *Sun* était devenu un laquis sans vergogne du gouvernement; les deux orientations étaient sûrement incompatibles. Cependant, la question fut réglée l'été suivant: le *Miner* cessa de publier en août 1899.

Le *Nugget* et William Ogilvie

Le *Nugget* avait d'abord bien accueilli la nomination de William Ogilvie comme commissaire, espérant de lui certaines réformes. En septembre 1898, le rédacteur du *Nugget* écrivait que la nomination d'Ogilvie avait grandement contribué à rassurer les mineurs et qu'on ne pouvait pas s'attendre à ce qu'il mette bon ordre du jour au lendemain à tous les abus perpétrés par ses subordonnés, étant donné le nombre limité d'heures dans chaque journée. Pourtant, en mars suivant, le journal avait déchanté du commissaire. Le 23 mars 1899, il publiait une lettre ouverte du commissaire dans laquelle ce dernier expliquait comment il avait disposé de ses propriétés foncières personnelles lors de sa nomination, comme commissaire. La semaine suivante, le rédacteur du *Nugget*, alléguant quelques petites divergences dans les dates citées par Ogilvie pour la vente de ses propriétés, publiait une attaque pleine d'insinuations méchantes sur l'intégrité du commissaire sous le titre «Mene Mene Tekel Upharsin». A un certain moment toutefois le *Nugget* faisait un peu marche arrière:

«The prevarication is really not of serious moment except as showing which way the wind blows.»²⁵ En juillet 1899, le *Nugget* se déclarait déçu de l'administration d'Ogilvie qui n'avait fait si peu que contribuer à grever le pays d'impôts auxquels Sifton n'avait pas pensé²⁶. Au contraire, le *Sun*, dont le rédacteur depuis mai 1899 était Henry J. Woodside, annonçait, le 23 mai sa politique éditoriale: critiquer le gouvernement lorsque les faits le justifiaient, mais éviter le parti pris critique.

Woodside était né dans le comté de Bruce en Ontario. C'était un bon Orangiste et ultra-royaliste; il devait s'acquitter d'une façon incisive des fonctions de rédacteur du *Sun* pendant près de deux ans, sauf pour une période de quelques mois de congé lorsqu'il s'était porté volontaire pour servir en Afrique du Sud. Woodside avait commencé sa carrière comme télégraphiste pour le Pacifique Canadien et avait eu sa première expérience du journalisme à Portage-la-Prairie. Il avait servi avec les grenadiers du Manitoba lors de la rébellion du Nord-Ouest et était finalement arrivé au *Klondike* en mars 1898 comme correspondant du *Manitoba Free Press* et du *Montreal Star*. L'envers de la médaille de l'impérialisme de Woodside était un anti-américanisme militant,

exacerbé par l'orientation américaine de Dawson à l'époque des pionniers. Selon Woodside, les Américains de Dawson étaient beaucoup trop tapageurs, présomptueux, agressifs et nombreux pour qu'on puisse les souffrir en silence. Il se mit en devoir, au moyen des éditoriaux du *Sun*, de remettre les Américains sur le droit chemin, politique qui finit par lui coûter son emploi. Au début, il semblait un bon choix comme rédacteur du journal gouvernemental et il aurait pu conserver son poste s'il s'était montré un peu plus prudent.

Vers le moment où Woodside arriva au *Sun*, le premier bureau et les presses du journal furent détruits par un incendie; les numéros du 2 et du 9 mai furent réduits au format in-quarto du début; rendu au 16 mai, il avait retrouvé son format habituel.

Le début du *Dawson Daily News*

Le mois de juillet 1899 voyait la publication d'un concurrent qui devait survivre à la fois au *Nugget* et au *Sun* et être le principal journal de Dawson pendant près d'un demi-siècle. Le premier numéro du *Dawson Daily News* fut publié le 31 juillet 1899 et dès le début il surclassait ses contemporains. Il comportait initialement quatre pages de 20 po sur 24; son format et sa qualité le classaient parmi les quotidiens métropolitains – ce qu'il était en fait. Comme le *Nugget*, le *News* devait être un journal d'opposition, mais il semble que les propriétaires du *Nugget* n'avaient pas prévu cela, anticipant que le *News* se rangerait comme le *Sun* du côté du gouvernement. Dans son article de tête du 1^{er} juillet 1899, le *Nugget* souhaitait la bienvenue au nouveau venu. *The Nugget extends the glad hand of fellowship to these gentlemen, and wishes to assure them that there is a wide and almost unoccupied field in Dawson for their activity.*

*When the Daily News is installed and ready for business we hope to see the government's position supported and upheld with the energy and ability which the situation requires, and which we are aware the publishers of the News to be possessed.*²⁷

Qualifiant le *Nugget* de feuille de chou à sensation, le *Sun* déclarait que, puisque les propriétaires du nouveau journal étaient également des Américains, on ne pouvait pas s'attendre qu'ils soient très au courant de la vie canadienne: leur appui ne serait donc guère utile au gouvernement.

Étant le premier et pendant un certain temps le seul quotidien du territoire, le *News* prit comme devise «The News when it is News». Le journal paraissait tous les soirs excepté le dimanche, à 25 cents le numéro ou \$35 par année. Le *News* publiait également une édition hebdomadaire, pour un abonnement annuel de \$10; cette édition était destinée aux mineurs installés sur les



cours d'eau. L'édition hebdomadaire portait en substance les mêmes nouvelles que l'édition quotidienne.

Le *News* fut fondé conjointement par Richard Roediger, éditeur de Tacoma né à New-York, et son partenaire canadien, William McIntyre de Simcoe, Ontario. Après avoir été marin (origine probable de son surnom de «Capitaine»), Roediger avait acquis une longue expérience du journalisme en collaboration avec McIntyre; il avait acquis un intérêt considérable dans le *Tacoma News* qu'il dirigea jusqu'à son départ pour le *Klondike* en 1898. McIntyre accompagna Roediger à Dawson pour installer les presses, mais par la suite la direction du journal demeura entièrement entre les mains de Roediger²⁸. W.A. Beddoe, un Anglais qui fut plus tard un de ses rédacteurs, s'était vu traiter de «that Juneau blackguard» par un rival, mais de tels épithètes étaient monnaie courante dans le journalisme de frontière au tournant du siècle.

La question de l'américanisme devait devenir très importante pour les trois journaux de Dawson. Des trois, c'est le *Sun* qui mérite le mieux le titre de canadien, mais il n'y a guère de doute quant à savoir lequel était le meilleur journal. La palme revient au *News* pour la typographie, l'équipement, les éditoriaux, l'information et les chroniques, quoiqu'il n'arrivait pas tout à fait à la hauteur du *Nugget* pour l'invective.

Le premier numéro disponible du *Dawson Daily News* (mais non le premier imprimé), celui du 5 août 1899, consacrait toute une page aux nouvelles internationales. Dès le début, le *News* adopta un point de vue plus large que celui de ses contemporains, bien qu'il laissait clairement voir ses tendances, surtout à l'occasion de l'anniversaire de Washington et du 4 juillet. Malgré son franc-parler selon la mode du temps, étant donné sa situation dans une ville à prédominance américaine à l'intérieur d'un territoire clairement canadien, le *News* évitait la question des relations anglo-américaines. En 1899, la frontière de l'Alaska était déjà une question litigieuse, impliquant l'accès du Canada à la côte sur le canal Lynn à l'intérieur de la langue de terre de l'Alaska. Selon l'opinion du *News*, les Etats-Unis et la Grande-Bretagne faisaient preuve de diplomatie et de maturité sur cette question, refusant de se laisser emporter par les têtes chaudes canadiennes qui parlaient de guerre.

We are certain that the United States does not want a war with Great Britain; we are even more positive that the latter power does not wish to exchange blows with the United States. In the meantime, it would be well to shelve this talk of a resort to the «arbitrament of arms», which comes from Ottawa. While it is a nice, high-sounding phrase calculated to stir the blood, it cannot

*be taken seriously at the present time. In fact it is the veriest rhodomontage.*²⁹

Mais en dépit de sa perspective plus cosmopolite, le *News* consacrait la plus grande partie de ses énergies aux mêmes questions que le *Nugget* et le *Sun*: les règlements miniers et le gouvernement représentatif. A la mi-août, le nouveau journal s'était définitivement rangé du côté des critiques du gouvernement du Yukon. Sa première cible était la redevance de 10 pour cent qui avait été défendue par le *Vancouver World* sous prétexte que le Yukon coûtait beaucoup d'argent au Canada; selon le *News*, les revenus perçus du territoire égalaient les sommes dépensées par le Parlement. Les droits pour les permis miniers étaient trop élevés. Le gouvernement fédéral soumettait le territoire à ses exactions alors qu'il aurait dû tout mettre en oeuvre pour encourager les mineurs, ce qui aurait contribué à ouvrir le pays. Le 11 septembre 1899, le *News* avertissait le gouvernement qu'on avait atteint la limite de la patience au Klondike et qu'une autre année de négligence, de droits excessifs et de restrictions étranglerait l'industrie minière et pousserait les mineurs à se diriger vers de nouveaux champs.

Malgré une concurrence intense pour l'or et la présence d'un si grand nombre de nationalités dans une région éloignée, le Klondike passait pour un modèle de camp minier en ce sens que les crimes étaient promptement punis. Les rixes, les soûleries et la prostitution étaient inévitables dans un camp minier de frontière, mais l'autorité de la loi n'était jamais mise en doute et encore moins répudiée comme il était arrivé à Skagway et dans une certaine mesure dans la plupart des camps miniers américains. Les trois journaux rendaient hommage à la qualité exceptionnelle de la Police à cheval du Nord-Ouest. La justice au Yukon était rapide mais respectait les garanties judiciaires de la tradition britannique.

Il est intéressant de noter que le *Dawson Daily News* avait la témérité d'exprimer des doutes quant à l'efficacité de la peine capitale à une époque où la société non seulement tolérait cette peine, mais la justifiait comme un juste châtiment pour ceux qui avaient volontairement pris une vie humaine. Le *News* citait néanmoins des arguments très modernes contre cette pratique: l'emprisonnement à vie (non qualifié et sans possibilité de libération conditionnelle) avait sûrement un plus grand effet préventif que la peine capitale; en outre, la peine capitale ne laissait pas l'occasion de remédier à une erreur judiciaire. Au moment de la rédaction de cet éditorial dans la première semaine d'août 1899, on se préparait à pendre pour meurtre Robert Henderson et deux complices amérindiens. En réponse au *News*, le *Sun* du 15 août se déclarait fortement en faveur du maintien de la peine capitale.

10 Illustration tirée du numéro commémorant l'anniversaire de Washington, Dawson Daily News, 22 février 1906. (Archives publiques Canada.)



We have no sympathy with the mawkish sentimentality that speaks of an execution as «judicial murder»! If there are extenuating circumstances, the man slayer is seldom hanged. In Canada we do not cultivate the love for the «dear criminal,» which makes a hero of a brute murderer like Jesse James or the Younger brothers. We simply hang them as high as Haman and have done with it. Therefore Canada is entirely free of that class of desperadoes.³⁰

A la suite de l'exécution de Henderson le 5 août, le *Sun* se contentait d'une modeste description des événements: «Everything worked smoothly and most decently, without a hitch of any sort, but a glance at the scaffold and the drop gave evidence of a very careful arrangement and attention to the most minute details.»³¹ Au contraire, le *Nugget* consacrait toute sa première page à l'exécution, jusqu'au plus sinistre détail, sans oublier une esquisse de la scène finale sur la potence. C'était la première exécution au Klondike et le *Nugget* tirait tout le parti possible de l'occasion. Six semaines plus tard, le *Nugget* allait encore plus loin, justifiant le lynchage de nègres accusés d'avoir violé ou molesté des femmes blanches dans les états américains du Sud³².

Au début d'avril 1899, il se produisit un incident impliquant le consul américain, James McCook. Cet incident dut constituer une gêne considérable pour la communauté américaine, en dépit de son aspect amusant; c'était la sorte de soulerie vaudevillesque qui se produisait de temps à autre dans les régions frontalières du monde entier. Nous citons le reportage du *Nugget*:

Consul J.C. McCook, the American representative to the Yukon territory, constituting the buffoon of a dance hall crowd while in a state of intoxication, was a lamentable spectacle witnessed at the Phoenix on Thursday morning last[. . .]

*Mr. McCook appeared at the Phoenix at a late hour in the morning, apparently under the influence of a heavy «jag». He was inclined to be merry and was evidently out for a good time; but above everything else was evidenced his dignity as the American consul. «Who isn't an American citizen?» was the form of his salutation, as he entered and gravitated gracefully toward the bar. A young man standing by assumed to believe that the inquiry required an answer, and he said he was not. «Then I'll make you one in two minutes,» roared the consul, and he made a rush at the other. The two careened across the floor into a room occupied as a branch office by the *Nugget* Express, and were only saved from going through the window into the street by the timely exertions of Proprietor Pete McDonald. The men were separated and a treaty of peace was happily ratified over a round of drinks. The consul then endeavored to show that his heart was in the right place by ordering a fresh round every time anybody de-*

clared him or herself to be an American – for by that time the girls had been attracted from the dance hall and had gathered about the celebrator. He could not, however, overlook or forgive the temerity of his late adversary who had presumed to declare his allegiance to the queen, and the additional drinks taken had put the consul in a state of utter recklessness. So it was not long before he again turned his attention to the young Canadian who stoutly refused to forswear his country, and the two were soon mixed up again. Their manoeuvres finally landed them in the dance hall, where they fell to the floor, with Pete the night porter – who was not sober himself, – on top of them. A couple of interested spectators took hold of the squirming men by the heels and dragged them into the barroom, where they were disentangled and again the bloody chasm was bridged with the flowing bowl. Mr. McDonald also attempted to restore order by suppressing the young man.

The consul then turned his attention to lighter things than upholding the dignity and greatness of his country and, with one of the seductive damsels at his side, was soon participating in the merry maye. He made himself a strong favorite with all the girls and they are not easy to please, either – and he became the centre of their group. To again show that his heart was in the right place – and that he knows a pretty girl when he sees one – the gallant colonel unfastened his gold watch from its chain and formally presented to Nellie James. This special mark of favor made the other girls envious and disgruntled, and in order to placate the beauties he proceeded to distributed among them a choice collection of gold nuggets which he had about his person. His unexpected generosity seemed to grow with the giving, for he suddenly threw up his hands and invited the girls to help themselves to anything they could find: «Take the whole works!» he exclaimed encouragingly. The girls couldn't withstand such eloquent and manly persuasion and they soon had the pockets of his coat, vest and pants turned inside out. The utmost jollity prevailed, and the good humor of the consul being exceedingly infectious and one of the party contributed to the humor of the occasion by pinning a small symbol of the Stars & Stripes to the rear of the consul's pants. It may have been this which inspired the consul with a most original idea for contributing further to the amusement of the crowd. Taking hold of the bar railing he bent forward until his coat-tails stuck out conspicuously, and then called «Kick me, Pete.» This referred to the aforesaid night porter, who not wishing to disappoint the expectant throng, Pete several times planted the toe of his boot against the consul's posterior.

The effect was so extremely delightful to the colonel that he urged Pete to still greater exertions, and being willing to oblige to the extent of his power, the porter would start on the run from the other side of the room and almost send the consul over the bar with the force of the impact between shoe leather and tweed worsted. Though it was nearing the breakfast hour, the throng, which gathered to witness the granting of the consul's desire to be kicked was large and scornful; but nothing could detract from his own enjoyment of the scene. Each succeeding impact was greeted by roars of coarse laughter from the colonel at the fact that breath was getting knocked out of the porter while his own remained intact and strong. Thus the time passed merrily until, exhausted with his own merriment, the jolly consul could stand no more, and he begged permission to retire. It was a difficult accomplishment alone and two men – each holding an arm – accompanied him out the back door, past the row of bawdy houses down the alley to Second Street, where he was left to make his way as best he could to his room across the way. Genuine hardship here befell him for he met with a chilly rebuke from a girl whose «cigar store», standing at the corner of the alley, he attempted to enter, lost his equilibrium and fell to earth. He made several vain but heroic attempts to arise, but being unable to do so, he finally resigned himself to his fate and crawled on his hands and knees across the muddy alley upon the sidewalk to the door leading to his office building, which he entered. A score of people, standing in a group at the corner, were witnesses of this spectacle, but only the consul and his Maker, possibly, knew how the final journey up two flights of steep stairs to his room was accomplished.³³

Dans le même numéro, le *Nugget* engageait le consul à démissionner avant de ne traîner davantage l'honneur de son pays dans la fange, mais McCook préféra poursuivre le *Nugget* en diffamation. En cour, cependant, les témoins corroborèrent le reportage du *Nugget* et McCook se retira avant que le jugement ne soit rendu contre lui. Le *Nugget* poursuivit sa victime, demandant son retrait, mais, comme il était à prévoir, le pauvre consul trouva un défenseur dans le *Sun*. Bien qu'il ait perdu sa cause, McCook conserva son poste car son gouvernement se préoccupait beaucoup moins de l'indignité consulaire dans un endroit aussi éloigné que Dawson que ne le faisait le *Nugget*.

La fin de 1899

Une interdiction policière de porter des armes à feu dans les rues de Dawson rencontrait l'opposition du *Nugget* mais l'appui du *News*. A une date aussi tardive que le début de novembre 1899, le *News* faisait remarquer qu'il y avait encore quelques voyous

qui portaient des armes, mais la vigilance de la police rendait la violence armée beaucoup moins fréquente à Dawson à l'apogée de la ruée vers l'or que dans beaucoup de villes américaines de dimension comparable. Les manières rudes de la frontière avaient cependant leur côté amusant, comme en fait foi la réception donnée à un ancien soupirant qui avait tenté de faire des excuses tardives à une virago en colère:

She hardly waited for him to get through before she produced a «Malamute persuader» with a twisted cracker and wound the same with artistic accuracy about the deep-dyed villain's ears.

Her honour having been thus vindicated the happy pair (her husband) went to Lousetown and from there went into temporary retirement at West Dawson to enjoy another honeymoon.³⁴

En novembre 1899, le *News* faisait remarquer la disparition des manières frustes du camp minier, graduellement remplacées par «the enervating luxuries of a gay metropolis». Les habits de soirée et les salons de beauté avaient fait leur apparition, au grand dégoût de beaucoup de vieux mineurs. Les prix exorbitants de l'été précédent diminuaient graduellement: la dinde se vendait maintenant \$1.25 la livre alors que l'été précédent elle valait le double. On pouvait obtenir un dîner à la dinde dans un restaurant de Dawson pour \$1.50, alors qu'il en coûtait \$5 l'été précédent. Les fortunes changeaient de mains avec une rapidité dramatique: un homme qui avait été un indigent l'hiver précédent venait de partir pour «l'extérieur» après avoir vendu sa concession pour une somme de \$7500. Parmi les annonces du *News*, au mois d'août, on remarquait deux bains publics, une chiromancienne et trois salles de danse. Le *Nugget* s'indignait du commerce ouvert et lucratif des prostituées de la 4^e Avenue.

L'équipement des journaux rivaux: le *News* et le *Nugget*

A la fin de juillet, le *Nugget* se vantait d'une nouvelle presse, qu'il décrivait comme une grosse presse rotative, et d'une machine à composer de marque Thorne. Avec son numéro du 5 août, le *Nugget* passait de quatre à six pages. Le rédacteur annonçait fièrement qu'on allait employer avec la presse rotative un nouveau caractère qui serait beaucoup plus facile à lire sous un mauvais éclairage. On avait considéré la possibilité de transformer le journal en quotidien, mais on avait remis la décision à plus tard. Dans son numéro du 12 août 1899, le *Nugget* se vantait d'avoir damé le pion au *News* car il avait la première machine à composer du territoire. Cet appareil lourd et encombrant avait été amené par le col White ou le Chilkooot puis par le fleuve jusqu'à Dawson. Le *Nugget* ne devait pas jouir longtemps de cet avantage. Il est probable qu'avant cette date tous les journaux de Dawson aient utilisé la composition manuelle. Les machines à composer, à

l'aide desquelles le compositeur pouvait travailler avec une beaucoup plus grande facilité à partir d'un clavier semblable à celui d'une machine à écrire, avaient été mises au point durant les deux dernières décennies du siècle et étaient utilisées par les grands quotidiens métropolitains. Dans *A History of Journalism in Canada*, W.H. Kesterton déclare que cet appareil important, inventé par Otto Mergenthaler, a d'abord été mis en service au *New York Tribune* en 1886 et fut introduit au Canada par l'*Ottawa Journal* à la fin des années 1890³⁵. Le 28 août 1899, le *Nugget* atteignait huit pages, mais se contentait de publier deux fois par semaine en alléguant qu'il n'y avait pas suffisamment de nouvelles pour justifier un quotidien.

Même avant la venue du télégraphe gouvernemental, le *News* n'avait aucun doute quant à la nécessité d'un quotidien. Pour ne pas se faire damer le pion pour son rival, le *News* se vantait d'avoir une presse rotative (probablement à vapeur), une machine à composer de marque Thorne, des presses pour les travaux de ville; on avait commandé une machine à gravure qui permettrait la reproduction d'illustrations en simili. Dans un article de tête du 10 novembre 1899, le rédacteur annonçait que «Dawson has now a daily paper, the *Dawson Daily News*, which in typography and made up present a very creditable appearance for a publication emanating from a point so near the Arctic circle»³⁶. Il suffit de feuilleter les premiers numéros pour se rendre compte de la véracité de cette affirmation. On avait tiré plus de 15 000 copies de l'édition spéciale sur les mines de septembre 1899, dont beaucoup avaient été envoyées aux principaux journaux des États-Unis et du Canada. Le *News* pouvait à juste titre être fier de la qualité de ce numéro spécial. A la fin de 1899, le *Seattle Post-Intelligencer* faisait au *News* le compliment suivant qui montrait bien que l'équipement du *News* n'était pas en arrière sur celui de ses rivaux:

*One of the great enterprises of Dawson is its great printing house, established by the Dawson News Publishing Co. The plant is extensive and thoroughly up to date. It includes three power presses, typesetting machine, boiler and engine, paper, and card cutters, job and newspaper type, as well as over 100 different styles of large wood type, typewriters, safe and complete office fixtures.*³⁷

Il est certain que le *News*, et dans une mesure un peu moindre le *Sun* et le *Nugget*, avaient pris le format auquel étaient habitués les lecteurs des quotidiens métropolitains des années 1890 et 1900: utilisation de manchettes, utilisation du style de présentation en pyramide inversée (manchettes en caractères de dimensions décroissantes pour indiquer de nouveaux détails), un style antichronologique permettant aux lecteurs de lire les nouvelles

rapidement en diagonale, une grande variété de caractères, avec des espaces blancs, produisant une apparence attrayante et dédagée à l'encontre des colonnes pleines qui caractérisaient les journaux d'une époque antérieure. Il y avait beaucoup de réclames dans les trois journaux, représentant toutes les phases du commerce de détail, les services professionnels, les traiteurs, les compagnies de navigation et de chemin de fer; les grands chemins de fer américains, comme le Great Northern, le Chicago, le Milwaukee and St. Paul et le Santa Fe annonçaient dans les journaux de Dawson.

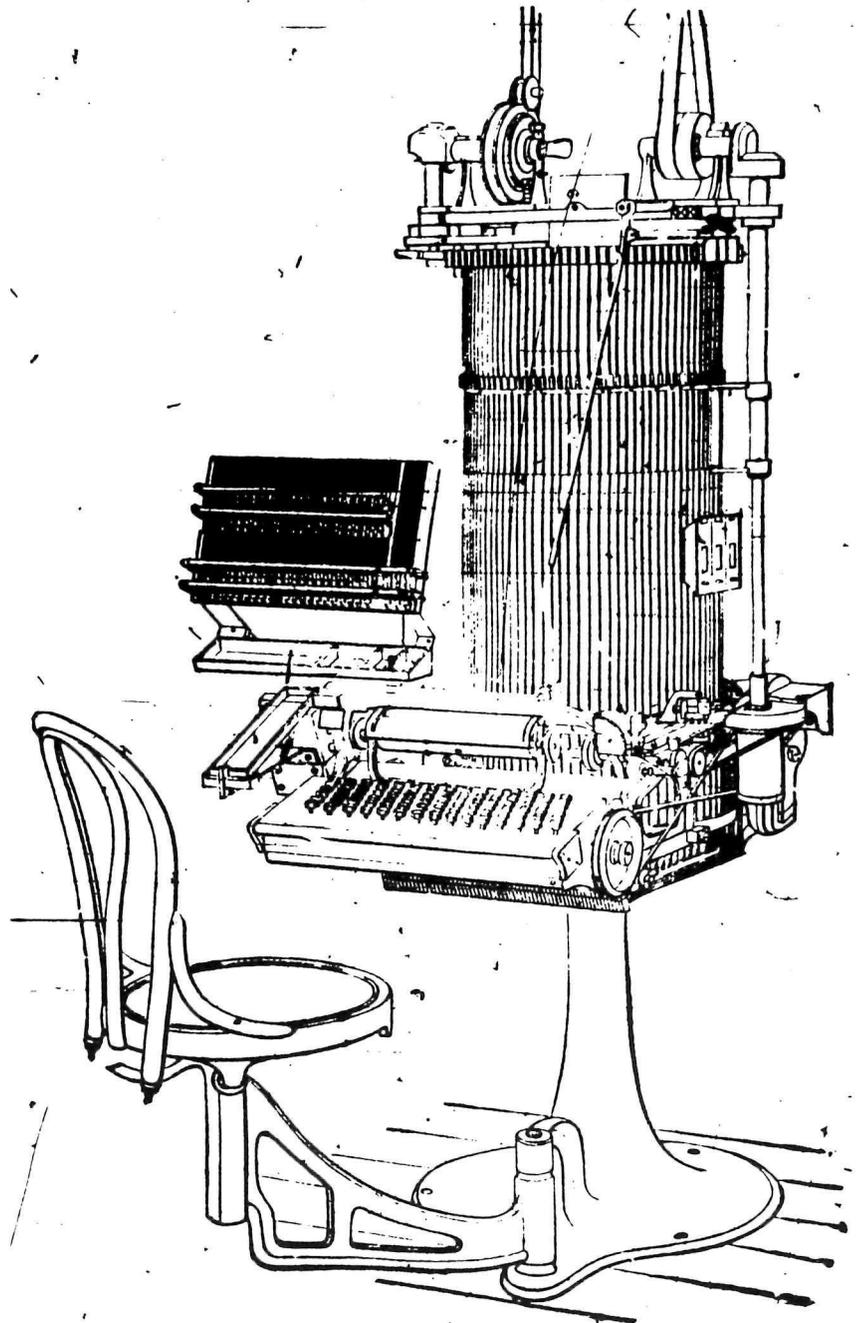
La caractéristique la plus remarquable du journalisme à Dawson entre 1898 et 1908 était la rancœur et la vitupération de ses éditoriaux. Dans ce domaine, il faut accorder la palme au *Nugget* et au *Sun*, mais les rédacteurs du *News*, piqués par leurs contemporains, n'hésitaient pas à l'occasion à se livrer à la médisance et à la calomnie. Le *Nugget* donna peut-être la note pour l'avenir dans son numéro du 5 août 1899.

*It's a bad beginning you've made, neighbor. Come right out in the open and hoist your flag. There is nothing we like so well in this country as plainness of statement. Don't try to carry water on both shoulders at once[. . .] Such wishy-washy stuff as you have been handing out so far might do very well in Tacoma, but will scarcely pass muster in the Klondike.*³⁸

Le journalisme au Klondike se caractérisait par son esprit partisan. Le 25 octobre, le *Nugget* traitait le *Sun* de prostituée du journalisme, pour sa défense des fonctionnaires contre les accusations immodérées du *Nugget*, tout en s'offensant de son propre sobriquet de feuille de chou à sensation³⁹. Le *News* et le *Nugget* s'opposaient tous deux au gouvernement, affirmant que les règlements miniers, la redevance sur la production d'or et les droits d'importation seraient funestes au territoire, tandis que le *Sun* tenait compte de la situation extraordinaire de cette région peuplée en grande partie d'étrangers et administrée par un gouvernement certainement mal informé des meilleurs intérêts du territoire.

Fondé par William Semple, un hebdomadaire connu sous le nom de *Gleaner* paraissait pendant une brève période vers la fin de 1899. Ce journal a été décrit par un contemporain comme «one of the hottest sheets ever published in Canada and I don't except the *Calgary Eye-Opener*».⁴⁰ En décembre, le *Sun* acceptait d'imprimer le *Gleaner* à la condition que tout article à tendance diffamatoire soit d'abord montré au rédacteur en chef du *Sun*. La précaution n'eut cependant pas l'effet escompté, car le *Gleaner* fut poursuivi en diffamation et condamné, et son rédacteur quitta précipitamment le territoire. Dans son numéro du lendemain de Noël, le *Sun* présentait ses excuses au procureur de la Couronne, F.C. Wade, pour les déclarations du *Gleaner*. Le

11 Machine à composer Thorne du
Nugget, Klondike Nugget, 15 mars
1900. (Archives publiques Canada.)



Sun soulignait que l'usage britannique ne permettait pas aux journaux de commenter une question qui était *sub judice*. La carrière brève mais colorée du *Gleaner* n'a guère laissé à la postérité que sa réputation.

En rendant son jugement dans une affaire d'outrage au tribunal, le juge Dugas critiquait le caractère de la presse de Dawson qui abusait de son privilège par des attaques injustifiées contre des personnages respectables. Le juge n'avait nommé aucun journal, mais le *News* croyait apparemment qu'une réponse était nécessaire et déclara avoir pratiqué ce qu'il appelait du journalisme propre et réservé. Les propriétaires et les rédacteurs étaient des étrangers, mais ils avaient tenu compte du fait qu'ils habitaient un pays ami et qu'il appartenait aux visiteurs d'observer les lois raisonnables du pays. Le rédacteur terminait par l'affirmation peut-être douteuse que le Canada et les États-Unis abondaient en journaux propres et sains⁴¹.

C'est peut-être à la suite de cet incident et sans aucun doute à cause du fait que deux des journaux appartenaient à des propriétaires étrangers que, à la fin de 1899, le conseil du Yukon promulguait un règlement exigeant que les propriétaires, les rédacteurs et les gérants déposent dans un délai d'un mois une déclaration assermentée auprès du greffier de la cour territoriale, donnant le nom de chaque journaliste, sa nationalité et sa résidence, et exigeant douze mois d'avis avant leur entrée au Yukon. Des amendes s'élevant jusqu'à \$500 étaient prévues⁴². Le *News* s'opposait à la déclaration de nationalité en tant que violation d'intimité et discrimination, déclarant que cela sentait le tsarisme, et que Dawson n'était pas la Russie⁴³. Comme il était à prévoir, le *Nugget* objectait également l'ordonnance tandis que le *Sun* n'y voyait aucune alternative car les deux journaux appartenant à des étrangers avaient, selon lui, donné un mauvais renom à la presse du Klondike dans les milieux du journalisme canadien. Le *News* faisait remarquer que bien que le code du journalisme était le même dans les deux pays, il était appliqué plus strictement au Canada. Le *Nugget* soutenait que l'enregistrement des journaux violait la liberté de presse et ne pouvait se tolérer dans un pays démocratique.

La ligne télégraphique gouvernementale ayant été terminée en septembre, les nouvelles de l'extérieur devenaient immédiatement disponibles aux journaux de Dawson, dont chacun devait payer un droit pour l'accès aux dépêches télégraphiques. Le 28 septembre 1899, le *News* annonçait être le premier à imprimer des nouvelles télégraphiques. L'accès à la ligne télégraphique gouvernementale amena une polémique acrimonieuse entre le *News* et le *Sun*, polémique qui se poursuivit même après le début de la nouvelle année. En octobre 1899, la guerre sud-africaine

avait éclaté, avec sa série de défaites britanniques dans les débuts. Le 23 novembre le *News* critiquait un contemporain non identifié pour avoir imprimé des reportages télégraphiques fabriqués sur l'Afrique du Sud, alors qu'il était de notoriété publique qu'on avait imposé un embargo sur les nouvelles. Le *News* affirmait avoir un agent de presse américain à son emploi et que ses dépêches étaient donc véridiques. Le 25 décembre 1899, le *News* s'en prenait au *Sun* pour avoir imprimé comme ses propres nouvelles des dépêches télégraphiques appartenant au *News*. Le *Sun* avait été la victime d'une ruse, ayant imprimé un faux télégramme préparé par le *News*: le *Sun* était un receleur. Le lendemain, le surintendant du service télégraphique gouvernemental promettait une enquête. Le 30 décembre, le *Sun* répondait aux accusations:

*THE DAWSON DAILY NEWS IS A LIAR
Its Editors Responsible for Making Charges
Against the Yukon Sun are Individually, Severally
And Collectively Liars*⁴⁴

Au début, le *Nugget* prit parti pour le *Sun*: d'ordinaire, son rédacteur n'était pas en faveur du langage excessif dans les pages éditoriales, mais la chose était peut-être alors justifiée vu les circonstances. Le 3 janvier 1900, la violente harangue du rédacteur Woodside du *Sun* portait le *Nugget* à revenir sur ses positions. Woodside accusait le *News* d'avoir donné des pots-de-vin à un fonctionnaire du télégraphe gouvernemental pour obtenir le premier accès à la ligne, bien que ce droit appartenait légitimement au *Sun* en tant qu'organe officiel du gouvernement.

Le 1^{er} février 1900, sous la manchette

WOODSIDE IS A PERJURER

If Superintendent Crean Is Speaking the Truth

le *News* répliquait en publiant la déclaration du surintendant Crean qui affirmait que la dépêche télégraphique en question, décrivant le combat Jeffries-Sharkey, avait été envoyée aux deux journaux, car l'opérateur de Skagway avait admis avoir autorisé le télégramme pour transmission au *Sun* aussi bien qu'au *News*⁴⁵. Cette lutte sans issue se poursuivit pendant plusieurs mois; encore en novembre, le *Sun* niait les accusations du «Boer organ». Le 22 mai 1900, le *Sun* déclarait avoir la preuve que l'agent de Skagway était payé par les deux journaux, mais qu'il était au service du *Sun*, sous un nom d'emprunt. La question, autant qu'il soit possible de juger, en reste là, le tonnerre des accusations et des réfutations s'éteignant lentement comme un orage d'été disparaît dans le lointain. Au cours de la période de la ruée vers l'or et de la vie de frontière, le journalisme au Klondike avait établi des normes d'invective acrimonieuse qui devaient se maintenir au cours de la prochaine décennie, pourtant plus calme.

Agitation politique et journalisme de combat, 1900-1909

La première décennie du nouveau siècle fut marquée par une agitation politique en vue d'un gouvernement représentatif et d'une révision du code minier. La ruée vers l'or était terminée, mais les problèmes auxquels elle avait donné lieu étaient loin d'être réglés. Au printemps de 1900, la population de Dawson était légèrement supérieure à 5000 habitants, soit le quart ou même moins de ce qu'elle était à l'apogée de la ruée, mais la production d'or continuait à s'élever et rien ne semblait menacer l'existence des chantiers de lavage. Dawson commençait à présenter un aspect rangé et, on l'espérait, permanent – tendance qui devait réduire la vie nocturne à n'être plus que l'ombre d'elle-même. Dawson avait une certaine notoriété à faire oublier et ne manquait pas de réformateurs pour y voir.

Au cours de l'intense concurrence entre les journaux qui devait marquer la plus grande partie de cette période, le *Dawson Daily News* devait voir la fin de ses deux prédécesseurs aussi bien que d'un troisième concurrent entré en lice en tant qu'organe gouvernemental en 1904. A la fin de cette période, le *News* régnait seul et ne devait avoir aucun autre concurrent durant son long crépuscule. Il devait cependant payer sa survie jusqu'au milieu du siècle en passant de quotidien, comparable à la plupart des quotidiens métropolitains sauf les meilleurs, à hebdomadaire de petite ville dont l'horizon en général ne dépassait guère les collines dénudées entourant Dawson.

Le duel entre le *News* et le *Nugget*

La nouvelle année (1900) avait à peine une semaine lorsque l'agressif *Klondike Nugget* publia son premier quotidien de trois pages sur quatre colonnes. A compter de cette date, une édition bihebdomadaire destinée aux mineurs des cours d'eau devait être imprimée les mercredis et samedis et inclure les principales nouvelles et les principaux éditoriaux du quotidien. Les annonceurs du quotidien avaient le droit de publier gratuitement dans les éditions bihebdomadaires. On prétendait que ceci donnerait aux annonceurs une clientèle plus grande que celle des deux autres journaux ensemble. Par ailleurs, le *News* affirmait que sa circulation n'était guère inférieure à celle de l'ensemble de tous les autres journaux du Yukon en 1900. Le *Dawson Weekly News*, hebdomadaire de huit pages qui était en fait une compilation des six éditions quotidiennes précédentes, était livré par un service de porteurs organisé par le *News* aussi loin que Eagle City, à plus de 75 milles en aval de l'autre côté de la frontière. Le *Weekly News* du 19 janvier devait compter 12 pages, le journal le plus considérable jamais imprimé dans le territoire, comportant une vaste

gamme de nouvelles allant de l'incendie de Dawson à une rébellion à Manille et à un engagement à Ladysmith en Afrique du Sud.

Au cours de l'année 1900, le *News* étendait sa sphère de reportage de façon à inclure une plus grande proportion de nouvelles touchant la vie culturelle somme toute assez limitée de Dawson. Bien que, le 20 janvier, le *News* se soit déclaré d'accord en principe avec la fermeture le dimanche (qui avait été rigoureusement appliquée par la Police à cheval du Nord-Ouest à l'époque par ailleurs très libre de 1898 et 1899), il réclamait en même temps le bon sens; il n'y avait aucune raison d'interdire un concert de musique sacrée le dimanche. Par ailleurs, *No honest man or woman questions the propriety of shutting down all saloons, theatres and every other business for that matter on Sunday, and practically enforcing it as a day of rest against the many who would otherwise desecrate it with debauches of many kinds.*¹

En plus d'un compte rendu animé d'une représentation de la pièce *A hole in the wall*, de Shaw, le journal présentait un reportage élogieux du deuxième concert donné par l'orchestre philharmonique de Dawson le dimanche soir 21 janvier.

To anyone at all familiar with the condition of affairs here, say a year ago, the sight of a fashionable audience and an orchestra of talented musicians rendering classical selections with the precision of trained artists, seems like a transformation scene, hardly credible and not looked for in this far-off section of the «frozen north.»

The concert last evening was just long enough – two hours – not to prove tiresome and the selections afforded a pleasing variety of style to suit all tastes[. . .] (Il Bacchio, Because I Love You, Schubert's Serenade, The Palms, The Holy City, and The Minstrel Boy.)²

On peut croire que la critique musical du *News* n'était pas très exigeant et que cet orchestre philharmonique n'aurait peut-être pas été invité à se produire à Carnegie Hall. C'était néanmoins un début pour Dawson où jusqu'alors il devait y avoir eu très peu de musique à part des airs frustes des joueurs d'harmonica et des violoneux. A la fin de janvier, le *News* lançait une chronique artistique sous la direction de Arthur V. Buel, autrefois du *Nugget*, et des échos mondains, sous le titre «Social news and Literary Notes», voyaient le jour dans le numéro du 21 avril. En mai 1900, le *News* publiait un plaidoyer en faveur du maintien des salles gratuites de lecture et de récréation (Dawson Free Reading and Recreation Rooms), ouvertes l'automne précédent, et déplorait la décision du conseil du Yukon de cesser de fournir les \$37 par mois nécessaires pour garder cette institution ouverte. La fermeture de la bibliothèque et du centre de récréation encouragerait

les oisifs à retourner aux bars et aux maisons de jeu. En élargissant sa vision et en ajoutant de nouvelles colonnes, le *News*, et dans une certaine mesure ses concurrents de Dawson, suivait la tendance des grands quotidiens du présent siècle qui cherchaient à remplir une fonction de service public: ils souhaitaient être des sources d'information et d'inspiration, au lieu de se contenter d'être des organes de parti et des feuilles de nouvelles. En novembre suivant le *Nugget* lançait ses propres échos mondains dont le rédacteur était une certaine Mme Belle Dormer. Mais le «*dear little Nugget*» gardait toujours le même esprit, car le 2 octobre 1900 un reportage détaillé d'une exécution, sur deux colonnes et illustré, précédait cette laconique annonce:

*Best Canadian rye at the Regina.*³

A la fin de l'année 1899 et pendant une bonne partie de 1900, la guerre des Boers faisait la première page des journaux du monde entier. Les défaites britanniques au début du conflit constituaient une source de polémique entre le *Sun* et le *Nugget*. Woodside, le redoutable rédacteur du *Sun*, était un loyaliste convaincu et il accusait le *Nugget* de tendances pro-Boer. Dans une ville isolée où, à l'été de 1900, les sujets britanniques formaient moins du tiers de la population et où deux des journaux locaux avaient des propriétaires et des rédacteurs américains, il est facile de comprendre la loyauté farouche de Woodside à l'endroit de la reine et de l'empire. Les reportages du *Nugget* sur les premières phases de la guerre étaient objectifs, généralement fondés sur des dépêches en provenance de Londres. Ces numéros du *Nugget* ne manifestaient guère de sentiments pro-Boer, mais, dans l'esprit de Woodside, quiconque n'était pas avec lui était contre lui. Le 27 décembre 1899, le *Nugget* présentait une victoire Boer sous la manchette suivante:

DISASTROUS TO BRITISH

*General Buller Meets Heavy Losses at Tugela River
Most Severe English Defeat Since the Indian Mutiny
Position of British Troops Grows Daily More
Perilous*⁴

Trois jours plus tard le *Nugget* citait Lord Wolseley: «We have found that the enemy who had declared war against us are much more powerful and numerous than we had anticipated.» Le 3 janvier 1900, le *Nugget* signalait que la Grande-Bretagne était dans un état de panique et pour la première fois demandait des volontaires, à quoi le *Sun* répliquait le 9 janvier: «The yellow rag betrays a vindictive spirit toward the country in which it is published and where it enjoys protection.»⁵ Cependant, le plus qu'on pourrait reprocher au *Nugget* serait d'avoir sombré un peu dans le journalisme à sensation dans le reportage d'une grave défaite britannique. De son côté, le *News* se limitait à d'abondants reporta-

ges factuels; il se mettait au service du sentiment patriotique, demandant un engagement entier du côté de la Grande-Bretagne. Commentant l'envoi d'un second contingent canadien en Afrique, le *News* proclamait:

*The reinforcement of the hard-pressed troops speaks volumes for the general loyalty to the Empire of the people of England and Canada, and with such an unanimity of sentiment, coming from peer and peasant alike, there can be only one result, the annihilation of the Boers, and the union of the empire on a foundation as firm as the rock of Gibraltar.*⁶

L'*Empire* de Toronto ou le *Toronto Evening Telegram* n'auraient pu faire mieux.

Entre temps le *Sun* tonnait contre les Boers, vilipendant leur caractère. Le 13 février, le *Nugget* rappelait ironiquement à Woodside qu'il restait encore quelques Boers qui n'avaient pas été tués au Transvaal. La question de la guerre d'Afrique du Sud révèle un indéniable sentiment anti-américain au Yukon; la minorité d'origine canadienne et britannique avait facilement à la bouche l'accusation d'«étranger». Ces sentiments ont été avivés par une suggestion, publiée dans le *Nugget*, qu'il était peut-être temps de retirer le corps expéditionnaire [*Yukon Field Force*] du territoire. A ceci Woodside répliquait:

*We freely believe that the government was right in sending it, notwithstanding the opinion of the yellow rag editor, and that force will be retained here until such time as it may be considered advisable to withdraw it, which will not be because of the formation of a militia company here. It served its purpose of stopping any more threats of hauling down the British flag; it prevented such as the yellow ragman and boys of his stamp, as well as unthinking men, from getting too saucy; it formed a backing to the N.W.M.P.; it prevented any attempt at raiding our banks (this is not a joke, as we can show by the history of the western states), and the government of Canada is not taking any advice from cheeky outsiders as to when it is proper to withdraw its force.*⁷

Dans une tentative peut-être bien intentionnée de ne pas se compromettre, le *News* du 19 février suggérait que les profits d'un dîner public en l'honneur de l'anniversaire de George Washington soient donnés aux veuves de la guerre d'Afrique du Sud et aux personnes à leur charge. Au jour dit, le 23 février, le *News* aux leur titrait en grosses manchettes en première page:

UNCLE SAM'S DAY

*Washington's Anniversary Celebrated
Palace Grand Blow-Out
Big Attendance With Many Happy Features
Pictures of Victoria and Washington on the Stage*

*House Draped with Stars & Stripes and the British Flag
Tommy Atkins Serves as Usher*⁸

Ce numéro et celui du 4 juillet conféraient un certain poids aux accusations de pro-américanisme. Il faut se rappeler également que la question litigieuse de la frontière de l'Alaska occupait beaucoup les esprits au début du XX^e siècle. A certains moments il semblait que le *News* provoquait délibérément l'hostilité canadienne. Avec des impérialistes et des nationalistes aussi ardents que Woodside comme rédacteur d'un des journaux, il était évident que la situation de la presse locale était hautement inflammable. Le *Sun* accusait ses concurrents de ne compter ni sujet britannique, ni canadien de naissance parmi leur personnel. Le *Sun* ne s'en prenait pas tant aux Américains de naissance qu'à l'Américain «galvanisé», ce type désagréable qui après son immigration aux Etats-Unis devenait extrêmement chauvin. Pourquoi les Américains étaient-ils si sensibles à la critique? Selon Woodside, aux Etats-Unis dans la vie publique et dans la presse on se permettait couramment des tirades anti-britanniques dans le but d'obtenir le vote irlandais, alors qu'au Canada la critique constructive de la vie américaine était considérée comme offensante.

Parlant de la rumeur voulant que le *Yukon Sun* appartienne au gouvernement, dans son article de fond du 20 février 1900, Woodside exprimait son mépris pour ceux qui présumaient qu'un journal qui appuyait le gouvernement était à sa solde. Au contraire, le propriétaire du *Sun*, Thomas O'Brien, et son rédacteur appuyaient le gouvernement parce qu'ils étaient tous deux canadiens. Puisque le Klondike comportait à l'époque une population pour les deux tiers née à l'étranger, le *Sun* croyait que le mécontentement général était inspiré par les étrangers. Il ne servait à rien aux deux autres journaux de souligner, comme ils le faisaient fréquemment, que les Canadiens de naissance et les sujets britanniques en général étaient tout aussi mécontents des onéreux règlements miniers et du manque de gouvernement représentatif que l'étaient les Américains.

L'infatigable Woodside

Un éditorial de Woodside paru dans le *Sun* au début d'avril 1900 eut comme résultat une action en diffamation. Le plaignant était Joseph A. Clarke, immigrant canadien au Yukon qui avait été employé pour une courte période au bureau du commissaire de l'or et qui à l'époque commençait sa carrière mouvementée dans la vie politique du Yukon. Clarke participait activement à un comité de citoyens qui cherchait à obtenir la représentation populaire au conseil du Yukon, qui était à l'époque entièrement constitué par nomination. La rumeur voulait que Clarke ait été congédié du bureau du commissaire de l'or pour avoir accepté des pots-de-vin et

qu'il ait escroqué un groupe de citoyens de sa ville natale (Brockville, Ontario) d'une somme de \$1200 pour financer une entreprise dans les champs aurifères. Woodside ne mâchait pas ses mots:

If we had a record like Joseph Clarke we would want to keep very quiet indeed.

*With any faults that we may have we can say at least that we never were discharged from a position for taking bribes, and we never swindled Brockville friends out of two thousand dollars. We would welcome another cyclone if it would goad Mr. Clarke into acting like a sane person.*⁹

Le tribunal rendit son jugement en faveur de Clarke contre Woodside en janvier 1901. En commentant cette affaire au cours du même mois, Woodside faisait remarquer que, selon la loi de l'époque, il était plus facile pour le défendeur dans une action en diffamation de plaider non coupable que de démontrer son innocence.

Au printemps de 1900, Woodside prenait congé de son poste de rédacteur pour aller servir comme volontaire en Afrique du Sud. Une chute de cheval l'empêcha de s'embarquer avec son propre contingent et par la suite il arriva trop tard dans le veldt pour participer aux combats. Son absence – durant laquelle il fut remplacé comme rédacteur du *Sun* par W.S. Thompson – se traduisit par une volte-face de la politique du *Sun* à l'endroit des Américains, comme il appert dans un article de fond au 4 juillet 1900:

*We must continue to encourage American energy and enterprise as well as our own, if we want to see our country grow prosperous and great, and we hope the day will never dawn when John and Jonathan will be separated[. . .] There is nothing «alien» here. Neither in language, in the love of liberty and fair play, nor in religion are they aliens to us, and we assure our American cousins that so long as they continue to sojourn with us their rights and their feelings will be respected by Canadians and Britishers, from every corner of the globe.*¹⁰

Woodside ayant réintégré ses fonctions en novembre 1900, le journal recommandait fortement au Canada de prendre une position ferme sur la question de ses droits dans la dispute à propos de la frontière de l'Alaska et d'exiger un débouché sur la mer pour le canal Lynn. Il ne devrait pas non plus permettre que le Yukon soit exploité au profit de l'Alaska.

Bien que le *Sun* l'ait repris à son service, Woodside avait l'intuition que ce ne serait pas pour longtemps. Le 26 novembre, il écrivait à Sifton pour se porter candidat à un poste au bureau d'essai¹¹. Au début de février 1901, le bouillant rédacteur était allé trop loin. «My crime is too much Canadianism», écrivait-il à

un correspondant de Régina. Il avait offensé le gérant de l'Alaska Commercial Company qui de ce fait retira sa clientèle au *Sun*¹². C'est ce moment-là que le propriétaire jugea que son rédacteur lui coûtait trop cher et le 9 février 1901 Woodside écrivait son dernier éditorial pour le *Sun*.

*With this issue we terminate our connection with the Yukon Sun as editor. We have no apologies to offer or regrets to express for our course, which has to the best of our ability, been in the higher interests of Yukon and Canada. To our readers and friends we wish a goodly share of that prosperity which we predict for this young and growing territory and its ambitious capital, the most northerly city in the British Empire.*¹³

Le *Sun* soutenait qu'il était bien débarrassé de Woodside. que le journal avait dépéri sous son règne et que le tirage avait considérablement augmenté depuis son départ. La raison en était sans doute la politique anti-américaine de Woodside, mais le *Sun* était injuste dans son article de tête du 30 mars 1901 où l'on parlait du passage du journal «from the military magazine class into the ranks of live newspaperdom»¹⁴. Les éditoriaux de Woodside sur la campagne sud-africaine étaient bien informés et avaient sans doute contribué à calmer l'hystérie causée chez les civils par les premières défaites britanniques. Sans être soldat professionnel, Woodside avait retiré de son service dans la milice une compréhension de base de la théorie militaire qui dépassait de beaucoup celle de ses détracteurs; ses éditoriaux durant la guerre étaient intéressants et instructifs. Son congédiement était compréhensible, mais regrettable.

La première élection territoriale

La première élection territoriale pour le conseil du Yukon, tenue le 17 octobre 1900, fournissait l'occasion d'une nouvelle querelle entre le *News* et le *Nugget*. Les deux journaux avaient été en faveur de l'élection de représentants au conseil du Yukon l'hiver précédent. Jusque-là, le fait que la population du Klondike était en majorité étrangère avait empêché l'introduction de la représentation populaire. Mais en avril 1900, le *Nugget* soutenait qu'il y avait suffisamment de sujets britanniques dans le territoire pour justifier la tenue d'élections. Le *News* appuyait le *Nugget*, citant les résultats du dernier recensement qui démontraient qu'il n'y avait pas moins de 1712 sujets britanniques habitant Dawson. Le *News* se livrait à une critique plus acerbe de la nature arbitraire du gouvernement du Yukon que ne le faisait le *Nugget*: un éditorial intitulé «Abuse of Public Trusts», le 16 avril 1900, affirmait qu'un gouvernement arbitraire comme celui du Yukon faisait du territoire la risée du reste du Canada. Le *Sun*, par contre, recom-

mandait la prudence de façon à permettre aux électeurs un choix judicieux pour les deux sièges électifs du conseil.

Quatre candidats étaient en lice pour les deux sièges: Arthur Wilson, libéral et ancien mineur de charbon, de Nanaimo; Alexandre Prudhomme, conservateur, de Québec; Thomas O'Brien, marchand au Yukon depuis 1886, libéral et propriétaire du *Sun*, et Auguste Noel, libéral et avocat. Le *Sun* appuyait O'Brien et Noel; le *Nugget* appuyait au début Prudhomme et Wilson. La principale caractéristique de cette campagne animée était l'accusation par le *News* que le *Nugget* avait abandonné son premier choix parce qu'il avait été acheté par O'Brien et Noel. Indigné, le *Nugget* déclarait que son motif d'abandonner Prudhomme et Wilson était leur tentative d'acheter l'appui du journal¹⁵. Le 16 octobre 1900, à fin de la campagne, le *Nugget* publiait une déclaration, assermentée par Thomas O'Brien, où le candidat défait témoignait qu'il avait été approché par le *News* qui avait offert de conserver une neutralité bienveillante en considération de la somme de \$2500. Toujours selon cette déclaration, on avait déjà offert au *News* la somme de \$1500 pour appuyer Wilson et Prudhomme. O'Brien soutenait qu'il avait refusé tout lien avec le *News*. Le *Nugget* tirait tout le parti possible de cette révélation incriminante, terminant son éditorial par ces mots: «Let the galled jade wince.»¹⁶ Le jour du vote, Wilson et Prudhomme furent élus au conseil. Puisque les candidats défaits avaient été le choix du parti libéral contre le comité des citoyens, le commissaire Ogilvie se trouva en disgrâce auprès de ses supérieurs et fut peu après forcé de démissionner à la suite de son comportement dans cette affaire. Cette première élection donnait au *News* la satisfaction d'avoir appuyé les candidats heureux, mais il avait jeté un doute sur sa propre intégrité.

Rivalité entre les trois journaux

L'année 1900 amenait certaines réformes des règlements miniers. Le commissaire de l'or ayant donné l'assurance que la redevance serait bientôt réduite à 2 ou 3 pour cent et que les appels des décisions du bureau du commissaire de l'or seraient bientôt reçus par une cour d'appel plutôt que par le ministère de l'Intérieur, le *Nugget* pouvait se réjouir:

*The Nugget congratulates the people of the Yukon territory upon the success of the fight for right which they have won after three years of effort. Nearly everything asked for has been or will be granted shortly. The dawning of prosperity for the Yukon is just begun.*¹⁷

Il s'était écoulé à peine plus d'un mois depuis la présentation du mémoire des citoyens, exposant leurs griefs au gouverneur général le 16 août 1900.

Au cours des années 1901 et 1902, on assistait à la poursuite du duel entre le *News* et le *Nugget* (à la fin desquelles le déclin de ce dernier commençait à paraître) et à la première campagne électorale pour un siège fédéral, où le *News* appuyait le candidat perdant. Dawson était toujours une ville minière prospère, bien que les jours de 1898 appartenaient maintenant évidemment à l'histoire.

Dès le début, le *Sun* avait appuyé le gouvernement, tout en se réservant le droit de critiquer à l'occasion. Par ordonnance en date du 25 avril 1901, le *Sun* était créé temporairement la gazette officielle du territoire¹⁸; les annonces gouvernementales, les ordonnances et les règlements miniers étaient imprimés dans la page éditoriale du *Sun*. Les journaux d'opposition tentèrent bien de faire concurrence pour la clientèle gouvernementale, mais jusqu'à ce qu'il soit remplacé par le *World*, sur les directives du commissaire Congdon en 1904, le *Sun* conserva son privilège. En novembre de l'année suivante, soit 1902, le commissaire intérimaire se plaignait au propriétaire du *Sun* de son taux exorbitant – \$3.50 par pouce. Le journal défendit son tarif, soutenant qu'il était plus bas que le tarif commercial et de 12.5 à 25 pour cent plus bas que celui de ses concurrents de Dawson. Le *News* n'était pas d'accord, mais jusqu'à la venue du *World*, comme nous le verrons plus bas, le *News* devint de toute façon le bénéficiaire indirect de la clientèle gouvernementale.

Mars 1901 voyait une seconde querelle hargneuse à propos du télégraphe de presse, cette fois entre le *News* et le *Nugget*. Le *News* accusait son rival d'avoir falsifié une dépêche télégraphique le 7 du mois, concernant l'inauguration du président McKinley. Dans son numéro du 13 mars, sous la fulgurante manchette «THE DAILY NEWS IS JUST A PLAIN, COMMON, ORDINARY EVERY-DAY LIAR, WITH THE ACCENT ON THE LIAR», le *Nugget* publiait une lettre reçue du gérant local de la *Dominion Telegraph* confirmant l'authenticité du télégramme en cause et donnant des détails quant à sa longueur et aux frais¹⁹. Le lendemain, le *News* reconnaissait son erreur. Il ne fallait peut-être pas s'attendre à ce que le *Nugget* reçoive ses excuses avec une élégance magnanime:

*We were once young in this business ourselves and we can readily understand how the enthusiasm of youth occasionally leads our contemporary into serious errors of judgment[. . .] The News is somewhat akin to the man in the witness box who assured his Lordship: «Faith, yer honor, what I just said was a lie, but what I'm tellin' yer now is the truth.»*²⁰

Le *Nugget* s'est beaucoup vanté aux dépens du *News* durant le printemps de 1901, mais comme on n'a pu jusqu'ici retrouver les numéros correspondants du *Nugget*, il ne sert à rien de reproduire un seul côté de ce qui dut être un dialogue.

A partir de juin 1901, le *Nugget* donnait priorité au célèbre procès pour meurtre et exécution de George O'Brien. Les reportages du procès figuraient en première page, en vedette, et occupaient parfois deux pleines colonnes. Il suffit de feuilleter n'importe quel journal d'il y a 70 ans, que ce soit au Klondike ou ailleurs, pour être frappé du changement dans l'attitude populaire envers la peine capitale. O'Brien avait été trouvé coupable d'un triple meurtre commis un an et demi auparavant. Parlant du travail policier qui avait été nécessaire pour le faire condamner avec la réticence que manifestait parfois son rédacteur à propos des aspects les moins plaisants de la vie, le *News* décrivait cette réussite comme digne d'une meilleure cause. Le *Nugget* prit aussitôt la mouche: quelle meilleure cause pouvait-il y avoir que d'amener devant la justice un meurtrier responsable d'un des crimes les plus horribles de l'histoire du territoire?

O'Brien fut pendu le 23 août 1901. Le *Nugget* consacrait toute sa première page à un reportage sensationnel et détaillé de l'exécution, y compris des gravures représentant la potence et les détails mécaniques de la trappe et du levier; il concluait de façon grandiloquente en parlant de la loi qui suivait son cours inévitable dans l'observance d'un code aussi vieux que l'homme et sanctionné par le Tout-Puissant. L'édition spéciale comportait trois autres pages résumant l'affaire depuis le début. Cinq jours plus tard, sous le titre «Simply Disgusting», le *Nugget* prenait fortement le *News* à partie à la suite d'un article consacré au bourreau. *It is bad enough for a man to undertake such a job under any circumstances, but to parade the thing before the public in all its revolting details is positively indecent. O'Brien certainly deserved his death, but we cannot say that we have much respect for the man who bid for the privilege of killing him. In that particular the News and the hangman are about on a par.*²¹

A partir de son édition du 25 avril 1901, le *Semi-Weekly Nugget* passait de cinq à six colonnes pour ses huit pages. Le 29 mai, on introduisait une nouvelle chronique, «Over the Divide», consacrée aux nouvelles des mineurs installés le long des cours d'eau. Le *Nugget* avait acquis deux nouvelles machines à composer *monoline* qui furent mises en service le 23 septembre 1901. Ce nouvel appareil avait la même fonction que la linotype mais il était plus compact et n'exigeait qu'un huitième de la force motrice. Wilbur Stephen Scudder avait présenté pour la première fois le *monoline* à l'Exposition universelle de Chicago en 1893²². (Bien que le journal présente une description détaillée très technique

de la nouvelle machine, il n'y a aucune photographie.) En ceci comme dans les autres aspects techniques du journalisme, le *News* était en avance sur ses contemporains.

Le 15 octobre 1901, le *Semi Weekly Nugget* passait de six à huit colonnes. Vers la même époque, le prix de l'abonnement était réduit à \$3 par mois, à cause, selon le journal, des économies réalisées par la modernisation de l'équipement. En novembre, Les échos mondains et Le coin des enfants paraissaient pour la première fois.

La question du tarif de fret

Tout au long de l'année 1901, le *Nugget* menait campagne contre les tarifs de fret du chemin de fer White Pass and Yukon, tarifs que l'on considérait beaucoup trop hauts. Ce chemin de fer à voie étroite allant de Skagway par le col White jusqu'à la tête de ligne à Whitehorse, avait été terminé à l'été de 1900. A partir de Whitehorse, la compagnie avait une flotte de vapeurs à roue arrière qui descendait le fleuve jusqu'à Dawson. A compter de janvier 1901, le *Nugget* s'en prit aux tarifs élevés de fret exigés par la compagnie au détriment du commerce de Dawson. Le rédacteur faisait remarquer que les frais de construction avaient été élevés et que jusqu'ici la plus grande partie des bénéfices avait servi à amortir ces frais; maintenant les actionnaires s'attendaient à un dividende sur leur placement. Tout ceci était compris, de continuer le journal, mais à l'avenir le territoire devait avoir des tarifs lui permettant de survivre. Le 8 juillet 1901, dans un éditorial intitulé «Monopoly's Iron Heel», le *Nugget* accusait la White Pass and Yukon d'exiger le maximum que les clients pouvaient payer. De ce moment jusqu'à la fin de novembre lors de l'ultimatum donné par le gouvernement à la compagnie d'abaisser ses tarifs ou de se retirer des affaires, le *Nugget* attaquait la compagnie sans répit, à grand renfort de caricatures mordantes.

La lecture des numéros du 20 et du 24 juillet 1901 du *Semi-Weekly Nugget* porte à croire que le *Nugget* et le *News* avaient des intérêts financiers dans l'issue de la concurrence entre deux compagnies de transport – la Dawson and Whitehorse Navigation Company et la White Pass and Yukon Railway dont il a déjà été question. Il semble que le *News* avait des liens avec cette dernière, tandis que le *Nugget* en avait avec la Dawson and Whitehorse Navigation. Le 20 juillet 1901, dans ce qui était probablement devenu une guerre des nerfs, le *Semi-Weekly Nugget* contestait la vérité d'un reportage paru dans le *News* voulant que trois des chalands de la Dawson and Whitehorse aient été naufragés près de Kodiak en Alaska. Le *News* se rétractait quelques jours plus tard²³. Un éditorial du *Nugget* paru le 24 juillet 1901 déclarait:

*It looks significant that the weird reports of storms, wrecks, and disasters on the west coast should be published in our contemporary just at the time of the visit of the officials of the White Pass & Yukon Railway. Two and two make four and the News greatly under-estimates the intelligence of the people of Dawson when it attempts such rank perpetration[. . .] As a sensationalist in behalf of the W.P. & Y.R. and at the expense of the people of Dawson the News got off on the wrong foot. Its work is too coarse for other than the natives.*²⁴

Poursuivant l'attaque le 27 juillet, sous le titre «Pass the Crow», le *Nugget* signalait que le convoi était à quelques jours en aval de Dawson sous le commandement d'un dénommé «Black» Sullivan: «And when they do arrive it will be the least the News can do to meander to the water front and not only apologize the «Black» Sullivan but also to the scows.»²⁵ Le 7 août on signalait l'arrivée à Dawson du vapeur *Tyrrell* touant un des chalands qui était censé manquer. Le passage de Vancouver via Saint Michael s'était fait sans incident.

Qu'il ait été intéressé ou non dans l'affaire, le *Nugget* s'attribua tout le crédit de la défaite finale de la White Pass and Yukon. En effet, ses deux contemporains avaient été réticents sur cette question; le *News*, à cause de ses liens avec la compagnie de chemin de fer, et le *Sun*, selon le *Nugget*, parce que certains des marchands de Dawson jouissaient de tarifs préférentiels auprès de la compagnie et ne voulaient pas que leurs concurrents puissent profiter du même avantage. Toujours selon le *Nugget*, la suggestion faite par le *News* en décembre, après la victoire contre la compagnie, que les marchands ne devraient pas exiger un rabais du chemin de fer, trahissait la complicité du *News*. Le *Nugget* déclarait: «The position of the News is that of one compounding a crime.»²⁶

La rivalité entre les journaux et la maturité de Dawson

En mars 1901, un avocat d'Annapolis Royal, Nouvelle-Ecosse, qui devait jouer un rôle considérable mais controversé dans la politique du Yukon, arrivait à Dawson pour prendre son poste de conseiller juridique auprès du commissaire. Frederick Tennyson Congdon avait reçu sa licence en droit à Toronto et avait passé un an au Inner Temple de Londres. Il avait acquis une certaine réputation dans sa profession en préparant en 1890 le premier recueil des procès en Nouvelle-Ecosse. Le mandat de Congdon à l'Hôtel du gouvernement en 1903–1904 devait donner lieu à la plus chaude controverse de la brève histoire du Yukon. Congdon fut accusé d'avoir créé une machine politique afin de gouverner le territoire dans son propre intérêt et son adversaire le plus entêté fut le *Dawson Daily News*. Mais n'anticipons pas.

Selon Woodside dans une lettre écrite à Laurier en 1904, le premier souci de Congdon en arrivant au Yukon fut d'acheter le *Yukon Sun* et d'y installer son cousin H.S. Congdon comme gérant. L'ancien rédacteur ne voyait pas ce jeune homme d'un oeil favorable.

*That useless individual apparently considered it his chief duty to form an extensive acquaintance with fast women, and strong whiskey. He was thus able in about a year's time to run the Sun into \$10,000 of debt. This compelled Mr. Congdon to dispose of 2/3 interest in the Sun, to his chief creditor, Mr. R. Roediger, owner of the opposition paper here, the Dawson Daily News.*²⁷

En juillet 1901, le *Sun* devenait un quotidien afin de concurrencer le *News* plus efficacement. En novembre de la même année, le *Nugget* soutenait que le *Sun* n'était alors guère plus que l'édition du matin du *News*, avec les mêmes propriétaires et la même imprimerie. Le *News* nia longtemps cette accusation, bien qu'à la fin il finit par admettre avoir été partiellement propriétaire du *Sun* pour quelques mois seulement. De l'avis du *Nugget*, son rival appuyait maintenant le gouvernement le matin, obtenant ainsi l'avantage de la clientèle gouvernementale, et le soir se remettait à attaquer ce même gouvernement. Dans un article de fond du 28 décembre 1901, le *Nugget* déclarait:

The arrangement is a most excellent one from the standpoint of the News, for it enables that paper to draw on the government coffers for the wherewithal to continue its attacks upon the government[. . .]

*Anyone who can run an opposition newspaper and make the government foot the bills is a genius, and nothing short of it, and whenever the Nugget meets with a real genius it is always ready and willing to recognize it.*²⁸

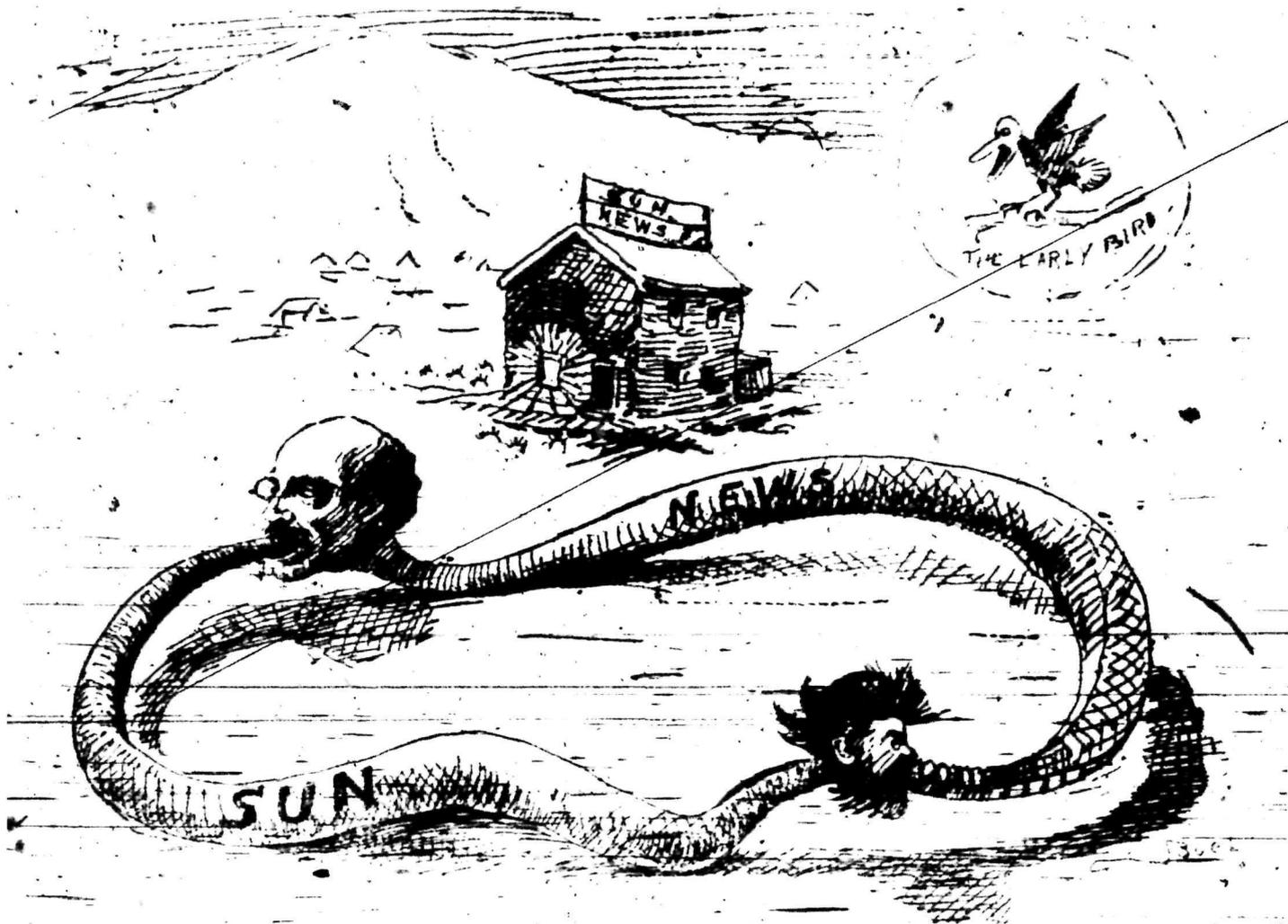
Le *News* répondit à ces accusations pendant quelque temps et finit par en disposer, au moins à sa propre satisfaction, dans un éditorial en date du 2 septembre de l'année suivante, soit 1902, qui déclarait que le fait d'imprimer le *Sun* était tout simplement un contrat d'impression comme les autres et ne nuisait en rien à l'intégrité du *News*. A la fin de 1901, le *News* n'était pas le seul à manifester de l'optimisme quant à l'avenir du Klondike. Dans son rapport pour 1901, le commissaire voyait des signes évidents de permanence²⁹. Dawson avait un nouveau bureau de poste, un Palais de Justice, un édifice d'administration, une école et une résidence pour le commissaire. Les rues étaient éclairées à l'électricité durant les longues nuits d'hiver. Dawson promettait de devenir une ville rangée et prospère.

La base de l'économie était encore (et devait rester) l'or, bien qu'on nourrissait l'espoir de diversification de l'économie. La production de l'or s'élevait à \$17 368 000 en 1901, seulement 5 mil-

lions de dollars de moins que le sommet de l'année précédente; on comprend que les habitants et les commerçants aient été optimistes quant à l'avenir. La production de 1901 n'était-elle pas plus élevée que celle de 1899 (16 millions de dollars), sans parler de celle de la première année de la ruée vers l'or qui n'était que de 10 millions de dollars³⁰?

En 1902, le *News* manifestait beaucoup d'indignation morale à l'endroit des prostituées qui étaient encore nombreuses dans la ville. Le 19 avril 1902, le rédacteur du *News* notait avec satisfaction que trois prostituées avaient été condamnées à un mois de prison en plus d'une amende de \$50. Une des accusées, du nom de «Willie» Wallace, avait nié être la femme identifiée par un témoin, se proclamant une femme mariée respectable. Elle n'eut cependant pas gain de cause car «her evidence was unconvincing and she will eat porridge with the rest»³¹. Les proxénètes furent aussi violemment attaqués par le *News*, plusieurs fois au cours du mois de mai et le 28 du même mois le rédacteur signalait le départ en masse des prostituées et des proxénètes. C'était un signe des temps; la presse avait toléré la prostitution lorsque Dawson était un camp minier, mais la ville devenant de plus en plus rangée et résidentielle, les moeurs bourgeoises prirent graduellement le dessus jusqu'à ne plus laisser de place aux salles de danse, aux salles de jeu et aux maisons closes. A cet égard, les journaux de Dawson reflétaient l'évolution des valeurs et des goûts du public.

Le 19 avril 1902, le *News* commençait à publier des lettres des lecteurs sous le titre «Tell it to the News». Vers le même temps une chronique de mode, intitulée «Fashion the World Over» faisait son apparition, de même qu'une chronique théâtrale en deux colonnes, «The Play and the Players». Au printemps de 1902, le *News* publiait une série d'articles sur l'astronomie tirés du *New-York World*: il s'agissait d'une courte série d'articles plutôt que d'une chronique permanente. Le mois de juin voyait l'introduction d'une page féminine dans le journal et la première page sportive du *News* paraissait le 27 juin 1902. Il y avait également une chronique littéraire. Dès 1902, le *News* fournissait donc à ses lecteurs la plupart des services auxquels le public commençait à s'attendre dans les grandes villes du Canada et des Etats-Unis. Le *Nugget* et le *Sun* étaient moins entreprenants à cet égard, bien qu'à cette époque le *Nugget* pouvait se vanter d'employer un caricaturiste de quelque talent. Le *Nugget* avait également la chronique «The Stroller's» (E.J. «Stroller» White était un philosophe-humoriste de carrefour). Néanmoins, la comparaison des trois journaux de Dawson pour n'importe quelle période ne laisse aucun doute quant à celui qui dépassait les deux autres par son style, son information et ses chroniques spéciales. Dans un édito-



THE OLD SNAKE PROBLEM: WHEN THE SWALLOWING PROCESS IS COMPLETED WHICH WILL SURVIVE?

rial du 5 septembre 1902, le *News* se vantait avec une certaine arrogance de son avance manifeste sur ses deux concurrents. *The public services performed by the News are the daily envy of its contemporaries. A long way behind in enterprise, with the faintest idea possible of the effect of government policy, with little or no conception of how to deal with public questions, the Sun and Nugget employ the only talent they respectively possess, at-tempted ridicule and derision.*³²

Même si cette raillerie ne rendait pas vraiment justice aux deux autres journaux, la péroraison de l'éditorial n'était pas dénuée de vérité. Comparer le *News* à ses concurrents c'est comparer un grand quotidien métropolitain à un hebdomadaire ou à un semi-hebdomadaire de petite ville. Mais au tournant du siècle les journaux étaient beaucoup plus engagés politiquement qu'ils ne le sont maintenant et pour cette raison un partisan de l'administration du Yukon ou un impérialiste ardent aurait préféré le *Sun* au *News*.

En juillet, le *Nugget* revenait à un de ses vieux thèmes: le *News* et le *Sun* étaient les éditions du matin et du soir du même journal; ils se livraient à une comédie. Le rédacteur du *Nugget* tentait de donner plus de poids à son accusation à l'aide d'une citation modifiée: «God and Mammon cannot be successfully served at one and the same time.»³³ A cette accusation répétée, le *News* répondait qu'il imprimait le *Sun* simplement par contrat payant, comme pour n'importe quel autre client, et que sa propre intégrité en tant que journal d'opposition n'était aucunement en danger. *The foolish statement the News is fighting the government with government money is worthy of the paper which utters it. If money is paid the News for work, that money becomes the property of the News and can be devoted to any purpose whatsoever. The News does not sell its soul or sacrifice its independence because it has a job of printing, in this regard it differs from the Nugget.*³⁴

A son retour à Dawson à l'automne de 1902, le parti libéral encouragea Woodside à lancer un nouveau journal qui serait à la fois libéral et canadien, mais l'intérêt qu'avait Congdon dans le *Sun* l'empêcha de réaliser ce projet. Les dettes accumulées par le cousin prodigue de Congdon lorsqu'il était gérant du *Sun* en rendaient l'achat peu pratique, car il aurait fallu \$20 000 pour acheter l'équipement et l'entreprise qui en valaient \$7000 ou \$8000. Il aurait pu acheter le *Nugget* pour environ \$10 000, mais Woodside ne croyait pas que cela en valait la peine. Il dut donc renoncer à son projet³⁵. Dans une lettre à J.H. Ross en date du 10 novembre 1902, à l'époque où ce dernier faisait campagne pour un siège au gouvernement fédéral, Woodside évaluait les actions et

la machinerie du *Sun* à environ \$23 000 et celles du *Nugget* à \$12 000³⁶.

La controverse sur la propriété du *News* et du *Sun* se poursuivait tout au long de l'été et de l'automne de 1902, au point d'ennuyer les lecteurs. Le 22 novembre, cependant, le *Sun* annonçait que R.H. Prichard avait acheté les actions de Roediger et McIntyre. A compter de cette date, disait fièrement le rédacteur, tous les actionnaires du *Sun* étaient sujets britanniques. Les bureaux du journal avaient été réorganisés et dans quelques jours le *Sun* serait imprimé sur ses propres presses. Le 3 décembre 1902, le *Sun* publiait les noms de ses propriétaires. En septembre précédent il était devenu nécessaire de vendre une partie des actions du journal. Le propriétaire d'alors, W.F. Thompson, avait fait appel à son vieil ami Roediger, du *News*, avec le résultat que les propriétaires de ce dernier journal avaient acheté temporairement un tiers des actions du *Sun* jusqu'à ce qu'un autre acheteur pût être trouvé. Ceci s'était réalisé en novembre, et les propriétaires du *News* n'avaient plus aucun intérêt dans le *Sun*³⁷. Le lendemain le *News* reprochait au *Nugget* de n'avoir pas admis les faits. La controverse ne s'éteignit pas pour autant, mais continua jusqu'en 1903.

La polémique des concessions

La polémique des concessions devait occuper la scène politique du Yukon pendant plus de deux ans. Et le *Nugget* et le *News* étaient fortement engagés contre cette pratique, alors que le *Sun* adoptait une attitude plus modérée. La question en litige était la pratique gouvernementale d'accorder des baux emphytéotiques pour des grandes concessions à des compagnies et à des syndicats qui extrayaient l'or du gravier à l'aide de procédés hydrauliques exigeant un équipement coûteux et un capital considérable. On alléguait que cette pratique était contraire aux intérêts des petits prospecteurs et mineurs sans lesquels il n'y aurait eu ni ruée vers l'or ni Dawson.

La plus grande concession fut donnée à un Anglais, A.N.C. Treadgold, qui obtint du ministre de l'Intérieur, Clifford Sifton, les droits aux cours d'eau les plus riches: Bonanza, Eldorado, Bear et Hunker. L'entreprise de Treadgold fut tout de suite considérée comme un monopole nuisible aux intérêts des mineurs. Avant que le bail ne soit résilié par décret du conseil en date du 22 juin 1904, à la demande de Treadgold lui-même qui manquait de capital, la presse et les politiciens de Dawson s'étaient lancés corps et âme dans la mêlée.

Le *News* était aussi militant que le *Nugget* sur ce sujet; les concessions pour l'exploitation hydraulique à grande échelle ne devraient être accordées que lorsque le sol n'était plus assez riche

13 Caricature du *Nugget* visant la propriété du *Sun* par Richard Roediger, *Klondike Nugget*, 2 septembre 1902. (Archives publiques Canada.)



14 Caricature du *Nugget* attaquant la concession Treadgold, *Klondike Nugget*, 13 février 1902. (Archives publiques Canada.)



pour les mineurs de placers. Le *News* donnait son avis dans un éditorial typique, le 19 avril 1902.

*The object of keeping the ground idle is so that more claims will lapse and fall into the lease, and the condition will obtain until all the miners have deserted the district. If the intention is to give over the country to monopolists, well and good. The present methods will very effectually accomplish this; but if the country is to be developed by the individual miner compel the concession owners to get to work or take the ground away from them.*³⁸

Le *Nugget* parlait de la concession minière de Treadgold comme de la plus grosse pieuvre à jamais étendre ses tentacules sur le Klondike³⁹. Par contre, le *Sun* était d'avis qu'il fallait laisser toute cette question de concessions mourir de mort naturelle, car les quelques concessions encore en exploitation expireraient par défaut de se conformer aux conditions. L'agitation sur cette question était mauvaise pour les affaires et particulièrement pour les capitaux.

A part cette polémique des concessions, qui devait recommencer tout au long de 1903 et durant la première moitié de 1904, un éditorial du *Nugget* en date du 19 août 1902 laissait présager l'avenir.

*Dawson is undeniably quiet. There is lacking the air of life and activity which in the past has been characteristic of the town, and to anyone unfamiliar with the substantial character of the resources of the district it might easily appear that Dawson is on the decline.*⁴⁰

Le *News* et le *Nugget* étaient d'accord que cette récession était temporaire et causée par les mesures restrictives imposées par le gouvernement.

L'élection de 1902

L'élection fédérale de 1902, la seconde qui ait été tenue au Yukon pour le siège au Parlement, vit la démission du commissaire John Hamilton Ross qui allait se porter candidat et subséquemment remporter la victoire. Et le *Nugget* et le *Sun* supportaient Ross parce qu'ayant servi comme premier magistrat il devait être le plus au fait des besoins du territoire. A ceci, le *Nugget* ajoutait témérairement, dans la chaleur de la campagne (le 8 novembre 1902), que Ross était en route pour Ottawa où il serait assermenté comme successeur de Sifton. Ceci, de l'avis du *Nugget*, rendait la victoire de leur candidat une quasi certitude; il était certain que si un tel homme était ministre de l'Intérieur, les difficultés du Klondike deviendraient rapidement chose du passé. Le *Sun* appuyait cette conjecture, ou cette ruse politique, qui de toute façon devait mal tourner, car la nomination n'eut pas lieu et le mal-

heureux Ross fut, pendant un certain temps, trop malade pour s'acquitter des simples fonctions de député.

Le *News* s'attira le plus grand mépris de ses concurrents en appuyant Joseph A. Clarke malgré sa réputation ternie et sa tendance à la démagogie de bas étage. Le *News* ouvrait sa campagne le 23 août 1902 en condamnant en bloc le gouvernement du Yukon jusqu'à ce moment: «If the history of the administration of the Yukon could be written it would stand forever as an example of incapacity, inefficiency and dishonesty.»⁴¹ On ne sait s'il aurait été possible de trouver un candidat d'opposition plus solide que Clarke; le *News* l'appuyait en tant que champion des droits des mineurs contre les concessionnaires et se présentait, comme toujours, comme le champion du peuple contre la bureaucratie et le privilège. Chaque journal accusait l'autre des motifs les plus bas; le *News* ridiculisait le *Sun* qui avait qualifié de «darling of the people» un homme qui n'avait passé qu'une seule année dans le territoire.

En novembre, au moment culminant de la fin de la campagne, le *News* et le *Nugget* se querellaient à propos de la santé et des allées et venues de Ross. Le 11 novembre, le *News* affirmait avoir appris la veille au soir du *Mail and Empire* de Toronto qu'il n'y avait aucun fondement à la rumeur voulant que Ross ferait partie du Cabinet. Dans le même numéro, le *News* publiait un télégramme reçu du *Los Angeles Times*, déclarant que Ross était hospitalisé à l'hôpital *Good Samaritan* depuis trois semaines, atteint de rhumatisme. Tout en sympathisant beaucoup avec le malheureux Ross, le *News* se sentait obligé par son sens du devoir de révéler la vérité à la population. Le lendemain, le *Nugget* contredisait le *News* déclarant que Ross était entièrement remis et devait quitter Los Angeles pour Vancouver ou Victoria d'un moment à l'autre. Le 13 novembre, le *Nugget* publiait un télégramme en provenance de Los Angeles et signé de Ross, lequel déclarait qu'il n'avait même pas été malade une seule journée depuis son départ de Whitehorse et que la nouvelle était une rumeur cruelle machinée par ses ennemis politiques. Là-dessus le *News* accusait le *Nugget* d'avoir publié un faux télégramme daté du 12 novembre et signé «Hospital of the Good Shepherd, Los Angeles»; le *News* soutenait qu'il n'y avait aucun hôpital de ce nom à Los Angeles, preuve que le télégramme du *Nugget* était fictif. Le 15 novembre, le *Sun* venait à la rescousse du *Nugget*, publiant un télégramme censé être de Ross, où le convalescent parlait du *Hospital of the Good Shepherd*. Là-dessus, plein d'une juste indignation, le *Sun* dénonçait «the dastardly attack on Mr. Ross, the most infamous the *Sun* has never known[. . .] A more cruel and cold-blooded attempt at political assassination has never been made in Canada»⁴². Tous ces supposés télégrammes s'accor-

daient sur une chose, l'identité du malade et de la ville, mais nous n'avons pas encore pu déterminer s'il s'agissait de l'hôpital *Good Shepherd* ou *Good Samaritan*. Il est évident que l'un ou l'autre des journaux mentait. On serait porté à accorder plus de foi au reportage du *News* étant donné que la santé de Ross était si mauvaise après son élection qu'il fut obligé de négliger ses fonctions à la Chambre des communes.

Le *News* accepta avec bonne grâce la victoire de Ross (par une marge d'environ 900 voix), déclarant qu'elle était due à sa forte personnalité. Le vote des mineurs surprit le *News* qui avait toujours soutenu leur cause, mais les mineurs croyaient sans doute que Ross réussirait mieux que son adversaire à leur procurer les réformes qui s'imposaient. Le *News* ne put s'empêcher de décocher une flèche au *Nugget*: «As everybody knows filthy lucre is the pivot upon which everything turns with the *Nugget*, and when that is arranged the inexplicable jumble of truncated sentences follows in nauseating succession.»⁴³ Une lettre de Congdon publiée par le *Sun* le 6 décembre s'inscrivait en faux contre la description par ce journal du résultat de l'élection comme une victoire libérale; au contraire, écrivait Congdon, elle devait être considérée comme la victoire du meilleur candidat, où des conservateurs avaient écarté leur parti pour voter pour Ross.

L'année 1902 se terminait par un défi lancé par le *Sun* à ses deux concurrents: le jour de Noël, ce journal offrait de payer \$100 aux hôpitaux de la ville si l'un ou l'autre rival réussissait à battre son tirage de 33 545 exemplaires du mois de novembre. Il ne semble pas que le *News* ait répliqué.

Le Dawson Free Lance

Vu la concurrence croissante dans le monde du journalisme au début du présent siècle, de nombreuses entreprises étaient vouées à l'échec. L'une d'entre elles était le *Free Lance* de Dawson, hebdomadaire du samedi dont le directeur et rédacteur était E.J. («Stroller») White, dont nous avons parlé plus haut à propos de ses diverses chroniques dans le *Nugget*. Se présentant comme le journal de famille du Yukon, cet hebdomadaire de quatre pages de six colonnes se consacrait aux nouvelles locales. En lisant le premier numéro en date du 22 janvier 1903, le lecteur aurait bien pu douter que cette feuille serait un journal de famille. En première page, sous le titre «Inch Rope Reminiscences», le rédacteur défendait la peine capitale et se livrait à des réminiscences nostalgiques sur une longue série de lynchages aux États-Unis. Visiblement, le «Stroller» croyait que, en l'absence d'une exécution légale, un lynchage était une alternative acceptable et salutaire. Dans le même numéro, White vantait son journal aux citadins et aux mineurs: «A daily paper is fresh for one day only,

while a weekly paper is read for a week. The *Free Lance* contains spice enough to relieve the monotony of life and enough common sense to commend it to all sensible people.»⁴⁴ En page éditoriale de ce premier numéro, on peut lire l'avis suivant qui reflète bien les conditions de vie assez frustes du Klondike: «Any subscriber paying in cord wood will please bring it free from knots in order that a woman may be able to split it.»⁴⁵ Malgré ses blagues et son appel au sentiment familial, le *Free Lance* ne dura qu'une seule saison.

Les séquelles de l'élection de 1902

Les effets de l'élection fédérale de 1902 se firent sentir durant une bonne partie de l'année 1903; le *News* raillait ses deux concurrents pour avoir annoncé que Ross devait faire partie du Cabinet et que sa santé était bonne. Le 22 juin, le *News* demandait la démission du député sous prétexte que sa santé avait été si mauvaise qu'il n'avait pu s'acquitter de ses fonctions à la Chambre des communes et qu'il n'avait rien accompli depuis son départ pour Ottawa.

*It was a grave mistake to send Mr. Ross to Ottawa. The News contended throughout the election that his return would be regarded as an endorsement of Sifton, and that the poor health enjoyed by Mr. Ross would militate against his usefulness[. . .] Yukoners are accused in the house of endorsing the government and finding fault at the same time. Mr. Ross neglects his duties because he is said to be too sick to attend the session.*⁴⁶

A ce moment-là, le *Nugget* commençait lui aussi à repenser l'appui qu'il avait donné à Ross; le 1^{er} juillet 1903, il se déclarait déçu de la piètre performance du député. Le *Nugget* avait appuyé Ross car il présentait des garanties d'être le meilleur candidat, mais le journal ne s'était pas engagé à appuyer l'oubli des promesses électorales. Le *Sun* attaqua le *Nugget* pour avoir laissé tomber Ross. Il était bien connu que Ross n'était pas en très bonne santé au moment des élections, mais ses électeurs avaient néanmoins confiance qu'il accomplirait davantage pour le territoire que son adversaire. Ceci s'était avéré, de continuer le *Sun*: réduction de coût pour l'obtention de permis minier et nomination d'une commission d'enquête sur les concessions, maintien de l'exemption de douane à l'importation d'équipement minier et une généreuse allocation budgétaire pour la mise en valeur du Yukon. Le *News* avait au moins été conséquent dans son opposition à Ross, mais le *Nugget* changeait de côté⁴⁷.



HE IS IN A POSITION TO EAT ALL THE FRUIT THAT DROPS FROM THE TREE.

Les concessions et les polémiques de presse

Dans un article de fond du 28 avril 1903, le *News* reprenait sa position sur la question de la concession Treadgold, déclarant avoir été le seul des trois journaux à s'opposer à l'entreprise depuis le début. Tôt en mai, le rédacteur du *News* clarifiait la position de son journal sur cette question: le principe des concessions hydrauliques n'était pas mauvais en soi, mais il ne fallait y avoir recours que lorsque le sol ne permettait plus l'exploitation rentable des placers. Il était évident que le Klondike n'avait pas encore atteint ce stade et pourtant on réservait de larges territoires présentement inutilisés à l'exploitation future par les concessionnaires. Cela étranglait l'économie du district et c'est à quoi le *News* s'opposait si rigoureusement. Sifton était responsable et le *News* ne pouvait que se réjouir de sa démission, mais le dommage était déjà fait. Le 22 juillet, le rédacteur exposait ses sentiments sur la mauvaise administration du territoire.

The fact that Clifford Sifton will no longer be empowered to administer the affairs of the Yukon is a source of much congratulation, but «the evil that men do lives after them.»

*The evil that Mr. Sifton has done in this country will be permanent, and the present condition of its mining industry, and commercial paralysis are monumental evidence to his narrow-minded views and limited administrative capacity.*⁴⁸

Le 14 août 1903, le *News* annonçait en grosses manchettes que les membres de la Commission royale créée pour enquêter sur la question des concessions étaient arrivés; il s'agissait de Byron Britton, C.R., et de Benjamin T.E. Bell, ingénieur. Le jour de son arrivée à Dawson, ce dernier lançait l'avertissement suivant: *The people must come to realize that mining is not a gamble, but a business. It must be conducted along the lines of the utmost careful management and strictest economy.*

*The people of the Yukon will do well to awaken to this fact.*⁴⁹ Le 26 août, une réunion populaire tenue au *Auditorium Theatre* adoptait une résolution condamnant le *Sun* et sa politique équivoque, favorable aux intérêts gouvernementaux mais pleine de belles paroles pour les mineurs. Puis, le 8 septembre, les commissaires mettaient arbitrairement fin aux auditions lors d'une dispute verbale acerbe entre le conseiller Clarke et le juge Britton. Le *News* ne voyait rien à gagner de l'enquête et accusait Britton de partialité. Comme il était à prévoir, le rapport Britton défendait les concessions, mais ceci ne changea rien à l'issue de l'affaire; en juin de l'année suivante la situation avait été corrigée par décret du conseil.

Il ne fait aucun doute que le *News* faisait preuve de plus de maturité et de largeur de vue que les deux autres journaux de Dawson; ses éditoriaux en font foi. Malgré tout, d'après les normes

actuelles, son acceptation facile de la violence et son attitude nationaliste et chauviniste semblent archaïques. Il suffit de considérer l'attitude du *News* envers la boxe, les rixes et la guerre.

Le 22 février 1904, le *News* se portait à la défense de la boxe contre les condamnations de la *Dominion Ministerial Association* qui considérait ce sport comme brutal et dégradant. Le *News* soutenait que la guerre et la boxe étaient chères au cœur des Anglo-Saxons; on pouvait le déplorer, mais c'était un fait. Un journal devait donc consacrer une certaine place à ces questions pour bien se vendre. A tout prendre, de continuer le rédacteur, la fascination exercée par le ring était une bonne chose car la boxe et l'esprit qu'elle créait étaient étroitement liés à la guerre. Ce serait un bien triste jour que celui où la grande race anglo-saxonne perdrait son esprit guerrier. Le 26 mars 1904, le *News* consacrait une bonne moitié de sa première page au combat Britt-Corbett, mais sentait le besoin de défendre un sport qui n'était pourtant attaqué que par une minorité. Dans un éditorial du même numéro, le rédacteur traitait les adversaires de l'arène de femmelettes et de poltrons; tout Britannique et tout Américain digne de ce nom aimait les combats de boxe et seuls les hypocrites le niaient.

Cette attitude se retrouve dans un reportage du *News*, du 2 septembre 1903, au sujet d'une bagarre de rue ou, plus précisément, d'un combat singulier de nature unilatérale. Robert Anderson, concessionnaire (et ce fait doit avoir contribué à colorer le reportage), et George T. Coffey, gérant de l'Anglo-Klondike Company, avaient témoigné devant la Commission royale dont nous avons déjà parlé, et Anderson avait fait des remarques désobligeantes à l'endroit de Coffey. En quittant l'audition, Coffey s'attaqua à Anderson, le forçant à quitter le trottoir et à descendre dans le ruisseau puis à traverser et à descendre la rue boueuse. Pendant tout ce temps il l'accablait de coups à volonté sous les yeux de la foule amusée. Le pauvre Anderson, incapable de lutter contre son adversaire plus agile, criait au secours en reculant le long de la rue. Il finit par une tentative pitoyable de s'armer d'un bâton. Le *News* de continuer avec un plaisir évident: *When they reached the gutter on the other side of the street Anderson went down and fell in the mud. He siezed a stick which was imbedded in the earth, probably intending to use it as a club but Coffey came down on top of him and the fight continued until a couple of policemen arrived and pulled Coffey off the concessionaire.*

*Anderson's face after the fight looked as if some one had tried to print the map of the Lynn canal on it.*⁵⁰

Coffey fut condamné à une amende de \$5 alors que l'accusation contre sa victime – fort mal en point – était rejetée. Le racisme du *News* est manifeste dans un éditorial du 16 novembre 1903 com-

mentant les inquiétudes du président Roosevelt sur l'immigration massive aux États-Unis.

*The question which appeals to the observer today is whether a government, the genius of which is Anglo-Saxon, is altogether safe in the hands of Huns and Slavs[. . .] The change of racial stock in America is so rapid, many now living will yet be alive when America's Anglo-Saxon ancestry will be but a memory as the Norman conquest is but a memory in England today.*⁵¹

Le News et l'enseignement supérieur

Sur le sujet de l'enseignement universitaire, le *News* faisait preuve d'un pragmatisme presque rustique, qui date beaucoup aujourd'hui, à une époque où l'on attache tant de prix aux grades universitaires de quelque sorte qu'ils soient et où qu'ils aient été obtenus. Les écoles de journalisme étaient peut-être bien dans leur première enfance en 1903; quoi qu'il en soit, elles ne s'étaient pas encore mérité le respect du *News*. Tout l'éditorial du *News* est imprégné du mépris du rédacteur à l'égard de l'enseignement supérieur. Selon lui, l'art du journalisme «was not to be bestowed by a gowned professor, nor to be acquired in the lecture room»⁵². Le *News* pouvait bien avoir un peu raison en commentant le triste état des diplômés munis d'un grade en lettres et qui n'étaient équipés pour aucune profession ou aucun métier. Citant l'exemple d'un jeune homme de sa connaissance qui avait une belle instruction, acquise à grands frais, le rédacteur faisait remarquer: *The man's education had fitted him for nothing and had unfitted him for everything, and the alleged mental training he had received at great cost to his parents finally left him stranded in a restaurant as a waiter – and a very poor one at that.*⁵³

S'inscrivant en faux contre un professeur de l'université Harvard qui avait émis l'opinion que la culture, et non l'aptitude à gagner sa vie, devrait être le premier but de l'université, le rédacteur du *News* se livrait à des invectives, hélas trop typiques de l'esprit d'épicier d'une société de frontière, contre la formation humaniste. En fait de pragmatisme grossier et d'éloquence de bas étage, le passage suivant de la page éditoriale du *News* du 7 janvier 1904 serait difficile à égaler et encore plus à dépasser.

To an observer at a distance the equipment of the college graduate would appear to be less literature than that possessed by an ordinary library attendant; less Greek than was known by the bathhouse attendants of ancient Greece; less Latin than was spoken by Caesar's cook; less practical mathematics than is known by a bank employee at \$25 a week; less art than is in the possession of many art studio scrub attendants; less baseball than the ordinary professional graduated from the highways and byways; less watercraft and oaranship than an ignorant fisherman out of

*St. John's; less theology than a Salvation Army convert; less powerful oratory than a sandlot demagogue; less practical knowledge of the world as it is than the bootblacks and newsboys on the streets. This is about the equipment of the ordinary collegeman as seen in the Klondike.*⁵⁴

Cette tirade était probablement due à la plume de W.A. Beddoe, un Anglais qui à l'époque était rédacteur du *News*, et pour qui Woodside avait si peu de respect qu'il le battait toujours froid dans la rue. Dans une lettre à Steele en date de septembre 1910, Woodside traitait Beddoe de «spy, blackmailer, turncoat, blowhard and a liar»⁵⁵. Quelles qu'aient été les qualifications de Beddoe, ce n'était pas un homme de lettres. Le *News* soutenait que la marque d'un bon rédacteur était de bien juger l'opinion publique et de servir le goût populaire. Si l'éditorial cité ci-dessus reflète en quelque façon que ce soit la mentalité des habitants de Dawson en 1903, alors (sans tenir compte des facteurs économiques) Dawson était bien lancée sur le chemin qui mène du camp minier à la petite ville de province. Le *Sun* adoptait une position plus modérée sur la valeur de l'enseignement supérieur, mais l'attitude des deux journaux était strictement utilitaire.

La fin du *Nuggett*

Au début de 1903, le *Nuggett* dénonçait à nouveau le cartel *News-Sun* dirigé contre le *Nuggett*, tentative par le *News* d'obtenir le monopole du journalisme à Dawson. D'humeur à se défendre, le *Nuggett* annonçait le 29 janvier la réduction de son tarif d'abonnement pour augmenter le tirage. Au début de février, le *Nuggett* répétait ses accusations contre le *News*, déclarant que la politique de ce dernier allait à l'encontre de l'intérêt public. A cette époque, la valeur d'information du *Nuggett* baissait visiblement, ce qui était une indication du déclin du journal. Le 29 janvier 1903, le *Sun* annonçait qu'il réduisait son abonnement à \$1.98 par mois, soit 2 cents de moins que le *Nuggett*. Le 4 avril, le *Sun* proclamait que son édition du dimanche atteindrait 16 pages au mois de mai et qu'il était le seul journal de Dawson à avoir un correspondant à Ottawa. On devait ajouter un supplément artistique en quatre pages et en couleurs au *Sun* du dimanche. Le 4 juin, le *Sun* annonçait l'envoi de deux machines à composer Mergenthaler pour remplacer son appareillage *monoline* actuel. On annonçait des suppléments en couleurs et des illustrations en simili. Le 1^{er} juillet 1903, le *Nuggett* faisait une offre spéciale d'abonnement en collaboration avec le *Globe* de Toronto. On offrait un abonnement de six mois au *Weekly Globe* avec un nombre équivalent de numéros du *Nuggett* pour seulement \$12. Cela est assez curieux étant donné le fait que le 11 juillet 1903 George M. Allen informait ses lecteurs que le *Daily Klondike Nuggett* et le *Semi-Weekly-*

Nugget, avec les presses, le stock et tout l'équipement, avaient été vendus à la Record Publishing Company. Le dernier numéro du *Nugget*, en date du 14 juillet 1903, ne contenait rien dans ses six pages indiquant qu'il s'agissait de la dernière fois que le journal apparaissait dans les rues de Dawson. Les deux éditoriaux de ce dernier numéro traitaient du *self-government* en Alaska et de l'abus du privilège parlementaire. On n'y trouvait aucune parole d'adieu.

Le *News* disait adieu au *Nugget* dans un article en vedette du 15 juillet 1903. Tout en reconnaissant leurs divergences, le *News* rendait hommage à l'esprit combatif de son rival: le *Nugget* n'avait jamais refusé le combat. Allen, adversaire redoutable, avait pourtant été un ami personnel «outside the editorial sanctum».

*Whatever the future may have in store for him he will leave Dawson with the assurance that among the friendships that will be cherished he must number among the most sincere, that of his friend, the enemy, and none wish him greater success in the sphere of usefulness in which he may find himself than the News and its staff.*⁵⁶

Le *Sun* était plus franc sur le sujet de ses rapports avec le *Nugget*:

*The Sun and the Nugget have had lots of trouble between themselves – hard, bitter, stern troubles – but between ourselves, gentle reader, most of that trouble never happened. Apparently we were the most bitter of enemies, at daggers drawn all the time, but (on the side) that never prevented our borrowing paper and ink of each other whenever the necessity arose – we never borrowed money of each other, because neither has ever had any more money than was needed to keep going.*⁵⁷

On se demande jusqu'à quel point il faut prendre au sérieux la guerre entre les rédacteurs. Une bonne partie de ces rodomontades étaient-elles écrites avec un clin d'oeil malicieux? Il est certain que selon les apparences les journaux rivaux s'étaient livré un combat acharné.

En banqueroute à son départ de Dawson, Allen rentra aux Etats-Unis où il continua son métier précaire de serviteur de l'opinion publique.

Le *Sun* ayant absorbé le *Dawson Record* le 1^{er} novembre 1903, l'organe gouvernemental et le *News* étaient les seuls journaux de Dawson. Le *Record*, dont le rédacteur était L.C. Branson et le directeur V.H. Smith, avait eu une existence très courte, son premier numéro datant du 16 juillet de l'été précédent. Il s'agissait d'un quotidien du matin, de six pages de six colonnes, destiné aux mineurs; c'était strictement une feuille de nouvelles, sans chroniques spéciales. Sa politique éditoriale avait été semblable à

celle du *News*: il fallait condamner les concessions et les malheurs du territoire étaient directement attribuables à Sifton, mais sa critique était moins implacable que celle du *News*. Le *Record* avait adopté le principe libéral fondamental que l'économie canadienne était intimement liée à celle des Etats-Unis et qu'étant donné la disparité entre les deux pays en fait de puissance et de richesse, le Canada devrait agir en conséquence. A la retraite de Branson, le *Sun* absorba immédiatement le *Record*.

Peu de temps après avoir avalé son éphémère rival, le *Sun* était victime d'un malheur hélas trop courant dans les premiers jours de Dawson. Peu avant 16 h le 19 novembre, une boîte de benzine explosait dans le sous-sol du *Sun*. L'incendie détruisit une bonne partie des presses qui ne portaient que \$5000 d'assurance⁵⁸. Le *Sun* emménageait ensuite avec le *News*, qui avait placé son stock et ses presses à la disposition de son malheureux voisin. Le 9 décembre, le *Sun* était rentré dans ses pénates: on avait réussi à sauver une partie suffisante de l'équipement pour assurer la publication. Avant de quitter son hôte, le *Sun* le remerciait de son aide opportune et généreuse.

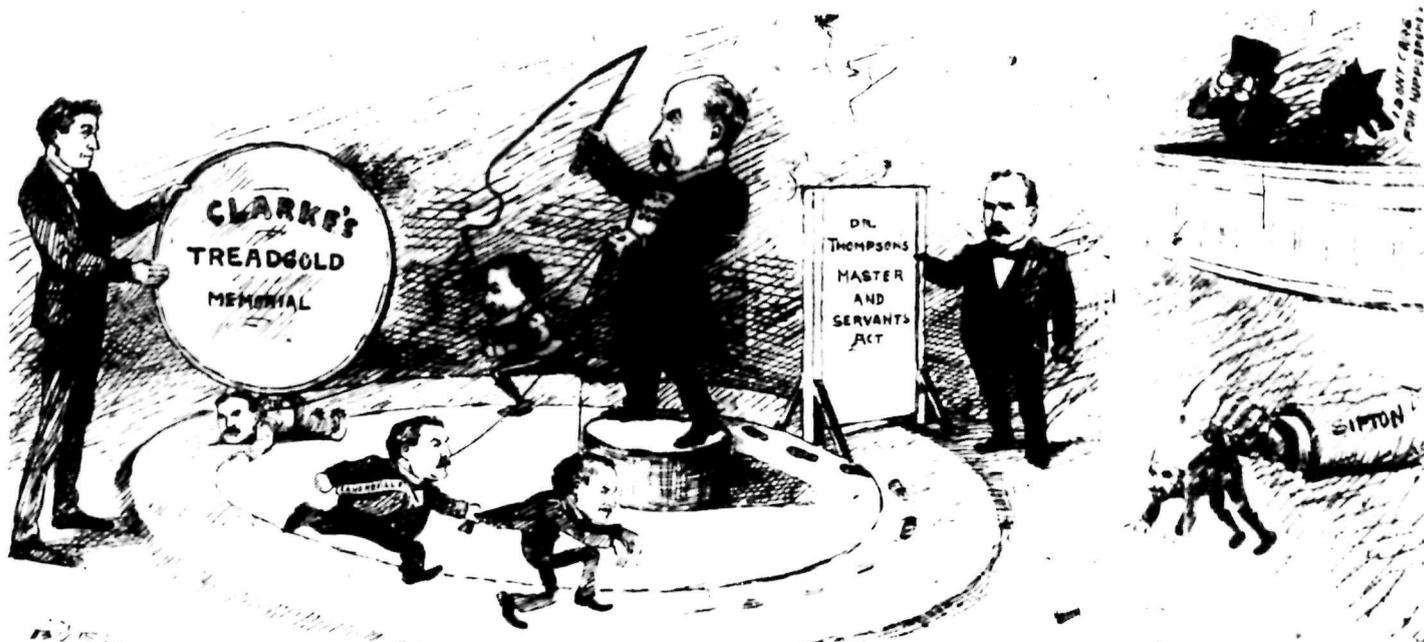
*We are deeply grateful to the Dawson Daily News management and force for kindness shown us since the fire. All the News has in the way of equipment and paper stock (and it has about all there is in the Yukon) has been at our disposal without money and without price.*⁵⁹

Le *News* et la machine politique de Congdon

Au début de 1904, le commissaire Congdon commençait à reserrer sa mainmise sur la destinée politique du territoire; à cette fin, il contribua à fonder un autre journal. Congdon croyait que le *Sun* n'était pas un instrument assez raffiné pour servir à influencer les électeurs, même si le *Sun*, sauf dans l'affaire Treadgold, avait toujours appuyé fidèlement le gouvernement. Congdon ordonna à son séide, William A. Temple, ancien cheminot officiellement chargé des opérations de forage au diamant, d'établir un nouvel organe gouvernemental et d'obtenir les services de Beddoe, du *News*, comme rédacteur. Temple fit ce qu'on lui demandait et l'on vit paraître le *Yukon World*, publié tous les jours sauf le lundi, sur quatre pages de sept colonnes, au prix de 25 cents l'exemplaire, ou \$2 par mois. Il arborait deux devises: «Reliable and Newsy» et «Aggressive, Courteous».

Le *World* ne tarda pas à faire preuve d'agressivité, mais on chercherait en vain la courtoisie dans ses éditoriaux. Dans le premier numéro, le 29 février 1904, le rédacteur exposait la politique du journal.

Today the Yukon World enters the field of Dawson journalism.



RINGMASTER CONGDON'S BAD ACTORS DECLINE TO JUMP

In politics the World will be Liberal, supporting the government of Sir Wilfrid Laurier, but with a Yukon policy well defined and quite obvious.

*The World has an abiding faith in Yukon and its future, and also entertains the view that the government has done much and may be confidently expected to do more to encourage those who have made this remote portion of the Dominion famous.*⁶⁰

Le *World* déclarait que le *Sun* *has had no comprehension of the importance of the functions it was expected to perform, and as a newspaper it may properly be described as a failure.*

*The World entered the field because the field was not covered, that was not our fault, but our opportunity.*⁶¹

La réaction du *News* fut assez calme: «*Papers may come and papers may go, but the News goes on forever.*»⁶²

Le *Sun* riposta, affirmant être toujours l'organe du gouvernement et le porte-parole du parti libéral au Yukon et demandant comment le *World* pouvait s'arroger un tel rôle tout en employant comme rédacteur un journaliste qui avait passé de nombreuses années au service du principal journal d'opposition. Bien que le *World* ait relégué le *Sun* au rôle de porte-parole d'une simple faction du parti libéral, le *Sun* insistait qu'il n'y avait aucune division au sein du parti et qu'il était encore le seul journal libéral de Dawson. Cette déclaration tenait surtout de la bravade, cependant, car à la fin de mars on avait annoncé officiellement qu'à compter du 2 avril 1904 le *Sun* ne contiendrait plus la gazette officielle du Yukon⁶³. Pour satisfaire sa politique de remplacer le *Sun* par un journal qui lui plaisait davantage, le commissaire avait enlevé au *Sun* la clientèle gouvernementale, laquelle fut pendant si longtemps une source de rivalité dans le monde du journalisme à Dawson.

Ce n'est sûrement pas une coïncidence que ce même jour le *Sun* dénonçait Congdon pour avoir négligé la magnifique occasion qu'il avait eue, en devenant premier magistrat du territoire, de redresser les griefs de longue durée; au lieu de cela, il avait choisi de s'entourer d'opportunistes et de serviteurs du parti dans son effort d'établir sa domination sur le territoire dans son propre intérêt.

It is only right to state the Sun is distinctly and mightily embarrassed over having to come to this point. The Sun stands for the government of Sir Wilfrid Laurier and the Liberal party, believes in it and can conscientiously preach to all[. . .] That Commissioner Congdon will be replaced, and soon, is as certain as that the Liberal government of Canada is right[. . .] Commissioner Congdon, W.A. Beddoe and the commissioner's select coterie of paid supporters must travel together in future to the end, for the Sun

*must stay with the Liberal party which they are attempting to disrupt.*⁶⁴

En fait, le fidèle *Sun* était forcé de se ranger dans l'opposition.

Le *News* et le sentiment patriotique

Dans un éditorial du 21 juin 1904, le *News* comparait les principes des constitutions britannique et américaine. Les deux constitutions préservaient la liberté, mais tandis que, pour les Américains, la source du pouvoir était le peuple, pour les Britanniques, c'était la Couronne. Bien que le système parlementaire britannique soit au fond aussi démocratique que la forme américaine de gouvernement, les dignités et titres dont on honorait les magistrats en vertu du système britannique constituaient une boisson capiteuse pour des individus vains ou arbitraires. C'est pourquoi il fallait une presse d'opposition vigoureuse et critique de façon que les dirigeants ne se laissent pas emporter par le sentiment de leur propre importance. Le *News* jouait ce rôle salubre au Yukon, territoire plus mal gouverné que toute autre partie du Canada. Il est certain que jusqu'à la nomination de McInnes comme commissaire, le *News* s'était livré à une critique ouverte et constante du gouvernement.

Dans le même numéro, le *News* contestait le traitement donné aux Américains au Yukon, à l'encontre de ce qui se passait dans le reste du Canada. Au Yukon, selon le rédacteur, on considérait les Américains comme des étrangers et beaucoup d'entre eux avaient quitté le territoire pleins d'amertume. Ce regrettable état de choses pouvait être attribué directement aux exactions et aux bavées du gouvernement territorial, ainsi qu'à l'autorité fédérale.

En avril 1904, on pouvait discerner dans les pages éditoriales du *News* une tendance vers une attitude plus impériale et en même temps plus canadienne (ce qui n'était pas incompatible à l'époque). Sur la question de l'expansion impériale, qu'elle soit britannique ou américaine, le *News* était bien de son temps: l'acquisition des Philippines par les États-Unis et la conquête britannique des républiques des Boers faisaient partie de l'ordre naturel des choses, les faibles étant remplacés par les forts, et la seule chose regrettable était les explications hypocrites données par les grandes puissances⁶⁵.

Woodside continuait d'attaquer l'américanisme de la presse de Dawson. Dans une lettre à Steele en septembre 1904, Woodside faisait remarquer qu'un des malheurs du Klondike depuis le début avait été que les journaux étaient aux mains de «*Yankees who do not know the first thing about Canada*»⁶⁶. Ce printemps-là, Woodside avait adressé une longue lettre à l'éditeur du *News*, le prenant à partie pour avoir donné à une population mal informée une conception déformée et antibritannique de la Révolution améri-

caine. Le *News* avait en fait utilisé le mot «barbarous» pour décrire les mesures prises par les autorités britanniques pour réduire l'ardeur révolutionnaire de certains des agitateurs. Woodside trouvait inadmissible qu'un journal puisse ainsi tromper ses lecteurs dans un territoire britannique, créant un préjugé contre la couronne au moyen d'une fausseté historique. Le *News* eut la courtoisie de publier en entier la lettre de Woodside le 21 mai, tout en se défendant au moyen d'un jeu de mots. Le *News* voyait la Révolution comme une querelle de famille où les autorités britanniques des colonies, par une aberration temporaire, avaient violé les droits que tous les Britanniques considèrent comme une partie sacrée de leur héritage. Il est à noter que le *News* avait poliment entendu Woodside, ce qui constitue un contraste avec l'attitude de son ancien journal le *Sun*, pour ne pas mentionner le défunt *Nugget*.

Le *News* contre le *World*

L'été et l'automne de 1904 virent une détérioration rapide des relations entre le *News* et le *World*. Ce duel entre le *News* et son dernier rival devait s'avérer le plus acerbé de tous ceux qui avaient eu lieu dans la période courte, mais agitée, depuis l'introduction des journaux au Klondike. Woodside ayant allégué que Beddoe avait été congédié par le *News* pour avoir tenté de faire chanter un explorateur du nom de J.B. Tyrrell, le *News* se mit à appeler son rival «The Blackmailer's Gazette». Un éditorial du *News* du 6 août faisait remarquer qu'on pouvait trouver le *World* dans toutes les tavernes et dans tous les bars dont le permis avait été renouvelé; Temple, la créature de Congdon, avait été nommé commissaire aux permis d'alcools: l'abonnement à l'organe de Congdon était donc devenu une condition du renouvellement des permis.

Le 5 octobre, le *News* comparait ses presses et ses installations à celles du «Blackmailers' Gazette». En entrepôt, peut-être comme équipement de réserve, le *News* possédait deux machines à composer *monoline*, de fabrication canadienne, ainsi qu'une machine à composer Thorne, fabriquée aux États-Unis. Ceci suffisait à égaler la machinerie du *World*. Le *News* utilisait deux machines à composer de marque Mergenthaler, dont chacune avait une capacité double de celle des appareils *monoline* plus vieux. Le *News* était imprimé sur une grosse presse rotative Babcock, alors que le *World* utilisait une «country Campbell press». Le *News* était prêt à parier qu'il pouvait imprimer le journal de son concurrent en moins d'une demi-heure⁶⁷. (Il semble que le défi n'ait pas été relevé par le *World*.) En résumé, la machinerie du *News* était le triple de celle du *World* et son tirage six fois plus grand. Dans ses attaques monotones mais répétées contre

«the ignorant *News*», le *World* alléguait que le *News* avait envoyé la plus grande partie de sa machinerie à Tanana (Alaska) et qu'il s'apprêtait à se retirer de Dawson. Au contraire, répliquait le *News*, ses installations de Tanana constituaient une entreprise séparée et les propriétaires s'attendaient d'y trouver le même succès qu'à Dawson.

En septembre 1904 le *News* introduisait une mise en page curieuse et assez désordonnée en première page. De nombreuses manchettes étaient composées verticalement le long de chaque colonne; cette mise en page inesthétique était abandonnée l'année suivante.

L'élection de 1904: défaite de la machine politique de Congdon

La campagne électorale de 1904 pour le siège fédéral fut la plus chaudement disputée de l'histoire du Yukon. Le 29 octobre, Congdon démissionnait de son poste de commissaire pour se porter candidat. Le *News* et le *Sun* appuyaient tous deux le Dr Alfred Thompson, indépendant et ancien membre du conseil, nommé par la faction libérale opposée à Congdon. Le *World* appuyait évidemment son fondateur, Congdon. Congdon obtint la nomination de la faction «Tab» du parti libéral; cette faction était ainsi nommée parce que Congdon donnait des bons ou des reçus pour services rendus durant la campagne en vue de récompenses futures. Temple démissionna de son poste de commissaire aux permis d'alcools afin de se consacrer à la campagne de Congdon.

Bien que Congdon ait continué de jouir de la confiance de Laurier, Morrisson dans son *Politics of the Yukon Territory 1898-1909* maintient qu'il n'y a guère de doute que Congdon cherchait à dominer l'administration et la politique du territoire pour ses propres fins⁶⁸.

Le *Sun* et le *News* attaquaient, à qui mieux mieux, et Congdon et Temple. L'ancien préposé aux permis se serait servi de ses fonctions pour acheter l'appui politique, refusant les permis d'alcools ou leur renouvellement à ceux qui n'étaient pas prêts à appuyer Congdon. Le *News* repoussait avec mépris la menace grossière du *World* à l'effet que les fonctionnaires qui n'obéissaient pas à Congdon seraient congédiés. Le *World* avait cité la Loi sur le Yukon qui donnait au commissaire le pouvoir de suspendre n'importe quel fonctionnaire; cependant, le *News* faisait remarquer que ceci ne s'appliquait qu'aux fonctionnaires territoriaux et non aux fonctionnaires fédéraux; ainsi, la Police à cheval du Nord-Ouest (qui avait encouru les foudres de Congdon à cette époque), le bureau de poste et les tribunaux échappaient aux oukases du commissaire. Seuls les «underlings of the Administration

building» étaient soumis à ses menaces; de toute façon, ils formaient l'aile «Tab» du parti libéral et se consacraient entièrement aux intérêts de Congdon en dépit de décisions contraires du parti⁶⁹. Dans une lettre écrite à Laurier en juillet 1904, alors qu'il était encore commissaire, Congdon l'assurait qu'il n'avait rien fait dont il puisse avoir honte. En réponse, Laurier rassurait son premier magistrat du Yukon: «The Government has absolute confidence in your zeal and judgment and hitherto, whilst we have received numerous complaints as you well know, we have taken no heed of the same and left the whole matter to your discretion.»⁷⁰

À la fin de juillet, le commissaire parlait de la «reptile American press», tandis que le *News* traitait son ancien rédacteur, maintenant au service du *World*, de «Juneau blackguard». Le rédacteur du *News* affirmait qu'il était lui-même de naissance et d'éducation anglaises, qu'il pouvait retracer ses ancêtres par les registres de paroisse jusqu'à l'époque des Tudor, et qu'il avait vécu en Amérique du Nord depuis près d'un quart de siècle, mais que c'était la première fois qu'on lui lançait sa nationalité à la figure. Puisque Congdon croyait qu'il était si important que des Canadiens dirigeant la presse du Yukon, pourquoi, se demandait le *News*, le commissaire avait-il offert de vendre ses actions du *Sun* au *News* en assumant ses fonctions⁷¹?

Comme la campagne prenait de l'élan, le *News* donnait cet avertissement à ses lecteurs:

*The News is confident that this is the last opportunity that will be given Yukon to break the galley chains which have been thrown about the territory. It is the last time it will be in the power of the people to throw off the Old Man of the Sea.*⁷²

Le 30 novembre, le *News* lançait un dernier avertissement à l'électorat, l'incitant à se méfier de faux télégrammes censés provenir d'Ottawa et contenant des promesses destinées à affecter le vote en faveur de Congdon. Ceci s'était produit auparavant, durant la campagne de 1902; de nombreux électeurs avaient alors été amenés à croire que Ross devait faire partie du Cabinet.

Malgré ces machinations, Congdon perdit l'élection par 618 voix. Thompson, en qui le *News* voyait le porte-étendard de la lutte contre la corruption politique, avait été élu. Le *World* accepta le résultat de mauvaise grâce: «Yukon is a hotbed of disloyalty», de déclarer le rédacteur furieux.

*The people have spoken and told the government that what has been done in Yukon during the last few years is not appreciated, that big appropriations are not wanted, that government help is unnecessary, and that from this time on the people will ask the government for nothing but will fight the powers that be through the person of an Independent, a man who will stand alone in the house with not another to second his resolutions.*⁷³

Le 19 décembre, deux jours après la fermeture du scrutin, le *News* déclarait qu'il était dangereux que l'appareil électoral soit dans les mains de l'un des candidats. Le fondement de tout le concept britannique de liberté était l'occasion donnée au peuple d'exprimer sa volonté, sans violence. L'intérêt du territoire était maintenant de se rallier derrière Thompson. Le *News*, de conclure le rédacteur, avait été au premier rang de la lutte contre Congdon depuis le début, et il avait gagné.

La nouvelle année, 1905, n'avait que quelques jours lorsque le *News* annonça joyeusement une réduction longtemps attendue des rangs serrés de la fonction publique territoriale: «AND THEY GOT IT WHERE THE CHICKEN GOT THE AXE!!!»⁷⁴ Trente-trois fonctionnaires avaient été congédiés, dont certains étaient «our friends» et l'on ne pouvait donc pas dire qu'il s'agissait d'un geste de vengeance politique. La population du territoire étant passée de 40 000 habitants au quart de ce chiffre, la réduction de la Fonction publique était une économie nécessaire de l'ordre d'environ \$100 000 par année.

Les accusations de conspiration

À la suite de l'élection, 17 hommes étaient accusés de conspiration en rapport avec des irrégularités électorales. L'enquête préliminaire dura six semaines, à la suite de quoi six des accusés furent acquittés et 11 envoyés à leur procès, mais, par manque de preuve, la Couronne refusa de porter des accusations. Le *News*, qui aurait sans doute préféré conserver le vieux verdict écossais de «non prouvé» avec ceux de «coupable» et «non coupable», regrettait surtout l'acquiescement de deux des accusés, Creswell et Black, qui avaient très certainement touché aux bulletins de vote. Le fait de laisser tomber les accusations, de l'avis du *News*, permettrait aux «Tabs» de refaire leurs forces. La bataille contre la corruption venait tout juste de commencer; la faiblesse maintenant signifierait une campagne plus dure plus tard. L'élection d'un candidat réformiste au Parlement fédéral n'était que le premier pas de la campagne de réforme.

Joseph Clarke était d'accord avec le *News* qu'il n'aurait pas fallu laisser tomber les accusations; cependant, le *News* n'appuyait pas Clarke lorsqu'il exigeait que le procureur de la couronne, J.B. Pattulo, et le commissaire intérimaire, le major Zachary T. Wood, de la Police à cheval du Nord-Ouest, soient mis en accusation pour activité partisane. Wood avait tout simplement suivi les ordres d'Ottawa et avait tant fait pour assurer une élection honnête que la proposition de Clarke était ridicule. Néanmoins, le *News* publia la lettre de Clarke demandant qu'il y ait des accusations pour irrégularités électorales, mais sans les deux paragraphes concernant la mise en accusation de Pattulo et de

Wood. Sur les instances du *World*, le *News* publiait à contrecœur la lettre en entier, le 20 mars 1905, afin de décourager Clarke de solliciter encore l'aide du *World*.

Les règlements miniers: le retour de Congdon

Le 1^{er} avril 1905, les manchettes du *News* annonçaient la réforme des règlements miniers et l'attribuaient au nouveau député. Trois jours plus tard, cependant, le *World* publiait une lettre écrite par Congdon au secrétaire de la Chambre de commerce de Dawson, dans laquelle l'ancien commissaire parlait expressément des réformes des règlements qu'il aurait espéré introduire bientôt. C'était donc, selon le *World*, à Congdon et non à Thompson qu'il fallait donner le crédit de ces réformes. C'était un argument valable, mais le *News* n'en n'avait pas encore terminé avec Congdon. L'éditorial du 1^{er} juin 1905 faisait état d'une rumeur voulant que le candidat défait tente désespérément «on the outside» d'obtenir un poste gouvernemental et de revenir au Yukon. Le rédacteur soutenait qu'il n'y avait aucune chance que la manoeuvre réussisse et que Congdon était trop discrédité pour se montrer de nouveau au Yukon. En ceci, le *News* avait tort, car non seulement l'ancien commissaire devait-il revenir au Yukon plus tôt que prévu, mais il devait encore représenter le territoire à la Chambre des communes. Le 3 juin, le *World* annonçait le retour imminent de Congdon comme conseiller juridique du gouvernement, le même poste qui l'avait amené la première fois au Yukon. Le 6 juin, le rédacteur du *News* déplorait cette nouvelle qui indiquait trop clairement que les «Tabs» agissaient encore et que la bataille contre la corruption n'était gagnée qu'à moitié.

Le *World* se montra plus clairvoyant que le *News* sur un sujet. À la suite de longues années d'opposition à l'autorité fédérale dans le territoire, le *News* était en faveur de l'union avec la Colombie-Britannique comme solution possible aux maux du Yukon. Cette province avait les meilleurs règlements miniers du pays et avait un meilleur contrôle de ses propres ressources que n'importe quelle autre province. D'autre part, le *World* rejetait cette idée comme totalement irréalisable. La Colombie-Britannique était déjà la plus grande province et, en outre, une vaste région déserte, pour la plupart inexplorée, était située entre la frontière méridionale du Yukon et les marches de la civilisation dans le centre de la Colombie-Britannique. Sauf de récentes ouvertures de la part de la province, l'opinion du *World* prévalut.

La réforme de McInnes

La nomination de W.W.B. McInnes comme commissaire du Yukon marquait le début d'une ère nouvelle pour le territoire. Frank Oliver ayant remplacé Sifton comme ministre de l'Intérieur, le Yu-

kon pouvait effectivement espérer des temps meilleurs. Né à Dresden, Ontario, McInnes était diplômé en droit de Toronto; il avait siégé et à la Chambre des communes et à l'assemblée législative de la Colombie-Britannique. Le *World* accueillait chaleureusement la nomination de McInnes dans son éditorial du 23 mai 1905, mais le *News* manifestait une réserve facile à comprendre. Le *News* ne partageait pas l'avis du *World* que l'agitation politique cesserait à l'arrivée du nouveau commissaire. Au contraire, écrivait le rédacteur du *News* le 27 juin, le nouveau commissaire devrait être mis au courant de ce qui s'était passé dans le territoire, de sorte qu'il ne puisse jamais se plaindre qu'il n'avait pas été averti.

McInnes arriva à Dawson le 4 juillet et annonça aussitôt un programme de réforme de vaste envergure qui lui gagna bientôt l'appui du *News*. Le 8 juillet de grosses manchettes proclamaient:

*SWEEPING REFORMS ANNOUNCED FOR THE YUKON
NEW COMMISSIONER PROMISES TO REMEDY
THE GREAT EVILS THAT HAVE CURSED THE KLONDIKE*⁷⁵

Visitant Dawson au mois d'août, le nouveau ministre passa trois jours à écouter les doléances. Un commissaire réformiste allié à un ministre sympathique était de bon augure pour l'avenir du territoire. Les concessions inexploitées furent annulées et il y eut révision du code minier. Un commentaire plaisant du *News*, à propos de l'erreur qu'Ottawa avait faite d'envoyer un honnête homme comme commissaire, attira les foudres du *World*.

*The cowardly contemptible vulture that would slur the character of the prime minister and of the men who are dearest to all Canadians and insinuate that their reason for sending Mr. McInnes here was because of their relief that he was a dishonest man – a mistake found too late – is about the rawest thing the territory has had yet to suffer.*⁷⁶

Le *News* répliqua que l'éditorial en question avait très évidemment été écrit sur un ton badin, mais que de telles nuances échappaient au *World*. Le *News* était cependant très sincère dans l'appui qu'il accordait à McInnes.

En juillet 1905, le *World* rouvrait le vieux débat sur la propriété du *News* et du *Sun*, alléguant que Roediger et McIntyre, propriétaires du *News*, étaient également propriétaires du *Sun*. Le *News* ridiculisait cette tentative maladroite de brandir l'épouvantail du monopole; l'ordonnance sur l'enregistrement des journaux exigeait que tous les propriétaires de journaux déposent ces renseignements sous serment au greffe. Des trois journaux qui publiaient alors à Dawson, seul le *World* avait évité de donner les noms de ses propriétaires. W.F. Thompson était propriétaire du *Sun*, Roediger et McIntyre du *News*, avec Arnold F. George comme rédacteur. Et George était un Anglais, et non un Améri-

cain. Il était facile de voir, de continuer le *News*, pourquoi le *World* tenait tant à garder secret les noms de ses propriétaires (s'étant déclaré propriété de la World Publishing Company); la majorité de ses actions étaient détenues par des fonctionnaires qui avaient été forcés par Congdon d'investir dans cette entreprise⁷⁷. Le 12 septembre 1905, le *News* revenait à la question de propriété – à l'origine, c'était Congdon, Thompson et Pritchard qui étaient propriétaires du *Sun*, Congdon ayant par la suite vendu ses actions à sa nomination comme commissaire. Le *Sun* avait été en partie propriété du *News* seulement pendant deux mois en 1902, mais était indépendant depuis lors.

La confrontation entre le *News* et le *World*

Sous l'administration réformiste du nouveau commissaire, l'année 1906 voyait un apaisement de la tension et de l'agitation politique. Le *News* et le *World* étaient maintenant les deux seuls journaux de Dawson, le *Sun* étant apparemment disparu derrière l'horizon. (Au moment de la rédaction, on n'avait pu retrouver ni le dernier numéro du *Sun* ni la moindre allusion à sa disparition dans le *News*.) L'année s'ouvrait par une dispute entre le *News* et le *World* sur la publication des avis miniers, descriptions officielles des concessions données par le bureau du commissaire de l'or. Le *World*, qui était devenu l'organe gouvernemental, ne prisait guère le fait que le *News* imprime ces avis gratuitement, ce qui représentait une économie pouvant aller jusqu'à \$50 pour les récipiendaires. Le *World* était irrité que le *News* se soit arrogé une de ses prérogatives, mais le bureau du commissaire de l'or jugea que les avis étaient valides quel que soit l'endroit où ils étaient publiés (y compris le *Whitehorse Star*). Dans un article du 8 janvier 1906, le *News* accusait le *World* d'exiger des frais exorbitants pour ce service. Le *News* ridiculisait le *World* de se vanter d'un grand tirage parmi les mineurs, soutenant que dans de nombreux cas les journaux avaient été littéralement donnés. Ne se faisant aucun scrupule de s'en prendre à l'intégrité de son concurrent, le *News* appelait le *World* «the grafter's gazette». Peut-être pour se venger, le *World* accusait le rédacteur du *News*, A.S. George, d'extorsion. Ayant, semble-t-il, eu des doutes sur la validité de cette accusation, le *World* publiait un désaveu le 19 juin 1906. *It is often the case that a newspaper in the heat of controversy is led to attach the weight of fact to what is afterward found to have been unfounded suspicion.*

The lapse of time enables the World to state fully and frankly that the serious charge against Mr. A.F. George of having attempted to extort money, or anything else from anyone, is absolutely foundationless and without basis in fact. The World makes this statement voluntarily and in barest justice to the gentleman

*injured. There has nothing transpired on which such a charge could be based and it is withdrawn and retracted without reservation whatsoever.*⁷⁸

Il est impossible de savoir si le *World* se rétracta sous la menace d'une poursuite en diffamation ou par simple prudence, bien que la première hypothèse soit plus probable.

Comme nous l'avons déjà dit, la Police à cheval du Nord-Ouest s'était attiré l'animosité de Congdon en refusant de se plier à ses exigences durant la campagne électorale de 1904. A cette époque, c'est le commandant Wood de la Police à cheval qui agissait comme administrateur, Congdon ayant démissionné pour se présenter aux élections. En mars 1906, le *News* s'en prenait au *World* pour la publication de lettres injurieuses, signées «Dawson», dont la cible était la force policière et une dame de bonne société, probablement la femme du commandant. Un certain major A. Ross Cuthbert, écrivant à Woodside de Dawson le 28 mars 1906, identifiait Congdon comme la source de la diffamation. Répondant à Cuthbert d'Ottawa le 27 août, Woodside déclarait qu'il soupçonnait que le *World* *got a tip from Ottawa to stop that nonsense, for in the only copy seen by me for a long time, there was a very laudatory article on the police. You see the fool [presumably Beddoe, the editor] hardly seemed to be aware that he was striking at Sir Wilfrid's own department.*⁷⁹

Le premier ministre eut vent de cette campagne de dénigrement. Laurier avait toujours eu confiance en Congdon, malgré les nombreuses plaintes reçues à son sujet; cependant, le 31 mai, dans une lettre à McInnes, il mentionnait les lettres anonymes, ayant peine à croire que «our friend Congdon» soit capable de tels gestes, surtout contre une dame de bonne société. Néanmoins, de continuer le premier ministre, il avait informé Wood qu'il avait toute liberté d'accorder la clientèle de son bureau à un autre journal que le *World*⁸⁰. McInnes répondait au mois de juin que ces accusations, qu'il qualifiait d'inéquitables, injustes et outrageantes, avaient eu lieu tout au long de l'hiver. Il attribuait cet état de fait aux rivalités sociales entre certaines grandes familles «and to many petty and ill-advised acts of administration, which were not calculated to cement our friends»⁸¹. Il est peut-être difficile de comprendre comment Congdon, ancien commissaire et futur député, pouvait s'abaisser jusqu'à attaquer quelqu'un sous le couvert d'un pseudonyme, mais il semble bien que tel était le cas, épisode assez honteux de la vie de cet homme indéniablement compétent mais peut-être trop ambitieux. Le *World* se prêta à cette façon de faire peu reluisante, alors que, comme il fallait s'y attendre, le *News* exposait «Dawson».

Un échantillonnage des deux journaux pour septembre 1906 révèle que le *News* était le plus considérable (six pages de huit colonnes) et le plus progressif des deux quotidiens, le *World* se limitant à quatre pages de sept colonnes. Le *News* était mieux illustré et avait un point de vue plus cosmopolite. La quantité de publicité dans le *World* avait diminué depuis le printemps précédent; cependant le *World* constituait encore un concurrent valable.

L'américanisme suscitait beaucoup moins de controverse. Cependant, en commentant une loi américaine récente qui prévoyait des peines pour ceux qui exploitaient le drapeau américain à des fins de publicité commerciale, le rédacteur du *News* révélait une attitude américaine plutôt que britannique, car la vénération accordée au drapeau aux Etats-Unis était réservée à la couronne dans les pays de tradition britannique. Le *News* du 4 juillet 1906 fut le premier à ne pas proclamer la fête nationale américaine avec de grosses manchettes et des éditoriaux, tout comme si le Klondike était territoire américain. La fête de l'Empire avait été soulignée dans le *News* par une grande photographie de la défunte reine. Le lendemain du 4 juillet, le *News* élaborait sur le thème de l'entente anglo-américaine. Tandis que le *News* adoucissait son sentiment pro-américain, le *World* abandonnait son ancienne politique de «Yankee go home». Le 28 juin, un éditorial du *World* marquait la fin de l'anti-américanisme:

*The World is a Canadian paper, first, last and all the time. But it believes in the wise saying of Earl Grey, that the closer Canada affiliates with the more powerful nation at the south of her, the better it must be for her continued prosperous growth.*⁸²

Nouvelles tendances et déclin du *World*

Bien qu'il se fût autrefois élevé contre les prostituées et les souteneurs, le *News* n'était pas pour autant assey strict pour accepter une mesure comme le projet de loi sur l'observance du dimanche. Le rédacteur jugeait que cette mesure rigoureuse et coercitive n'était pas compatible avec le caractère de plus en plus cosmopolite du Canada et particulièrement du Yukon. L'immigration amènerait une plus grande tolérance et rendrait plus difficile pour un groupement, une secte ou une dénomination religieuse d'imposer sa volonté aux autres. Le *News* croyait qu'il était heureux que les dispositions de la loi prévoyaient que son application dans chaque province fût confiée au procureur général: ce poste n'existait pas dans le territoire.

A l'automne de 1906, le *News* introduisait un sujet qu'il devait poursuivre de façon intermittente pendant plusieurs mois. Une orthographe phonétique simplifiée avait, disait-on, été adoptée par le gouvernement américain sous l'autorité du président; cepen-

dant, il était en effet très discutable que le gouvernement britannique, comme le *News* le croyait, étudiat cette nouvelle pratique. Citant le *New-York Globe*, le *News* déclarait que sur 300 modifications projetées, seulement 67 pouvaient être considérées radicales et que certaines d'entre elles ne seraient peut-être jamais adoptées:

*Heapt for heaped
washt for washed
mixt for mixed
altho for although
molt for moult
stript for stripped
woful for woeful
and trapt for trapped*⁸³

Le *News* se conformait généralement à l'usage américain, mais jamais, dans sa carrière de plus d'un demi-siècle, n'a-t-il adopté de pareils solécismes.

Dans les numéros du début de 1907, on constate une baisse des annonces publiées dans le *News*, ce qui traduit une baisse graduelle de la prospérité du Klondike. Dans un numéro choisi au hasard (celui du 3 janvier 1907), on note que le journal conservait la clientèle de compagnies américaines comme la Great Northern Railway, la Chicago, Milwaukee and St. Paul Railway et Harper Brothers, maison d'édition de New-York. Le *Yukon World* manifestait les mêmes symptômes de baisse saisonnière du commerce de détail à Dawson. Les deux journaux conservaient leur format habituel – huit pages pour le *News* et quatre pages pour le *World*. La saison était tranquille. Il est assey étrange de trouver dans les pages du *News* des annonces de Bovril en français, dans un journal par ailleurs entièrement imprimé en anglais. Les deux rédacteurs consacraient leurs éditoriaux à des questions d'intérêt général et de portée nationale ou internationale, évitant les sujets locaux ou controversés. A la fin de 1907, la publicité dans le *News* avait repris beaucoup du poil de la bête, mais les éditoriaux ne dépassaient guère une colonne. La première page de ce numéro comportait beaucoup de nouvelles télégraphiques, pour la plupart d'origine nord-américaine, mais aussi une dépêche en provenance de Saint-Petersbourg, capitale des Tsars.

David R. Morrison affirme qu'à compter du 5 avril 1907 le *News* avait assumé la direction du *World*, ce dernier apparaissant à partir de cette date comme l'édition du matin du *News*⁸⁴. La controverse éditoriale entre les deux journaux avait à cette date diminué à tel point que l'affirmation de Morrison est plausible, bien qu'on n'ait trouvé aucune allusion à ce fait dans l'un ou l'autre des deux journaux.

Le 30 novembre 1907, le *World* annonçait qu'il redeviendrait hebdomadaire durant les mois d'hiver, période pendant laquelle la clientèle de ses annonceurs était à son point le plus bas. Le *Weekly Yukon World* devait paraître le dimanche matin et comprendre la gazette officielle⁸⁵. (Le premier mai de l'année suivante, le *World* reprenait sa publication quotidienne.) L'hebdomadaire avait les mêmes dimensions que le quotidien – quatre pages de sept colonnes – et se vendait un dollar par mois. Cette mesure traduit sans doute le fait que les ressources financières du *World* étaient plus minces que celles du *News* qui devait demeurer un quotidien jusqu'à la fin des années 1920. Ou alors, dans l'hypothèse que Morrison ait raison, il peut s'agir d'une mesure d'économie adoptée par la direction du *News* pour lui permettre de passer à travers les durs mois de l'hiver. Quoi qu'il en soit, la baisse de l'économie du Klondike ne fait aucun doute.

Un article de fond publié dans le *News* le 10 septembre 1907 marque un changement net dans la politique éditoriale de ce journal. Parlant du programme Borden, le *News* se déclarait entièrement en faveur de l'administration Laurier, ce qui constituait une véritable volte-face si l'on se reporte aux temps qui ont précédé l'administration de McInnes.

Thompson, député du Yukon au Parlement d'Ottawa, faisait savoir à la direction du *News* que les anciens du Klondike qui habitaient maintenant Edmonton, Calgary ou Victoria l'assuraient que le *News* se comparait très favorablement aux meilleurs quotidiens de ces centres pourtant beaucoup plus considérables. Des gens qui n'avaient jamais été au Yukon exprimaient souvent leur surprise qu'une région si éloignée fût desservie par un journal d'une telle qualité. Le *News* de son côté gardait le contact avec les anciens résidents et abonnés qui montraient fièrement le journal à leurs amis. A cette époque (1907) les normes du *News* n'avaient pas encore baissé; on ne pouvait cependant en dire autant de l'économie du Klondike. En 1908, la population du Yukon était inférieure à 10 000 habitants. Le déclin constant de la production d'or en était la cause.

En 1908, on annonçait que le conseil du Yukon serait dorénavant élu. Le commissaire ne devait plus siéger au conseil, mais devait conserver les pouvoirs de réservation et de désaveu. Le territoire obtenait donc un gouvernement entièrement représentatif mais non responsable, car aucun cabinet n'était créé. Dans un article de fond du 20 juillet 1908, le *News* se déclarait en faveur de la nouvelle constitution, car c'était déjà beaucoup que la longue lutte pour le gouvernement représentatif ait été gagnée et qu'à l'avenir la législation soit aux mains des habitants du Yukon plutôt qu'en celles des bureaucrates de la lointaine ville d'Ottawa. Le *News* était satisfait de la répartition des pouvoirs entre le com-

missaire et le conseil. Comme le fait remarquer Morrison, il ne s'agissait pas de gouvernement responsable, mais néanmoins le conseil électif pourrait exercer un certain contrôle car c'est lui qui devait approuver les fonds. Pour citer un éditorial du *News* ce serait «a snug, round-the-table affair»⁸⁶. Le *World* semble n'avoir guère commenté cette loi (projet de loi modifiant la Loi sur le Yukon, 1908), se contentant de parler de la scène parlementaire à Ottawa. Avec la modification et l'amélioration du code minier, l'introduction du gouvernement représentatif et le règlement de la question des concessions, les années de vive controverse politique étaient choses du passé.

Dawson devenant une ville rangée de type canadien où prédominait la conscience non conformiste d'orientation méthodiste, il y eut une levée de boucliers contre les derniers vestiges colorés de l'époque tapageuse et encore récente de la ruée vers l'or. Les salles de danse avec leurs bars, leurs salles de jeu, leurs vaudevilles et leurs femmes (qui n'étaient pas nécessairement des prostituées) avaient déjà subi les attaques des moralistes qui auraient voulu que Dawson fût aussi tranquille et respectable que, par exemple, Palmerston (Ontario) ou Charlottetown. Dès le 5 octobre 1906, le *News* défendait les salles de danse contre les condamnations d'un ministre du culte de Nanaimo qui n'avait pas été à Dawson à l'époque de la ruée vers l'or et qui donc n'avait pas été témoin des scènes contre lesquelles il fulminait du haut de sa chaire et dans les journaux. Selon lui, les salles de danse actuelles de Dawson étaient même pires qu'à l'époque de la ruée vers l'or et étaient devenues proverbiales dans tout le pays. Le *News* répondait que Dawson, avec son excellent service policier, sa population assez petite pour que tout le monde se connaisse, respectait la loi aussi bien que n'importe quelle autre ville de dimension comparable au Canada; cependant, le mélange de sexe et d'alcool qu'on trouvait dans les salles de danse était plus que les réformateurs n'en pouvaient supporter. Dawson devenant de plus en plus une ville rangée où les gens s'établissaient à demeure, les salles de danse qui y survivaient devaient faire face à une surveillance de plus en plus étroite. C'est celui qui était le réformateur le plus zélé et le plus en vue, le révérend John Pringle, presbytérien, diplômé de Queen's, qui était arrivé dans le territoire avec la ruée vers l'or, qui faisait le plus de bruit. En 1902, il avait déjà commencé sa campagne contre les salles de danse qui restaient à Dawson et, le 18 janvier 1908, le Floradora, la dernière des salles de danse riches et colorées synonymes de la belle époque, ferma ses portes. Par la suite, l'ordonnance fut révoquée jusqu'au mois de juin, afin de donner au propriétaire le temps de régler ses affaires. La fermeture du Floradora marquait la fin d'une époque. Selon le *News* du 20 janvier

*Millions in gold have flowed through the dance halls of Dawson, millions of men have trod their boards, and countless little dramas have been enacted. Millions have been spent in the upkeep, in the engagement of talent for the auxiliary shows, the elaborate orchestra and other accompanying amusements.*⁸⁷

Certains réformateurs soupçonnaient les salles de danse de servir également de maisons closes, mais une déclaration du commissaire Alexander Henderson, en date du 7 décembre 1907, les exonérait de cette accusation. Il déclarait que le pire danger de ces salles de danse était que les mineurs en visite y étaient amenés à boire beaucoup et à dépenser énormément par les filles. Congdon appuyait la déclaration de Henderson, mais il n'y avait rien à faire: les salles de danse devaient fermer leurs portes.

Et le *News* et le *World* s'en prenaient à Pringle, dont les condamnations du vice à Dawson avaient reçu une large publicité dans les journaux canadiens. Le 29 février 1908, le *World* publiait une lettre du commissaire où les accusations de Pringle étaient réfutées une par une. Le *World* accusait Pringle d'exploiter la notoriété de Dawson à des fins politiques. Il était à noter qu'au moment où ces infractions étaient censées avoir eu lieu, Pringle n'avait formulé aucune accusation auprès des autorités compétentes à Dawson. Selon le *News*, une fois supprimée la prostitution ouverte, il n'y avait aucune raison de continuer à supprimer les derniers vestiges d'un passé tapageur.

Changement de propriétaires du *News*

Le numéro du 1^{er} juillet 1908 du *News* est le premier à mettre en vedette la fête du Dominion; avant 1908, c'est le 4 juillet et la journée de l'Empire qui avaient la vedette au calendrier du *News*. Mieux encore, le 4 juillet le *News* ne publiait ni éditorial commémoratif, ni article de première page du type «Let the Eagle Scream». Le point de vue du *News* était nord-américain, comme en font foi ses éditoriaux: ainsi, le *News* parlait fréquemment des théories de Goldwin Smith, auteur d'origine anglaise, célèbre mais controversé, qui prêchait l'annexion du Canada aux États-Unis. Cependant on assiste clairement à cette date à l'élaboration d'une perspective canadienne. Ses lecteurs n'ont donc peut-être pas été étonnés outre mesure lorsque le *News* annonça un changement de propriétaires le 31 octobre 1908; McIntyre et Roediger avaient vendu leurs actions.

It is hard to say goodbye to our many readers who have always proved such staunch friends. Many of them have been with us since we founded the establishment, July 26, 1899, and we trust we shall not be altogether forgotten[. . .] We have fought the people's battles faithfully and honestly, never for an instant betraying our duty to the public which so generously supported us;

never permitting an encroachment upon our editorial independence . . .

For all this there is a deep sentiment attaching to our long connection with the newspaper we founded, and which we shall always read with a certain thrill of pleasure, and there must necessarily be some regrets. But these we cut short in order to ask our friends to continue their patronage to our successors.

De Dawson, Roediger s'en alla à Fairbanks où il avait déjà fondé un journal quelques années auparavant et où il devait en fonder un second⁸⁸.

Dans le numéro suivant, celui du 2 novembre, le journal annonçait que ses propriétaires étaient maintenant canadiens, mais qu'il n'y aurait aucun changement de politique éditoriale. Le journal avait d'abord été connu comme conservateur, et il en avait donc surpris plusieurs en annonçant son appui à Robert Lowe, candidat libéral à l'élection fédérale qui se préparait; mais en fait, de continuer l'éditorial, le journal avait toujours favorisé une politique non partisane, d'abord en politique territoriale, puis en politique fédérale. La devise «NOT FOR PARTY, NOT FOR SELF, BUT FOR YUKON» figurait en tête de la page éditoriale.

Le retour de Congdon: l'élection de 1909

La campagne électorale fédérale de 1908–1909 ramenait Congdon au centre des préoccupations des journaux. Et le *News* et le *World* étaient en faveur d'un candidat libéral, Robert Lowe de Whitehorse. J.A. Clarke et l'avocat George Black étaient également candidats. Au début, le *World* ne croyait pas que Congdon se présenterait, car son traitement comme député ne compenserait guère le manque à gagner de sa lucrative étude de droit. Le rédacteur faisait remarquer que Congdon avait été défait bien que sa faction ait été aux commandes de la machinerie électorale à la dernière élection. Rendu à la troisième semaine de décembre, cependant, le *World* était encore plus fortement opposé à son créateur: il s'agissait d'un opportuniste pour qui la fin justifiait les moyens. Ses attaques contre la Police à cheval du Nord-Ouest en étaient une preuve. Quatre ans plus tôt il avait louangé la Police, alors que maintenant il se vantait d'avoir «succeeded in wresting from them the power that so long had been so shamefully abused»⁸⁹. Cet homme était sans principes.

Malgré le changement de direction, le *News* prit fortement position contre Congdon. Le candidat n'avait manifesté aucun repentir de ses machinations passées; Sir Wilfrid hésiterait sûrement à appuyer cet homme qui avait amené tant de discrédit à son parti comme commissaire du Yukon. Le *News* croyait que le député du Yukon devrait appartenir au parti au pouvoir, mais que cet homme n'était sûrement pas Congdon.

Puisque les deux journaux le rejetaient, le *News* plus fortement que le *World*, Congdon lançait son propre organe de courte durée, le *Labour Advocate*, dont le rédacteur était un certain «Jimmy Pickles». Parlant de son premier numéro au début de 1909, le *World* traitait le journal de Congdon de «journalistic abortion» et de «mimeographed special». Sur cette lancée, le rédacteur du *World* continuait: «Editorially, it is hybrid as to character, idiotic as to composition and infamous as to assertions.»⁹⁰ Il est difficile de dire si ce journal contribua ou non à la victoire de Congdon; quoi qu'il en soit, il ne semble pas avoir survécu longtemps et nous n'avons pu jusqu'ici en retrouver aucun exemplaire.

La campagne fut chaudement disputée et porta sur des questions de personnalité plutôt que de politique; en effet, à cette date, il y avait peu de griefs autres que les tarifs élevés de fret pour mécontenter la population du territoire. Le scrutin s'ouvrait le 19 janvier et le *News* découvrait une fois de plus qu'il avait appuyé le candidat perdant. Les électeurs avaient choisi Congdon.

Le *News* accepta de bonne grâce le résultat de l'élection, demandant à tous d'accepter le verdict populaire et d'accorder leur entier appui au nouveau député. Pour sa part, le journal croyait s'être acquitté de son devoir en stimulant l'intérêt pour l'élection et en encourageant les électeurs à voter. Le *World* était un peu plus enthousiaste, se réconfortant à la pensée qu'à tout le moins le siège avait été remporté par un libéral. Il n'y avait aucun doute quant à la compétence manifeste de Congdon. En juin 1909, le *News* lui-même, le plus grand adversaire de Congdon dans le passé, le félicitait d'avoir terminé son premier mandat en Chambre.

La fin du *World*

L'année 1909 marque la fin de la transition entre l'exploitation des placers et des pentes par des mineurs individuels et le dragage, effectué par de grandes compagnies bien financées et munies d'un équipement dispendieux. Le gravier était si épuisé que ces procédés complexes étaient maintenant nécessaires pour que l'exploitation minière du Klondike soit rentable. Dawson avait déjà l'air un peu délabré des villes qui ont vu des jours meilleurs. Un visiteur, T.A. Rickard, commentait ainsi le déclin de Dawson: *Northward are many untenanted buildings, and even the centre of the town bears a bedraggled appearance, indicative of shrunken commerce. During the boom days the population was 50,000; now it is 2000. Dawson looks like a stout man who has grown very thin and yet wears the clothes made for him in his adipose days. Although it has been difficult for Dawson to accommodate*

*itself to straightened circumstances, the adaptation has been heroically. The boom has gone, but business remains.*⁹¹

Les deux journaux condamnaient la vente par catalogue qui nuisait beaucoup au commerce des détaillants locaux. Le *News* voyait un grand mal dans cette pratique et considérait que ceux qui encourageaient ce mode d'achat auprès des grandes maisons de vente de l'extérieur manquaient d'esprit local. Les grands magasins à rayons de Toronto, de Vancouver et d'autres villes ne contribuaient en rien à l'économie du Yukon, sinon qu'ils se rendaient opportunistes et détérioraient la situation existante. Le *World* demandait: «Will we buy the goods that send the dollar out of the country or the goods that keep it in?»⁹² Mais aucune potion magique ne pouvait amener la guérison de l'économie malade. Le 27 mars 1909, le *News* soulignait que les comptes gouvernementaux à Ottawa montraient que la trésorerie fédérale avait dépensé pour le territoire 2 millions de plus qu'elle n'en avait reçu.

Dès octobre 1908, le *News* avouait qu'il n'y avait place que pour un seul quotidien à Dawson et moins d'un an plus tard le *News* était en effet le seul journal. Au début de janvier 1909, la Dawson News Publishing Company se portait acquéreur du *World*, le nom des nouveaux propriétaires figurant pour la première fois en page éditoriale le 9 du même mois. Le *World* continua d'exister comme hebdomadaire officiellement indépendant pendant encore sept mois. Le dernier numéro disponible est celui du 7 août 1909, où il n'y a aucune mention du fait que cela soit la dernière édition du journal. Le *World*, comme le *Sun*, est disparu sans bruit.

L'année 1909 marque la fin d'une période d'agitation politique. En juin de cette année avait lieu la première élection du conseil entièrement élu, but poursuivi de longue date par le *News* et le *Nugget*. Dans le bref espace de 13 années, Dawson avait vécu quatre étapes de son histoire: d'abord un poste de traite avec un magasin général, puis un camp minier qui avait fait connaître le Klondike à travers le monde entier, puis une ville rangée dont l'avenir semblait assuré et finalement une ville de 2000 habitants manifestant tous les signes de la décadence économique. Le reste de l'histoire du Klondike et du seul journal qui y restait ne saurait se comparer à l'époque qui a précédé.

La ville fantôme, 1910–1954

La partie importante de l'histoire du *Dawson Daily News* vient d'être racontée; durant les 44 dernières années de son existence, le journal suivit de près les hauts et les bas de la ville. Alors que le reste du monde passait à travers deux guerres mondiales et la grande dépression, le Klondike connaissait le calme d'un âge mûr bien rangé. Le *News* vieillit avec Dawson, devenant tri-hebdomadaire en 1924, puis hebdomadaire en 1946. À l'exception des années de guerre, le *News* se limitait surtout aux nouvelles locales.

Le jour de l'an en 1909, le *News* avait proclamé:

*Yukon territory stands on the verge of its most successful era. With triumphs in material wealth at which to point with pride during an eleven years of active production which have passed, the country has a future which will pale into insignificance the outpost of the first decade.*¹

Il est impossible de dire si le rédacteur croyait que les événements avaient donné raison à sa confiance, mais le *News* du jour de l'an de 1910 n'avait plus que sept colonnes au lieu de huit sur ses quatre pages, bien que le journal présentait encore le même aspect qu'un quotidien métropolitain, avec des éditoriaux vigoureux et diverses chroniques. Les spectacles sportifs, comme le combat poids lourd Johnson-Jeffries recevaient des reportages complets.

En juillet 1910, le *News* suggérait divers trucs pour faire de la publicité pour le Klondike, autrefois si célèbre. On proposait qu'il serait peut-être possible d'organiser une course automobile à travers l'Alaska et le Yukon, ou alors une course de Dawson le long du Yukon jusqu'à Saint Michael puis de là jusqu'à Vancouver ou Seattle. Il faudrait la publicité la plus grande possible; par exemple, on pourrait insister sur le fait que Chicago n'était qu'à dix jours de voyage de Dawson considérant les bonnes communications par rail et par vapeur. Trop d'investisseurs éventuels considéraient le territoire comme éloigné et difficile d'accès. Dix ans après la ruée vers l'or, il était plus que jamais nécessaire de faire de la publicité pour le territoire. Le 20 octobre 1910, la page éditoriale du *News* publiait la déclaration de foi suivante:

*As long as water runs down the Yukon, Dawson will be Dawson. It was predicted years ago that when the individual workers had ceased operations on Bonanya, Eldorado and Hunker there would be no Dawson. The prospectors and the individual operators on those creeks have eagerly given way to the large concerns, and the same may be said respecting the other creeks. But the prospectors and operators have not by a long shot left Yukon. They are scurrying through the hills, overturning the rich gravels and getting the golden reward, and the change has proceeded far enough to prove Dawson always will be a live place.*²

L'éditorial du lendemain déclarait que le Yukon était un endroit où il faisait bon vivre et élever une famille. Son climat était stimulant et salubre et il n'était pas sujet aux désastres qui affectaient tant d'autres parties du monde.

L'élection de 1911

En septembre 1911, les conservateurs, sous la direction de Robert Borden, mettaient fin à quinze années de gouvernement libéral. Un mois plus tard, les bureaux du scrutin s'ouvraient dans le territoire du Yukon pour décider si le libéral Congdon continuerait à représenter le Yukon ou si ce serait le vétéran Thompson pour les conservateurs. Le *News* étant maintenant le seul journal de Dawson, le rédacteur adoptait un point de vue moins partisan et plus objectif dans son examen des candidats et des questions. À cette époque, celles-ci étaient rares. Il s'agissait au fond d'une question de personnalité. Le *News* répétait le conseil qu'il avait donné en 1908 au moment de son changement de propriétaires: le Yukon serait mieux servi par un député appartenant au parti au pouvoir, ce qui signifiait maintenant un conservateur. C'est pourquoi le *News* appuyait Thompson. Congdon perdit son siège, mais le traitement qui lui fut accordé par le *News* était très différent de celui des jours anciens. Le journal laissait entendre qu'il aurait appuyé Congdon si Sir Wilfrid avait conservé le pouvoir. Les choses étant ce qu'elles étaient, le candidat défait méritait le respect et la gratitude du territoire qu'il avait si bien servi.

*It must not be forgotten that although one candidate won, the man who lost had a large share of the people of Yukon back of him. But in deciding the best course for Yukon, the people chose the Conservative candidate. Mr. Congdon doubtless will find other lines in which to employ his talents to advantage, and his work on behalf of Yukon may not be counted ended.*³

Le territoire avait passé la phase des luttes et des dissensions entre les partis et les factions; les élections à venir devaient presque toutes se jouer beaucoup plus sur la valeur des candidats en lice que sur la politique partisane.

La première guerre mondiale

Au cours des années qui ont précédé la guerre, le *Dawson Daily News* conserva son même format – 4 pages de 7 colonnes – se vendant 25 cents l'exemplaire, ou 2 dollars par mois. Les éditoriaux, qui dépassaient rarement une colonne et demie ou deux colonnes, traitaient de sujets d'intérêt général. Sans journal rival, toutes les controverses étant réglées, la page éditoriale n'avait plus le piquant de l'époque de la ruée vers l'or et de ses séquences.

Le *News* couvrit la première guerre mondiale d'une façon aussi efficace et complète que la plupart de ses contemporains du monde extérieur, faisant grand usage de grosses manchettes et de nouvelles télégraphiques récentes en provenance du front. Les éditoriaux traitaient des divers aspects de la guerre. Le journal ne manquait pas de chauvinisme, exigeant par exemple l'exécution du kaiser après l'armistice.

Même durant la crise finale de la guerre, une nouvelle locale de mauvais augure se voyait accorder la priorité en première page. Le 23 mars, les manchettes annonçaient une coupure de non moins de 40 pour cent des prévisions budgétaires fédérales pour le Yukon. Le 6 avril, le rédacteur s'élevait vigoureusement contre cette façon cavalière d'Ottawa de traiter un territoire qui avait envoyé 500 volontaires au front et avait produit au total 200 millions de dollars en or, il affirmait que le dominion ne devait en aucune manière réduire le Yukon à une condition de vassalité⁴. Au cours de la seule année précédente, selon l'éditorial du 10 mai, le Yukon avait produit \$4 700 000 en richesses minérales. *The Yukon is not done for, and never will be. As long as water runs down hill and as long as the sun shines, Yukon will be on the map. And it will be peopled and productive. The occupation of this realm is permanent. The evidence is here to those who will open half an optic.*⁵

Puis, le 4 mai 1918, le *News* présentait une manchette encore plus menaçante, «YUKON COUNCIL TO BE ABOLISHED». La nouvelle était venue dans un télégramme d'Arthur Meighen au commissaire de l'or. Le rédacteur réitérait sa confiance inébranlable dans l'avenir du territoire, assurant que Dawson subsisterait aussi longtemps qu'il y aura l'existence même de la carte du Yukon et aussi longtemps que le soleil brillera⁶. Les inquiétudes à ce propos étaient sans fondement, car, bien que le conseil ait été réduit de huit à trois membres en 1921, il n'a jamais été aboli. Quant à savoir si Dawson survivra aussi longtemps que le soleil brillera, la chose est moins certaine.

Le début de l'après-guerre

Dans un éditorial en date du 24 février 1919, le *News* déplorait le manque de publicité favorable par qui que ce soit d'autre que leur propre député. Le rédacteur prenait toujours comme hypothèse que la richesse minérale du territoire était virtuellement inépuisable; cela étant ainsi, qu'est-ce qui pourrait expliquer l'apathie démontrée par le reste du pays à l'endroit du Yukon? On se demande si la confiance du rédacteur se fondait sur ce qu'il savait ou sur ce qu'il souhaitait.

Parmi les questions de l'après-guerre, citons la violente épidémie d'influenza, le désarmement, la conférence de paix, les réparations et la réhabilitation, questions qui faisaient les manchettes et du *News* et de ses contemporains du monde extérieur. Au jour de l'An de 1920, le journal, avec ses quatre pages de quatre colonnes, plutôt que de six, semblait en décadence. Les éditoriaux ne remplissaient plus qu'une colonne ou une colonne et demie. La publicité avait diminué et provenait surtout des détaillants de Dawson et des environs. En apparence et en contenu, le journal n'était plus ce qu'il était dix ans plus tôt.

Comme toutes les provinces à l'exception du Québec, le Yukon avait adopté des lois de tempérance comme mesure de guerre en 1916–1917, le Québec faisant de même en 1919. La tempérance avait un certain attrait pour ceux qui étaient motivés par un sens du devoir et du dévouement. Fait curieux, dans un article de fond du 20 février 1920, le journal qui avait défendu les salles de danse contre les interventions intempestives des réformateurs, prêchait maintenant la tempérance dans son éditorial, avec, il est vrai, une nouvelle direction, un peu moins de dix ans plus tard. *Intoxicating beverages have no place in a world where machinery occupies such a prominent place as it now does. The safety of too many others is involved when the unsteady hand is left in control of the steering wheel or the engine throttle.* Le rédacteur de continuer: «The greater our democracy, or our civilization, the more restricted become our liberties.»⁷ La période «sèche» se terminait pour le Yukon, comme pour la Colombie-Britannique et une ou deux autres provinces, en 1921.

Le *News* était en décadence, ayant passé du statut de quotidien métropolitain à celui de journal de petite ville; ceci apparaîtrait, dans les premières années de l'après-guerre, dans la qualité de ses éditoriaux et dans la réduction de la publicité. Au début des années 1920, les articles de fond étaient de plus en plus souvent tirés d'autres journaux au lieu d'être l'oeuvre du rédacteur. Des sursauts périodiques d'énergie amenaient le rédacteur à commenter quelques questions d'intérêt public ou à stimuler la confiance dans l'avenir économique du territoire. Au milieu des années 20, seule une demi-douzaine de détaillants locaux annonçaient dans le *News*, en compagnie du service de cabotage du Pacifique Canadien. L'économie contraignante de cette région défavorisée réglait inévitablement l'envergure de ce journal qui s'était si souvent vanté d'avoir la meilleure imprimerie au nord de Seattle. Le 11 octobre 1924, le *News* cessait sa publication quotidienne; à compter de cette date, il était publié trois fois par semaine, mais jusqu'au 15 novembre il garda son titre original pour ensuite devenir tout simplement le *Dawson News*, eu égard à sa nouvelle situation⁸.

Depuis le moment où il avait changé de propriétaires, le *News* avait arboré en tête de sa page éditoriale la simple désignation Dawson News Publishing Company comme propriétaire. En mars 1924, cette mesure de sécurité – si tel était bien le cas – avait été relâchée suffisamment pour révéler le nom du rédacteur, Arthur Hazelton Dever, décrit comme un citoyen américain de naissance. L'entreprise était dirigée par un triumvirat, dont deux (Charles Reed Settlemyer et Harold Malstrom) étaient des citoyens américains de naissance et le troisième, Otto Frederick Kastner, était malgré son nom, d'origine britannique⁹.

L'édition du 6 décembre 1924 portait en grosses manchette «YUKON RADIO SERVICE OFFICIALLY OPENED». La communication par télégraphie sans fil ou radio, par opposition aux lignes télégraphiques au sol, venait de s'ouvrir entre Edmonton et Dawson. A cette époque, la transmission se faisait en morse plutôt que par radiotéléphonie. Il était heureux pour Dawson que la technologie suive le rythme du progrès dans cette région, car le 4 mars du printemps suivant, soit 1925, le service télégraphique gouvernemental cessait de fonctionner. Le 7 mai 1925, le *News* publiait fièrement les premières nouvelles de presse de son correspondant à Edmonton. Le service de presse sans fil, utilisant la transmission en morse à 25 mots par minute, devait être le principal moyen de diffusion des nouvelles jusqu'à ce qu'il soit remplacé par le télétype après la seconde grande guerre.

En août 1925, cependant, le *News* éprouvait des difficultés avec son service de nouvelles et avait été critiqué pour avoir mal couvert les événements extérieurs. Les agences American Press et Presse canadienne avaient toutes deux rejeté une proposition du *News* qui voulait un service de presse transmis par radio, car n'importe qui ayant un récepteur réglé sur la bonne fréquence et une bonne connaissance du morse aurait pu avoir accès au service gratuitement. Le *News* avait donc engagé son propre correspondant à Edmonton qui transmettait certaines nouvelles tirées des journaux de cette ville; cependant, les perturbations atmosphériques et ionosphériques interrompaient régulièrement les communications radiophoniques pendant des jours et parfois pendant des semaines; il fallait alors envoyer les nouvelles par la poste¹⁰. Bien que le *News* n'ait pas perdu son esprit entreprenant, il avait le malheur d'être lié à une ville isolée et en pleine décadence à un moment où la technologie transformait le monde du journalisme partout ailleurs. Plusieurs des grands quotidiens de l'extérieur, cependant, trouvaient les progrès techniques si coûteux qu'ils aboutissaient à la faillite en tentant de concurrencer des rivaux mieux financés. Au cours des années 20 et des années 30, la publication de quotidiens dans les grandes villes était devenue une affaire considérable. Par contre, le *News* n'avait pas

de concurrence, mais en 1930, il desservait une agglomération qui n'était plus qu'un village.

La grande dépression

Les années 30, cependant, ne furent pas aussi dures au Klondike que dans l'ensemble du pays. L'économie de Dawson était liée à la production de l'or, dont le prix ne fluctuait pas. Ainsi donc, lorsque la production de l'or augmentait, l'économie du Klondike reprenait vie. Il y eut des augmentations marquées de la production d'or au Klondike en 1931 et encore en 1933, la plus haute production d'avant-guerre ayant lieu en 1939, année où la production fut quatre ou cinq fois celle de 1928¹¹. On peut constater dans une certaine mesure cette renaissance de l'économie locale dans les pages du *News*. Néanmoins, les numéros du début des années 30 sont peu intéressants et manquent d'envergure en comparaison de ceux d'avant 1909. Au début des années 30, le *News* était imprimé en six colonnes sur quatre pages et annonçait surtout les détaillants locaux et les produits qu'ils offraient: café Blue Ribbon, bottes Hippres, cigarettes Winchester, poudre Cuticura. Les grosses manchettes avaient disparu, mais elles devaient renaître plus tard. Plusieurs numéros de décembre 1930, comportaient quelques brefs articles sur les événements internationaux datant pour la plupart d'une ou deux journées auparavant.

Deux ans plus tard, le 30 décembre 1932, la première page du *News* retournait à son ancienne apparence, avec de grosses manchettes et une bonne couverture des nouvelles extérieures. Le journal conservait son ancien format, mais la page éditoriale comportait toujours très peu d'articles originaux. Trois ans plus tard, en janvier 1935, le *News* présentait en gros la même apparence. Il portait fièrement le titre «Canada's Farthest North Newspaper», que personne ne pouvait lui disputer. Ce numéro contenait un éditorial d'une demi-colonne sur le chômage aux Etats-Unis, et l'information internationale était suffisante, comprenant généralement de courts articles sur les nouvelles d'outre-mer, mais le journal était encore bien loin de la qualité de ses meilleures années. Les rares éditoriaux portaient souvent sur des sujets d'intérêt local et domestique; citons en exemple le court article publié en vedette, le 25 juillet 1935, qui encourageait les marchands et les habitants à repeindre et à nettoyer en vue de la saison touristique. Cependant, le 31 octobre, le rédacteur parlait des sanctions de la Société des Nations dans la crise italo-éthiopienne.

La seconde guerre mondiale

Même la guerre de 1939 ne réussit généralement pas beaucoup à redonner vie aux colonnes éditoriales du journal. Les rares éditoriaux publiés durant les années de guerre traitaient généralement d'un aspect quelconque de la lutte. Le 18 juin 1940, le *News* signalait dans ses manchettes de première page la chute imminente de la France.

*FRANCE IS MAKING DESPERATE STRUGGLE
MARSHAL PETAIN IS NEW PREMIER OF FRANCE
ASKS ENEMY FOR THEIR TERMS IF FRANCE
LAYS DOWN ITS ARMS¹²*

Fait étrange, le seul éditorial de cette journée traitait flegmatiquement de l'aménagement de l'énergie hydro-électrique au Canada. Le 22 juin 1940, le *News* publiait intégralement le texte de l'éloquent discours de Churchill à la Chambre des communes et à l'ensemble du monde libre. La couverture des nouvelles de guerre des divers fronts était bonne. Il est à noter également que durant le premier hiver de la guerre, le nombre des annonces avait presque doublé, certaines provenant d'aussi loin que Seattle.

Au printemps de 1944, le *News* devait faire face à une crise. L'après-midi du vendredi 5 mai, le fleuve Yukon commença à grossir de façon inquiétante et, ce soir-là, la plus grande partie du sud de Dawson était inondée. Quatre jours plus tard, le 9 mai, les bureaux du *News* sur la 3^e Avenue étaient inondés; il y avait 18 pouces d'eau boueuse dans la salle de composition principale. C'est le stock de papier qui subit le plus grand dommage. La base de la linotype et le système de chauffage étaient aussi inondés. Il fallut plusieurs heures pour sécher la machine, mais l'on n'y arriva pas à temps pour composer l'édition du jeudi. Le samedi, cependant, le *News* reprenait sa publication, n'ayant manqué qu'un seul numéro¹³.

L'édition du jour de la victoire en Europe, le 8 mai 1945, comportait un éditorial sur la conférence de San Francisco, d'où devait naître l'Organisation des Nations Unies par l'entremise de laquelle les grandes puissances devaient une seconde fois tenter d'éliminer la guerre. Le rédacteur du *News* recommandait fortement la pratique individuelle et collective des idéaux chrétiens de sorte que le coût de la guerre ne s'avère pas vain une seconde fois. Cet appel dut sembler naïf à d'aucuns, mais, malgré son idéalisme, c'était une attitude plus humaniste que les cris de victoire chauvinistes d'un quart de siècle plus tôt.

Les incertitudes de l'après-guerre

Le 14 novembre 1945, il y avait déjà 10 ans que le *Dawson News* avait adopté le slogan «British Empire's Farthest North Newspaper». La guerre étant alors terminée depuis trois mois, le *News* devait faire face aux vicissitudes du monde d'après-guerre. Cette période se caractérisait pour l'ensemble du Canada par la prospérité et l'expansion, mais cette prospérité ne s'étendait pas jusqu'au Klondike. Déjà au début de la nouvelle année 1946, on remarquait une baisse nette de l'information internationale; le journal dans son ensemble redevenait un journal de petite ville. Le 2 mai 1946, le *News* devenait un hebdomadaire, son abonnement étant de 50 cents par mois, ou 6 dollars par année. Il se publiait toujours en six colonnes sur quatre pages. A compter de ce moment, l'information était en général limitée aux articles d'intérêt local et territorial, car la poste aérienne amenait sans doute des journaux de l'extérieur avec guère plus d'une journée de retard. Ce qui avait été autrefois un quotidien prospère et progressif n'était plus qu'un hebdomadaire de village. Au cours des premières années de l'après-guerre, alors que la ville de Dawson se repliait sur elle-même, la quantité d'annonces dans les pages du *News* semble avoir augmenté plutôt que diminué. Le chemin de fer Canadien Pacifique, les lignes aériennes du Canadien Pacifique et deux grandes compagnies d'assurances américaines trouvaient encore qu'il était profitable d'annoncer à Dawson.

Les années de guerre étant maintenant bien passées, la page éditoriale redevenait comateuse, utilisant à l'occasion des articles tirés d'autres journaux. Trente ou quarante ans plus tôt, le *News* ne s'était pas fait faute d'engager des controverses avec les quotidiens de Seattle et de Vancouver; le 7 avril 1949, il n'était pas trop fier en reprenant un éditorial du *Simcoe Reformer*, hebdomadaire d'une petite ville de la région du tabac du Sud de l'Ontario, lequel pouvait bien à cette époque avoir un plus gros tirage que le *Dawson Weekly News*¹⁴.

Il devait être évident au début des années 1950 que les jours de Dawson comme capitale du territoire étaient comptés; des rumeurs à cet effet avaient circulé dès 1949. Whitehorse, dont la population avait atteint 8000 durant les années de guerre et se chiffrait encore à environ 7000 au début des années 1950, était devenu le centre d'une industrie d'extraction du cuivre ainsi qu'un centre de communications en tant que terminus de la compagnie de transport White Pass and Yukon Railway. L'achèvement de la route de l'Alaska durant les années de guerre confirmait l'importance de Whitehorse. Le 21 septembre 1950, le *News* publiait un télégramme du député J.A. Simmons qui assurait ses électeurs qu'il avait protesté auprès du ministre contre le transfert projeté. Le *News* déclarait qu'il était généralement admis que le

déplacement de la capitale signifierait une calamité pour le territoire¹⁵. Le transfert eut lieu au printemps de 1953 et le *News* perdit la clientèle gouvernementale qu'il avait héritée du *World*.

Le 12 octobre 1950, une lettre d'un ancien résident paraissait en page éditoriale, encourageant les habitants du Yukon à garder foi en l'avenir du territoire. Le magazine *Time*, entre autres, décrivait le Yukon comme une terre perdue à l'avenir peu reluisant, à moins de miracles inattendus. La description suivante de Dawson par un journaliste anonyme ravivait l'ancienne flamme des colonnes éditoriales; cette description était sans doute exacte bien que paternaliste:

The capital of the Yukon is setting up a howl that echoes through the musty, empty saloons of the '99ers[. . .] But today the batwing doors of the haunts of Sam McGee and Dan McGrew swing idly back and forth on rusty hinges, patiently waiting for prospectors who never come.

Cette prose fleurie était plus que n'en pouvait supporter «A.A.G.», collaborateur régulier de la page éditoriale du *News*.

Batwing doors be damned. There's not a batwing door in any hotel today and the doors that are in our Dawson hotels today do not swing idly back and forth on rusty hinges.

In the first place Dawson's hotels are not known as saloons and what's more the beer parlours and the lobbies are not musty, nor are they empty.

*Some of the high-grading re-write men who insist upon recreating a Dawson in the image of fifty years ago, should take time out and come up this way and see what a lot of rot they're talking about.*¹⁶

Même relativement sénile, le *Dawson News* pouvait encore défendre le Klondike.

En mars 1951, la page éditoriale introduisait une nouvelle chronique intitulée «Weekly report from Ottawa», résumé des affaires de la Chambre et des mesures gouvernementales, composé par le député du territoire. Cela compensait dans une certaine mesure le rétrécissement de l'horizon du journal qui depuis plusieurs années n'incluait guère que le territoire. On note en 1951 et 1952 une certaine renaissance des éditoriaux; la clientèle des annonceurs se maintenait bien. Cette renaissance éditoriale peut bien avoir été due en partie au stimulus de la guerre de Corée. Par exemple, le 10 septembre 1953, un éditorial de deux colonnes examinait le rôle du Canada dans ce conflit.

Dawson n'étant plus qu'un village, privé de sa fonction de capitale du territoire, et le *News* ayant perdu les contrats gouvernementaux, il devenait difficile de continuer la publication, même hebdomadaire. Le 25 mars 1954, le *Dawson Weekly News* fermait ses portes.

This paper after serving the Dawson area and its many subscribers at outside points for the past fifty-five years, has through adverse conditions been forced to cease publication with this issue . . .

*We thank our advertisers, subscribers, contributors and all others who have so faithfully patronized us over the many years and leave with the hope the period of suspension will be short.*¹⁷ A moins que les côtes bien fouillées du Klondike ne recèlent de nouveaux trésors, on doit considérer que le *News* suspendit sa publication de façon permanente.

Ainsi disparaissait un des pionniers parmi les journaux canadiens. En comparaison des meilleurs quotidiens canadiens, il ne fait pas de doute que même à son apogée le *Dawson Daily News* laissait quelque peu à désirer, mais pour les aventuriers venus des quatre coins du monde, ce journal vigoureux, progressiste et varié dut être le bienvenu. Bien que le *News* ne soit pas né avec Dawson – il était plusieurs années trop tard pour cela – l'histoire du *Dawson Daily News* est également l'histoire de Dawson et du Klondike.

Notes

Le Klondike, 1886–1899

- 1 Pierre Berton, *Klondike: The Life and Death of the Last Great Gold Rush* (Toronto, McClelland and Stewart, 1958), p. 15–16.
- 2 *Yukon Midnight Sun*, 20 juin 1898, p. 9.
- 3 Pierre Berton, op. cit., p. 292.
- 4 *Yukon Midnight Sun*, 11 juin 1898.
- 5 Ibid., p. 4.
- 6 Ibid., 18 juil. 1898, p. 3.
- 7 *Daily Klondike Nugget*, 12 mars 1900, p. 3.
- 8 *Klondike Nugget*, 16 juin 1898, p. 2.
- 9 Ibid.
- 10 *Yukon Midnight Sun*, 20 juin 1898, p. 4.
- 11 Pierre Berton, op. cit., p. 303.
- 12 *Yukon Midnight Sun*, 27 juin 1898, p. 7.
- 13 *Klondike Nugget*, 24 août 1898, p. 1.
- 14 Ibid., 24 sept. 1898, p. 4.
- 15 Ibid., 5 juil. 1898, p. 2.
- 16 Ibid., 27 juil. 1898, p. 1.
- 17 *Yukon Midnight Sun*, 22 août 1898, p. 2.
- 18 *Yukon Midnight Sun*, 27 déc. 1898, p. 2.
- 19 Canada. Archives publiques (ci-après APC), RG15, E1(a), vol. 4, dossier 1023, Ogilvie à Sifton, Dawson, 28 fév. 1899.
- 20 Ibid., Ogilvie à Sifton, 26 avril 1899, transmettant les témoignages qui lui avaient été présentés en tant que commissaire royal, en vertu de lettres patentes du 7 oct. 1898.
- 21 *Klondike Miner and Yukon Advertiser*, 30 déc. 1898, p. 2.
- 22 *Klondike Nugget*, 30 nov. 1898.
- 23 Pierre Berton, op. cit., p. 410.
- 24 *Klondike Miner and Yukon Advertiser*, 19 mai 1899, p. 2.
- 25 *Klondike Nugget*, 29 mars 1898.
- 26 Ibid., 26 juil. 1899, éditorial.
- 27 Ibid., 1^{er} juil. 1899, éditorial.
- 28 *Dawson Daily News*, 24 mai 1913, notice nécrologique de Roediger.
- 29 Ibid., 5 août 1899, éditorial.
- 30 *Yukon Sun*, 15 août 1899, p. 2.
- 31 Ibid., 8 août 1899, p. 3.
- 32 *Dawson Daily News*, 31 janv. 1905, éditorial.
- 33 *Klondike Nugget*, 12 avril 1899, p. 4.
- 34 *Dawson Daily News*, 25 août 1899.
- 35 W.H. Kesterton, *A History of Journalism in Canada* (Toronto, McClelland and Stewart, 1967), p. 52.
- 36 *Dawson Daily News*, 10 nov. 1899, éditorial.
- 37 Ibid., 19 déc. 1899, citation du *Seattle Post-Intelligencer*.
- 38 *Klondike Nugget*, 5 août 1899, éditorial.
- 39 Ibid., 25 oct. 1899, éditorial.
- 40 David R. Morrison, *The Politics of the Yukon Territory, 1898–1909* (Toronto, Univ. of Toronto Press, 1967), p. 28.
- 41 *Dawson Daily News*, 14 déc. 1899.
- 42 APC, RG15, E1(a), vol. 6, dossier 1501, An Ordinance Respecting Newspapers.
- 43 *Dawson Daily News*, 11 déc. 1899, éditorial.
- 44 *Yukon Sun & Klondike Pioneer*, 30 déc. 1899.
- 45 *Dawson Daily News*, 1^{er} fév. 1900, p. 4.

Agitation politique et journalisme combat, 1900–1909

- 1 *Dawson Daily News*, 20 janv. 1900, éditorial.
- 2 Ibid., 22 janv. 1900, p. 1.
- 3 *Daily Klondike Nugget*, 2 oct. 1900, p. 1.
- 4 Ibid., 27 déc. 1899, p. 1.
- 5 *Yukon Sun et Klondike Pioneer*, 9 janv. 1900, p. 2.
- 6 *Dawson Daily News*, 8 janv. 1900, éditorial.
- 7 *Yukon Sun et Klondike Pioneer*, 6 fév. 1900, p. 2.
- 8 *Dawson Daily News*, 23 fév. 1900, p. 1.
- 9 APC, MG30, I11, vol. 21, dossier Yukon Newspapers n° 3, deponent of information of J.A. Clarke.
- 10 *Yukon Sun et Klondike Pioneer*, 4 juil. 1900, p. 2.
- 11 APC, MG27, D15, vol. 91, p. 71540, Woodside à Sifton, 26 nov. 1900.
- 12 APC, MG30, I11, vol. 17, dossier Correspondence re. Ministers, MPs, Woodside à Scott, 5 fév. 1901.
- 13 *Yukon Sun et Klondike Pioneer*, 9 fév. 1901, p. 2.
- 14 Ibid., 30 mars 1901, p. 4.
- 15 David R. Morrison, op. cit., p. 36–37.
- 16 *Daily Klondike Nugget*, 16 oct. 1900, p. 1.
- 17 Ibid., 27 sept. 1900, p. 2.
- 18 APC, RG15, E1(a), vol. 7, dossier 2286, secrétaire territorial au secrétaire du ministère de l'Intérieur, 26 avril 1901.
- 19 *Daily Klondike Nugget*, 13 mars 1901, p. 1.
- 20 *Semi-Weekly Nugget*, 17 mars 1901, p. 6.
- 21 *Daily Klondike Nugget*, 28 août 1901, p. 2.
- 22 Ibid., 23 sept. 1901, p. 1, 4.
- 23 Ibid., 20 et 24 juil. 1901, p. 2, des deux numéros.
- 24 *Semi-Weekly Nugget*, 24 juil. 1901, p. 4.
- 25 Ibid., 27 juil. 1901.
- 26 Ibid., 14 déc. 1901, p. 4.
- 27 APC, MG30, I11, vol. 17, dossier Sir Wilfrid Laurier, 1899–1904, Woodside à Laurier, 26 juil. 1904.
- 28 *Semi-Weekly Nugget*, 28 déc. 1901, p. 2.
- 29 Canada. Parlement, *Sessional Papers, 1902*, «Report of the Commissioner Yukon Territory», 10 oct. 1901, p. 3–5.
- 30 La production de l'or au Klondike
1896 \$ 300 000
1897 2 500 000
1898 10 000 000
1899 16 000 000
1900 22 275 000
1901 17 368 000
1902 11 962 690
1903 10 625 422
1904 9 413 074
Dawson Daily News, 9 juin 1905, éditorial.
- 31 Ibid., 19 avril 1902, p. 5.
- 32 Ibid., 5 sept. 1902, éditorial.
- 33 *Daily Klondike Nugget*, 5 juil. 1902, p. 2.
- 34 *Dawson Daily News*, 2 sept. 1902, éditorial.
- 35 APC, MG30, I11, vol. 17, dossier Sir Sam Steele, Woodside à Steele, 14 sept. 1904.
- 36 Ibid., vol. 17, dossier Ministers & PMs, Woodside à J.H. Ross, 10 nov. 1902.
- 37 *Yukon Sun*, 3 déc. 1902, p. 2.
- 38 *Dawson Daily News*, 19 avril 1902, éditorial.

- 39 *Daily Klondike Nugget*, 16 oct. 1901, p. 1.
 40 Ibid., 19 août 1902, p. 2.
 41 *Dawson Daily News*, 23 août 1902, éditorial.
 42 *Yukon Sun*, 15 nov. 1902, éditorial.
 43 *Dawson Daily News*, 3 déc. 1902, éditorial.
 44 *The Free Lance* (Dawson), 22 janv. 1903.
 45 Ibid., p. 2.
 46 *Dawson Daily News*, 25 juin 1903, éditorial.
 47 *Yukon Sun*, 24 juin 1903, p. 2.
 48 *Dawson Daily News*, 22 juil. 1903, éditorial.
 49 Ibid., 14 août 1903, p. 8.
 50 Ibid., 2 sept. 1903, p. 5.
 51 Ibid., 16 nov. 1903, éditorial.
 52 Ibid.
 53 Ibid., 1^{er} fév. 1900, éditorial.
 54 Ibid., 7 janv. 1904, éditorial.
 55 APC, MG30, I11, dossier Sir Sam Steele, Woodside à Steele, 1^{er} sept. 1910.
 56 *Dawson Daily News*, 15 juil. 1903, éditorial.
 57 *Yukon Sun*, 15 juil. 1903, p. 2.
 58 Ibid., 20 nov. 1903, p. 1.
 59 Ibid., 8 déc. 1903, p. 2.
 60 *Yukon World*, 29 fév. 1904, p. 2.
 61 Ibid., 3 mars 1904, p. 2.
 62 *Dawson Daily News*, 29 fév. 1904.
 63 APC, RG15, E1(a), vol. 7, dossier 2286, Public Notices, Dawson, 31 mars 1904.
 64 *Yukon Sun*, 2 avril 1904, éditorial.
 65 *Dawson Daily News*, 15 juin 1904, éditorial.
 66 APC, MG30, I11, vol. 17, dossier Sir Sam Steele, Woodside à Steele, 14 sept. 1904.
 67 *Dawson Daily News*, 5 oct. 1904, éditorial.
 68 David R. Morrison, op. cit., p. 66.
 69 *Dawson Daily News*, 13 juil. 1904, éditorial.
 70 APC, MG26, G, vol. 328, p. 88066–88067, Congdon à Laurier, 15 juil. 1904.
 71 *Dawson Daily News*, 29 juil. 1904, éditorial.
 72 Ibid., 24 oct. 1904, éditorial.
 73 *Yukon World*, 18 déc. 1904, p. 2.
 74 *Dawson Daily News*, 17 janv. 1905, p. 1.
 75 Ibid., 8 juil. 1905, p. 1.
 76 *Yukon World*, 13 août 1905, p. 2.
 77 *Dawson Daily News*, 20 juil. 1905, éditorial.
 78 *Yukon World*, 19 juin 1906, p. 2.
 79 APC, MG30, I11, vol. 17, A. Ross Cuthbert à Woodside, 28 mars 1906, Woodside à Cuthbert, 27 août 1906.
 80 APC, MG26, G, vol. 417, p. 111399, Laurier à McInnes, 31 mai 1906.
 81 Ibid., p. 111395–111397, McInnes à Laurier, 19 juin 1906.
 82 *Yukon World*, 28 juin 1906, p. 2.
 83 *Dawson Daily News*, 26 sept. 1906, éditorial.
 84 David R. Morrison, op. cit.
 85 *Yukon World*, 30 nov. 1907, p. 2.
 86 *Dawson Daily News*, 20 juil. 1908, p. 2.
 87 Ibid., 20 janv. 1908, p. 4.
 88 Ibid., 31 oct. 1908, éditorial. Roediger est mort au mois de mai 1913 à Tacoma, où il avait commencé sa carrière de journaliste près de 30 ans auparavant. *Dawson Daily News*, 24 mai 1913, p. 1.
 89 *Yukon World*, 19 déc. 1908, p. 2.
 90 Ibid., 9 janv. 1909.
 91 T.A. Rickard, *Through the Yukon and Alaska* (San Francisco, Mining and Scientific Press, 1909), p. 184.
 92 *Yukon World*, 10 avril 1909, p. 2.

La ville fantôme, 1910–1954

- 1 *Dawson Daily News*, 1^{er} janv. 1909.
 2 Ibid., 20 oct. 1910, éditorial.
 3 Ibid., 24 oct. 1911, p. 2.
 4 Ibid., 23 mars 1918.
 5 Ibid., 10 mai 1918, p. 2.
 6 Ibid., 7 mai 1918, p. 2.
 7 Ibid., 20 fév. 1920, p. 4.
 8 *Dawson News*, 15 nov. 1924.
 9 APC, RG15, E1(a), vol. 6, dossier 1501, affidavit ou déposition, 19 mars 1924.
 10 *Dawson News*, 13 août 1925, p. 1, 4.
 11 La production de l'or au Klondike
- | | |
|------|------------|
| 1924 | \$ 719 897 |
| 1925 | 998 465 |
| 1926 | 529 220 |
| 1927 | 639 483 |
| 1928 | 710 367 |
| 1929 | 741 954 |
| 1930 | 734 202 |
| 1931 | 955 539 |
| 1932 | 943 436 |
| 1933 | 1 129 500 |
| 1934 | 1 388 531 |
| 1935 | 1 256 529 |
| 1936 | 1 764 041 |
| 1937 | 1 678 890 |
| 1938 | 2 545 544 |
| 1939 | 3 171 192 |
| 1940 | 3 097 539 |
| 1941 | 2 731 022 |
| 1942 | 3 204 071 |
| 1943 | 1 584 000 |
| 1944 | 916 003 |
| 1945 | 1 221 258 |
- Canada. Statistique Canada, *Chronological Record of Canadian Mining Events from 1604–1947, and Historical Tables of the Mineral Production of Canada* (Ottawa, Imprimeur du roi, 1948).
- 12 *Dawson News*, 18 juin 1940, p. 1.
 13 Ibid., 13 mai 1944, p. 1.
 14 *Dawson Weekly News*, 7 avril 1949, éditorial.
 15 Ibid., 21 sept. 1950, p. 1.
 16 Ibid., 19 oct. 1950, éditorial.
 17 Ibid., 25 mars 1954, éditorial.

Bibliographie

Adney, Tappan

The Klondike Stampede of 1897–98, New York, Harper & Bros., 1900.

Armstrong, Neville A.D.

Yukon Yesterdays: Thirty Years of Adventure in the Klondike, Londres, John Long, 1936.

Berton, Pierre

Klondike: The Life and Death of the Last Great Goldrush, Toronto, McClelland and Stewart, 1958.

Canada. Archives publiques.

MG26, G, Fonds Laurier.

MG26, H, Fonds Borden.

MG27, D15, Fonds Sifton.

MG30, I11, Fonds H.J. Woodside.

RG15, E1(a) Interior Department, Records of Field Offices, Yukon Territory, General Correspondence.

Canada. Parlement.

Sessional Papers, 1897–1920, Ottawa, Imprimeur du roi.

Canada. Statistique Canada.

Chronological Record of Canadian Mining Events from 1604–1947, and Historical Tables of the Mineral Production of Canada, Ottawa, Imprimeur du roi, 1948.

Canadian Press Association, éd.

A History of Canadian Journalism in the Several Portions of the Dominion, 1859–1908, Toronto, Murray Printing Co., 1908.

Coolidge, L.A.

Klondike and the Yukon Country: A description of our Alaska Land of Gold, Philadelphie, Henry Altemus, 1897.

Daily Klondike Nugget/Semi Weekly Nugget (Dawson)

1898–1903.

Dawson Daily News/Dawson News/Dawson Weekly News

1899–1954.

Dawson Record

Juil. 1902 – nov. 1903.

Davis, Mary Lee

Sourdough Gold: The Log of Yukon Adventure, Boston, W.A. Wilde, 1933.

The Free Lance (Dawson)

1903–1904.

The Gleaner (Dawson)

1899.

Graham, Angus

The Golden Grindstone: The Adventures of George M. Mitchell, Londres, Chatto & Windus, 1935.

Hayne, M.H.E. et H.W. Taylor

The Pioneers of the Klondike: Being an Account of Two Years' Police Service on the Yukon, Londres, Sampson, Low, Marston, 1897.

Ingersoll, Ernest

Gold Fields of the Klondike and the Wonders of Alaska, s. l., Edgewood Publishing Co., 1897.

Kesterton, W.H.

A History of Canadian Journalism, 1752–1958, réimpr. de *Canada Year Book, 1957–58*, 1959.

Kitto, F.H.

Yukon: Land of the Klondike, 2^e éd., Ottawa, Imprimeur du roi, 1930.

Klondike Miner and Yukon Advertiser (Dawson)

1898–1899.

Labour Advocate (Dawson)

1909.

Lynch, Jeremiah

Three Years in the Klondike, Londres, Edward Arnold, 1904.

Morgan, Murray

One Man's Gold Rush: A Klondike Album, Seattle, Univ. of Washington Press, 1967.

Morrison, David R.

The Politics of the Yukon Territory, 1898–1909, Toronto, Univ. of Toronto Press, 1967.

Ogilvie, W.

Early Days on the Yukon and Story of its Gold Finds, Ottawa, Thorburn & Abbot, 1913.

Phillips, R.A.J.

Canada, The Yukon and Northwest Territories, Toronto, McGraw Hill, 1966, History of Canada Series.

Polk's Alaska-Yukon Gazeteer and Business Directory

Seattle (Washington), R.L. Polk & Co., 1902–1918, titres variés.

Rickard, T.A.

Through the Yukon and Alaska, San Francisco, Mining & Scientific Press, 1909.

Wickersham, James

A Bibliography of Alaskan Literature, 1724–1924, Cordova (Alaska), Alaska Agricultural College & School of Mines, 1927.

Winslow, Kathryn

Big Pan-Out, New York, W.W. Morton, 1951.

***Yukon Midnight Sun/Yukon Sun & Klondike Pioneer/Yukon Sun/
Yukon Weekly Sun (Dawson)***

1898–1904.

Yukon World/Weekly Yukon World (Dawson)

1904–1909.

Histoire et archéologie/History and Archaeology

Publications en vente chez son libraire, ou par la poste à: Imprimerie et édition, Approvisionnements et services Canada, Hull, Québec, Canada K1A 0S9.

1 *Inventaire des marchés de construction des archives civiles de Québec, 1800–1870*, par Geneviève G. Bastien, Doris D. Dubé, et Christina Southam, 1975, 3 vol. \$20.00; autres pays \$24.00

2 *Histoire économique et sociale de Saint-Lin, 1805–1883, et l'importance de la famille Laurier*, par Réal Bélanger, 1975. \$4.00; autres pays \$4.80.

3 *Historique structural du fort George*, par Yvon Desloges, 1975. \$5.00; autres pays \$6.00.

4 *Plans de l'architecture domestique inventoriés aux Archives nationales du Québec à Montréal; Plans de l'architecture commerciale et industrielle inventoriés aux Archives nationales du Québec à Montréal; Plans de l'architecture publique, de l'architecture religieuse et du génie mécanique inventoriés aux Archives nationales du Québec à Montréal*, par André Giroux, Nicole Cloutier et Rodrigue Bédard, 1975, 3 vol. \$11.00; autres pays \$13.20.

10 *Etude sur la vie et l'oeuvre de Jacques Cartier (1491–1557)*, par Réal Boissonnault; *Fouilles au parc Cartier-Brébeuf, Québec, 1959*, par Kenneth E. Kidd; *Fouilles au parc Cartier-Brébeuf, Québec, 1962*, par John H. Rick; *Archéologie de sauvetage au parc Cartier-Brébeuf, la ville de Québec: juillet-août 1969*, par Marcel Moussette, 1977. \$9.00; autres pays \$10.80.

17 *Inventaire des marchés de construction des Archives nationales à Québec, XVII^e et XVIII^e siècles*, par Doris Dubé et Marthe Lacombe, 1977. \$8.00; autres pays \$9.60.

20 *Etude archéologique du fort Lennox, île aux Noix, Québec, saison de fouilles 1964*, par Norman F. Barka; *Les perles de verre du fort Lennox, Québec*, par Karlis Karklins, 1978. \$7.75; autres pays \$9.30.

21 *Bibliographie annotée pour l'étude de la quincaillerie du bâtiment*, par Peter J. Priess, 1978. \$2.75; autres pays \$3.30.

Lieux historiques canadiens n° 21



**La police à cheval du Nord-Ouest:
premier contingent, 1873–1874**
Philip Goldring

La Police à cheval du Nord-Ouest fut créée pour établir l'autorité du Canada dans l'immense et lointain territoire acheté de la Compagnie de la baie d'Hudson. Vers la fin de 1873, on recruta 150 hommes dans l'Est du pays et on les envoya en hâte au Lower Fort Garry pour commencer leur entraînement. Les déficiences causées par le recrutement hâtif de novices se corrigèrent au cours de l'hiver, et en juin 1874, ces hommes rejoignirent un second contingent, formé à Toronto, pour entreprendre la longue marche jusqu'au pied des Rocheuses.



Le Dawson Daily News: journalisme au Klondike
Edward F. Bush

Le *Dawson Daily News* a paru entre le 31 juillet 1899 et le 25 mars 1954. Durant ces années, le journal a survécu à huit concurrents locaux; témoin du sort de Dawson et du Klondike, il a débuté en un vigoureux quotidien au plus fort de la plus importante ruée vers l'or du monde et a fini ses jours en hebdomadaire de village aux prises avec des difficultés financières.

**Whisky, chevaux et mort: le massacre des collines
Cyprés et ses séquelles**
Philip Goldring

En 1873 un groupe de trafiquants de whisky et de chasseurs de loups du Montana massacrèrent une bande d'Assiniboïnes campée sur les collines Cyprés, ce qui est maintenant le sud de la Saskatchewan. L'histoire de ce combat inégal, refaite à partir des témoins, nous révèle les conditions tumultueuses de la vie à la frontière canado-américaine. Quoique le massacre n'ait pas été à l'origine de la formation de la Police à cheval, l'enquête de cette dernière et le procès qui s'ensuivit ont commencé une tradition de paix et d'ordre dans l'Ouest canadien en voie de développement.